TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 885 — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JANVIER 1980

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 13 f. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grande-Bretagne, 30 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 85 ris. ; Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 190 F CFA ; Suède, 3,50 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 28 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les difficultés économiques de l'U.R.S.S.

Le bilan économique de l'U.R.S.S. pour l'année écoulée, publié le vendredi 25 janvier par l'Office central de statistiques, confirme que l'économie soviétique traverse une crise de langueur. Contrairement aux prévisions et aux espoirs des autorités, 1979 n'a pas été l'année du redressement après deux exercices médiocres : les tendances négatives se sont poursuivies, et parfois même aggravées.

Le revenu national n'a augmenté que de 2 %, contre 4,3 % prévus par le plan annuel ; la croissance de la production industrielle est également en retard sur les objectifs : 3,4 %, contre un objectif de 5,7 % ; la production agricole a diminué de 4 %, en grande partie pour des raisons climatiques. La récolte de céréales, avec 179 millions de tonnes, est inférieure de 49 millions de tonnes à l'objectif annuel. Certes, la récolte moyenne de ce quinquennat, avec 209 millions de tonnes, est supérieure de 27 millions au résultat du quinquennat précédent ; mais l'approvisionnement de la population en produits alimentaires va s'aggraver, d'autant plus que la situation est également mauvaise pour la viande et les produits laitiers.

Les maux dont souffre le système sont bien connus, et ils ont été souvent dénoncés par les responsables : faible productivité du travail, dispersion et mauvais rendement des investissements, retard dans les constructions d'ensembles industriels, désorganisation des transports (notamment ferroviaires), gaspillages, irresponsabilité et corruption, etc. Mais les dirigeants soviétiques ne paraissent pas en mesure d'y porter remède, soit par manque d'imagination — les solutions proposées font souvent appel aux vieilles recettes du renforcement de la discipline et du travail idéologique, — soit par incapacité à faire appliquer les réformes décidées. Le discours de M. Brejnev prononcé en novembre dernier devant le comité central est, de ce point de vue, un document de base puisqu'il énumère toutes les résolutions du comité central restées lettre morte...

La productivité du travail demeure l'un des principaux goulets d'étranglement ; dans l'industrie, elle n'a progressé que de 2,4 % contre un objectif annuel de 4,7 % ; dans l'agriculture et les transports, elle est même en baisse. Les rémunérations moyennes des ouvriers et des employés ont augmenté de 2,2 % pour atteindre 163,5 roubles par mois, soit un peu plus de 1 000 francs français, et la construction de logements est en baisse de 4 %, alors que la crise est loin d'être résorbée, surtout dans les grandes villes. Non seulement le plan n'a pas été accompli dans de nombreux secteurs-clés, mais la production a même diminué en valeur absolue en ce qui concerne le charbon, la métallurgie, l'industrie du bois et du papier, l'industrie des métaux de construction.

On voit mal, en l'état actuel des choses, comment l'équipe dirigeante pourrait redresser la barre : plus encore qu'avant, les dépenses militaires vont avoir la priorité, non seulement à cause de l'invasion de l'Afghanistan — une opération qui est à la mesure des moyens financiers de l'U.R.S.S., — mais surtout à cause de la probable reprise de la course aux armements les plus coûteux si l'accord SALT 2 n'est pas ratifié et si cette course s'étend aux engins eurostratégiques. Les sanctions économiques et commerciales décrétées par les Etats-Unis vont également accentuer à moyen terme les difficultés alimentaires d'un pays où, certes, on ne meurt pas de faim, mais où la nourriture pose un problème quotidien.

L'arrêt possible, enfin, des apports de technologie occidentale n'aidera pas non plus Moscou à éviter une dégradation de la situation actuelle, même s'il est vrai que l'on a beaucoup exagéré les capacités de l'U.R.S.S. à « digérer » et à profiter de ces « greffes ».

L'élection du président iranien

M. Bani Sadr est assuré de la victoire au premier tour

M. Abol Hassan Bani Sadr, ministre iranien de l'économie et des finances, est assuré de remporter à une très large majorité, dès le premier des deux tours prévus, l'élection à la présidence de la République islamique.

Selon les résultats partiels de la consultation de vendredi, diffusés samedi 26 janvier en fin de matinée par la radio et l'agence Pars, il aurait recueilli environ 70 % des voix, devançant l'amiral Madani et M. Hassan Habibi. Dans la ville sainte de Qom, où réside habituellement l'imam Khomeiny, 83 % des voix sont allés à M. Beni Sadr, contre 10 % seulement à M. Habibi. La participation a été très forte, sauf dans le Kurdistan, où elle a été extrêmement réduite en raison des mots d'ordre des organisations autonomistes.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — « *Drour Bani Sadr !* » *(vive Bani Sadr !)*. Les cris fusent des fenêtres du 212, avenue Apadana, l'immeuble de fer et d'acier qui a servi de quartier général pour la campagne électorale de celui qui sait déjà qu'il sera le premier président de la République iranienne. La limousine blindée de M. Bani Sadr s'est à peine garée qu'une dizaine de gardes du corps en armes descendent d'une seconde voiture, se précipitent vers la porte de l'immeuble pour frayer au candidat un chemin à travers la foule de ses partisans. C'est le délire : poignées de main, longues accolades, tapes sur le dos. M. Bani Sadr est bousculé, happé, emporté par la vague humaine qui le submerge.

M. Ahmed Salamatian, son compagnon d'exil à Paris, organisateur d'une campagne électorale « *à l'américaine* », le conduit de bureau en bureau, où l'heureux candidat remercie chacun et chacune de leur contribution à sa victoire. Des jeunes filles en jeans, mais le pudique foulard de rigueur sur la tête, lui demandent des autographes.

A la section propagande, les murs sont recouverts d'affiches, le sol est encombré de tracts, les siens et... ceux de ses adversaires. Au département des sondages, la pièce est littéralement tapissée de cartes d'Iran percées de punaises multicolores, de tableaux de chiffres, de graphiques où l'on peut constater l'évolution d'une semaine à l'autre de la popularité des principaux candidats, ville par ville, département par département.

Il est 17 h. 30, et le scrutin ne sera clos que dans une demi-heure. Mais le responsable des sondages est en mesure de fournir à M. Bani Sadr l'ordre de grandeur des suffrages qu'il aurait recueillis : 75 % à Téhéran, 85 % dans la province d'Ispahan, 86 % au Mazanderan et au Guilan, 90 % dans sa ville d'origine, Hamadan. « *Bani Sadr Sad Dar Sad !* » *(Bani Sadr, 100 %)* : les jeunes qui l'entourent scandent le slogan en forme de jeu de mots qui fit fortune lors de la campagne électorale.

Le visage du vainqueur se colore, les yeux pétillent de joie derrière ses lunettes d'écaille. Son collaborateur et inséparable ami, M. Mustapha Entezarian, également compagnon d'exil à Paris, vivement ému, nous dit : « *C'est mieux qu'un triomphe, c'est un raz de marée !* »

C'est effectivement ce que nous avions pu constater au cours d'une tournée des bureaux de vote. La participation a été partout massive : des queues interminables d'hommes et de femmes s'étaient constituées dès les premières heures de la matinée, dans un ordre et une discipline remarquables pour un peuple qui fait son apprentissage de la démocratie. Le secret du vote était facultatif, mais nombre d'électeurs nous ont spontanément révélé les raisons de leur choix.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

M. Giscard d'Estaing en Inde

Le chef de l'État déplore la résurgence de deux « blocs »

M. Valéry Giscard d'Estaing a assisté, samedi matin 26 janvier, au grand défilé et à la parade militaire commémorant l'anniversaire de la République indienne. Arrivé vendredi à New-Delhi, le chef de l'Etat avait eu, le jour même, des conversations « informelles » avec les responsables indiens, au cours desquelles les deux parties avaient affirmé leur volonté de faire de cette visite un événement important dans la situation internationale.

Les deux pays, qui partagent une conception « globale » de la détente, entendent œuvrer de concert à la réduction de la tension internationale. Le président de la République refuse, pour sa part, de « se résigner à l'irréparable » et déplore que la communauté internationale paraisse s'accommoder d' « une nouvelle compétition vers la puissance accompagnée d'un durcissement des relations internationales réorganisées autour de deux blocs ».

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Dès vendredi soir, le porte-parole de la délégation française, M. Jacques Blot, a indiqué que « *du côté français* » on se déclarait « *manifestement satisfait de l'identité de vues* » apparue au cours des brèves conversations qui venaient d'avoir lieu entre M. Giscard d'Estaing, Mme Indira Gandhi et le président Sanjiva Reddy, de même qu'entre les ministres des affaires étrangères et ceux du commerce extérieur. M. Blot a fait état d'une « *grande concordance de thèmes, d'approches et d'appréciations* ».

C'est au cours du dîner officiel que se sont manifestées ces convergences. MM. Giscard d'Estaing et Reddy ont usé de termes fort proches pour parler tous deux de la détente, du désarmement et de la crise en Asie. Le chef de l'Etat français s'est nettement démarqué de l'attitude des autres pays occidentaux, et en particulier de celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, en affirmant, notamment, que la France n'entend pas « *se résigner à l'irréparable* ». Elle est décidée, a-t-il ajouté, « *à soutenir tout ce qui peut conduire à une organisation pacifique du monde* ».

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 4.)

Lire pages 5 à 10 notre supplément

INDE : pauvreté et volonté de puissance

La Chine emprunterait sur le marché international

La Chine aurait décidé de procéder à l'émission d'emprunts sur le marché international des capitaux. Selon le quotidien économique japonais Nihon Keizai *du 26 janvier, deux maisons de courtage nippones, Daiwa et Nikko, doivent envoyer prochainement des missions à Pékin, à la demande de la Chine, pour y négocier les modalités de placements qui seront, dans un premier temps, effectués sur le marché japonais.*

De notre correspondant

Tokyo. — Pour entreprendre son programme de modernisation, la Chine a déjà eu recours à des crédits bancaires et dernièrement à des emprunts gouvernementaux notamment japonais. Cependant, les experts financiers voient avec une certaine surprise Pékin se lancer sur le marché international des capitaux avant même d'être entré au Fonds monétaire international, même si en janvier la province du Fukien a émis un emprunt en monnaie chinoise sur le marché de Hongkong, emprunt destiné principalement aux Chinois d'outre-mer.

Les deux maisons de titres nippones, enverront leur mission respectivement au début et à la fin du mois de mars. Des pourparlers entre Chinois et Japonais sur la question des émissions d'emprunts durent, précise le *Nihon Keizai*, depuis juillet 1979. Une autre grande firme de courtage, Nomura, a déjà dépêché plusieurs missions à Pékin.

Dans un premier temps les Japonais comptent surtout expliquer à leurs partenaires le fonctionnement du marché des capitaux et les conditions que doivent remplir les émetteurs de titres. A cette occasion, on s'attend à ce qu'ils insistent sur la nécessité d'une adhésion de la Chine au F.M.I.

Cette question se pose depuis l'entrée de Pékin aux Nations unies en 1970. Le 30 septembre 1976, le président de la Banque de Chine avait envoyé un télégramme au F.M.I. à Washington demandant l'expulsion des représentants de Taiwan, ce qui a bloqué les négociations sur les aspects techniques et financiers de l'entrée de la Chine dans l'institution monétaire internationale. Le F.M.I., de son côté, a retardé la restitution à la Chine de ses avoirs (550 millions de dollars), ne sachant qui doit en être bénéficiaire, la Chine ou Taiwan.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 21.)

AU P.C.F.

La stratégie de l'isolement

par ALAIN DUHAMEL

Cette fois, le parti communiste français *prend ses quartiers d'hiver*. En septembre 1977, il avait préféré la rupture de l'union de la gauche à un compromis avec le parti socialiste. Maintenant, il approuve bruyamment l'intervention soviétique en Afghanistan. Il rend donc de façon éclatante la priorité à la solidarité avec *l'U.R.S.S. Le P.C.F.* a deux communautés naturelles, la gauche hexagonale et le mouvement communiste international. Aucune des deux n'exclue jamais l'autre. Mais, pendant une douzaine d'années, il avait *semblé privilégier* de plus en plus la première. Désormais, c'est de nouveau la seconde qui l'emporte. Après les trois grandes glaciations historiques — celle des années 30, celle de 1939-1941, celle de la guerre froide, — on peut se demander s'il ne s'agit pas de la quatrième glaciation. Une chose est en tout cas sûre : l'approbation du coup de Kaboul venant après *la désagrégation de l'union de la gauche* ne peut signifier qu'une rechute vers la stratégie de l'isolement. La condamnation de l'assignation à résidence d'André Sakharov ne se compare évidemment pas à ce tournant-là. Dans un cas, il y a soutien tonitruant d'une intervention militaire massive, dans l'autre, critique nuancée d'une mesure présentée comme la simple défaillance d'un système sain. En sacrifiant consciemment l'une de ses dimentions à l'autre, le P.C.F. prend le risque de devoir s'enfermer derechef dans sa forteresse solitaire.

Cette quarantaine acceptée, ce retour à l'U.R.S.S., peuvent évidemment s'interpréter de deux façons extrêmes. Les uns voient dans le rapprochement de Georges Marchais et de Léonide Brejnev la conséquence *de la rupture de l'union de la gauche*. D'autres y découvrent au *contraire la cause réelle du déchirement* de 1977. Ceux-ci analysent plutôt la fin de la période unitaire du P.C.F. comme le résultat d'une décision internationale ; ceux-là expliquent davantage la solidarité retrouvée avec les Soviétiques comme le fruit naturel de l'impossibilité de *vivre en marge des deux fidélités* à la fois. Une thèse croit à la discipline stoïque, l'autre au ralliement volontaire. Dans quelques années, les historiens trancheront peut-être.

Mais en attendant, on peut risquer une hypothèse intermédiaire : les Soviétiques ont fait pression de longue date sur le P.C.F. — au moins depuis 1977, sans doute beaucoup *plus* tôt si l'on se rappelle la visite symbolique de l'ambassadeur d'U.R.S.S. à M. Valéry Giscard d'Estaing entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1974.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

La nouvelle télévision

10 h : *Cours de morale politique par Georges Marchais.*
11 h : *Réflexions sur la paix avec Georges Marchais.*
12 h : *Les informations, présentées par Georges Marchais.*
13 h : *Les accords d'Helsinki, interprétation de Georges Marchais.*
14 h : *L'après-midi des jeunes, animés par Georges Marchais.*
16 h : *La joie dans le travail, avec Georges Marchais.*
20 h : *Les informations, présentées par Georges Marchais.*
20 h 30 : *Hommage à Georges Marchais.*
22 h : *Bonne nuit les petits, par Georges Marchais.*
23 h : *Dernières informations, présentées par Jean-Pierre Elkabbach.*
Dernière minute : *M. Jean-Pierre Elkabbach étant souffrant, les dernières informations seront présentées exceptionnellement par Georges Marchais.*

GUY HABRA.

« TÊTE D'OR » à Saint-Denis

Un sursaut de liberté

Brumes dormantes qui suintent d'une croûte terrestre cassée ; portes-fenêtres aux vitres noires, tantôt *miroirs* qui renvoient l'image du public, tantôt croisées auxquelles des revenantes appuient le nez ; *ruines déséquilibrées* d'un théâtre baroque dont le rideau rouge s'ouvre et se ferme encore ; femmes-fées vêtues de tulle rose, quatre, cinq, toutes la même ; hommes aux allures de *comédiens de louage*, d'apaches, qui, sur leurs jeans et leurs baskets, ont enfilé à la hâte des haillons Ancien Régime ; un climat de mensonge, d'aube froide après le bal masqué, de ras-le-bol cynique, le tout traversé par des salves de lueurs aveuglantes, comme des crises de rage de soleil : dès les premières secondes de ce prétendu « Tête d'or », l'arsenal Mesguich est là, *in extenso*.

Mais il y a cette fois une composante supplémentaire : la sono. Sono plein tube, hystérique, apocalypse du samedi soir, ramdam d'enfer, moteurs à réaction, coupons de symphonies, cris de récréation, tsiganes et manèges, hélicoptères de Coppola, coups de foudre — vacarme qui dénature l'aspect féerique-magique de l'outillage visuel, qui fait basculer le bal masqué dans une sauvagerie, un illusionnisme barbare, une « mise en scène » échappée, échappée comme un cheval, *devenue folle*.

Daniel Mesguich est le seul metteur en scène qui, d'une œuvre à l'autre, ne change pas du tout son fusil d'épaule. Quel que soit l'auteur, quelle que soit la pièce, c'est sur les planches le même décor, celui d'un théâtre qui se dévore, ce sont sous les flèches de *lumière* les mêmes *protagonistes*, pères, fils, mères, amants qui s'étreignent à s'étouffer, se perdent, se dédoublent, sautent de spasmes en épilepsies, s'appellent dans le désert.

Que vient faire Claudel là dedans ? Pas grand-chose de propre, forcément. Parce que Claudel, pour Daniel Mesguich comme pour tant d'hommes de théâtre de son âge, c'est Dieu le père, c'est *le père tout court*, le *père tout-puissant*, absent, traître, bourreau, inévitable, insolvable, insoutenable et inavouable.

Mesguich n'a pas mis *Tête d'or* en scène. Il a capturé *Tête d'or*, comme on prend un loup au piège. Il avait un compte à régler avec *cette tumeur* dans le crâne. Il a cloué ce dragon, sur un étal.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 17.)

LA CRISE AFGHANE ET SES RÉPERCUSSIONS

La Chine appelle tous les peuples à « soutenir au maximum » les résistants afghans

L'ouverture des travaux de la Conférence islamique, qui doit débattre de l'Afghanistan, prévue ce samedi 26 janvier, a été repoussée de vingt-quatre heures à la demande de l'Iran. Contrairement à ce qui avait été annoncé, l'Afghanistan ne participera pas à la Conférence dans laquelle il ne voit, a estimé samedi la radio de Kaboul, qu'*« un complot impérialiste et une machine de propagande »* contre le nouveau régime.

La Chine a solennellement appelé le monde à apporter un *« soutien maximum »* à la résistance armée afghane antisoviétique. Dans un article publié vendredi 25 janvier, *le Quotidien du peuple* écrit que soutenir la résistance à l'*« occupation étrangère »* de l'Afghanistan représente *« un devoir auquel aucun pays épris de paix ne peut se soustraire »*. Grâce à cette assistance, poursuit le journal, le peuple afghan pourra faire de son territoire un *« bourbier »* où s'enfonceront les *« agresseurs soviétiques »* et ce soutien apportera une *« importante contribution à la lutte mondiale contre l'hégémonisme »*.

L'agence Chine nouvelle a pour sa part accusé vendredi l'Union soviétique d'avoir *« inventé »* des informations faisant état de la présence de volontaires chinois en Afghanistan comme *« prétexte pour perpétuer l'occupation de ce pays »*. Ce commentaire est un démenti indirect aux informations diffusées ces jours derniers de sources indiennes et selon lesquelles des détachements chinois seraient entrés dans le nord de l'Afghanistan.

Dans les pays occidentaux, plusieurs nouvelles prises de position officielles ont été enregistrées vendredi. Le gouvernement néerlandais va « geler » les contacts culturels et commerciaux avec l'U.R.S.S. La décision, annoncée par M. Van Agt, premier ministre, signifie notamment l'annulation de toutes les grandes manifestations culturelles communes, l'arrêt de l'exportation de haute technologie vers l'U.R.S.S. et la réduction au minimum des contacts diplomatiques.

● A BONN, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a reçu M. Semionov, l'ambassadeur soviétique, auquel il a réitéré la demande de la République fédérale d'évacuation de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. Il a également exprimé l'espoir de voir l'U.R.S.S. créer les conditions permettant à tous les pays de participer aux Jeux olympiques de Moscou. A la demande du gouvernement de Prague, M. Genscher a annulé sa visite prévue en Tchécoslovaquie pour février. Le porte-parole du gouvernement fédéral a d'autre part déclaré que la R.F.A. *« remplira jusqu'à la dernière virgule les engagements pris dans le cadre de l'OTAN »*. Le porte-parole se référait aux propos de M. Carter relatifs à la défense, y compris par des moyens militaires, des intérêts américains dans la région du Golfe. A propos de la position « dure » adoptée par la Grande-Bretagne, il a précisé que les *« instruments »* dont se sert Londres pour affirmer sa solidarité avec les Etats-Unis étaient *« différents »* de ceux de la République fédérale.

« Punir l'agression »

● A LONDRES, le gouvernement britannique a indiqué vendredi qu'il espérait que ses alliés européens prendraient rapidement contre l'U.R.S.S. des mesures de représailles semblables à celles qu'il a lui-même adoptées. Lord Carrington, le chef de la diplomatie britannique, qui a reçu dans la journée, M. Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, et M. Linowitz, le représentant américain aux négociations sur l'autonomie palestinienne, a dit souhaiter l'annulation d'une tournée en Grande-Bretagne des chœurs de l'armée rouge prévue pour avril. Une telle visite, indique-t-on au Foreign Office, serait *« inappropriée »* et pourrait avoir des *« implications sur l'ordre public »*.

D'autre part, les autorités britanniques ont refoulé vendredi matin M. Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix, quelques heures après son arrivée à l'aéroport londonien d'Heathrow.

● A PARIS, M. Hans De Koster, président du Conseil de l'Europe, a réaffirmé la nécessité d'une cohésion européenne face à l'U.R.S.S.

● A WASHINGTON, MM. Carter et Cossiga, président du conseil italien, ont déclaré, à l'issue de leurs entretiens, qu'ils étaient déterminés à agir en collaboration avec les dirigeants d'autres pays *« pour que l'agression soviétique en Afghanistan ne reste pas impunie »*. Le communiqué commun indique que les deux pays ont décidé *« une série d'actions coordonnées »*. D'autre part, M. David Newson, secrétaire d'Etat adjoint américain, devait s'entretenir ce samedi à Bucarest avec les dirigeants roumains de la situation internationale.

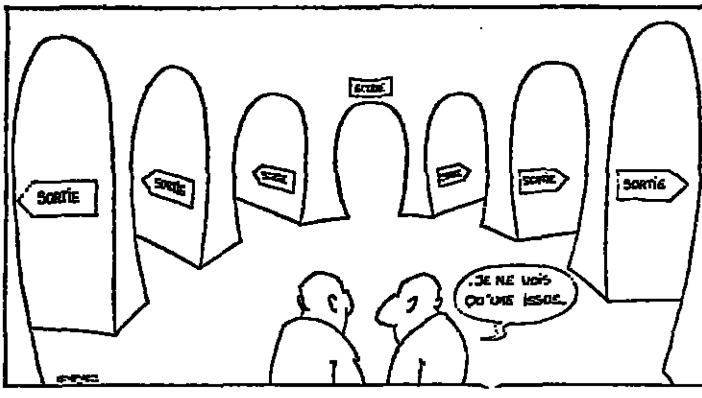
Le C.I.C.R. autorisé à rendre visite aux prisonniers politiques

● A KABOUL, M. Babrak Karmal, chef de l'Etat, a déclaré, vendredi 25 janvier, à la radio que la liberté religieuse sera respectée et garantie par la loi. Depuis son arrivée au pouvoir il y a un mois, a-t-il affirmé, tous les chefs musulmans incarcérés sous le régime d'Amin ont été libérés et *« ils remplissent librement leurs devoirs religieux »*. Auparavant, a-t-il ajouté, *« tous les secteurs de l'islam étaient soumis à des sévères restrictions. Bon nombre de chefs religieux étaient contraints pour leur propre sécurité de quitter leur patrie »*. S'ils retournent en Afghanistan, a promis M. Karmal, *« ils seront rétablis dans leurs rangs, leurs situations et leur liberté d'activité, à condition de ne pas agir à l'encontre des intérêts de la nation et de l'Etat »*. Un décret a été adopté prévoyant *« de manière décisive et honnête la complète liberté du culte, sunnite ou chiite »*.

Selon le département d'Etat américain, la situation de M. Karmal serait précaire, *« des rumeurs continuent de circuler à Kaboul sur son remplacement »*, a déclaré le porte-parole, M. Hodding Carter. *« Nous avons des informations selon lesquelles un nouveau contingent de conseillers civils soviétiques est arrivé en Afghanistan »*, a-t-il ajouté.

D'autre part, Kaboul vient d'autoriser le Comité international de la Croix - Rouge (C.I.C.R.) à rendre visite à tous les détenus politiques emprisonnés en Afghanistan depuis le changement de régime, ainsi qu'à *« toutes les personnes capturées durant les combats »*, nous téléphone notre correspondant à Genève. Le C.I.C.R. a obtenu des assurances formelles du gouvernement afghan *« que toutes les forces armées sur le territoire afghan respecteront les règles »* des conventions de Genève sur les prisonniers.

Enfin, les sept principaux groupes de la résistance afghane ont décidé de reporter leurs négociations sur la formation d'un front commun dans l'attente des résultats de la conférence islamique qui s'ouvre dimanche à Islamabad. Ils ont dépêché un représentant unique, M. Burhannudin Rabanni, chef du Jamiat - I - Islami, pour plaider leur cause et tenter d'obtenir de la conférence une aide militaire et diplomatique.



(Dessin de CHENEZ.)

Demi-tour à la passe de Khyber...

De notre envoyé spécial

Peshawar. — La route d'Islamabad via Peshawar conduit à Torkham et à son pont frontière après le franchissement du col de Khyber. La passe fameuse est à la hauteur de sa réputation, grandiose, farouche dans ses terres ocres, ses schistes luisants, ses boursouflures colossales. Elle reste telle qu'ont pu la voir au cours des âges ceux qui y furent conduits par leurs rêves, d'Alexandre à Gengis Khan, de Marco Polo à Tamerlan. C'est le lieu des fausses solitudes où chaque village est un fort. On le croit aveugle derrière ses murs de torchis. Illusion. Ici chacun surveille, épie de jour, de nuit, derrière des ouvertures à peine perceptibles, un angle de rocher, une apparence de buisson, dans une lumière de cendre.

Passé Jamrud et la « porte » de Khyber, construite en solides pierres de taille, chacun fait ce qu'il veut. Le brigandage n'a jamais cessé, comme n'ont jamais cessé les querelles ni les occasions de les faire naître. Géographiquement, l'Afghanistan pourrait commencer ici. Le Pakistan est là-bas, derrière, dans sa plaine brumeuse, vague, lointaine. Droit devant, au contraire, s'affirme la montagne complice, chargée des premières neiges sur ses crêtes de l'ouest.

Quatre semaines après l'intervention soviétique, tout continue comme si de *rien* n'était. On perçoit seulement le bruit des moteurs de tous les autocars et camions bariolés comme des emballages de paquets-cadeaux. Le regard ne décèle que les mouvements de cette noria, quotidienne mais ordinaire, qui tangue et brinqueballe de virage en virage. La guerre, la paix ? Non, la vie, celle de ce peuple, de ses trafics, de ses échanges, qui se croisent et alimentent les bazars.

Encore quelques kilomètres et voici Torkham, frontière officielle. Tout le monde descend. Mais ce n'est pas le bout de la route pour ces nomades. Ils franchissent les 400 mètres au bout desquels attendent d'autres autocars, d'autres camions, à destination de Jalalabad et de Kaboul. Le contrôle, c'est, *a priori*, seulement pour les Occidentaux. Dans sa baraque triste, le fonctionnaire s'applique à bien recopier sur son registre les indications de notre passeport.

Côté Pakistan, ce sera tout... Libre à nous de passer la frontière à pied parmi les autres. *Au milieu du pont, deux soldats* afghans, silencieux, indifférents, regardent picorer un coq. Entrons-nous comme dans un moulin, à la façon des voyageurs qui vont ployant sous des sacs énormes de grains, d'épices, de briques, et passent sans difficulté dans un sens comme dans l'autre ?

Poste afghan. De Russes, point. Derrière le rideau qui tient lieu de porte, le fonctionnaire se montre accueillant, serre les mains. Seulement la consigne est la consigne : sans visa, c'était une chance à tenter. On ne va pas plus loin. *Sorry*, désolé. S'exprimera-t-il du moins sur la situation ? Non, parce qu'il n'a *« rien à en dire »*, mais toujours avec le sourire et toujours *sorry*. Les Soviétiques, pour l'heure, se désintéressent visiblement de ce secteur, où ils savent n'avoir rien à redouter. La passe de Khyber est facile à scruter, et ce n'est certes pas par là que feront irruption les guérilleros.

A L'ISSUE DE SA VISITE

La délégation de la C.G.T. exprime sa « solidarité » aux syndicats afghans

La délégation de la C.G.T. (1) partie, le dimanche 20 janvier, pour l'Afghanistan, afin d'y étudier la situation, a rendu public un communiqué commun avec le Trade Union of Afghanistan (T.U.A.) signé le 24 janvier à Kaboul à l'issue des conversations entre les deux organisations.

La centrale afghane a expliqué aux représentants de la C.G.T., indique le communiqué, que la *« répression massive »* sous le régime Amin et *« l'activité des groupes rebelles opérant à partir du Pakistan et armés par lui, ainsi que par les Etats-Unis et la Chine, menaçant la sécurité de l'Afghanistan, avait amené le Conseil de la révolution à faire appel à l'U.R.S.S. »*. Elle a informé ses interlocuteurs de la décision prise par le T.U.A. de tenir dans les plus brefs délais le premier congrès des syndicats afghans *« afin de consolider et développer les structures d'un syndicalisme indépendant, démocratique, de masse et de classe »*.

La délégation de la C.G.T. a pris acte de ces *« informations et explications »*. Elle a exprimé sa *« solidarité »* aux syndicats et aux travailleurs afghans. Elle a assuré le T.U.A. de sa *« volonté d'agir en France pour faire connaître les réalités de l'Afghanistan et développer la solidarité de combat entre les travailleurs français et les travailleurs de l'Afghanistan »*.

Dans un télégramme envoyé de Kaboul le 23 janvier, la délégation de la C.G.T. avait câblé à Paris : *« Situation sans aucun rapport avec les informations diffusées en France. Kaboul situation calme. Nous circulons sans problème. La population vaque à ses occupations habituelles. Premières mesures gouvernementales semblent correspondre aux souhaits population et intérêt national. Avons visité prison de Puli-Charkhi. Plus de détenus politiques sauf dix-huit aminis*tes (anciens partisans du président Amin. *Prison en cours transformation en manufacture. »*

● *M. Aimé Pastre*, président de la Fédération nationale des personnels pénitentiaires C.G.T., membre du comité confédéral national de la C.G.T., a déclaré, vendredi 25 janvier, au sujet des positions de sa confédération et de la délégation envoyée en Afghanistan :

*« Juin 1957, XXI*e *congrès national de la C.G.T. A l'époque, je m'étais opposé à la déclaration du bureau confédéral, adoptée le 13 novembre 1956, que l'on demandait au congrès d'approuver, et j'avais alors condamné l'intervention soviétique en Hongrie. Il y a rapport de similitude avec les événements internationaux, puisque, au C.C.N. des 23 et 24 janvier 1980, je me suis prononcé contre l'adoption d'un rapport confédéral incluant l'expression publique de la commission exécutive de la C.G.T. sur la question de l'Afghanistan. Le sentiment momentané d'isolement qui est mien ne doit pas laisser accréditer l'idée que les travailleurs qui ne font pas la même lecture de la situation que les tenants de la position officielle de la C.G.T. ne sont qu'une poignée d'hommes.*

» La lutte des classes ne saurait tout expliquer, et la valeur des intentions ne remplace pas la valeur des idées, notamment dans la défense des libertés, et les droits de l'homme et des peuples.

(1) La délégation était composée de MM. Pierre Genaous, Jean-Claude Laroze et Joseph Jacquet.

Une lettre de M. Romain Gary

M. Romain Gary nous écrit :

Il y a bien des années que j'ai quitté le métier de « grand reporter », je peux donc parler de l'extérieur. Il me semble que bien peu de gens se rendent compte de l'extraordinaire retour aux sources auquel nous assistons actuellemené dans le domaine de l'information. Je parle surtout de l'Afghanistan.

Les envoyés spéciaux, tant de la presse écrite que de la télévision, travaillent sur le terrain dans des conditions des « origines », celles des Albert Londres, Kessel, Blanchard... Personne ne leur rend hommage. Dieu sait qu'il y a eu péril pendant la guerre du Vietnam, puisque plusieurs de nos camarades y ont laissé leur vie, mais au moins y avait-il là-bas des « points d'appui logistiques » et des appuis tout court, dans les deux camps. En Afghanistan, rien. En ramener des témoignages et des images dans de telles conditions d'hostilité constitue un très grand exploit professionnel.

LES SANCTIONS CONTRE M. SAKHAROV

L'agence Tass tente de justifier la décision des autorités soviétiques

Les protestations contre ce que l'agence Tass appelle « le simple éloignement de Moscou » de M. André Sakharov continuent à abonder. Ainsi, onze prix Nobel (MM. Luis Alvarez, Robert Hofstadter, Robert Holley, Henry Kissinger, Arthur Kornberg, Polykarp Kusch, Simon Kuznets, Paul Samuelson, Emilio Segre, William Stein et Eugène Wigner) ont adressé un télégramme de protestation à M. Brejnev. Les gouvernements espagnol et helvétique déplorent un comportement contraire aux accords d'Helsinki. Les communistes suisses, dans leur journal « la Vie ouvrière », expriment leur consternation, notant qu'on « ne pouvait ignorer au Kremlin qu'on allait ajouter aux tensions et favoriser le facteur de guerre froide ». Enfin, à Oslo, une institution indépendante norvégienne pour « la liberté d'expression » a décerné son prix pour 1979 (d'un montant de 60 000 couronnes, soit 50 000 francs) à M. Sakharov.

De notre correspondant

Moscou. — Les *« pleureuses des deux côtés de l'Atlantique »* ont tort de s'inquiéter du *« sort affreux du renégat et détracteur Sakharov »*. Les autorités soviétiques tiennent à les rassurer : après M. Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères en visite à Paris, M. Faline, responsable de la division Amérique à la section internationale du comité central, l'agence Tass a tenté, le vendredi 25 janvier, de mettre les choses au point et de minimiser l'affaire.

Dire que l'académicien a été *« arrêté et expulsé »* n'est *qu'« allégations mensongères »*, selon Tass. Comme il s'était engagé sur la voie de *« la diffamation ouverte de l'Union soviétique »*, ce qui constitue un délit réprimé par la loi, il aurait pu être traduit en justice et condamné (pour le même chef d'inculpation d'autres ont écopé, il est vrai, de quelques années de camp de travail et d'exil en Sibérie) ; mais *« pour des raisons d'ordre humanitaire et eu égard à ses mérites de jadis »*, ajoute l'agence, on s'est contenté de lui enlever tous ses titres et de l'éloigner de Moscou.

L'agence fournit une description brève mais idyllique de Gorski, l'ancienne Nijni-Novgorod : *« Située à un peu plus de 400 kilomètres de la capitale soviétique, cette ville, peuplée d'un million d'habitants, est une des plus belles de Russie. C'est un important centre industriel, culturel et scientifique possédant une université. »* Et puis, M. Sakharov pourra continuer ses recherches et exercer son métier. On se demande cependant comment l'académicien pourra assister tous les mardis au séminaire de l'Académie des sciences, où il se rendait justement quand il a été interpellé par la police.

A trop vouloir prouver, Tass se lance dans des comparaisons douteuses : *« Pour que le lecteur occidental comprenne, nous pouvons dire que c'est la même chose que si un ancien habitant de Washington se fixait à Philadelphie, Baltimore ou Boston. D'ailleurs, l'accès de toutes ces villes est interdit aux citoyens soviétiques en poste aux Etats-Unis sans autorisation spéciale. »* Mais M. Sakharov, *« ancien habitant de Moscou »*, ne s'est pas *« fixé »* de son plein gré à Gorki; il y a été expédié de force et sous bonne escorte. La nuance est importante. Et si Philadelphie ou Boston sont interdites aux Soviétiques n'ayant pas d'autorisation spéciale, Gorki est une ville (et une région) tout à fait interdite aux étrangers, comme d'ailleurs beaucoup d'autres villes soviétiques. Au-delà de 40 kilomètres du centre de Moscou, les étrangers en poste en U.R.S.S., journalistes ou diplomates, ont besoin d'une autorisation spéciale pour visiter n'importe quelle ville, mais certaines, comme Gorki, sont totalement fermées, pour des raisons qui n'ont jamais été précisées.

C'est là l'explication essentielle de *« l'éloignement administratif de M. Sakharov »*. L'agence Tass le reconnaît implicitement en écrivant que ce qui met en rage ses amis, c'est que *« ils ne pourront plus le citer en tant que source d'« informations » calomniatrices envers l'Union soviétique et la politique de notre pays »*. Elle peut dénoncer *« la folie, la présomption, la fatuité »* de ceux qui appellent *« la conscience du peuple russe un renégat ayant trahi les idéaux de sa patrie »*, mais elle s'épuise en vain à vouloir faire passer pour une *« décision juste »* un acte purement arbitraire, une manœuvre politique.

DANIEL VERNET.

Libres opinions

Borker, Danisz, Sakharov...

Cinq avocats, Mes Bernard Andreu, Francis Jacob, Eddy Kenig, Claude Michel et Roland Rappaport nous ont adressé le texte suivant :

AVOCAT au barreau de Paris, Me Borker n'a pu plaider pour les victimes du nazisme devant le tribunal de Cologne. Il venait demander justice contre les responsables de déportations et d'exterminations massives. Cette grave entrave au libre exercice des droits de la défense est inadmissible. Des avocats français plaident habituellement devant les tribunaux allemands. Il s'agit donc bien d'une mesure discriminatoire. Les motifs juridiques avancés pour tenter de la justifier ne résistent pas à l'examen, ainsi que l'a démontré le bâtonnier du barreau de Paris en intervenant auprès des autorités allemandes. L'opinion publique s'en est à juste titre inquiétée et la presse s'en est faite l'écho, *l'Humanité* menant à bon droit une campagne de protestation.

A plusieurs reprises, nous avons déjà été conduits à dénoncer les restrictions apportées aux droits de la défense en République fédérale d'Allemagne, à témoigner de notre solidarité avec des avocats allemands qui en étaient victimes, à dénoncer le scandale des interdits professionnels sous un gouvernement social-démocrate. Nous tenons à faire connaître notre protestation contre le refus de plaider opposé à notre ami Jules Borker.

Me Josef Danisz a été condamné, le 24 janvier, à dix mois de prison ferme par un tribunal tchèque. On lui reprochait d'avoir outragé un magistrat et les services de sécurité au cours d'une conversation avec un juge d'instruction amateur de délation. L'acte d'accusation ne mentionnait même pas les propos incriminés. Me Danisz avait été récemment radié du barreau de Prague de manière qu'il ne puisse assurer la défense des signataires de la Charte 77 poursuivis pour délit d'opinion. On vient de passer de l'interdit professionnel à l'emprisonnement, comme pour intimider encore davantage les avocats tchèques.

Dans les trois procès qui lui ont été faits, Danisz n'a pu bénéficier de l'assistance des avocats qu'il avait choisis. Si Me Borker a heureusement pu assister ses clients pendant tout le procès de Cologne avant de se voir interdire de plaider, nous nous sommes vu refuser la possibilité même de nous rendre aux procès de Danisz. Les droits de la défense ont été ouvertement bafoués. Le caractère inexcusable de telles pratiques sous un gouvernement communiste justifie une campagne active de protestation de tous ceux qui se réclament d'un socialisme fondé sur le développement de la démocratie et des libertés. Il faut regretter qu'elle n'ait pas eu lieu jusqu'ici.

Les pratiques répressives en vigueur en Tchécoslovaquie ne peuvent s'expliquer sérieusement par la mauvaise lecture que les dirigeants tchèques feraient du vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique qui a condamné le stalinisme en 1956. La situation actuelle à Prague est le produit de l'intervention militaire soviétique en 1968. C'est elle qui a mis en place le pouvoir actuel. Même si l'on faisait abstraction de l'influence directe de l'U.R.S.S. dans les affaires tchèques, l'exemple négatif que donne l'Union soviétique dans le domaine des libertés ne peut qu'inciter les dirigeants de Prague à persévérer.

Leonid Brejnev a tout récemment encore, après l'intervention en Afghanistan, donné de belles assurances sur *« sa volonté de faire progresser la démocratie socialiste »*, comme d'ailleurs sur son respect des principes du droit international. Mais les paroles se jugent aux actes. Hélas, depuis lors, André Sakharov a été déporté...

L'ÉVACUATION DE

Jérusalem déplore que le Caire
les aspects « civils » de la norm

EUR

Italie

Deux carabiniers assas
à Gênes

CORRESPONDANCE

L'assassinat du conseiller de presse à l'ambassade de Turquie à Paris

Polo

DES OUVRIERS
CRÉENT UNE «
OUVRIÈ

هكذا من الأصل

ISIONS

...-tour à la passe de Khyber...

M. SAKHAROV

— Libres opinions —

...rker, Danisz, Sakharov...

PROCHE-ORIENT

L'ÉVACUATION DES DEUX TIERS DU SINAI PAR LES FORCES ISRAÉLIENNES

Jérusalem déplore que le Caire freine les aspects « civils » de la normalisation

De notre correspondant

Jérusalem. — Au lendemain de l'évacuation par les forces israéliennes d'une nouvelle zone du Sinaï, Jérusalem estime que la mise en œuvre des dispositions « civiles » de la normalisation prévue pour la même date ne s'accomplira pas aussi aisément. Les Israéliens souhaitaient, pour leur part, une normalisation aussi complète et immédiate que possible. Selon eux, les Egyptiens, tout en respectant la lettre du traité, abordent cette nouvelle phase du processus de paix sans empressement et avec une évidente réserve.

Au-delà des déclarations officielles optimistes et confiantes, *on déplore ici vivement cette* attitude, bien que l'on sache qu'elle est notamment dictée par le souci de ne pas aggraver les critiques et condamnations qui se sont élevées en Egypte et dans tout le monde arabe contre l'« *initiative de paix* » de M. Sadate. Les Israéliens craignent, d'autre part, que les Egyptiens n'établissent un lien de fait entre l'évolution de la normalisation et celle des négociations sur l'autonomie qui restent dans l'impasse. Les dirigeants du Caire ont dernièrement laissé entendre que la qualité des relations entre les deux pays dépendrait des progrès qui doivent être réalisés sur la voie d'un règlement de la question palestinienne.

En mai, M. Begin avait arraché à M. Sadate la proclamation anticipée de l'ouverture de la frontière dans le Sinaï et de l'inauguration d'un couloir aérien pour des vols réguliers entre Le Caire et Tel-Aviv. Tout cela est resté sans effets. A quelques exceptions près, aucune communication directe entre les deux pays n'a été possible. Cette fois, selon le traité, à partir du dimanche 27 janvier, la circulation à travers le poste-frontière d'El-Arich, doit être « *normale* ». Il semble toutefois qu'aucune disposition n'ait été prise pour l'instant afin de délivrer des visas sur place. Pour le passage des véhicules, aucun accord sur les régimes d'assurances n'a encore été conclu.

D'autre part, les Egyptiens ne sont pas prêts à établir une liaison aérienne dans les semaines qui viennent. Beaucoup de choses doivent encore être réglées et la liberté de circulation reste toujours un principe. Dans ce domaine, pour toutes les modalités pratiques, les Egyptiens ont voulu que les négociations ne s'engagent qu'après la date du 26 janvier, ce qui va retarder leur application. Seules les communications postales et téléphoniques devraient être assurées dès le 27 janvier.

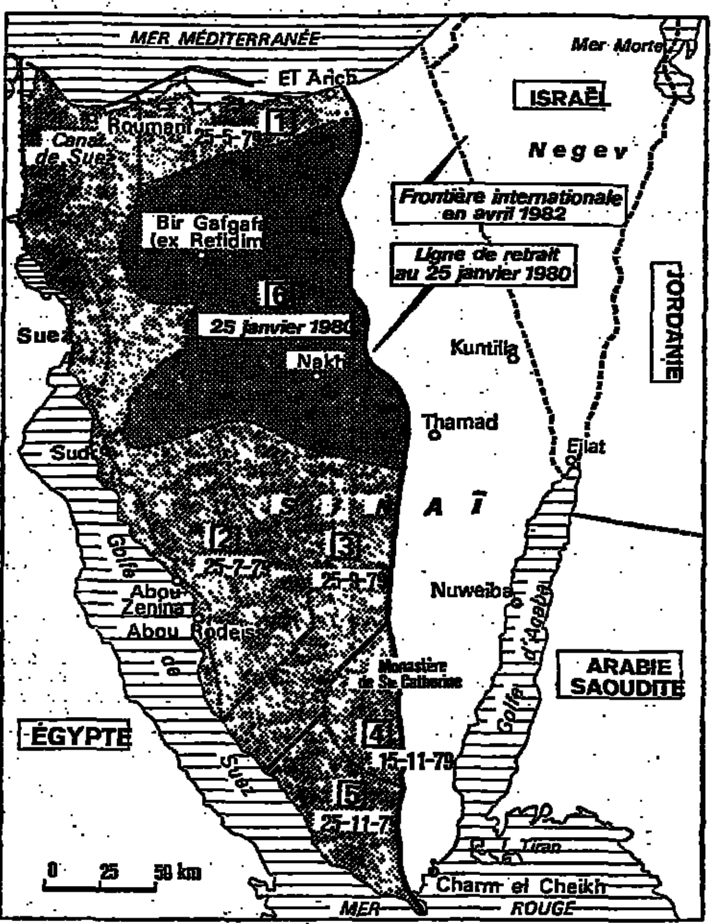
A propos des relations commerciales, économiques et culturelles auxquelles M. Begin tient tant, les Egyptiens font valoir que le traité prévoit un délai de six mois pour parvenir à des accords.

La normalisation ne semble donc pas devoir être spectaculaire, mais lente et progressive. Un journaliste israélien nous disait vendredi : « *Les embouteillages de voitures israéliennes sur la route du Caire — ce dont tout le monde rêvait à Jérusalem il y a un an — ne sont pas près de gêner la circulation.* »

FRANCIS CORNU.

● *Nommé par M. Begin plénipotentiaire et chargé d'affaires,* M. Yossef Hadass, accompagné de douze fonctionnaires, doit arriver le 28 janvier au Caire. Il sera le premier représentant israélien à s'installer dans une capitale arabe. L'échange des deux ambassadeurs aura lieu le 26 février.

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES



Les deux zones en grisé non numérotées ont été évacuées à la suite des deux accords de désengagement du 18 janvier 1974 et du 3 septembre 1975. Les six étapes suivantes traduisent l'application du traité de Washington, qui prévoit l'évacuation totale de la péninsule le 26 avril 1982.

Grèves et manifestations de protestation au Liban, en Syrie et en Libye

De notre correspondant

Beyrouth. — La nouvelle étape de la normalisation des relations égypto-israéliennes est accueillie par une grève dans une partie du Liban, celle sous contrôle palestino-progressiste, et par des manifestations en Syrie et en Libye. Le journal libanais *As-Safir*, proche de ces trois protestataires, dénonce le silence du monde arabe à l'égard de cet événement qu'il qualifie de « *samedi noir* ».

Pour sauver ce qui peut l'être de la cohésion arabe, le président Assad se rend ce samedi en Arabie Saoudite. Ayant été amené à prendre une attitude résolument prosoviétique dans l'affaire afghane, le chef de l'Etat syrien va chercher à rassurer le roi Khaled.

La grève à Beyrouth-Ouest a été décrétée formellement à l'appel du Mouvement national libanais, mais, plus ostensiblement que jamais, sur instructions de l'O.L.P., ce qui ne va pas sans *indisposer de larges couches de la* population musulmane du secteur. L'islam libanais avait déjà eu l'occasion de manifester son mécontentement à l'égard du comportement de la centrale palestinienne lorsque, mardi, M. Arafat avait parlé en termes cassants et désinvoltes du président Sarkis et de son ministre des affaires étrangères, M. Boutros. Le gouvernement, y compris le premier ministre (musulman sunnite), s'était, dans un sursaut de dignité nationale, retrouvé solidaire pour rejeter cette conduite et la qualifier d' « *inadmissible* ». Ce qui ne s'était jamais vu, même avant le quasi-éclatement du pays, consécutif à la guerre de 1975-1976.

Une série d'autres éléments ont accru le climat de tension à Beyrouth.

Il y a tout d'abord l'abandon par les troupes syriennes de la FAD de certaines de leurs positions, mouvement d'autant plus troublant que ses motivations sont mystérieuses et qu'il coïncide avec le renouvellement pour six mois de leur mandat par la Ligue arabe, intervenu mercredi 23 janvier. Il ne s'agit pas de retrait, et l'on ne peut encore parler ni d'allégement ni même de regroupement en l'absence d'indications sur les intentions de Damas. Les communiqués de la FAD ne parlent que de « *relève* ».

Ces mouvements intéressent aussi bien le nord (Koura, Chekka, Kfarhabida) que la route menant au sud. Le mont Liban n'y est pas inclus. Les mouvements du nord où les phalanges sont en confrontation avec les partisans de l'ancien président Frangié, allié de Damas, sont jusqu'à présent inexplicables. Ceux du sud sont interprétés comme un avertissement au gouvernement libanais, et un refus de coopérer à l'envoi d'une unité de l'armée libanaise à Tyr que la résistance palestinienne accepte théoriquement mais refuse en réalité.

A cela s'ajoute un sérieux accrochage à Saïda entre l'armée libanaise et les forces palestino-progressistes pour le contrôle d'une caserne abandonnée par les troupes syriennes. L'armée libanaise a eu le dessus dans cet affrontement. Enfin, il faut tenir compte du risque latent d'une attaque israélienne contre la Syrie, dont le Liban pourrait être le théâtre. La conséquence de cette conjonction de facteurs est un état de nervosité au sein de la population libanaise qui avait constaté avec soulagement au cours des derniers mois que le centre de gravité de la crise régionale se déplaçait vers d'autres zones : Iran, Afghanistan, Golfe, et même la Syrie voisine.

LUCIEN GEORGE.

EUROPE

Italie

Deux carabiniers assassinés à Gênes

De notre correspondant

Rome. — Les terroristes viennent de montrer, une fois de plus qu'ils ne sont pas très impressionnés par les manifestations ouvrières contre la violence. Un attentat a été commis à Gênes, le vendredi 25 janvier, moins de vingt-quatre heures après la célébration dans cette ville du premier anniversaire de la mort du syndicaliste Guido Rossa, assassiné par les Brigades rouges

Deux carabiniers ont péri : le lieutenant-colonel Emmanuele Tuttobene et son chauffeur, Antonio Casu. Un militaire, qui se trouvait en voiture à leurs côtés, le colonel Luigi Ramundo, a perdu l'œil gauche au cours de la fusillade survenue dans un quartier résidentiel

Vers 13 h. 20, la Fiat des carabiniers avait été accostée par le véhicule des terroristes. Ceux-ci, au nombre de cinq, selon des témoins, tirèrent une trentaine de balles avant de prendre la fuite. L'attentat allait être revendiqué successivement par Prima Linea et les Brigades rouges.

Aussitôt la nouvelle connue, des milliers de personnes se sont rassemblées dans le centre de Gênes pour exprimer leur indignation. Une délégation ouvrière est allée solennellement présenter ses condoléances au quartier général des carabiniers.

Gênes est l'une des villes italiennes les plus atteintes par la violence politique. Plusieurs groupuscules terroristes y sont nés. La capitale de la Ligurie fait partie de la zone qui vient d'être confiée au général des carabiniers Alberto Dalla Chiesa. Quels qu'ils soient, les auteurs de l'attentat du 25 janvier ont voulu montrer leur détermination aussi bien aux carabiniers qu'aux syndicats.

CORRESPONDANCE

L'assassinat du conseiller de presse à l'ambassade de Turquie à Paris

Mme Rose Lafoy, de l'université de Provence (Aix), nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

Permettez-moi d'apporter un témoignage sur la personnalité de M. Yilmaz Çolpan, conseiller de presse à l'ambassade de Turquie, à Paris, directeur de l'Office du tourisme turc, qui a été le 22 décembre, froidement assassiné sur les Champs-Elysées.

Je connaissais M. Çolpan depuis plus de 25 ans, depuis l'époque où il étudiait le français à l'université d'Ankara (j'y étais moi-même professeur) ; je l'avais souvent revu depuis lors, soit en Turquie, soit en France. Je peux témoigner que c'était un homme d'une finesse, d'une sensibilité et d'une culture exceptionnelles, et surtout que c'était l'homme le plus pacifique, le plus libéral, le moins fanatique, le moins violemment nationaliste qui soit. Je me souviens (entre autres) d'une réflexion qu'il m'avait faite, lors d'une promenade sur les rives du Bosphore, dans un de ces petits cafés de plein air fréquentés principalement par des Grecs. « *Comme ils sont sympathiques ! et comme il serait facile de vivre en paix avec eux !* » (C'était à une époque où Grecs et Turcs entretenaient des rapports particulièrement difficiles...) Je suis sûre qu'il avait les mêmes sentiments à l'égard des Arméniens.

... J'ajoutera ceci : mon chagrin et mon indignation sont d'autant plus grands que c'est en France qu'Ylmaz a été assassiné — dans ce pays qu'il aimait tant, dont il connaissait parfaitement la langue et la culture, et où il avait eu tant de joie à s'installer avec sa famille, après une carrière parfois difficile ! Ainsi la France ne sait plus protéger ses meilleurs amis !...

Pologne

DES OUVRIERS DE GDANSK CRÉENT UNE « COMMISSION OUVRIÈRE »

Varsovie (*A.F.P.*). — Une vingtaine d'ouvriers de l'entreprise Elektromontaz, à Gdansk, sympathisants des mouvements dissidents, ont reçu des préavis de licenciements, a-t-on appris, vendredi 25 janvier, dans les milieux de l'« opposition » polonaise. En réponse à ces mesures, précise-t-on de même source, le personnel de l'entreprise a formé une « commission ouvrière » et menace de déclencher une grève.

La direction de l'entreprise, indique-t-on, n'a pas fait connaître officiellement le motif des licenciements, qui doivent intervenir dans un délai de trois semaines à deux mois, et s'est bornée à évoquer la nécessité de « *compression de personnel* ».

Iran

L'élection de M. Bani Sadr

(Suite de la première page.)

Pourquoi M. Bani Sadr ? Les réponses variaient de quartier à quartier, encore que la plupart indiquaient qu'ils « *le connaissaient bien* » par ses écrits et ses innombrables discours. Une institutrice : « *Bani Sadr est un économiste compétent qui pourra résoudre nos problèmes.* » Un petit commerçant du Bazar : « *Il a réduit le taux d'intérêt bancaire de 14 à 4 %.* » Un contremaître du bâtiment : « *Il sera favorable à l'Islam et aux ouvriers.* » Un chômeur (dans le quartier sud des bidonvilles) : « *Il nous a promis du travail et des logements et, en plus, il est contre les Américains.* » Il a également promis « *la terre à ceux qui la travaillent* » ; d'où les 98 % des voix qu'il a recueillis dans le village d'Ahmedabad, près de Téhéran.

Dans le quartier juif d'Oulajan, M. Bani Sadr a obtenu la majorité des voix. « *C'est un libéral, un homme tolérant* », nous dit un notable de la communauté israélienne. Les Kurdes, en revanche, ont donné la préférence à M. Hassan Habibi, sans doute sur l'incitation du parti démocratique kurde et du parti communiste Toudeh. « *Je serai le président des mostazafin* (les déshérités) *et des minorités* », nous a déclaré M. Bani Sadr en commentant les premiers résultats de la consultation.

Son élection est tenue à tel point pour certaine qu'une brève cérémonie « d'investiture » s'est déroulée vendredi soir, dans son quartier général de l'avenue Apadane. Entouré des membres de sa famille — son frère, sa sœur, son beau-frère, ses neveux et nièces — et de ses collaborateurs, il a rendu hommage au « *peuple qui m'a élu* », sous une affiche géante où l'on pouvait lire en lettres d'imprimerie : « *M. le président de la République Abol Hassan Bani Sadr.* » Tandis que les plateaux de petits fours circulaient, l'assistance porta un toast : « *A la santé de l'imam Khomeiny et du premier président de la République.* »

« Malgré une campagne de calomnies immondes »

Accompagné par un tonnerre d'acclamations, M. Bani Sadr s'engouffre dans sa limousine pour se rendre précisément chez l'imam Khomeiny. « *Ce n'est pas une élection mais une nouvelle révolution* », nous dit-il. « *Le peuple m'a choisi malgré la partialité scandaleuse de la radio-télévision, les campagnes insidieuses de la grande presse, la sourde hostilité du parti du haut clergé, le combat mené contre moi par le parti républicain islamique, en réalité par une poignée de prélats fascistes en son sein qui se réclament faussement de l'imam Khomeiny, malgré encore une campagne politique de calomnies immondes.* »

Les affrontements ont été en effet nombreux pendant la campagne électorale. Des tracts anonymes ou signés par des organisations jusque-là inconnues ont accusé tour à tour M. Bani Sadr d'être un « agent » de la France ou d'Israël : selon l'un des textes, il se serait même rendu secrètement à Jérusalem, où il aurait été reçu par Mme Golda Meir, alors premier ministre ! Selon un autre pamphlet, son père — pourtant un vénérable ayatollah — aurait été le collaborateur du général Zahedi, celui-là même qui avait, en association avec la C.I.A., rétabli le chah sur le trône en 1953...

« *J'ai pris le parti de ne répondre à aucune injure,* commente M. Bani Sadr, *et le peuple a apprécié. J'ai l'intention de donner un bon coup de balai pour débarrasser la révolution de ceux qui ont tenté de la confisquer.* » L'un de ses premiers objectifs est de « récupérer » les archives de la SAVAK, actuellement détenues par l'ayatollah Khomeiny en sa qualité de responsable du ministère de la défense. Ce prélat est membre du Conseil de la révolution et l'un des dirigeants du parti républicain islamique. M. Bani Sadr n'avait cessé de s'étonner, ces derniers mois, du fait que les archives de la SAVAK n'aient pas été utilisées pour dénoncer les turpitudes de l'ancien régime. Il s'étonne des procès expéditifs et des exécutions sommaires de responsables de la SAVAK, de l'armée, du gouvernement impérial, menés sans leur donner la possibilité de faire des révélations publiques. « *Y aurait-il des gens infiltrés dans le mouvement révolutionnaire qui redoutent aujourd'hui la publication des documents de la SAVAK ?* », murmure-t-il.

Cependant, sa principale préoccupation est de mettre en place le plus tôt possible les premières institutions de la République. Les élections législatives auront lieu comme prévu le 15 février, dit-il. Le Conseil de la révolution, qui sera ensuite dissous, cédera la place à un gouvernement parlementaire, ajoute-t-il. Tout est à faire, y compris la recherche d'une résidence pour le président de la République. « *Il n'est pas question que je m'installe dans le palais de l'ancien chah* », déclare-t-il. « *Je ne peux non plus rester dans mon modeste logement, trop exigu pour accueillir ma femme et mes enfants* (ils résident actuellement à Paris). » Après un moment de silence, il ajoute : « *Il me faudra trouver une résidence dans le sud de Téhéran, proche du petit peuple misérable qui m'a élu...* »

ERIC ROULEAU.

● *Deux membres du groupe terroriste iranien Forghan,* condamnés à mort par le tribunal islamique de Téhéran pour assassinat, ont été passés par les armes vendredi 25 janvier, a annoncé la radio iranienne.

Un entretien avec les médecins de l'imam Khomeiny

« Je n'ai jamais eu un malade aussi aimable... »

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Les rares personnes admises à rendre visite à l'imam Khomeiny à l'hôpital Ali Rezaï — les membres de sa famille ou du Conseil de la révolution — ne peuvent franchir le portail de l'établissement avant de remettre les armes, les leurs ou celles de leurs gardes du corps, aux soldats qui montent la garde. Le visiteur est alors accompagné par des miliciens à travers le parc boisé jusqu'à la porte du pavillon de cardiologie ; d'autres gardes le soumettront à une fouille minutieuse sur le palier de chacun des trois étages conduisant à l'aile réservée au « Guide de la révolution ».

En fait, ce dernier n'est pas autorisé à recevoir de visites. Il est placé depuis trois jours dans une unité de soins intensifs. Ses médecins estiment qu'il devrait être soustrait pour une période indéterminée à tout contact avec le monde extérieur. A l'exception des médecins et des infirmiers, son fils Ahmed est le seul à avoir accès à sa chambre.

Nous avons donc été introduit dans une chambre voisine transformée en « salon » de réception : plusieurs membres de la famille assis à même le sol, les visages sombres, sirotent du thé dans un silence que perturbe de temps à autre la sonnerie du téléphone. Un poste de télévision et un transistor posés par terre servent tour à tour à écouter les bulletins d'information. Les principales nouvelles sont communiquées à l'imam.

Trop impatient

« *Mon père se porte très bien,* nous a dit M. Ahmed Khomeiny, *comme ses médecins vous le confirmeront.* » Le docteur Rachid Massumi, professeur de cardiologie à l'université de Téhéran, s'exprime avec un fort accent américain. Il est rentré à Téhéran il y a quatre ans, après avoir résidé un quart de siècle aux Etats-Unis, où il a enseigné notamment à l'Université de Californie (Davis Campus). Deux des trois autres cardiologues qui se tiennent au chevet de l'imam Khomeiny sont également de formation américaine.

Le professeur Massumi se veut rassurant. « *L'imam,* nous dit-il, *a accompli des progrès certains durant les six derniers jours, malgré quelques rechutes mineures qui se traduisent par des douleurs à la poitrine. Contrairement à ce que l'on a écrit à l'étranger, il n'a pas été victime stricto sensu d'une crise cardiaque. Il souffre d'une insuffisance coronarienne qui s'est manifestée pour la première fois il y a dix jours. Son état est dès lors potentiellement dangereux...* »

Pourra-t-il reprendre ses activités normales ? Le professeur Massumi répond : « *Il s'est trop surmené ces derniers mois. Un homme de son âge ne devrait pas travailler dix heures ou plus par jour. Quoi qu'il en soit, nous lui conseillons, quand il quittera l'hôpital, un repos total de deux mois ; après, il pourra reprendre au ralenti ses activités.* »

L'image que donne le professeur Massumi de son illustre malade est insolite : « *Je n'ai jamais eu un patient aussi docile, aussi aimable pour tous ceux qui le soignent. Son moral est excellent. Je lui reproche seulement de trop vouloir lire les journaux, ainsi que son impatience à vouloir quitter l'hôpital.* »

L'imam Khomeiny, rapporte son entourage, a tenu à participer à l'élection présidentielle dès la première heure vendredi matin. Fidèle à sa décision de ne pas influencer l'opinion de ses compatriotes, il a insisté pour inscrire lui-même le nom du candidat qui avait sa préférence et, pliant soigneusement son bulletin de vote, l'a introduit dans l'urne... — E. R.

ASIE

Inde

Le chef de l'Etat français déplore la résurgence de deux «blocs»

(Suite de la première page.)

Certes, le président de la République a prononcé une condamnation qui ne peut que viser prioritairement l'U.R.S.S. quand il a évoqué *« les interventions que la France juge inacceptables »*. Néanmoins, le pluriel employé à cette occasion et le refus de citer expressément l'Union soviétique et l'Afghanistan peuvent fort bien traduire la volonté de trouver une formulation aussi proche que possible de celle utilisée par les Indiens, et en particulier par le président Reddy, qui, a, de son côté, dénoncé *« l'intervention ouverte ou occulte des grandes puissances »*. Pluriel, là aussi...

En outre, le président indien a pris soin de souligner le caractère *« global »* que doit revêtir la détente, et l'on sait que le mot *« global »* est cher à M. Giscard d'Estaing. Celui-ci n'avait d'ailleurs pas manqué d'en faire usage quelques minutes plus tard dans sa réponse. Même apparente convergence en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud.

« L'accroissement des tensions dans le monde » et l'attachement commun de l'Inde et de la France aux *« principes garantissant la sécurité des relations entre Etats »* permettront-ils de mettre en œuvre cette *« coopération politique »*, souhaitée par M. Giscard d'Estaing dès la première soirée de la visite ? Les échanges de vendredi et les commentaires auxquels ils ont donné lieu autoriseraient un pronostic favorable. En tout cas, le président de la République s'est attaché, dès son arrivée, à dessiner l'image d'une France soucieuse de rester sensiblement en marge de ses partenaires habituels et de se montrer décidée, sinon à jouer un rôle d'arbitre, du moins à apparaître comme un élément modérateur dans les conflits en cours.

A cet apparent *« désalignement »* par rapport à la fermeté anti-soviétique exprimée à Londres et à Washington, ont répondu les déclarations modérées du président indien. Il reste toutefois que ces déclarations n'ont pas été à sens unique.

On ne saurait oublier l'inquiétude qu'inspire ici un renforcement de la puissance militaire du Pakistan par les Occidentaux et un resserrement des relations entre Islamabad et Pékin. Certes, dans les derniers jours, New-Delhi a montré une volonté d'apaisement qui n'a pu que répondre au souhait de Paris, en confirmant la poursuite du processus de normalisation avec le Pakistan et en annonçant que des contacts avaient été pris avec la Chine. Il n'en demeure pas moins que la « décrispation » est loin d'être totale.

Dans son discours de vendredi soir, M. Reddy n'a pas manqué d'évoquer indirectement cet aspect de la conjoncture quand il a fait allusion à ceux qui pourraient intervenir dans les pays de la région *« avec l'intention d'y faire prévaloir leurs propres schémas »*. La mise en garde — qu'elle soit adressée à la Chine ou à d'autres — était à peine voilée quand le chef de l'Etat indien a affirmé : *« Si l'on contrarie nos efforts pour la paix, nous ne perdrons pas de temps pour la sauvegarde de nos intérêts. »*

Cette inquiétude et cette méfiance des dirigeants de New-Delhi face aux évolutions en cours dans le voisinage immédiat de l'Inde commandent en fait leur choix. Si le danger se précisait, sans doute les intentions de modération affirmées au départ ne tarderaient-elles pas à être dépassées. Mais les entretiens franco-indiens auront peut-être pour effet de conduire l'Inde à s'engager plus avant qu'elle ne l'aurait vraisemblablement fait toute seule dans la voie de la patience, de la prudence et du dialogue. C'est du moins la conviction que l'on veut avoir du côté français.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

LES ÉCHANGES DE TOASTS

Le président Reddy : la vision globale que la France a de la détente est identique à la nôtre

Au cours du dîner officiel qui a réuni la délégation française et le gouvernement indien autour du président de la République indienne, vendredi soir, M. Reddy a déclaré notamment :

« En tant que pays non aligné, l'Inde est consciente qu'une telle politique [d'intervention ouverte ou cachée des grandes puissances, N.D.L.R.] *serait porteuse plus que jamais des dangers de la guerre froide. Nous apprécions grandement l'indépendance de jugement de la France et la manière dont elle défend le droit de toutes les nations à décider elles-mêmes de leurs propres affaires. L'intérêt que la France porte à la détente et la vision globale qu'elle a de celle-ci sont identiques aux nôtres. Nous sommes convaincus que des peuples ayant autant d'aspirations communes que les Indiens et les Français devraient avoir l'ambition de coopérer à la naissance d'un monde libéré de ses inégalités. »*

M. Giscard d'Estaing : notre rôle est d'explorer sans relâche les moyens de réduire la tension internationale

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré :

« Nous devons donner plus de substance à nos relations, et d'abord sur le plan de la coopération politique. L'Inde et la France manifestent un même attachement aux principes destinés à garantir la sécurité des relations entre Etats. (...) Face à des interventions que la France juge inacceptables chaque fois qu'elles tendent à se substituer aux droits légitimes des peuples à voir respectée leur indépendance et à choisir eux-mêmes leur distin, tout se déroule comme si la communauté internationale se résignait à engager une nouvelle compétition vers la puissance, accompagnée d'un durcissement des relations internationales, réorganisées autour de deux blocs.

» Si la France entend, bien entendu, rester fidèle à ses alliances, elle estime que son rôle est d'explorer sans relâche les moyens de réduire la tension internationale. Elle le fait sans illusion ni complaisance, en veillant soigneusement à garantir sa propre sécurité et sans ignorer les responsabilités encourues. Mais elle estime qu'il y a là une mission qui est dans sa nature : ne jamais se résigner à l'irréparable et soutenir tout ce qui peut conduire à une organisation pacifique du monde. »

Renforcer la coopération

« Et ce rôle, cette mission, a ajouté M. Giscard d'Estaing, *avec quel pays la France peut-elle mieux l'assumer qu'avec l'Inde ? »* Il a poursuivi : *« Puissance asiatique majeure, fondateur du mouvement des non-alignés, l'Inde n'a-t-elle pas été parmi les premières nations à refuser le clivage du monde entre blocs ? C'est donc à la recherche en commun des moyens de réduire les tensions et de restaurer la confiance dans le respect concret des principes auxquels nous sommes attachés que je vous invite. Ma visite peut être pour nous l'occasion d'en jeter les bases. »*

A propos du désarmement, le président de la République a souligné : *« Lorsque apparaissent de nouvelles tensions, la confiance inévitablement recule. Les préoccupations de sécurité vont conduire les Etats à relever le seuil d'armement dont ils estiment nécessaire de se doter. C'est pourquoi la sécurité et le désarmement sont inséparables de la réduction des tensions. C'est pourquoi aussi la détente, comme la confiance, ne peut se diviser. Elle est par nature globale. On peut le vérifier aujourd'hui. »*

Après avoir évoqué le dialogue Nord-Sud, *« auquel l'Inde a apporté dès l'origine son concours »*, M. Giscard d'Estaing a estimé que *« le dialogue politique avec l'Inde ne saurait atteindre sa véritable dimension s'il ne reposait sur la solide assise de la coopération économique et culturelle des deux pays »*. Le chef de l'Etat a estimé nécessaire d'explorer de nouveaux secteurs de coopération, notamment dans l'industrie, dans l'agriculture, et de développer cette coopération dans les branches où elle est déjà engagée, telles la métallurgie, la chimie, la pétrochimie, l'énergie, l'électronique et les télécommunications.

Il a conclu : *« Il s'agit enfin de renforcer notre coopération et d'échanger nos expériences dans les domaines les plus récents de la technologie, tels l'espace, l'énergie nucléaire et les énergies nouvelles, l'informatique, qui commandent le destin du monde dans cette fin du vingtième siècle. Les autorités françaises entendent apporter une contribution substantielle à ce programme et a encourager les initiatives du secteur privé, et en poursuivant leur action propre ainsi que leur politique d'aide et de coopération financière en vue de la réalisation des projets en commun. »*

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le parti de Mme Gandhi a obtenu la majorité absolue des sièges avec 43 % des suffrages exprimés

De notre correspondant

New-Delhi. — Près de quatre-vingt-quatre millions d'électeurs indiens ont, les 3 et 6 janvier, glissé dans le million d'urnes disposées dans tout le pays un bulletin portant une main, c'est-à-dire le symbole du Congrès (I). A la suite de quoi, Mme Gandhi, qui venait de passer trente-trois mois dans l'opposition, se voyait de nouveau investie du pouvoir de diriger, pendant cinq ans, une nation de quelque six cent cinquante millions d'habitants.

Ainsi nanti de la confiance clairement exprimée de 13 % seulement des Indiens, le Congrès (I) était également minoritaire au sein du corps électoral puisque ses 84 millions de voix représentaient à peine 43 % des suffrages exprimés. Il est vrai que, depuis l'indépendance, aucun gouvernement indien n'a jamais bénéficié de l'appui d'une majorité de suffrages.

C'est ici qu'intervient le coup de baguette magique du scrutin uninominal à un seul tour. Grâce à lui, ces 43 % se voient crédités de 351 des 525 sièges — près de 67 %. — soit un siège de plus que ceux obtenus par le Congrès uni de 1971, alors que 17 sièges restent encore à pourvoir, ce qui peut permettre au Congrès (I) de dépasser le score de 1962 : 364 élus pour 44,7 % des suffrages exprimés. Au moment de la dissolution, en août, le Congrès (I) ne comptait que 80 députés. Le Janata, le Lok Dal et le Congrès (U), les trois principaux adversaires du Congrès (I), ont remporté 34 % des voix, mais 85 sièges seulement (1).

En Uttar-Pradesh, l'Etat le plus important de l'Union (85 députés), le Congrès (I) a obtenu 51 sièges avec 35,74 % des voix, alors que le Janata et le Lok Dal, qui y sont pourtant majoritaires (près de 55 % des suffrages exprimés à eux deux), n'en gagnent que 32. En 1977, le Congrès uni avait recueilli plus de 25 % des suffrages sans emporter un seul siège. Cette fois, il empoche 60 % des sièges en obtenant seulement 10 % de voix supplémentaires.

Voilà une fois de plus illustrées l'injustice, mais aussi l'efficacité d'un mode de scrutin dont la vocation première est, il est vrai, de dégager impérativement une majorité. Et quelle majorité !

A l'exception de quelques Etats (Bengale-Occidental, Kerala, Tripura), le raz de marée Indira a balayé tout le pays. Le Congrès (I) détient 41 des 42 sièges de l'Andra-Pradesh, 27 des 28 du Karnataka, 39 des 48 du Maharashtra, 25 des 26 du Gujerat, 12 des 13 du Pendjab, 19 des 21 de l'Orissa, 18 des 25 du Rajasthan et 6 des 7 de la capitale, Delhi. Allié au D.M.K. (Dravida Munnetra Kazhagam) et à la Ligue musulmane, il emporte 37 des 39 sièges du Tamil Nadu.

Le Congrès (I) s'est imposé dans des Etats considérés comme des fiefs du Janata : l'Orissa, le Madhya-Pradesh et le Rajasthan. De plus, ses gains sont répartis non seulement sur l'ensemble du pays mais aussi entre les zones urbaines et les régions rurales. Dans le Sud, il obtient un nombre d'élus record par rapport aux trois précédentes élections.

Certes, la division des vainqueurs de 1977 a considérablement facilité la tâche de Mme Gandhi. On remarque à cet égard que, par rapport à 1977, le Janata et le Lok Dal perdent 21 millions de voix, chiffre qui correspond à peu près aux gains enregistrés par le Congrès (I).

Il est de fait que dans plusieurs circonscriptions de l'Uttar-Pradesh, du Bihar, de l'Haryana et du Rajasthan, les voix cumulées du Janata et du Lok Dal sont supérieures à celles du Congrès (I), qui n'en gagne pas moins des sièges. Dans les Etats constituant le « Hindi-Belt » (la ceinture où est parlée la langue hindi), c'est-à-dire le Bihar, le Haryana, le Madhya-Pradesh, le Rajasthan, l'Uttar-Pradesh et Delhi, le Congrès (I) obtient 145 sièges avec 39 % des suffrages, alors que le Janata, le Lok Dal et le Congrès (U) se voient crédités de 66 sièges pour près de 50 % des voix.

Bien qu'on estime à une cinquantaine le nombre de sièges enlevés par le Congrès à la faveur de « triangulaires », il importe de nuancer les effets de ces dernières. En se dissociant du Janata, M. Charan Singh, chef du Lok Dal, a, par exemple, pu mobiliser sur son nom certaines catégories sociales spécifiques, telle celle des fermiers.

Pour le Janata, le Lock Dal, la défaite n'en prend pas moins des allures de Waterloo. En 1977, ils avaient rassemblé 77 millions de voix (43,15 %) : Ils n'en recueillent cette fois que 55 millions, soit 28,44 %. Le Lock Dal, qui comptait 77 élus, n'en retrouve que 41 dont 29 élus en Uttar-Pradesh. Il est totalement absent du Sud, de l'Ouest et du Nord-Est.

Le Janata passe de 203 à 31 sièges. Absent du Nord-Est, il n'a qu'un seul siège dans le Sud, dans le Gujerat et à Delhi. Il n'obtient que 21 sièges sur 221 dans le « Hindi-Belt », dont il avait monopolisé la représentation en 1977. Il conserve 8 sièges au Maharastra et 5 à Bombay. Quant au Congrès (U), qui avait 56 députés au moment de la dissolution, il est quasiment anéanti dans ses fiefs du Karnataka et du Maharastra et voit ses effectifs réduits à 13 élus.

Malgré sa suprématie au Bengale, au Kérala et au Tripura, la gauche, conduite par le P.C. (marxiste), indépendant de Pékin et de Moscou — avec 6 % des suffrages et 4 millions de voix supplémentaires, il obtient 35 sièges contre 22 dans l'Assemblée précédente, — ne peut guère espérer actuellement étendre son influence, sa présence en dehors de ces bastions se résumant à 4 députés du P.C. pro-soviétique (P.C.I.) au Bihar et 1 en Uttar-Pradesh. Cette dernière formation enregistre une perte de 300 000 voix mais passe néanmoins de 7 à 11 députés.

Pour ce qui est des partis régionaux, deux d'entre eux ont subi des revers importants. Au Tamil-Nadu A.I.D.M.K. perd 900 000 voix et passe de 19 à 2 députés tandis que, au Pendjas, l'Akali Dal perd un million de voix et passe de 9 à 1 élu. En revanche, le D.M.K., allié au Congrès (I), au Tamil-Nadu, recueille plus de quatre millions de voix et obtient 16 sièges contre 1 seul en 1977.

Aucun parti régional n'a d'ailleurs figuré dans la bataille électorale en tant que force autonome, et tous se sont au contraire alliés à un parti national. Ainsi voit-on l'emprise du gouvernement central se renforcer, et cette tendance risque de s'accentuer encore si Mme Gandhi décide de dissoudre les Assemblées des Etats actuellement gouvernés par ses adversaires politiques.

Cent cinquante-cinq millions d'abstentionnistes

Cette « nationalisation » de la vie politique a également joué pendant la campagne électorale, où les thèmes nationaux (la loi et l'ordre, la stabilité, l'efficacité, la lutte contre l'inflation) semblent avoir davantage influé sur le comportement des électeurs que, par exemple, des facteurs plus traditionnels, tels que les castes.

Pourtant, en Uttar-Pradesh et au Bihar, tous les partis avaient défini leur stratégie en fonction du soutien espéré de telle ou telle caste. Le moins que l'on puisse dire c'est que les résultats n'ont souvent pas répondu à leurs espérances. L'électorat de Mme Gandhi, par exemple, se recrute dans toutes les castes et ignore les frontières du communalisme, à l'exception peut-être de l'ouest de l'Uttar-Pradesh et de certaines régions du Bihar et de l'Haryana.

Quant à M. Ram, il est loin d'avoir bénéficié du vote préférentiel des intouchables, dont il passe pourtant pour le chef. Le Congrès (I) a emporté 79 des 116 sièges réservés aux populations intouchables et tribales. Enfin, le Jan Sangh, noyau dur du Janata, semble avoir quelque peu perdu sa traditionnelle emprise sur les populations urbaines des Etats du nord de l'Inde.

En fait, lors de ces élections, le prix des oignons, la pénurie de kérosène et de sucre ou l'insécurité ont pesé plus lourd que les notions de socialisme et de démocratie, de sécularisme et de communalisme.

Force est de reconnaître, en conclusion, que bien plus que le Congrès (I) et ses 84 millions de voix, bien plus que le Janata et ses 37 millions, le Lok Dal et ses 18 millions, le P.C. (M) et ses quelque 12 millions, le Congrès (U) et ses 10 millions, pour ne rien dire de l'armée des 2 835 candidats indépendants et ses 13,5 millions, le parti le plus important de l'Inde reste celui des abstentionnistes : 155 millions (44 %), contre 123 en 1977 (39,5 %), 119 en 1971 (44,7 %), 95 en 1967 (38,7 %).

Si on relève d'autre part que 96 millions des 195 millions de votants ne seront pas représentés au Lok Sabha dans la mesure où ils ont voté pour les 4 083 candidats battus, et si l'on constate que seules dix-sept femmes siégeront dans la nouvelle Assemblée (contre 19 dans la précédente), alors qu'il y avait 154 millions d'électrices en 1977, on est plutôt porté à minimiser quelque peu l'importance d'un scrutin ou, plus exactement, la portée du verdict émis par les électeurs indiens.

D'autant que sur les 650 millions d'Indiens, 42 % ont moins de quinze ans et qu'ils n'ont pas, par conséquent, été consultés sur un avenir qui leur appartient pourtant au premier chef.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Le Congrès (U) est le parti de M. Urs ; le Congrès (I), celui de Mme Gandhi.

AFRIQUE

Rhodésie

Le groupe des pays africains à l'ONU demande la convocation d'urgence du Conseil de sécurité

Le groupe des pays africains a demandé, vendredi soir 25 janvier, la convocation d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner « la situation explosive en Rhodésie du Sud découlant des violations flagrantes des accords de Lancaster House par le Royaume-Uni puissance administrative ».

Dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité, le chargé d'affaires du Malawi, président en exercice du groupe africain, estime que « ces violations rendent impossibles des élections libres et impartiales en Rhodésie ».

De notre envoyée spéciale

Salisbury. — Après la décision de libérer les soixante et onze dissidents de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-P.F.)) détenus dans les prisons mozambicaines, rien ne devait empêcher à présent l'arrivée à Salisbury, dimanche 27 janvier, du président du mouvement nationaliste, M. Robert Mugabe. Cela fait cinq ans que ce dernier a quitté son pays. Il dirigeait jusqu'à présent, de Maputo (Mozambique), la principale armée de guérilla, la Zanla.

Selon un porte-parole du gouverneur, lord Soames, un avion britannique devrait aller chercher au Mozambique les dissidents n'ayant pas les moyens de regagner leur pays. Trois d'entre eux ont été inscrits sur les listes de candidats aux élections du 27 au 29 février. Mais une permission spéciale sera vraisemblablement accordée aux autres détenus désirant se présenter, malgré l'expiration du délai pour les nominations.

Le gouverneur a, d'autre part, annoncé qu'il avait donné des pouvoirs ministériels aux secrétaires permanents des départements gouvernementaux. Cette décision permettra de faciliter les décisions administratives en l'absence d'un gouvernement constitué, mais aussi confirme la volonté de lord Soames de laisser des pouvoirs étendus à l'administration rhodésienne en place pour la conduite quotidienne du pays. Seuls les départements de la défense et de la sécurité ne sont pas couverts par cette décision.

C. C.

Prise d'otages en République Sud-Africaine

TROIS GUÉRILLEROS NOIRS, QUI EXIGEAIENT LA LIBÉRATION DE M. NELSON MANDELA, SONT TUÉS PAR LA POLICE

Pretoria (A.F.P., Reuter, A.P.). — La première prise d'otages par des guérilleros noirs en Afrique du Sud, vendredi 25 janvier, qui s'est déroulée dans une banque de Silverston, s'est terminée dans le sang.

Cinq heures après l'attaque de la banque par trois membres de l'African National Congress (A.N.C.), mouvement nationaliste noir interdit, la police a donné l'assaut, tuant les trois hommes. Deux otages, dont une employée de la banque, ont été tués. Onze personnes, dont deux policiers, ont été blessées.

C'est peu après-midi que trois hommes armés de grenades et de fusils de fabrication soviétique avaient pénétré dans cette banque de la banlieue de Pretoria et pris une vingtaine de personnes en otages. Les guérilleros réclamaient la libération de M. Nelson Mandela, fondateur de l'A.N.C., condamné à la prison à vie en 1964, pour « sabotage et conspiration en vue de renverser le gouvernement ». M. Nelson Mandela est détenu depuis seize ans au pénitencier de Robben Island, près du Cap.

Cambodge

BIBLIOGRAPHIE

Le témoignage d'un rescapé du régime khmer rouge

« L'Utopie meurtrière »

Il y a deux ans et demi, le 22 juin 1977, un fugitif épuisé et décharné arrivait en territoire thaïlandais après des semaines de marche harassante au travers de la jungle des monts des Cardamomes. Ancien ingénieur, il avait fui le régime khmer rouge après que sa famille eut été anéantie par la maladie et les privations. Aujourd'hui, alors que le Cambodge est passé sous la coupe des Vietnamiens et que les Khmers rouges sont à leur tour pourchassés, M. Pin Yathay se souvient et témoigne.

Son témoignage est sans doute le plus poignant qui ait été publié jusqu'à présent. Ecrit sans passion, presque froidement, l'auteur décrit le mécanisme implacable de cette « *utopie meurtrière* » que M. Pol Pot avait imposée à un Cambodge déjà éprouvé par la guerre dans laquelle l'avait jeté la politique de MM. Nixon et Kissinger.

Utopie que cette volonté inflexible d'égalité, de nivellement d'une société par l'extirpation de tout ce qui pouvait différencier un individu d'un autre. Pas d'argent, parce que cela signifiait salaire, qu'un salaire pouvait être mal dépensé, qu'une famille pouvait faire plus d'économies qu'une autre et, par là, rétablir une inégalité. Utopie que de croire que l'on pouvait changer les hommes à coups de fusil, comme la nature à coups de pioche et de mots d'ordre, ou le cours de l'histoire en exorcisant par des slogans le danger vietnamien. Utopie que de penser que les directives de ce rousseauisme poussé jusqu'à l'absurde pouvaient être appliquées par des militants souvent analphabètes, du seul fait qu'ils étaient sortis vainqueurs d'une guerre impitoyable. Utopie des grands travaux hydrauliques à la mode d'Angkor, dévoreurs de vies humaines et qui, mal conçus, s'effondraient aux premières pluies.

M. Pin Yathay décrit la déchéance des citadins confrontés à la campagne, à ce pays réel qu'ils ne connaissaient guère, épuisés par les déportations successives, ballottés entre le désespoir et l'espoir né d'une parole, d'un geste, d'un « *cadre* » ayant droit de vie ou de mort sur eux. Peut-être les dirigeants khmers rouges diront-ils qu'ils « *n'ont pas voulu cela* ». Sous prétexte de reconstruire un Cambodge plus beau et plus fort, ils l'ont livré à l'ennemi héréditaire, sans parler de la détresse dont donne une idée ce Cambzodgien qui, après avoir mangé un morceau de sucre pour la première fois depuis des mois, s'écrie : « *C'était une friandise qui semblait tout droit venue du paradis. Un morceau de sucre qui fondait sur la langue, c'était comme aller au cinéma quatre fois. Un bonheur incroyable !* ».

PATRICE DE BEER.

★ *L'Utopie meurtrière*, par Pin Yathay, Robert Laffont, 424 pages.

● *Un message de M. Giscard d'Estaing au prince Sihanouk.* — M. Giscard d'Estaing a fait parvenir au prince Sihanouk, par l'intermédiaire de M. Hubert Argod, ancien ambassadeur de France au Cambodge, un message lui annonçant l'intention du gouvernement français de rouvrir la Maison du Cambodge de la Citéuniversitaire, fermée depuis 1973. Ce geste, *« qui bénéficiera aux étudiants cambodgiens résidant en France*, a déclaré vendredi 25 janvier, le porte-parole de l'Elysée, M. Hunt, *exprime l'espoir de la France dans l'avenir d'un Cambodge libre, indépendant et neutre »*. Le prince Sihanouk doit quitter Paris ce samedi pour se rendre en visite en Guinée à l'invitation de M. Sekou Touré. Il a annulé les visites qu'il comptait faire en Asie du Sud-Est, et notamment à Singapour.



INDE

Pauvreté et volonté de puiss

GÉRARD V

هكذا من الأصل

INDE

Pauvreté et volonté de puissance

L'INDE ! Que connaît-on généralement d'elle ? Des images ! Des clichés ! Sa pauvreté, ses « valeurs », la spiritualité hindoue, le « système » des castes, Mme Gandhi, la « plus grande démocratie du monde », le non-alignement...

Certains jeunes Occidentaux y partent à la recherche d'un paradis tolérant et découvrent aussi une société implacable, rigide, la congestion urbaine, la misère. Pays mythique, l'Inde est un continent où se côtoient et s'entrechoquent plusieurs religions (hindouisme, islam, christianisme, sikhisme, bouddhisme), quatorze langues, d'innombrables castes ; où le changement gagne peu à peu un monde traditionnel villageois apparemment immuable.

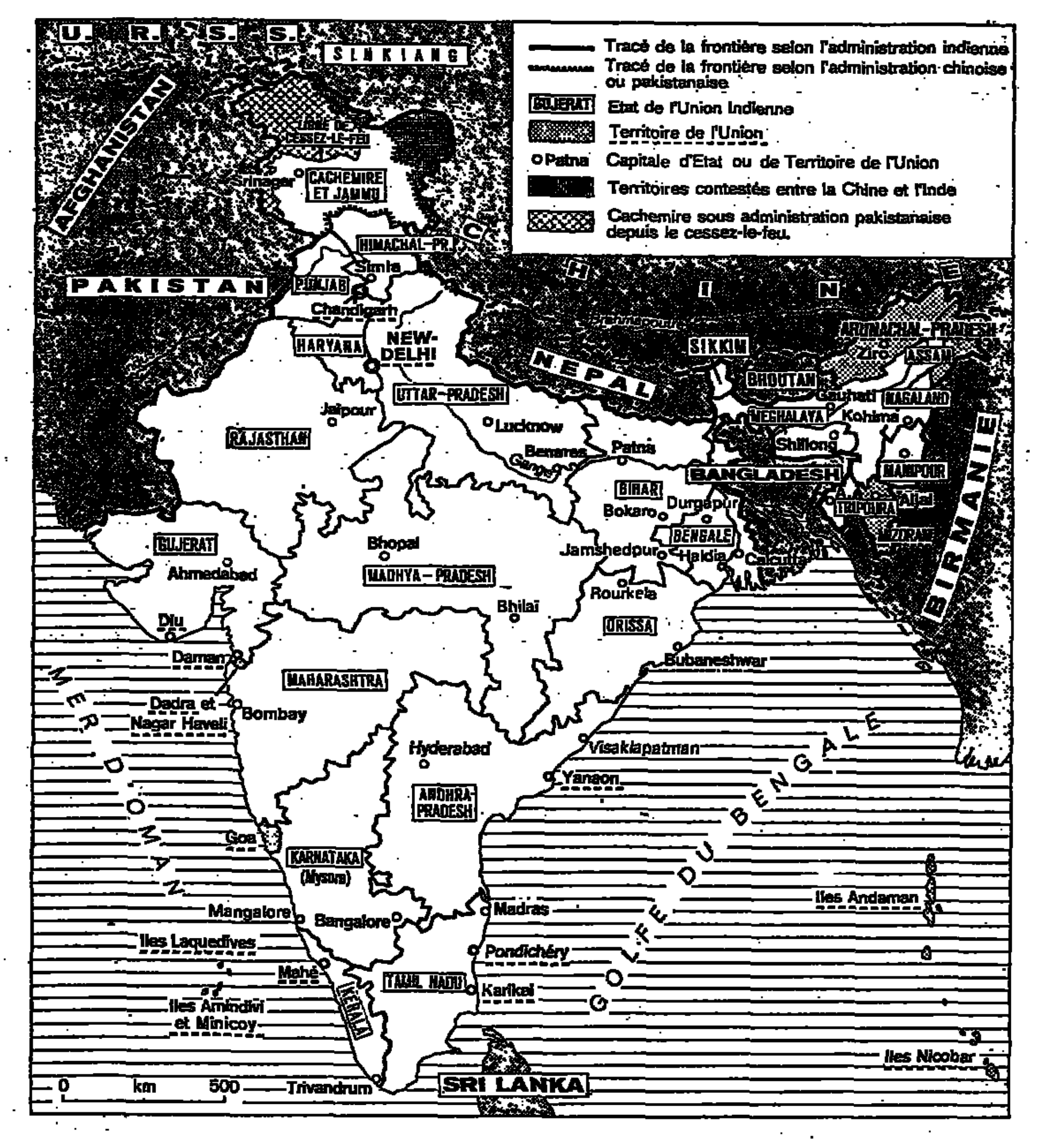
L'Inde est fière de la singularité et de la richesse de sa civilisation ; du fait aussi qu'elle est l'une des rares démocraties formelles du tiers-monde. Dotée d'un régime fédéral et d'un système parlementaire inspiré par celui de la Grande-Bretagne, l'ancienne puissance coloniale, l'Inde a montré, à l'occasion des récentes élections législatives, la vitalité de ses institutions. Mais c'est le type de scrutin uninominal à un tour qui a permis au Congrès (I), le parti de Mme Gandhi, de remporter la majorité absolue des sièges dans la nouvelle Chambre du peuple ; il a obtenu seulement 43 % des suffrages exprimés.

L'Inde progresse lentement au milieu d'énormes inégalités et injustices : la consommation individuelle moyenne s'améliore sensiblement, mais une large partie de ses 655 millions d'habitants ne mange pas à sa faim. Pourtant la production agricole a fait des bonds depuis l'indépendance en 1947. Cependant, ses succès profitent surtout à une classe paysanne dominante et les campagnes sont incapables d'offrir une activité permanente aux dizaines de millions de sans-travail. D'autre part, ses capacités industrielles — elle compte des entreprises privées et publiques de rang international — permettent à l'Inde de fabriquer toute une gamme de produits courants et elle s'équipe des technologies les plus modernes. Mais, en dehors des biens essentiels, le marché reste limité à quelque cinquante millions de personnes disposant du pouvoir d'achat. Et il n'est guère douteux que ce n'est pas dans le secteur industriel principalement qu'il faudra chercher des solutions à l'immense misère indienne mais sans doute plutôt dans des programmes de développement plus terre à terre accompagnés de changements de structures. Sans quoi l'Inde, à plus forte raison tant qu'elle dépendra de l'assistance étrangère, surtout occidentale, aura du mal à offrir un « modèle » concurrent à l'autre géant asiatique, la Chine.

L'Inde est pourtant capable de prouesses techniques qu'il reste à mettre au service des masses déshéritées. Elle a procédé en 1979, au lancement — raté — de sa première fusée, construit et fait placer sur orbite avec le concours de l'U.R.S.S. deux satellites (d'observation géophysique et de télécommunication); fait exploser un engin atomique en 1974; elle se classe au troisième rang dans le monde par le nombre de ses diplômés d'études scientifiques dont une partie, il est vrai, ne trouvent pas d'emplois. Elle compte une armée forte de plus d'un million d'hommes...

Aussi bien joue-t-elle dans sa zone d'influence de l'Asie méridionale le rôle d'une puissance locale dont les poussées dominatrices sont redoutées par ses voisins.

GÉRARD VIRATELLE.



Une véritable industrie sans effet majeur sur l'emploi

Il existe une industrie indienne méconnue, souvent parfois totalement ignorée, mais réelle, composée de centaines de milliers d'entreprises et de fabriques de toutes tailles installées sur l'ensemble d'un immense pays aux dimensions de l'Europe : Oslo-Rome du nord au sud, Brest-Varsovie, d'ouest en est.

Les chefs d'entreprise occidentaux, eux, commencent à découvrir le poids d'une industrie qui leur a soufflé ces dernières années quelques marchés convoités : construction d'aéroports en Libye, installation de réseaux à haute tension en Arabie Saoudite, vente de turbines géantes à la Malaisie et à la Libye.

SI l'Inde est loin de connaître le capitalisme triomphant de la Corée du Sud, de Singapour ou de Taïwan, il serait tout à fait faux de croire qu'elle se contente de vivre sur les vieux restes de l'ère coloniale — les empires édifiés par les familles Tata et Birla — auxquels seraient venues s'ajouter quelques rares prouesses technologiques en matière atomique, notamment. On disait encore vers les années 30 au voyageur pressé de savoir où se trouvait le pouvoir économique : *« L'Inde, c'est un tiers Tata, un tiers Birla, les les autres se partagent le reste. »* Les choses ont changé. Entre le brelan majeur des origines — coton, jute, charbon — et les *centrales nucléaires qui produisent* maintenant de l'électricité, le pays s'est doté de toute une gamme d'industries modernes : biens d'équipement, biens intermédiaires, biens de consommation.

L'Inde n'est sans doute pas encore ce qu'au lendemain de l'indépendance Nehru voulait qu'elle soit : suffisamment industrialisée pour ne dépendre de personne. Mais elle fabrique maintenant son acier, ses avions, ses camions, ses machines-outils et ses tracteurs, de même que les engrais, le ciment, les matières plastiques et les produits chimiques dont elle a besoin.

A côté de groupes géants dont le capital est comparable à celui des grandes entreprises européennes (1,6 milliard de francs *pour* Tata Iron Steel, première firme du secteur privé, contre 3 milliards de francs pour Usinor, premier groupe sidérurgique français) vivent des centaines de milliers de petites installa*tions (528 000 en 1976) dont on* ne sait s'il faut les appeler usines, ateliers, fabriques mais dont le poids est considérable puisqu'il représente 40 % de la production industrielle du secteur.

Car il existe une véritable tradition industrieuse dans un pays qui pendant des siècles a été l'atelier où l'Europe entière venait s'approvisionner. La révolution industrielle n'était pas tellement avancée en France lorsque les premières unités de tissage furent créées près de Calcutta : en 1818, à Fort-Gloster, pour le coton ; en 1859, à Rishra, pour le jute. Les premières papeteries (Bally Mills) remontent à 1870. La *première aciérie* Tata (Tisco) fondée à Jamshedpur est vieille maintenant de soixante-treize ans ; la seconde unité sidérurgique — l'Indian Iron and Steel Company — créée à Burnpur a soixante et un ans.

Tout cela crée des traditions et des habitudes. Au Punjab, la route qui mène au Cachemire, la petite ville de Patiala est tout entière consacrée à la fabrication de scies à ruban. D'autres sont spécialisées dans les pédaliers de bicyclette, les outils de coupe, les lentilles de microscope.

Comment tout cela est-il compté ? Une chose est sûre : l'Inde produit beaucoup. Les statistiques montrent que son produit national brut la classe au onzième ou douzième rang mon*dial, à la hauteur de pays comme* l'Espagne. Rapporté à sa population (650 millions), ce chiffre apparaît mineur. Mais, en valeur absolue, il représente une puissance réelle en tonnes d'acier, de *cuivre, d'aluminium ou en valeur* de biens d'équipement ou de produits chimiques. Quoiqu'il n'existe pas de chiffres officiels sur ce point, les experts des organisations internationales estiment *généralement que sa production* industrielle classe l'Inde au quatorzième ou quinzième rang dans le monde.

L'Etat contrôle 60 % du capital industriel

L'un des traits marquants de l'économie indienne depuis l'indépendance acquise en 1947 est le développement considérable *d'un secteur public quasi inexis*tant il y a trente-trois ans et qui emploie maintenant 13,8 millions de salariés dans l'industrie et les mines (1,9 million), la construction (1 million), les transports et communications (2,5 millions), les services (6,7 millions), etc., soit en tout deux fois plus que le secteur privé (6,8 millions de salariés, dont 4,2 millions dans l'industrie).

En 1950, il n'existait que 5 entreprises publiques ; leur nombre atteignait 74 en 1966, 91 en 1970, 145 en 1977. Le quart environ de la valeur ajoutée par l'industrie est maintenant le fait du secteur public. La plus grande partie (60 %) du capital industriel du pays est propriété d'Etat à la suite des investissements considérables réalisés au cours des cinq plans *quinquennaux qui* se sont succédé depuis 1951.

La sidérurgie est une bonne défense et l'illustration de la pensée indienne en matière économique. Lorsque Nehru se trouva placé à la tête du pays, son premier souci fut d'appliquer en Inde le modèle de développement soviétique qui l'avait si fort impressionné au cours des années 30, notamment les plans quinquennaux et la priorité donnée aux industries lourdes. Au cours des *deux* premiers plans *(1951-1956 puis 1956-1961)* trois aciéries d'Etat furent construites tandis que la sidérurgie privée (le groupe Tata) recevait tous les crédits nécessaires au doublement de sa capacité de pro*duction. L'Inde possède maintenant* six grandes aciéries et une aciérie spéciale (l'Alloy Steel Plant située à Durgapur) produisant au total quelque 9 millions de tonnes d'acier, ce qui la place *sensiblement au seizième rang* des producteurs mondiaux derrière l'Espagne.

Six de ces sept aciéries appartiennent au secteur public : Rourkela, Bhilai, Durgapur, Bokaro situées respectivement dans l'Orissa, le Madhya-Pradesh, l'Ouest-Bengale, le Bihar. L'Indian Iron and Steel Corp. installée à Burnpur, a été nationalisée en deux étapes (1972 et 1976) à cause de résultats désastreux en matière de gestion et de production. La septième — Tata Iron and Steel Corp. (Tisco) — qui appartient au puissant groupe privé Tata, produit à elle seule 2 millions de tonnes par an à Jamshedpur dans le Bihar.

A côté de ces grandes aciéries *intégrées, il s'est créé depuis dix* ans dans le secteur privé une multitude de mini-aciéries électriques (on en compte actuellement cent trente) dont les productions (1 million de tonnes au total en *1977-1978*, 1,5 million en *1978-1979*) sont restées très inférieures aux capacités.

Deux nouvelles unités publiques sont en construction. La première est un laminoir (Salem Steel Project) qui devrait fonctionner à la fin de l'année prochaine et sera approvisionné par l'aciérie de Bokaro, la plus récente des unités indiennes construites avec l'aide de l'U.R.S.S. La seconde sera une aciérie *côtière* de 3,2 millions de tonnes située à Vizakapatnam, dans l'Andhra-Pradesh, construite également avec l'aide soviétique.

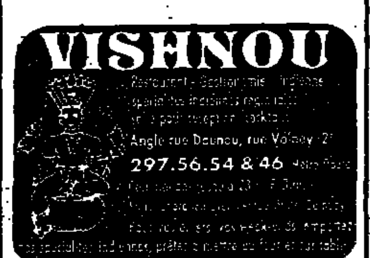
Mais l'Inde ne s'en tient pas là. Le gouvernement a décidé de construire deux autres aciéries côtières de 1,5 à 2 millions de tonnes, à Haldia, près de Calcutta, et à Paradeep, en Orissa, à moins que ce ne soit à Mangalore, dans le Karnataka. Tous ces projets représentent une capacité supplémentaire d'environ 7 millions de tonnes qui permettrait à l'Inde de viser — ou presque — les 20 millions par an. C'est-à-dire à peu près la production française actuelle.

Ainsi l'Inde — malgré une utilisation insuffisante des capa*cités actuellement disponibles* — continue d'accomplir des efforts *considérables* pour se *doter* d'une puissante sidérurgie. Cette volonté remonte à Nehru. A partir de 1957, et pendant de nom*breuses années, la priorité don*née à l'industrie lourde a eu pour contrepartie le lâchage de l'agriculture, avec toutes ses conséquences sur la production agricole. Nehru estimait, en effet, que *seule* une industrialisation rapide permettrait au pays de s'en sortir, c'est-à-dire de se suffire à lui-même en vingt ou vingt-cinq ans. M. Desai, avant sa chute de l'été 1979, avait été le premier à remettre implicitement en cause les priorités de Nehru. Son idée était que l'industrie ne pourrait bien se développer et irriguer l'ensemble du pays que dans le sillage d'une agriculture prospère. Avec son ministre des finances, M. Singh, il avait relancé l'idée d'une priorité absolue accordée aux petites industries campagnardes (conserves alimentaires, fabriques de tapis, de savon, de détergents...), jouant en cela les riches propriétaires terriens — et leur épargne — contre la puissance installée des industriels urbains.

Parce qu'il se méfiait de l'entreprise privée, Nehru misait sur le secteur public.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 8.)



INDE

AGRICULTURE : échec d'une politique accordant la priorité à la croissance de la production

Le monde rural indien représente 80 % de la population et près de la moitié du P.N.B. Son insertion dans un plan de développement cohérent a toujours constitué un problème majeur. L'agriculture fait l'objet, depuis quelques années, d'une série de réflexions sur son rôle spécifique et sa véritable intégration aux mécanismes de l'économie marchande.

PENDANT trois décennies les zones rurales ont été le plus souvent traitées comme un simple pourvoyeur de produits alimentaires, de main-d'œuvre et plus récemment d'épargne. Cette conception univoque était justifiée par la priorité donnée à la croissance de l'industrie lourde — garant de l'indépendance nationale — qui ne peut être réalisée que dans le respect de l'équilibre de la balance des paiements. Dans ces conditions, l'agriculture se devait d'atteindre un niveau suffisant, pour éviter le recours à l'importation en assurant une ration alimentaire satisfaisante, et d'apporter sa contribution à l'accroissement des exportations en développant les cultures spéculatives.

S'il est vrai que l'on ne peut juger l'efficacité d'une politique qu'en fonction de ses objectifs, force est de constater que ceux-ci ont été atteints. La conception quantitative de la politique agricole, à l'exclusion d'autres aspects de la vie en milieu rural, a permis un accroissement considérable des ressources alimentaires grâce à l'augmentation des rendements. Cette politique a connu son apogée avec le lancement de la révolution verte dans les Etats du Punjab, de l'Haryana ainsi que dans le nord de l'Uttar-Pradesh. Bénéficiant d'investissements massifs pour l'irrigation, la formation des exploitants, l'introduction de nouvelles semences et des engrais, cette région est devenue en quelques années le grenier à blé de l'Inde. A titre d'exemple, le Punjab et l'Haryana qui totalisent 14 % de la surface irriguée représentent à peine 3 % de la superficie du pays.

Alors qu'en 1950-1951, la production de céréales dépassait difficilement 45 millions de tonnes, elle est, depuis quatre ans, régulièrement supérieure à 110 millions de tonnes. Elle a atteint, en 1978-1979, le niveau record de 130,5 millions de tonnes. Les efforts réalisés grâce à l'emploi des engrais, et surtout de l'irrigation, ont permis de limiter les effets autrefois dramatiques des mauvaises moussons.

Cette évolution, liée à la mise en place d'un système de distribution au profit des plus pauvres, permet de limiter, au moins en partie, les conséquences des mauvaises moussons. Certes, ces dernières sont encore responsables de disettes et de migrations collectives, comme c'était déjà le cas à la fin de 1979, au Bihar et en Uttar-Pradesh, Etats touchés par la sécheresse. Mais pour ceux qui se souviennent des conséquences de la sécheresse de 1942-1943, responsable de plusieurs millions de morts, ou de celle du milieu des années 60, où la famine sévit dans plusieurs districts, le progrès est manifeste. De plus, les récoltes particulièrement abondantes (entre 1975-1976 et 1977-1978) ont, phénomène nouveau, permis de dégager des excédents et de constituer des stocks évalués à 18 millions de tonnes de grains. Ainsi, pour la première fois, en 1978-1979, l'Inde a été exportateur net de céréales, pour de faibles tonnages, certes, mais cela témoigne du chemin parcouru.

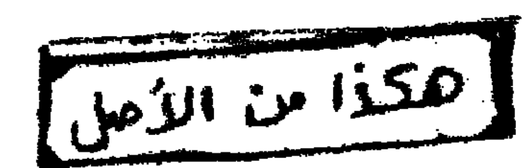
Stagnation de la consommation moyenne

Le deuxième grand volet de l'agriculture indienne a trait aux cultures commerciales. Si les épices, qui ont attiré autrefois les colonisateurs européens, continuent d'être un produit d'exportation, d'autres productions se sont développées, comme le thé, dont l'Inde est le premier producteur mondial, le café, le sucre, les tourteaux (sous-produit de l'huile qui constitue une base de l'alimentation humaine), le jute, les noix de cajou... Enfin, si l'on tient compte de la première transformation, ce pays est également le premier exportateur mondial de cuirs et peaux.

A l'image d'Epinal qui voudrait que l'Inde soit un acheteur net de produits agricoles sur le marché mondial, il faut opposer l'analyse détaillée de la balance commerciale, qui fait ressortir un solde toujours positif des échanges agro-alimentaires depuis 1970, pour un volume moyen de l'ordre de 70 à 80 millions de francs par an.

Ces résultats favorables, souvent commentés avec emphase, sont toutefois tempérés par la prise en compte de variables exogènes qui assombrissent le tableau. L'augmentation importante de la production agricole brute n'a presque pas permis d'accroître la ration journalière par habitant en raison de la pression démographique ; la population a plus que doublé depuis l'indépendance. Ainsi, non seulement la consommation moyenne de céréales par habitant s'établit-elle à un niveau inférieur à 470 grammes par jour, mais la malnutrition a tendance à se développer du fait de la stagnation de la production de légumineuses, composante essentielle de l'alimentation traditionnelle, en raison de leur apport protéique.

Aussi, en dehors des Etats privilégiés déjà cités du nord-ouest du pays, on serait bien en peine aujourd'hui de trouver des indicateurs objectifs témoignant d'une augmentation réelle du niveau de vie individuel moyen dans les campagnes. Près de 40 % de la population rurale, au minimum 200 millions de personnes, vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire à la limite de



هكذا من الأصل

la survie. Cette frange de la population, nullement concernée par l'opulence relative des métropoles, continue à vivre au rythme millénaire des bonnes et mauvaises moussons dans le respect forcé des traditions villageoises.

L'Inde nouvellement indépendante avait cru trouver dans la réforme agraire la solution de ses problèmes. Celle-ci a été la manifestation concrète de l'intérêt politique que les partis au pouvoir portaient aux paysans sans terre qui constituent un réservoir électoral non négligeable. Elle a été, dans l'ensemble, menée à bien. Globalement, la grande propriété terrienne a été abolie, si bien que le propriétaire de 10 à 12 hectares fait aujourd'hui figure de koulak.

Pourtant cette réforme n'a pas eu les résultats escomptés. L'attribution à chaque famille rurale du lopin qui devait lui garantir son indépendance alimentaire et contribuer à rompre l'organisation traditionnelle du village, et partant favoriser son ouverture sur l'extérieur, n'a résisté ni aux pressions sociales et démographiques ni aux nécessités d'une gestion économiquement satisfaisante.

Pressions sociales tout d'abord, car les paysans sans terre, qui sont souvent — mais pas toujours — des intouchables, dont le destin consiste nécessairement (dans ce système social profondément lié à l'hindouisme) à réaliser les tâches situées au bas de l'échelle des valeurs sociales, sont demeurés les parias du village. Dans ces conditions on a assisté à une réaction violente des castes supérieures qui ont vécu et vivent encore cette réforme agraire non seulement comme une atteinte à la hiérarchie économique du village mais aussi comme une atteinte à l'ordre religieux. A cet égard, on relèvera que les Etats les plus fidèles à la tradition hindoue (Bihar et Uttar-Pradesh) sont ceux qui appliquent la réforme agraire avec le plus de réticences.

Pression démographique aussi, dans la mesure où la population a plus que doublé en trente ans. L'ensemble des terres cultivables étant en pratique déjà cultivées, le simple accroissement de la population contribue à augmenter le nombre de journaliers à l'affût de petits travaux et de candidats à l'exode rural.

Réalités économiques enfin, car il semble bien qu'il soit désormais difficile d'aller au-delà de ce qui a été fait en matière de redistribution des terres. Tout d'abord, celle-ci n'a pas donné aux nouveaux petits propriétaires les moyens d'exploiter décemment leurs nouvelles propriétés (outils aratoires, engrais...) si bien que leur niveau de vie n'est guère supérieur à ce qu'il était antérieurement. De plus, comme l'a révélé la Banque mondiale, le problème de la répartition de la richesse dans les campagnes ne consiste plus à prendre aux riches pour donner aux pauvres (encore qu'il existe des fortunes fabuleuses), mais de prendre à ceux qui sont un peu moins pauvres pour donner à ceux qui sont un peu plus pauvres. Enfin, l'exemple du Punjab contredit la théorie de la lutte contre la pauvreté par le partage des terres dans la mesure où seules les fermes de taille relativement importante (10 hectares et plus) garantissent l'indispensable progression de la production (+ 7 % par an dans cet Etat) tandis que les petits exploitants abandonnent de plus en plus la ferme pour s'employer dans des industries locales plus rémunératrices.

A l'évidence, le modèle de développement mis en œuvre depuis la fin de l'Inde anglaise en matière agricole a atteint ses limites. Trente ans après l'indépendance, l'agriculture indienne semble inapte à donner du travail à l'ensemble des ruraux et, si la production alimentaire réussit à croître légèrement plus rapidement que la population, l'ironie des mécanismes économiques fait qu'une partie de la population rurale à laquelle cet excédent devrait être destiné, restée insolvable, ne peut en bénéficier.

La réussite de la politique agricole associée à son échec humain — mais rappelons que ce n'était pas là le but essentiel — ne va pas sans poser de problèmes. Victoire à la Pyrrhus que ces récentes exportations — vers l'U.R.S.S. par exemple — de céréales camouflées sous le vocable terne de « remboursements en nature », car les ventes de blé par un pays où une frange importante de la population lutte chaque jour pour sa survie sont politiquement inacceptables ! Les pouvoirs publics sont d'autant plus amenés à s'interroger sur les finalités de la politique passée que l'existence de la masse des sans-emploi fixe, dont une fraction importante vient grossir chaque année les bidonvilles des quatre grandes métropoles, tristes lumières de la ville, pose le problème en termes politiques.

Intégration de l'économie villageoise

Dès 1975 - 1976, le budget de l'Etat indiquait une certaine orientation des dépenses publiques vers l'*amélioration* des infrastructures des zones rurales. Les nouveaux principes d'action ont enfin été clairement exprimés dans le VIe plan de développement : il ne s'agit plus d'une politique agricole, mais d'une politique de « développement rural intégré ». Si ce projet n'est pas novateur par les moyens utilisés — semences améliorées, irrigation, infrastructure, développement de l'artisanat et de la petite industrie. — il l'est par la simultanéité de la mise en œuvre des différents programmes au niveau du bloc (ensemble local) de développement, qui devrait conduire à une véritable intégration de l'économie villageoise au sein de l'économie globale. La campagne ne serait plus seulement un pourvoyeur de produits alimentaires et de main-d'œuvre bon marché pour les villes, mais s'insérerait enfin dans le flux des échanges de biens et services ainsi que dans les flux monétaires.

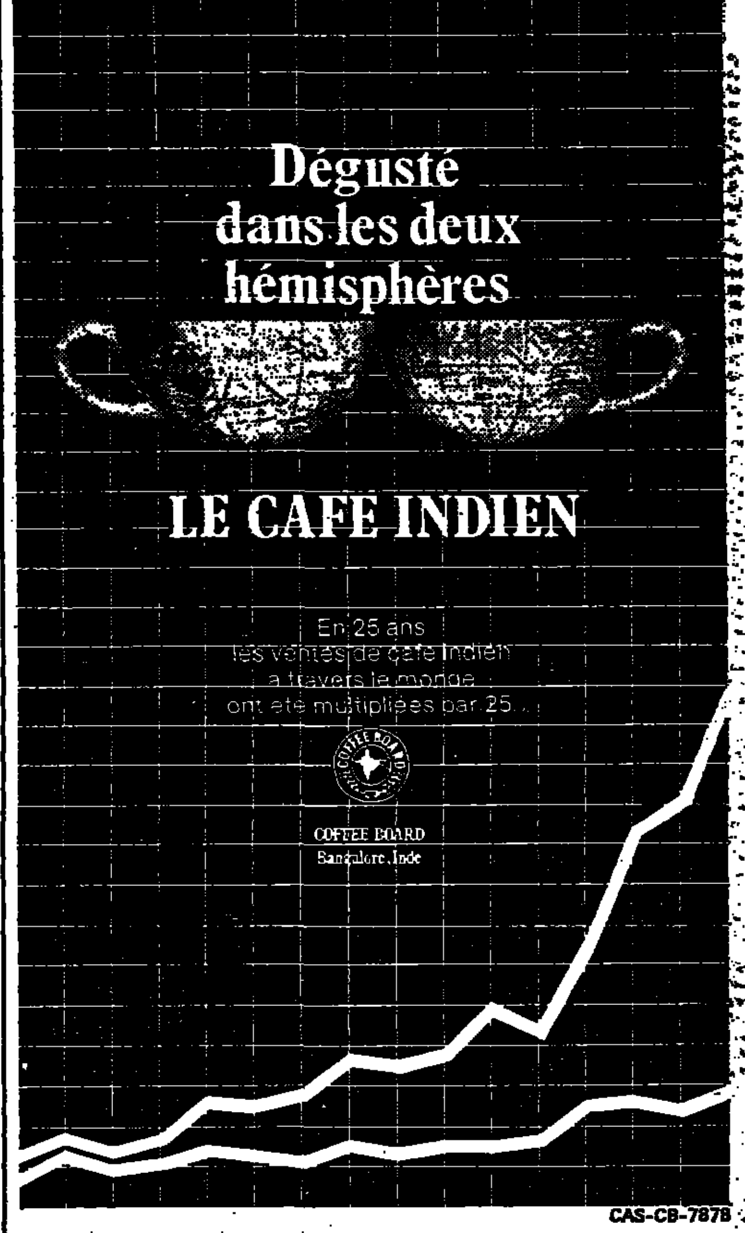
Le premier élément qui devrait permettre la création d'une économie d'échanges entre le village et le bourg le plus proche consiste à créer des voies de communication sûres et permanentes. La majorité des 550 000 villages indiens sont en effet contraints de vivre en autarcie, car ils ne sont accessibles qu'aux seules voitures tout terrain et sont coupés du reste du monde pendant la mousson. A ce titre, le désenclavement est une condition indispensable à l'accroissement de la productivité escomptée de la généralisation des méthodes modernes de culture et, partant, de la spécialisation. Cette dernière n'a de sens que si l'exploitant a la certitude de pouvoir vendre sa production au bourg et dispose, outre d'une organisation du marché, d'un accès à celui-ci. Le désenclavement est une notion très générale qui comprend non seulement la création de routes et d'un réseau de télécommunications permettant la circulation des hommes et des marchandises, mais aussi l'établissement d'une infrastructure financière permettant la circulation du produit monétaire de la vente de ces biens et services. Un effort a déjà été entrepris dans ce sens, avec la création de banques rurales.

Le second trait de cette politique devrait permettre de rentabiliser les investissements coûteux ci-dessus en augmentant la productivité agricole sur l'ensemble du territoire national. Des programmes plus spécifiques comme l'opération *Flood*, qui consiste à approvisionner toutes les villes de plus de cent mille habitants régulièrement en lait frais, contribuent à cette mise en relation des villes et des campagnes en créant des emplois dans ces dernières par la mise sur pied d'un troupeau géré selon les techniques les plus modernes.

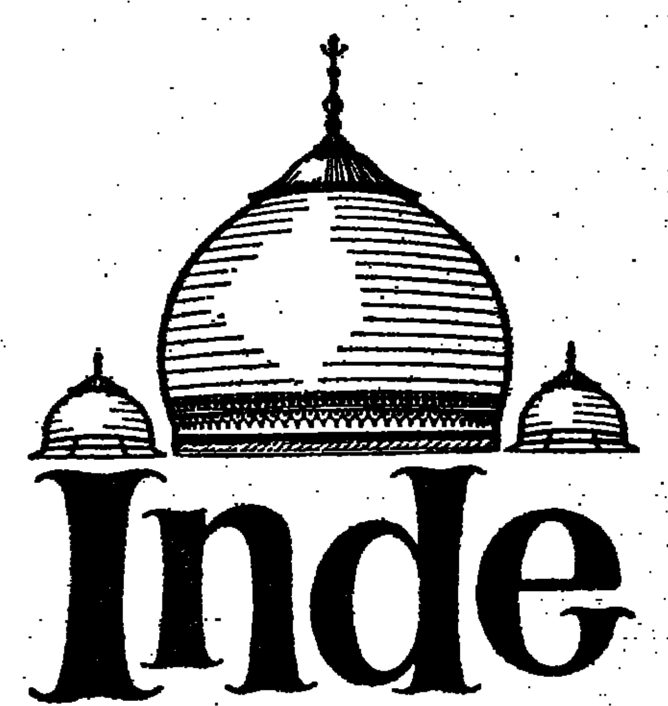
Si ces orientations sont bien acceptées, l'aspect le plus critique est la politique d'industrialisation des campagnes. Ce point est d'autant plus controversé que son contenu reste flou. Pour les partisans du retour au village *(back to village)*, l'idéal résiderait dans la création de petits ateliers répartis autour d'une ville plus importante. Ce retour au rouet cher à Gandhi, s'il est chargé d'affectivité, ne provoque pas toutefois l'enthousiasme. Ce modèle d'industrialisation semble en effet se rapprocher du Jura suisse du siècle dernier. Cette conception utopique est inapplicable à la campagne indienne, où n'existent ni les infrastructures nécessaires ni la main-d'œuvre spécialisée.

Les politiques agricoles ont cherché jusqu'à présent à valoriser les ressources naturelles dont ce pays peut disposer. Il n'est que temps de proposer aux ruraux, grands perdants du développement depuis l'indépendance, instruits par la presse et la radio d'un autre monde plus confortable, un modèle de développement capable d'améliorer leur sort. Après l'échec d'une politique strictement agricole qui a montré son incapacité à résoudre les problèmes d'emploi dans les campagnes et à accroître de manière significative le revenu moyen des paysans, la mise en œuvre d'un ensemble cohérent visant une véritable insertion de l'économie rurale dans l'économie nationale mène à la disparition des propriétaires marginaux et des manœuvres journaliers, qui trouveront un meilleur salaire et un emploi régulier dans des industries nouvellement implantées : une Inde rurale prospère serait-elle une Inde sans paysans ?

JEAN-CLAUDE GOLDENBERG.







INDE

Une puissante caste paysanne domine un milieu rural hiérarchisé

DEUX Indiens sur trois, aujourd'hui encore, vivent de l'agriculture. L'Inde étant une démocratie, la paysannerie y pèse nécessairement d'un grand poids dans la vie politique. Cette paysannerie n'est pas un bloc homogène. C'est au contraire un milieu hiérarchisé et stratifié, par le système des castes d'un côté, par l'éventail très ouvert des revenus et des conditions d'existence de l'autre. Il n'y a pas de coïncidence systématique entre ces deux gradations : au village, tel paysan né dans une caste méprisée de vachers, de presseurs d'huile ou de distillateurs d'alcool peut fort bien s'enrichir si la chance lui sourit, alors que tel brahmane sombre dans l'indigence.

Mais il y a tout de même une corrélation statistique globale entre l'aisance matérielle et l'appartenance à une caste respectable. On trouve dans la plupart des villages une caste numériquement abondante dont les membres détiennent la plus grande partie des terres, et qui exerce une influence économique déterminante sur le reste des villageois parce que c'est elle qui loue la terre aux tenanciers, qui fournit les emplois aux salariés agricoles, qui prête l'argent avec intérêt, qui constitue la principale clientèle des artisans, etc. Cette caste est de statut comparativement élevé : brahmane, rajput, ou caste agricole respectable. Il arrive que plusieurs castes répondent à ces critères de la dominance dans un même village. Il y a normalement plusieurs de ces castes dominantes dans chaque région.

Par ailleurs, des individus issus de communautés plus disséminées mais entreprenantes, comme les marchands de grain, jouent souvent au village, quand ils investissent dans la terre, un rôle économique voisin de celui des membres des castes dominantes. L'ensemble de ces groupes et de ces individus constitue la paysannerie dominante. Cette catégorie sociale joue depuis l'indépendance (1947) un rôle de premier plan dans l'évolution politique et économique de l'Inde.

Pendant les vingt années qui ont suivi l'indépendance, cette classe, non seulement la plus influente mais aussi la plus instruite et la plus politisée du monde des villages, a fourni au parti dominant, le Congrès, l'essentiel de son assise populaire. Elle entraînait, en effet, dans son adhésion à ce parti la grande masse de la population paysanne pauvre, encore peu autonome vis-à-vis de ses dominants locaux, comme elle avait commencé à le faire entre les deux guerres quand le Congrès n'était encore que la principale formation nationaliste dans le combat d'indépendance. Cette association avec la paysannerie dominante a inévitablement représenté pour le Congrès au pouvoir, en même temps qu'une garantie indispensable de stabilité, une contrainte politique sérieuse. Le réformisme à tendance socialisante de la plupart des dirigeants nationaux, et au premier chef de Nehru, s'est, en effet, trouvé bridé par l'impossibilité de porter atteinte aux intérêts des dominants locaux. Des directions essentielles de la politique agricole du gouvernement se sont trouvées de ce fait obstruées, parmi lesquelles la refonte radicale du statut des tenanciers, la taxation de la propriété foncière et le développement énergique du crédit rural organisé (la plupart des dominants villageois sont des prêteurs « informels », activité très lucrative).

Les réformes adoptées par les gouvernements congressistes dans le domaine agraire ont été soit directement conçues dans l'intérêt de la paysannerie dominante, soit « récupérées » par elle au stade de la mise en œuvre. Ses membres sont, en effet, puissamment représentés dans toutes les institutions électives d'échelon local et régional, depuis le conseil de village et la coopérative jusqu'à l'assemblée législative d'Etat. Ils contrôlent donc de près l'application des réformes et l'accès aux ressources distribuées par le gouvernement dans le cadre de sa politique de développement rural.

A l'époque du combat pour l'indépendance, le Congrès s'était engagé à plusieurs reprises à réaliser, une fois la victoire acquise, la réforme agraire. Les questions agricoles relevant de la compétence des Etats, c'est à l'assemblée législative locale que fut confiée, dans chaque Etat, la mise au point de la loi de réforme. Etant donnée l'importance de la représentation des propriétaires terriens dans ces assemblées, il était prévisible que cette réforme ne serait nulle part très radicale. De fait, la minorité des grands landlords absentéistes d'allure féodale a bien été abolie, de façon d'ailleurs inégalement effective suivant les Etats. Mais la nouvelle législation comportait des lacunes qui n'étaient pas innocentes, et ses dispositions n'ont été qu' très imparfaitement appliquées, ce qui a permis à la paysannerie dominante d'échapper au plafonnement des propriétés et à la redistribution des terres. Elle a même renforcé ses positions d'influence, car elle est libérée de la tutelle ou du voisinage encombrant de l'aristocratie foncière, et ses droits légaux sur la terre sont plus solides qu'auparavant.

Elle n'a pas moins bénéficié de la politique de développement rural démocratique lancée par le gouvernement de l'Inde à partir du début des années 50. L'objectif de cette politique était de rendre à la communauté villageoise indienne sa vitalité traditionnelle et d'amener les paysans à prendre l'initiative des tâches de modernisation rurale, avec l'aide technique et financière de l'Etat, au lieu d'attendre passivement que tout vienne des gouvernants. Pour rendre effective cette décentralisation de l'effort de développement, un réseau hiérarchisé de collectivités locales élues a été mis en place au cours des années 60, dont la cellule de base est le panchayat (conseil de village).

A ces nouvelles instances, il incombe de faire l'inventaire des besoins, de formuler des priorités et de ventiler les ressources mises à leur disposition par le gouvernement ou d'organiser l'accès à celles-ci. Comme on pouvait le prévoir, les élections locales, d'ailleurs largement apolitiques, car les partis n'ont pas le droit d'y prendre part, ont livré les conseils, de bas en haut, à la paysannerie dominante, qui se trouve ainsi bien placée pour canaliser à son profit les ressources du développement.

Le choix gouvernemental de la « révolution verte », au milieu des années 60, comme réponse au problème lancinant du déficit alimentaire national, a encore accentué cette évolution. Cette stratégie est fondée sur la diffusion de variétés de céréales à haut rendement, variétés comparativement fragiles et très exigeantes en eau et en engrais. Elle s'adresse donc en priorité à une paysannerie aisée, qui dispose de capitaux suffisants pour acquérir semences sélectionnées, engrais, pesticides et moyens d'irrigation. Elle va naturellement de pair avec une politique adaptée d'incitation par le crédit. Mais la paysannerie dominante, grâce aux positions d'influence qu'elle commande, est la première à bénéficier de celle-ci.

Quand les nouvelles variétés sont aussi adoptées par de petits cultivateurs, les profits de ces derniers restent néanmoins proportionnellement inférieurs à ceux des gros exploitants, dont les prix de revient sont plus bas. Là où la « révolution verte » a réussi, c'est-à-dire dans l'Inde du blé, zone septentrionale qui couvre le Punjab, l'Haryana et la moitié ouest de l'Uttar-Pradesh (les résultats, en revanche, ont été décevants dans le domaine rizicole), elle a donc fortifié l'avantage de la couche supérieure de la paysannerie.

Cela étant, il semble que les relations entre la paysannerie dominante et la masse des ruraux aient commencé à se modifier au cours de la dernière décennie. La per-

Une véritable industrie sans effet majeur sur l'emploi

(Suite de la page 5.)

Deux dates sont significatives : 1948, année où fut publiée la première « résolution de politique industrielle » qui prévoyait pour l'Inde un type d'économie mixte, supervisée par l'Etat, auquel reviendraient le droit et le devoir de planifier le développement de l'industrie dans l'intérêt national. L'Etat se réservait la possibilité de devenir entrepreneur à chaque fois que cela lui semblerait nécessaire et de définir les secteurs où s'exercerait l'initiative privée. Apparaissait l'idée que le secteur privé n'en avait peut-être plus pour très longtemps à vivre.

La seconde date significative est 1955-1956, c'est-à-dire le début du deuxième plan quinquennal. Nehru — ou plutôt Nehru derrière le Parti du Congrès — fixa alors comme objectif à l'Inde une société de « type socialiste », sans bien préciser d'ailleurs ce qu'était pour lui le socialisme (1). Toujours est-il que les entreprises furent classées en deux catégories. Dans la première, qui était du ressort exclusif de l'Etat, on trouvait l'armement, l'énergie atomique, les aciéries et la métallurgie, la mécanique lourde et l'équipement électrique lourd, les mines, l'aviation, les transports ferroviaires, les chantiers navals, les télécommunications, l'électricité. Dans la seconde, les entreprises seraient progressivement nationalisées. On y trouvait l'aluminium, les machines-outils, les médicaments, les engrais, le caoutchouc synthétique, les transports par route et par mer. Tout ce qui n'était pas inscrit dans l'une ou l'autre de ces listes était abandonné à l'« infâme », c'est-à-dire au secteur privé.

Les choses n'ont pas toujours été aussi vite que prévu puisque les charbonnages n'ont été nationalisés que fort tard et en deux étapes (1971 et 1973). De même, vingt-cinq ans après les résolutions socialistes de Nehru, on trouve toujours, en bonne position, les empires de Tata et Birla. Les classements sont peu significatifs : Tata Iron Steel arrive en onzième position après dix entreprises d'Etat. Mais Tata Iron Steel ne représente elle-même qu'un peu plus de la dixième partie de ce que possède la célèbre famille Parsi qui fabrique également — à travers d'autres sociétés et notamment TELCO — des camions, des automobiles, des machines de chantier, mais aussi des textiles, des produits de consommation...

Birla, le Marwari des déserts du Rajasthan, l'autre grande réussite du capitalisme indien, dont les parents commencèrent à faire fortune en 1862 dans le bazar de Bombay, occupe lui aussi les places d'honneur dans presque tous les domaines : Gwalior Rayon Silk, c'est lui ; Hindustan Aluminium, c'est lui aussi ; Century Spinning, c'est encore lui ; Hindustan Motors, c'est toujours lui. On pourrait multiplier les exemples. Birla est partout, fabrique tout.

Mais ce que Nehru a formidablement ancré dans les mentalités indiennes — dans celles des responsables et des gouvernants en tout cas — c'est une sorte de mythe du socialisme. De nouvelles nationalisations sont régulièrement évoquées dans les conversations, ou dans la presse, plus d'ailleurs par ceux qui les craignent que par les responsables au pouvoir. Bien entendu, il n'en est pas question. Des commissions gouvernementales ont, au contraire, montré ce que le secteur public pouvait avoir d'inefficace et de mal géré. Une étude, menée par le Bureau des entreprises publiques (B.P.E.), a même recommandé la dissolution ou la vente au secteur privé de vingt-huit sociétés publiques, dont Heavy Engineering C° (produits de fonderie, matériel lourd), dix-septième groupe industriel indien, qui, pour un capital de 1,2 milliard de francs, n'a réalisé, en 1976-1977, qu'un chiffre d'affaires de 380 millions de francs. Qui dit mieux ?

La très sérieuse *Far Eastern Economic Review* note que pendant l'annee budgétaire 1978 les entreprises publiques n'ont rapporté que 150 millions de francs à l'Etat. Dans d'autres secteurs publics — charbonnages, aciéries, banques et assurances — les choses ne vont guère mieux. Mais l'idéologie dominante demeure celle de 1957. A défaut d'étendre le champ des nationalisations, l'Etat continue d'intervenir pour fixer les prix, les salaires, les programmes d'investissements, et même les modifications de fabrication.

De même, le M.R.T.P. de 1969 (Monopolies and Restrictive Trade Practices Act), destiné à empêcher les monopoles privés de s'étendre et à stopper la concentration du pouvoir économique, a-t-il dressé une liste — encore une — de dix-neuf secteurs industriels dans lesquels peuvent investir et se développer les grandes firmes privées. On y trouve, notamment, les engrais, les pneus de voitures, les détergents, le verre plat, les machines-outils, les machines agricoles, les instruments scientifiques, etc. En dehors de ces activités, point de salut, sauf à s'engager à exporter 60 % de sa production supplémentaire, ou même 75 %, si la grande firme veut s'étendre dans un secteur réservé aux petites industries (Small Scale Industries).

Toutes ces entraves n'ont pas empêché le secteur privé de se bien porter, comme en témoigne la belle réussite d'un Godrej, qui emploie douze mille salariés dans une série d'usines aux environs de Bombay, fabriquant toute une gamme de production hétéroclite allant des ponts roulants géants jusqu'au savon, en passant par les machines à écrire, les réfrigérateurs, les machines-outils et les meubles de bureau. Godrej porte des jugements sévères sur les beaux esprits uniquement préoccupés de savoir si c'est l'Etat ou le secteur privé qui doit prendre l'initiative, alors que pour lui la seule chose qui compte est d'entreprendre et de produire.

Il est juste de dire que certaines entreprises publiques sont elles aussi très bien gérées. Bhel (Baarat Heavy Electricals), l'Alsthom indien, en est un bon exemple. Cinquième de toutes les sociétés répertoriées, Bhel a soufflé aux pays occidentaux la vente de turbines de 120 mégawatts à la Libye et à la Malaisie. Son patron, V. Krishnamurthy, se comporte comme un grand manager : compétence, autorité, sérieux, esprit de décision. C'est peut-être ce qui manque le plus à l'Inde pour faire de son industrie un outil vraiment efficace.

Fabrications sous licences

La recherche de l'indépendance économique a poussé l'Inde à fermer ses frontières aux importations étrangères au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Totalement pour les biens de consommation, en grande partie pour les biens d'équipement, même si des assouplissements importants ont été accordés, il y a quelques années, par feu le gouvernement Desai.

L'idée de base est de tout fabriquer progressivement en Inde. Reste l'acquisition des techniques occidentales qui manquent au pays. Pour résoudre la contradiction, les gouvernements indiens successifs ont autorisé — encouragé même — les contrats de collaboration. Les firmes indiennes fabriquent sous licence du matériel étranger, versent des royalties pendant cinq ans au maximum, puis s'approprient complètement les brevets. C'est ainsi que Poclain s'est associé, en 1975, avec Larsen et Toubro pour la fabrication d'une pelleteuse hydraulique. Des accords semblables ont été passés dans un peu tous les domaines : entre Hindustan Aeronautic Ltd et la SNIAS pour la construction d'hélicoptères, entre H.M.T. (machines-outils) et Manurhin, entre Roussel et Roussel-Bombay... Les camions construits par Tata arborent le T (Telco) de la firme indienne mais ne peuvent cacher leur origine allemande (Mercedes-Benz). Les exemples abondent.

Ainsi l'industrie du pays qui, au XIXe siècle, a été bâtie sur l'épargne et la technique britanniques, s'indianise-t-elle peu à peu à partir de modèles occidentaux. Mais le poids des capitaux étrangers ajouté à celui des non-résidents y est encore important. On l'estime (2) à 16,4 % du capital indien total et à 20,5 % de la production et des ventes. Dans la liste des principales firmes indiennes privées, les multinationales arrivent en bonne place. On trouve notamment Hindustan Lever en huitième position, puis Union Carbide, Phillips, Brooke Bond, Siemens, A.C.C.-Vickers Babcock...

Le poids de cette présence étant un défi tout de même un peu trop grand à la volonté indienne d'indépendance affirmée il y a trente-deux ans, les pouvoirs publics ont édicté en 1973 des règles nettement plus restrictives. Le Foreign Exchange Regulation Act qui date de cette année-là interdit aux capitaux étrangers de participer aux secteurs réservés à l'Etat, notamment aux banques, au commerce, aux plantations, etc. Mais aussi aux secteurs réservés aux petites industries. Le pourcentage des capitaux étrangers autorisé varie selon les secteurs, mais il est généralement de 40 % au maximum. C'est notamment pour avoir refusé de telles règles que I.B.M. a quitté l'Inde en 1978, ainsi que Coca-Cola. Dans les deux cas, le gouvernement indien s'est montré particulièrement rigide, plus, semble-t-il, « pour l'exemple » que pour des raisons proprement économiques.

Reste à savoir si toutes ces précautions, prises pour sauvegarder une certaine indépendance économique, sont suffisantes. Certains Indiens ne le pensent pas. Un syndicaliste, M. Ramamurti, a dénoncé avec netteté le danger des accords passés par B.H.E.L. (Bharat Heavy Electricals Limited) avec la firme allemande Siemens (3). Ces accords, assure M. Ramamurti, feront disparaître la technologie indienne et, par contrecoup, de nombreuses entreprises. Ils mettront un terme aux efforts de recherche entrepris par les Indiens pour développer dans ce secteur des technologies nouvelles, ce qui fera complètement dépendre l'entreprise des multinationales pour son développement scientifique, industriel et technologique. Tel est le diagnostic. Il n'est pas optimiste.

Quel bilan faire ? Trente ans après le début du premier plan de développement, l'Inde est bien devenue une puissance industrielle dans le monde. Son appareil productif n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'il était au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Le pays fabrique maintenant à peu près tous les grands produits dont il a besoin.

Mais beaucoup des objectifs que lui avait fixés Nehru n'ont pu être atteints. L'industrie n'a pas du tout résolu le formidable problème du chômage. La proportion de main-d'œuvre employée dans l'industrie rapportée à l'emploi total n'a pas augmenté depuis le début du siècle. De même peut-on douter que l'industrie ait élevé le niveau de vie des Indiens. Une étude de l'Indian School of Social Science estime que les gains réels dans l'industrie ne sont probablement pas plus élevés actuellement qu'en 1939, la seule période 1950-1955 ayant été marquée par des progrès importants perdus par la suite. Ce qui est sûr c'est que l'Inde, qui dispose d'atouts considérables (infrastructures et tradition industrielle, qualité et nombre des ingénieurs, ressources naturelles abondantes), l'Inde qui a maintenant découvert d'importantes réserves de pétrole au large de Bombay, gâche beaucoup de temps et d'argent. Le haut niveau de protection, dont son industrie bénéficie depuis trente ans vis-à-vis de la concurrence étrangère, explique sûrement bien des choses. Il a perpétué des erreurs qui seraient clairement apparues dans une économie ouverte et concurrentielle. Manque d'imagination, immensité du pays, jeux de la politique ? Les exemples abondent qui montrent les gaspillages de toutes sortes, le plus choquant étant le manque d'énergie qui paralyse régulièrement Calcutta et force les entreprises à arrêter leurs activités, mettant en chômage des centaines de milliers d'Indiens dans un pays qui, pourtant, possède d'immenses réserves de charbon.

On se prend parfois à rêver de ce que pourrait devenir l'Inde qui a bénéficié d'une aide étrangère considérable si de meilleures conditions d'efficacité étaient réunies. Le malheur est que personne ne peut dire quelles sont ces conditions. Après tout, l'Inde est, comme aiment à le répéter ses dirigeants, la plus grande démocratie du monde.

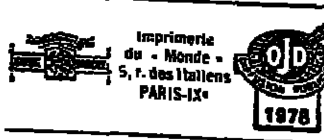
ALAIN VERNHOLES.

(1) « *Je n'entends pas définir avec précision le sens du mot socialisme car nous voulons éviter toute pensée doctrinaire et rigide... Mais, en gros, nous entendons par là une société où il y a l'égalité des chances et la possibilité d'une vie meilleure pour tous.* » (23 mars 1956.) Cité par Raj et Renée Isar dans le livre : « *l'Inde au-delà du mythe et du mensonge* », Edit. du Seuil.

(2) Voir, dans *Commerce*, l'article « Multinationales in India ». N° 132, 90, Veer Nariman Road - Bombay.

(3) Voir « Stop Bhel's dangerous truck with Siemens », par P. Ramamurti, au Center of Indian Trade Unions (6, Talkatora Road, New-Delhi - 110 001.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

هكذا من الأصل

méabilité croissante des villages à l'influence des mass media, le développement des transports et des échanges entre la campagne et la ville, les progrès de la scolarisation, contribuent à relâcher les solidarités verticales traditionnelles qui permettaient à la paysannerie dominante de mobiliser politiquement à sa suite la foule des villageois pauvres. On sollicite maintenant directement les suffrages de ceux-ci en période électorale. A propos des élections de 1967, qui avaient gravement affaibli les positions du Congrès, certains avaient déjà cru pouvoir parler de « révolte des pauvres ». Et aux élections de 1971, Mme Gandhi, axant sa campagne sur le thème de la lutte contre la pauvreté, et s'adressant ainsi aux masses rurales défavorisées par-dessus la tête des dominants locaux, remporta une éclatante victoire.

Mais il ne faut pas surestimer ces indices de changement. Aucun gouvernement ne peut encore prendre le risque de s'aliéner ouvertement la paysannerie dominante. Si Mme Gandhi a vu s'effriter, entre 1971 et 1977, l'immense capital de popularité qu'elle avait acquis, c'est entre autres raisons faute d'avoir pu ou voulu mettre en œuvre une politique radicale de réduction des inégalités dans les campagnes. Ajoutés à cette déception, les excès de l'état d'urgence de 1975-1977 ont refait contre elle, au moins dans l'Inde du Nord, l'unanimité de la paysannerie tout entière, et ont provoqué alors sa chute. Le nouveau rapport des forces permettrait-il aujourd'hui à un gouvernement énergique de faire front, de relancer la réforme agraire, de soumettre la paysannerie dominante à une fiscalité normale pour débloquer des ressources indispensables au développement, d'imposer à cette paysannerie une régulation efficace du marché des denrées ? Même avec la meilleure volonté du monde, la tâche sera très difficile.

Etroitement intégrée dans tout le pays au tissu social villageois qu'elle continue à dominer par la propriété, par l'instruction, par la respectabilité, par la familiarité avec l'univers moderne, maîtresse des structures locales du pouvoir économique et politique dans les campagnes, bien représentée dans les instances supérieures des principaux partis, elle reste en mesure de faire obstacle à toute politique nuisible à ses intérêts et de mettre en difficulté une équipe dirigeante qui s'engagerait dans cette voie.

JACQUES POUCHEPADASS,
chargé de recherches au C.N.R.S.

Où sont les princes d'antan ? Beaucoup font de la politique

AURORE frisquette sur un petit terrain d'aviation perdu dans une campagne déserte, à deux heures de Delhi. Où est l'antique fort de Gwalior au haut de son promontoire ? Les dacoits (1), qui habitent la région entre deux coups de main dans les gorges de Chambal, sont peut-être alentour... Que peut faire la seule femme à bord, seule Européenne, quand le car espéré n'est pas en vue et que l'aéroport n'en est pas un ? Aviser, dans l'éparpillement des passagers, tous hindiphones, un businessman dont le ton et l'accent se révèlent ceux d'un lord anglais. Il organisera un acheminement sûr : traitement préférentiel des bagages, taxi conduit par deux hommes, dont l'un en veste blanche, et dont la course sera gratuite... Pour les princes, ce geste noble « fait partie des traditions », tout comme les chasses au tigre qu'évoquent, dans l'aile-musée d'un éblouissant palais, un fauve naturalisé que le jeune maharajah de Gwalior tua, quelques années auparavant, dans la jungle toute proche.

C'est à ces symboles, à une exquise courtoisie, qu'on reconnaît maintenant les princes et ce n'est pas un hasard si, au sein d'une foule anonyme, en bien des points semblables, on distingue d'emblée l'héritier d'une des cinq plus grandes familles princières de l'Inde. On a tant écrit sur ces princes — du pire et du meilleur — style Mille et Une Nuits pour Européens de la Belle Epoque en mal d'exotisme, ou style récit d'horreur sur dictateurs dépravés de ceux qui connurent leurs prisons ! En fait, éclairés dans certains cas, les princes d'avant l'Indépendance furent généralement despotes, débauchés parfois, mais, bien plus souvent, personnages légendaires, mythiques, déifiés, sur lesquels une société victorienne projeta ses fantasmes.

Aujourd'hui, les (ex-)maharajahs et nawabs défraient moins la chronique que les parents de dirigeants politiques de premier plan. Très appauvris, ils ont, depuis 1971, beaucoup perdu de ces signes distinctifs de leur rang que constituaient un certain style de vie, un statut privilégié reconnu par l'Etat, la richesse elle-même. Des princes authentiquement riches, il en subsiste une douzaine ou une quinzaine. Encore ceux-ci vendent-ils leurs célèbres bijoux, comme l'ont fait récemment les héritiers du nizam de Hyderabad, pendant un temps l'homme le plus riche du monde, en une vente qui eût rapporté 210 millions de roupies si l'Etat ne l'avait annulée pour empêcher l'exportation d'un trésor national. Certains princes sont devenus hommes d'affaires, tel le gaekwar de Baroda, au nom si fameux et à l'étonnante franchise, exploitants agricoles innovateurs, comme la sympathique et aussi célèbre famille de Patiala ou ce délicieux intellectuel ami de la France qu'est le maharajah de Dhrangadhra. D'autres vivent d'avoir transformé en hôtels des palais qu'ils ne pouvaient plus entretenir. Sujet épineux, les princes de l'Inde du Nord se sont souvent, avec succès, lancés dans la politique !

La suppression des pensions

Contrairement à ce qu'on en a dit, leur participation à la politique ne date ni de 1967, époque à laquelle on a parlé du « retour » des princes, ni même de 1962, première échéance électorale après la formation du Swatantra (maintenant composante du Janata) que l'on a parfois considéré comme « leur » parti. Dès les premières élections, en 1951-1952, des princes avaient été candidats et avaient présenté leurs hommes, faisant souvent échec au Congrès. Et, dès cette époque, des dirigeants du Congrès avaient, dans des discours, remis en cause les privy purses (pensions), résultant de traités et garantis par la Constitution, que l'Etat versait aux princes en contrepartie de l'intégration de leurs principautés dans l'Union indienne. Aux élections suivantes, en 1957, le Congrès, instruit par l'événement, ouvrit ses portes aux princes avant que ceux-ci ne grossissent les rangs de l'opposition en 1962. C'est après les élections de 1967 que la question des pensions devint décisive. L'affaiblissement du Congrès donna alors aux princes un rôle crucial dans certains Etats : au sein même du Congrès, le gaekwar de Baroda devenait ministre au Gujarat, mais l'opposition de la maharani de Jaipur, Gayatri Devi (2), menaçante au Rajasthan, comme celle de la rajmata (3) Vijaya Raje Scindia de Gwalior, désormais arbitre des destinées du Madhya-Pradesh, retinrent davantage l'attention.

La proposition de M. Mohan Dharia, « Jeune Turc » alors du Congrès, en vue d'abolir les privy purses, ne devint effective que quatre ans plus tard. Il fallut pour cela que Mme Gandhi, devenue minoritaire dans son parti, eût besoin du soutien de la gauche et d'affirmer son image progressiste. Un premier échec fut suivi d'une dissolution du Parlement. La victoire du premier ministre aux élections de 1971 lui permit ensuite de faire voter le vingt-sixième amendement à la Constitution qui supprimait titres, pensions et privilèges. Les princes y perdaient des pensions, exemptes d'impôt, calculées au prorata du revenu de leurs Etats au moment de la fusion, et dont les montants annuels s'échelonnaient entre l'équivalent de 115 F et celui de 1 560 000 F environ, avec une position médiane majoritaire se situant entre 60 000 F et 500 000 F. Dès lors, il fut de bon ton de déclarer les princes « finis ». Or, malgré l'évidente baisse du niveau de vie que l'on a pu constater chez certains d'entre eux dans les années récentes, cette assertion prend tout son sel au regard de la déférence que leur marquent, même à Delhi, des Indiens de toutes catégories !

Ironie de l'histoire, un véritable retour des princes... derrière Mme Gandhi aux élections de 1980 ! Tandis que, fidèle à elle-même et au courant qu'elle incarne depuis 1969, la rajmata Mohinder Kaur de Patiala se contentait de son siège à la Chambre haute, son fils se présentait à Patiala sous l'étiquette du Congrès-Indira. En faisaient autant, pour ne citer que les plus connus, le jeune frère du maharajah de Baroda — qui remplaçait son aîné, — les princes de Rewa, Kotah, Devgadh-Baria, Rampur, Wankaner, Dhenkanal, et même... le maharajah de Gwalior, dont la mère, la célèbre et irréductible rajmata, se présentait à Rae-Bareli contre Mme Gandhi.

Elus du Congrès Indira

Devant la montée des problèmes, nécessité a fait loi pour la fille de Nehru comme pour les princes qui, pour la plupart, ont opté pour le Congrès-I ; seul, parmi eux, le prince de Kotah fut battu. Dans l'autre camp, ce fut la déroute. Les adversaires de Mme Gandhi se retrouvent privés de deux parlementaires princiers de renom : le populaire maharajah de Bikaner, qui, constamment réélu depuis 1951, abandonna la politique en 1977 « pour faire place aux jeunes » et le maharajah de Kalahandi, candidat perdant du Janata en 1980. Le maharawal de Dungarpur qui, de caste Jat était candidat du Lok Dal à Chittorgarh, fief du maharana d'Udaipur et haut lieu de l'héroïsme Rajput (4) au Moyen Age a lui aussi échoué. De même l'ancien ministre des affaires étrangères proche d'Indira Gandhi, M. Dinesh Singh (Janata), rajah de Kalakandar et beau-frère de Svetlana Staline : son cousin (Cong-I) l'a emporté sur lui. Même la rajmata de Gwalior a connu sa première défaite ; elle demeure néanmoins membre de la Chambre haute.

L'intrépide rajmata, que six mois de prison sans jugement — en 1975 — n'avaient pas découragée, a mené une campagne acharnée de « purification de la vie publique » ; allant jusqu'à faire campagne contre son fils, elle stigmatisa l'attitude qui lui faisait préférer son intérêt à l'honneur des Rajputs et à la vaillance des princes Mahrattes que sont les Scindias... Enfreignant ainsi l'implicite « loi du silence » qui conduit la quasi-totalité de l'élite indienne à jeter un voile pudique sur les raisons objectives que les princes ont souvent eues de préférer le Congrès, elle a peut-être gâché toutes les chances que le maharajah avait de racheter par la sienne la conduite de sa mère. Lui-même l'a déclarée mal conseillée... Devra-t-elle rejoindre dans une méditation sur un sujet tel que « les fondements politiques de la définition des délits économiques » le talentueux Dr Karan Singh, maharajah du Cachemire, philosophe et politologue ? Depuis quelque temps, ses terres ancestrales sont l'objet de controverses publiques. Or il fut l'un des principaux responsables de l'ancrage d'une aile du Congrès dans l'« anti-autoritarisme ».

Circonstance aggravante, après avoir été ministre du plan familial sous l'état d'urgence, M. Karan Singh a, après la chute du gouvernement en 1977, dénoncé les responsabilités de Sanjay Gandhi dans la politique de stérilisations forcées. Il est vrai que le fils du premier ministre lui a spirituellement retourné le compliment... Mais justement ! Les princes du Congrès défendront-ils l'un des leurs ? On peut se le demander, s'agissant du seul d'entre eux qui ait soutenu la politique d'abolition des privy purses. N'importe, qu'au nom d'une justice sociale jusqu'ici mythique des princes soient à nouveau incarcérés sans jugement par tel ou tel gouvernement, et il se trouvera des « libéraux » occidentaux pour applaudir. Mais où sont les princes d'antan ? Simples citoyens, riches parfois — mais ils ne sont pas les seuls — ils cherchent à... « survivre » !

CHRISTIANE HURTIG,
chargée de recherche au C.N.R.S. F.N.S.P.

(1) Bandits de grands chemins.
(2) L'auteur d'*Une princesse se souvient*, qu'un critique littéraire français a, cet été, comiquement appelée « la bonne dame de Jaipur », sans doute parce qu'il était peu au fait de l'image quasi hollywoodienne de cette star de la politique indienne.
(3) Littéralement : « reine-mère ».
(4) Les Rajputs représentent la caste princière par excellence. Leur résistance aussi héroïque que vaine lors des trois sièges de la ville de Chittor est un élément primordial de leur légende.

INDE

Un foisonnement d'œuvres littéraires

Les littératures ?... Quinze langues, quinze littératures vieilles de dix siècles, une multitude de noms, de visages, de mouvements. L'anglais véhicule encore la pensée d'une minorité dominante mais le sanskrit continue à jouir de la confiance d'une élite et à exprimer ses fantasmes et ses connaissances sur des sujets aussi variés que l'ONU et la contraception.

QUELQUES repères historiques s'imposent d'emblée pour saisir et suivre les préoccupations des écrivains indiens et leur évolution. Au début du dix-neuvième siècle, les derniers espoirs d'un royaume hindou s'éteignaient à Poona tandis que le sultanat s'effondrait à Delhi, et que, avec la nouvelle cité de Calcutta, étaient posées les premières pierres de l'Empire britannique. L'instruction anglaise dispensée aux Indiens — grâce à la perspicacité de Râmmohun Rây (1772-1833) — engendra à cette époque un foisonnement rare : de jeunes esprits formés par la méthodologie occidentale et avides de mettre à l'épreuve les valeurs indiennes traditionnelles face à d'importantes mutations sociales, religieuses et politiques, cherchaient à s'affirmer au nom de la nation indienne. Notion jusqu'alors étrangère. L'affrontement des intérêts entre colons et colonisés stimulait la recherche de statuts externes. Des programmes de réforme interne jaillissaient.

S'adonnant à une expression poétique aux pulsions d'une variété extrême, le génie indien tenait le genre épique pour l'aboutissement de toute ambition littéraire. Berceau de fables et de contes, l'Inde allait reconnaître dans le genre romanesque européen la contrepartie de l'épopée pour les temps nouveaux, sans pour autant abandonner la poésie, le théâtre, l'essai.

Bankim Chandra Chatterjee (1838-1894), le premier romancier de l'Inde moderne, fut en même temps le chantre d'un fervent nationalisme qui frôlait la sédition. Aux cris de son hymne *Bandé mâtaram* (« Mère je Te salue »), les extrémistes du Bengale, du Maharashtra et du Pendjab allaient secouer l'Empire britannique jusqu'en 1930. Les œuvres de Bankim Chandra, fin psychologue et artiste aux idées altières, devinrent le critère du roman parfait pour des générations. Pour ne citer que les plus significatifs parmi les premiers romanciers indiens, retenons Harinârâyana Apté, Rajani Bardoloi, Saratchandra Chatterjee, Bhâratendu Hariç-chandra, V.V.S. Iyer, Karanth, Masti, Chandu Menon, Prabhât Mukherjee, D.M. Pitalé, Premchând, Vâ Râ, Govardhana Râma, Pandit R. Sarshar, Phakirmohan Sénâpati, Bhâi Vîr Singh, Rabîndranâth Tagore et K. Virasalingam.

L'influence de Rabîndranâth Tagore

L'agitation nationaliste autour du partage du Bengale (1905), l'orientation radicale que donnaient à la vie sociopolitique des pionniers comme Dayânand, Tilak, Sri Aurobindo et Lajpat Rai, les manifestations révolutionnaires et les vagues de répression impérialiste façonnaient, par des reflux, une conscience indienne unie. Les auteurs de l'époque, malgré leur régionalisme, en devenaient les promoteurs passionnés.

Sentinelle inlassable de la modernisation radicale en Inde, Rabindranâth Tagore (1861-1941), par sa poésie, ses chants, ses essais, ses romans et ses pièces de théâtre, insufflait un nouvel enthousiasme dans le cœur des jeunes générations. En 1913, il recevait le prix Nobel et devenait le symbole de la reconnaissance internationale de l'Inde renaissante. Le groupe Jonâki (Lucioles) d'Assam ; Sabuj patra (Feuilles vertes, dont le fondateur, Pramatha Chaudhuri — francophile — a promu le bengali parlé à la dignité de langue littéraire) au Bengale ; Chhâyâvâd (romantisme monothéiste) en hindi avec des poètes aussi puissants que Sûryakânt Nirâlâ (1896-1961) et Sumitrânandan Pant (1900-) ; les Académies de lettres de Gujarât (avec les poètes Nânhâlâl et Kalâpi) et du Karnataka (avec les poètes D.R. Bendré, Madhura Chenna, Puttappâ et Godak, trempés dans la vision mystique de Sri Aurobindo) ; le souffle épique de Vallathol, en malayalâm, dans *Oru Chitram* (1915) et la *Conversion de Marie-Madeleine* ; le lyrisme irrésistible de Bhâskar R. També en marâthi ; Gopabandhu Dâs et les amis de la revue *Yugabinâ (le Luth des temps)* en Orissa ; Subrahmania Bhârati, le voyant inspiré du pays tamil ; le groupe littéraire telugu Sahiti samiti autour de Çivaçankar Çâstri — marquent cette période par leur originalité multiple.

En 1915, Gandhi rentrait en Inde avec des projets d'œuvres sociales et s'associait, pendant un certain temps, aux expériences écologiques de Tagore. La guerre de Gandhi contre les abus sociaux allait attirer vers lui l'estime immédiate des auteurs aux aspirations d'avant-garde. Satyen Datta saluait très tôt le phénomène social Gandhi. Auteur d'une autobiographie, devenue classique en Gujarâti, ce dernier verra à ses côtés la plupart des écrivains les plus brillants.

D'autres, peu convaincus par les promesses millénaristes de Gandhi et soucieux de sortir de l'influence omniprésente de Tagore, tâtaient de nouveaux terrains. Revenu des fronts de Mésopotamie, Kazi Nazrul Islâm, par sa voix rauque de révolté, redonnait parole aux sentiments des extrémistes écrasés par Gandhi ; à l'encontre des efforts réactionnaires de Gandhi pour restaurer le Calife en Turquie, Nazrul célébrait l'avènement de Kemal Paça. Artisan passionné de la fraternité entre musulmans et hindous, Nazrul avait le culte de Kâlî, la déesse des âmes héroïques. Râmakrishna (1836-1886), prophète bengali et, lui aussi, adorateur de Kâli, conseillait la libération du sexe et de l'argent (kâminikânchana) : les théories de Freud et de Marx venaient d'ouvrir devant les jeunes écrivains de nouvelles perspectives. M. N. Roy s'y imposait avec son nouvel humanisme. L'école réaliste de Kallol (« La houle ») de Calcutta, en 1923, ébranla le conformisme des lecteurs indiens par une nouvelle expression littéraire qui choquait sur tous les plans : éthiques, esthétiques, stylistiques. Plus ou moins rattachés à ce groupe, quelques tout jeunes enragés — ils n'avaient pas vingt ans, — retenaient l'attention amusée de Tagore qui reconnaissait en eux les génies potentiels qu'ils étaient : Premendra Mitra aux accents de Whitman se réclamait, comme le poète, des forgerons, des charpentiers et des ouvriers ; Achintya Sengupta (à la Hamsun) et Buddhadeva Basu (à la Joyce) s'acharnaient sur la libido ; Sailoj Mukherjee et Târâçankar Banerjee revenaient des mines de charbon et des tentes de saltimbanques dans le sillage de Saratchandra pour composer le saga des intouchables ; Bibûti Banerjee avec *Pather Pânchâli* (1929) était le point de convergence de ces courants. La nostalgie de la vie rurale chez Jîvanânanda Dâs, l'expérience du monde à travers les poèmes de Sudhin Datta et d'Amiya Chakravarti y apportait une note de sérénité.

Dépassant le Pragativâd (réalisme progressiste) de Premchand, en hindi s'installaient les partisans du Prayogvâd (Expérimentateurs) : en passant par Hazârîprasâd Dvivedi, Yashpal, Krishen Chunder, Khwâjâ Ahmad Abbâs, Dinkar, cette nouvelle école s'affirmait par la voix de Shamsher Bahâdur, de Bhavânîprasâd Miçra, d'Upendra Ashk et de Phanîçvara Rénu. Parallèlement en gujarâti, Pannâlâl Patel, Petlikar, Chandravadan Mehtâ, Chunilâl Madiâ par leurs romans et leurs nouvelles, et les prestigieux poètes Umâçankar Joshi, Sundaram, continuent à faire preuve de leur jeunesse d'esprit. Issus du groupe Ravikirana, les écrivains marâthes ont connu Régé, Mardhékar (lui aussi proche de Joyce), Muktibodh, Vasant Bâpat, Bahinabâî Choudhary, Arvind Gokhalé, Gangâdhar Gadgil, Anant Kanékar et l'admirable Pendsé de Garambi. Entre Sochi Râutrây et Manoj Das, les tendances marxistes en Odiyâ ont connu de nombreux détours. Des auteurs comme Mânik Banerjee (*les Bateliers de la Padmâ*), T. Çivaçankara Pillai (*les Crevettes*) ou Kâlindicharan Pânigrâhi (*les Gens de la terre*) ont été adoptés aujourd'hui par les lecteurs de l'Inde entière.

Les écrivains de langue anglaise

En dépit des controverses, on ne s'étonnera pas à présent qu'un peuple aussi pluraliste ait à son répertoire une littérature anglo-indienne prospère. Cette prospérité n'est pas, cependant, une caution de supériorité par rapport au reste des œuvres indiennes ; mais une bonne douzaine d'écrivains méritent d'être connus : chacun d'eux a publié une dizaine de romans, une centaine de nouvelles et presque autant d'articles. Le doyen de cette élite, Nirad Chaudhuri (*Autobiographie d'un Indien inconnu*, 1951) est un déraciné culturel : la nostalgie du bon vieux temps des Britanniques a tragiquement aigri cet octogénaire d'une vaste érudition. Philosophe, esthète, esprit inquiet, Mulk Râj Anand (1905) n'a pas hésité à participer à la guerre d'Espagne en 1936 : l'année d'avant, inspiré par la proximité de Gandhi, il avait publié son roman, *les Intouchables*, qui conserva encore sa fraîcheur. La conscience sociale a atteint une acuité particulière chez Bhabâni Bhattâcharya (*So Many Hungers*, 1948), Kushwant Singh (*Train to Pakistan*, 1956) et Kamalâ Mârkandaya (*Some iner furies*, 1956). Râja Râo (*Kantha-pure*, 1947) excelle dans son maniement de l'anglais adapté aux nuances typiquement indiennes. Sudhin Ghose, Ved Mehtâ, Sântâ Râma Râu, Prawer Jhâbvalâ ont leur apport singulier dans cette expérience. Dès sa parution, en 1935, *Swani and friends*, de R. K. Narayan, a été acclamé par Graham Greene. Par ailleurs, *A Bend in the Ganges*, le sixième ouvrage de Manohar Malgonkar a été classé par E.M. Forster parmi les trois meilleurs romans de 1964 : il s'agit d'une démystification de la non-violence proposée par Gandhi. Aux antipodes de Nirad Chaudhuri, en 1972, Malgonkar a raconté dans son roman, *the Devil's wind*, la version indienne de la révolte des cipaye.

Déçus tant par Marx que par Gandhi, les jeunes auteurs conservent leur lucidité et s'engagent dans les expériences idéologiques et artistiques les plus hardies.

PRITHWINDRA MUKHERJEE,
Enseignant à l'université de Paris-XII.

TEXAS
II. – Milliar
« Connallystes » et « Bushistes »

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

TEXAS IS BUSINESS

II. – Milliardaires et « clandestins »

Le Texas, le troisième Etat, par sa population, des Etats-Unis, est en train de devenir un puissant centre économique (« le Monde » du 26 janvier). Ses deux villes principales, Houston et Dallas, connaissent une expansion accélérée qui n'est pas sans poser de graves problèmes.

De notre envoyée spéciale NICOLE BERNHEIM

Houston. — La *prospérité* houstonienne est illustrée par un certain nombre de personnalités au style de vie aussi spectaculaire que les revenus. Selon un Houstonien qui ne fait — pas encore dit-il — partie du « club des milliardaires », *« on n'est personne, ici, à moins de 40 millions de dollars »*. Le magazine *Town and Country*, qui emprunte à son modèle britannique le goût — mais pas toujours le style — du grand monde, a publié en septembre dernier, un numéro spécial sur le Texas dans lequel les familles les plus connues étaient « cotées » de 30 millions à 1 milliard de dollars.

Les *noms les plus* hupés viennent du « coton » : ils appartiennent à des dynasties de planteurs du Vieux Sud qui ont su se reconvertir dans l'industrie et le pétrole. *Le « coton »* a trois, parfois quatre générations d'habitudes de luxe. Il toise avec indulgence la « première génération du pétrole », celle qui a créé la Standard Oil, laquelle fait la moue devant la « seconde génération ». Cette dernière regarde de haut les gros hommes d'affaires qui n'ont, à leur *tour*, que condescendance pour les derniers arrivés dans le *« club »* : les promoteurs immobiliers.

Dans les luxueuses maisons du *quartier de River Oaks, on* est volontiers client des antiquaires de Londres, des couturiers parisiens et des joailliers de la Cinquième avenue. Les « hobbies » sont à la mesure des moyens impressionnants d'hôtes, d'ailleurs généralement charmants, chaleureux, sincèrement heureux de faire admirer à l'étranger de passage la vie ultra-confortable, et parfois raffinée, que des années de travail fructueux leur ont assurée : l'un élève des pur-sang arabes qu'il va lui-même sélectionner en Egypte ; un autre collectionne les pièces rares du dix-huitième siècle *français* et de l'Empire. Les nombreuses galeries d'art de Houston sont florissantes et, grâce à des donations privées, le musée municipal, dont l'architecture intérieure *est l'œuvre* de Gropius, possède une superbe collection de peintures françaises. Après deux ou trois générations de fortune cotonnière ou pétrolière, la *culture* est *un « must »*, un devoir civique.

Certaines de ces donations sont d'ailleurs faites du vivant de leurs propriétaires, qui hésitent à *conserver* de *pareilles* fortunes chez eux. Une donatrice particulièrement généreuse aurait découvert en 1974 qu'elle figurait en tête de la liste des « ennemis du peuple » de l'Armée symbionèse de libération qui avait enlevé Patty Hearst. Il n'est d'ailleurs pas rare d'apercevoir, dans les plus belles demeures, la silhouette impressionnante d'un « maître d'hôtel », dont le style montre qu'il doit ses fonctions plus à ses talents de *tireur* d'élite qu'à *ses capacités domestiques*. Certains collectionneurs refusent catégoriquement de laisser des journalistes pénétrer chez eux, de peur de voir paraître de *dangereux échos dans la presse* locale.

« Connallystes » et « Bushistes »

L'approche de l'élection présidentielle fait déjà monter la fièvre républicaine à Houston. Le Texas, traditionnellement démocrate conservateur, est passé, ces dernières années, au GOP *et* a élu, l'année passée, son premier gouverneur républicain, M. Bill Clements. C'est, aujourd'hui, le meilleur fief de M. Ronald Reagan, mais M. John Connally, qui est né dans un ranch de Floresville et a été gouverneur de l'Etat de 1962 à 1969, est le véritable enfant du pays. Avec sa haute stature, sa chevelure argentée qui couronne un visage aux traits mâles, ses jugements tranchants et son mépris pour la « bureaucratie », il incarne, aussi, le Texan tel qu'on le voit dans le reste des Etats-Unis : un peu trop « macho » pour être tout à fait pris au sérieux. Mais mieux vaut ne pas plaisanter M. Connally dans les milieux d'affaires houstoniens dont il est l'idole. C'est d'ailleurs grâce à eux que l'ancien gouverneur a battu tous les records connus de collectes de fonds électoraux : entre janvier et fin septembre 1979, M. Connally a recueilli près de 4,5 millions de dollars, dont plus de la moitié provenaient du Texas.

Partisan acharné de la libre entreprise, protecteur du *« big business »*, des compagnies pétrolières, mais aussi de la classe moyenne, M. Connally n'a qu'un défaut aux yeux de certains Texans pointilleux sur la fidélité partisane : c'est un transfuge du parti démocrate, un renégat, un homme de peu de foi. Dans certains milieux *houstoniens*, on lui pardonne plus volontiers le « scandale du lait » (1) que son alliance des années 60 avec John Kennedy.

Les républicains plus modérés ont un autre candidat : M. George Bush, qui, pour ne pas être un véritable « indigène », a passé vingt-cinq ans de sa vie à *Houston. Pour M. Chase* Untermeyer, représentant au Parlement d'Austin, capitale de l'Etat, M. Bush a surtout le grand mérite de ne pas être un « idéologue », comme *MM. Reagan et Connally*. Ailleurs, dans les professions libérales, notamment, on vante son expérience des affaires internationales — il a été ambassadeur, tionales — il a été ambassadeur aux Nations unies, diplomate à Pékin, directeur de la C.I.A. — et celle des affaires tout court : à trente ans, M. Bush fêtait son premier million de dollars gagné dans la firme pétrolière qu'il avait créée peu d'années auparavant.

La bataille sera âpre entre « Connallystes » et « Bushistes » ; la seule façon, pour l'instant, de les mettre d'accord est de prononcer le nom de M. Carter ou, pis, celui de M. Edward Kennedy. Pour ces « sudistes » impénitents, l'ancien gouverneur de Georgie est un traître et un suppôt des « bureaucrates nordistes ». La mention du nom de Kennedy *provoque* le même mouvement de révolte — on a envie de dire de répulsion — que jadis. On s'en tire, pour l'instant, en évitant de comparer le dernier de la dynastie à son frère John, dont le souvenir paraît avoir disparu de la mémoire texane, et en affectant de le considérer comme un enfant gâté sans importance.

Pourtant, le sénateur du Massachusetts est populaire dans les minorités ethniques, dont l'influence reste mineure politiquement, mais qui pourraient, dans un avenir proche, avoir leur mot à dire dans la vie locale ; elles représentent, aujourd'hui, 30 % *de la population totale de Houston*. Elles profitent, dans une certaine mesure, de la prospérité générale, mais ce sont elles qui pâtissent le plus des insuffisances de la gestion municipale.

Le problème numéro un de Houston est le transport. En 1973, les habitants ont voté massivement contre un plan de création d'un système de transports publics. L'été dernier, ils en ont accepté le principe. Cinq cents autobus desservent théoriquement *la ville, mais* ils *sont vieux, mal* climatisés, et tombent fréquemment en panne. Huit cents passages à niveau coupent l'agglomération et voient défiler d'interminables convois de marchandises, dont beaucoup sont chargés de dangereux produits chimiques. Il n'est pas rare, quand on est Houstonien, de passer deux ou trois heures par jour en trajets automobiles. La solution est sans doute dans le rail — train ou métro aérien, — car le sous-sol est trop meuble pour être creusé. Mais aucun projet n'est encore sérieusement à l'étude.

L'étendue de la ville et l'afflux incessant de populations nouvelles créent de graves problèmes de maintien de l'ordre. Houston partage avec Atlanta, la plus grande ville de Georgie, le douteux privilège du record de criminalité pour l'année passée : il y a eu près de cinq cents meurtres à Houston en 1978. On en prévoit six cents cette année... Tout le monde admet qu'avec trois mille hommes les forces de police sont insuffisantes : il leur faudrait au moins le double d'effectifs. Mais il faudrait sans doute aussi que les deux principales minorités ethniques de la ville — Noirs et Mexico-Américains — y *soient* mieux représentées.

Le maire, M. Jim McConn, qui vient d'être réélu pour deux ans, voudrait faire changer la loi qui lui permet de nommer le chef de la police, mais pas son adjoint. Pour M. McConn, si *le chef* adjoint appartenait à l'un des deux groupes minoritaires, le recrutement de policiers noirs ou « chicanos », mieux assurés de leur avancement, serait plus facile. Argument qui laisse les responsables desdites communautés sceptiques : *« Il y a une telle méfiance, et parfois une telle haine, pour les « cops » chez nous*, nous disait un dirigeant noir, *que, malgré des salaires tentants, très peu de jeunes envisagent d'entrer dans la police.* » L'« accident » de l'été dernier, au cours duquel un jeune noir, interpellé par des policiers, fut frappé, ligoté et jeté dans le bayou Buffalo, où il se noya, est encore dans toutes les mémoires.

La composition complexe de la population houstonienne n'est que rarement évoquée par les dirigeants locaux ; pourtant, elle est dans tous les esprits. Elle est noire à 20 % et « hispanique », c'est-à-dire essentiellement d'origine mexicaine, à 10 %. Mais le nombre des immigrants clandestins — venus pour la plupart du Mexique en touristes rendre visite à un parent ou un ami — n'est pas connu. Selon certains responsables, il avoisinerait deux cent mille personnes. Ces immigrants illégaux trouvent facilement des emplois et ne sont que très mollement recherchés par la police. Leurs ennuis commencent lorsqu'ils font venir leurs familles, cherchent à se loger et veulent envoyer leurs enfants dans les écoles publiques. Il suffit de parcourir l'East End de Houston, et surtout le « Fifth Ward », pour comprendre que la prospérité de la ville a ses laissés-pour-compte. Le ghetto de Houston, s'il n'est pas comparable à ceux des villes plus denses, expose quand même ses maisons délabrées, ses rues défoncées et ses groupes d'hommes désœuvrés.

La montée des « minorités »

Le chômage n'est guère plus élevé chez les « Hispaniques » que dans le reste de la population, mais il est officiellement de 5,1 % chez les Noirs. Evaluation trop optimiste, selon le pasteur Prentice Moore, chef de l'Eglise unifiée du Christ (celle de M. Andy Young), qui l'estime à plus du double.

Il y a aussi une importante colonie vietnamienne à Houston — plus de cinquante mille personnes, — *dont les progrès sont* suivis avec amertume par les Noirs. *« C'est nous qui avons fait leur guerre*, disent certains anciens du Vietnam, *et on leur donne des maisons, des prêts pour acheter des boutiques... Mais, à nous, rien ! »*

Le long de Canal Street, une fresque datant des années 60 commence à s'écailler : elle évoque, dans un style populiste proche de celui du peintre mexicain Orozco, la guerre du Vietnam et les luttes pour les droits civiques des Noirs et des « Bruns ». Elle avait été commandée à des artistes latino-américains par Mme Dominique de Mesnil, *née Schlumberger*, l'un des mécènes les plus célèbres de Houston. Mme de Mesnil est aujourd'hui une vieille dame à l'aspect fragile, mais elle n'a rien oublié des idéaux de sa jeunesse. Elle est à l'origine de l'étrange chapelle œcuménique construite par l'architecte Philip Johnson et décorée par le peintre Rothko, et de l'*Obélisque brisé* de métal rouillé, œuvre de Barnett Newman dédiée à la mémoire de Martin Luther King. Mais Canal Street et la chapelle Rothko sont loin des orgueilleux bureaux de verre et des somptueuses résidences dans lesquels les hommes d'affaires de Houston passent *leur existence*.

Les dernières élections municipales sont peut-être le signe que les minorités ethniques sortent de leur indifférence politique : pour la première fois, le conseil municipal de quatorze membres comptera trois Noirs, un Mexico-Américain — et deux femmes. La victoire de M. McConn, un démocrate, sur M. Louis Macey, un homme d'affaires d'origine libanaise, soutenu par les milieux républicains, a été assurée par 80 % des votes noirs et 58 % des voix « hispaniques ». Les dirigeants des deux communautés estiment que cette victoire est due à une participation-record de leurs électeurs, participation encore faible — 30 % pour les Noirs, 25 % pour les « Hispaniques », — mais supérieure à ce qu'elle était précédemment.

Encouragés par ces résultats, les responsables des deux communautés comptent faire campagne pour la participation au vote à l'élection présidentielle. Des organisations comme PASO (Political Association of Spanish Organisations) et MAD (Mexican-American Democrats) fourbissent déjà leurs armes pour la campagne du sénateur Kennedy. *« Malheureusement*, nous dit l'une des dirigeantes de PASO, Mme Joyce Garcia, *trop de Mexico-Américains sont inconscients de leur pouvoir électoral. Les Noirs sont beaucoup mieux organisés. »*

Ce n'est pas le sentiment du pasteur Prentice Moore, qui déplore que la moitié seulement de la population noire soit inscrite sur les registres électoraux. Mais les militants noirs, souvent des activistes des années 60 devenus des médecins, des avocats ou des hommes d'affaires prospères, se sont, eux aussi, reconvertis en agents électoraux, d'autant que 5 % des nouveaux arrivants à *Houston appartiennent* à la communauté noire.

Sous le prétexte d'assurer à la ville des revenus fiscaux convenables et d'éviter la « bidonvillisation » qui affecte tant de grandes cités américaines, la municipalité a poursuivi depuis des années une politique d'« annexion » des banlieues blanches de plus en plus éloignées. Mais Houston ne pourra pas s'étendre indéfiniment en tentant d'ignorer ses 30 % de minoritaires.

On parle peu de cet avenir dans les beaux quartiers occupés à leurs affaires, mais les Houstoniens compter avec les réalités, sinon ils risquent fort de se trouver confrontés à de graves problèmes sociaux.

FIN

(1) M. Connally avait été accusé d'avoir usé de ses amitiés politiques à Washington pour faire augmenter le prix du lait à la production en échange d'un dessous-de-table. Un tribunal l'a lavé de cette accusation.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● PLUSIEURS PUBLICATIONS ALGERIENNES ont changé *officiellement* de directeur, *mardi 22 janvier, comme* cela était prévu depuis plusieurs semaines *(le Monde* du 27 décembre). M. Noureddine Naït-Mazi, directeur du quotidien *El Moudjahid*, devient conseiller du ministre de l'information et est remplacé par M. Abdelaali Farrah, directeur du quotidien arabe *An Nasr* (la Victoire), auquel succède M. Kamelayache. Le directeur d'*Ech Chaab*, M. Mohamed Saïd, est remplacé par son ancien rédacteur en chef, M. Mohamed Bouarroudj, et M. Aïssa Adila prend la tête d'*Al Djoumhouria* (la République). — *(Corresp.)*

Guinée-Equatoriale

● DEPART DE LA FLOTTE DE PECHE SOVIETIQUE. — La flotte de pêche soviétique a quitté le port équato-guinéen de Luba, situé sur la partie occidentale de l'île Fernando-*Poo. Ce départ fait suite à la* décision des nouveaux dirigeants de Malabo de mettre un *terme, à compter* du 1er janvier 1980, au contrat signé avec Moscou sur les droits exclusifs de pêche. — *(A.F.P.)*

Sénégal

● MORT DU CHEF LE PLUS RESPECTE DES TOUCOULEURS. — El Hadj Seydou Nourou Tall est mort vendredi 25 janvier à Dakar, à l'âge de cent seize ans. Petit-fils d'El Hadj Omar Tall, un des plus grands héros de l'islam noir, El Hadj Seydou Nourou Tall était le chef le plus respecté de la grande communauté des Toucouleurs. *« Grand ami de la France »* pendant toute l'époque coloniale, il n'en avait pas moins soutenu fermement, *après la seconde guerre mondiale* (durant laquelle il avait pris parti *pour* la France libre), la marche progressive du Sénégal vers l'indépendance. — *(Corresp.)*

Guatemala

PORTE-PAROLE DE LA GAUCHE MODÉRÉE

M. Villagran Kramer décide d'abandonner la vice-présidence de la République

De notre envoyé spécial

Guatemala. — En désaccord avec la politique du général Lucas, le vice-président du Guatemala, M. Francisco Villagran Kramer, a présenté sa démission. Officiellement, la nouvelle n'a pas encore été rendue publique, mais M. Villagran Kramer nous l'a confirmée le jeudi 24 janvier, *lors d'un entretien* à son domicile, dans la capitale. Quelques heures plus tard, on apprenait que l'un des principaux responsables du Front uni de la révolution (FUR), M. Ixcamparic, avait été assassiné d'une rafale de mitraillette alors qu'il se rendait à pied à son bureau.

L'attentat a eu lieu en plein centre de la ville, à moins de cent mètres de la direction générale de la police. Selon des témoins, le tir est parti *d'une voiture rouge, dont l'un des* quatre occupants a pris le temps de sortir pour achever la victime. Les assassins se sont ensuite enfuis sans être inquiétés. Pour les dirigeants du FUR, *« ce crime répugnant est un nouvel exemple de la répression »*.

M. Abraham Ixcamparic a été tué à la veille du premier anniversaire de la mort, dans des circonstances analogues, de M. Alberto Fuentes Mohr, ancien ministre des affaires étrangères. Une autre personnalité de tendance social-démocrate, M. Manuel Colom Argueta, ancien maire de la capitale et fondateur du FUR, avait à son tour été tué deux mois plus tard. Les auteurs de ces crimes courent toujours et l'opposition reproche au gouvernement *de laisser les groupes para*militaires d'extrême droite agir impunément.

Les violations constantes des *droits de l'homme et une inquiétante* recrudescence de la violence sont les principales raisons avancées par M. Villagran Kramer pour expliquer son *retrait* de la vice-présidence. Professeur de droit et personnalité en vue de la gauche modérée, il avait accepté de se joindre à la coalition centriste dirigée par le général Lucas, dans l'espoir de contribuer à une ouverture du régime dominé par les militaires. Mais après dix-neuf mois passés à la vice-présidence, il ressent un sentiment à la fois de frustration et d'impuissance.

« Dans un régime comme celui du Guatemala, nous a-t-il dit, *où le président dirige la politique gouvernementale, il ne m'a pas été possible ni d'orienter ni de démocratiser le pays, comme je le souhaitais. Un début d'ouverture a bien eu lieu avec la légalisation de nouveaux partis, comme le FUR, mais ensuite on a assassiné leurs représentants. Le centre n'est pas en mesure d'entreprendre un minimum de réformes tant que l'oligarchie et la droite détiendront les leviers de commande. »*

M. Villagran *Kramer ne veut plus* servir d'alibi. *« Je préfère vivre en accord avec mes principes*, déclare-t-il. *Depuis plusieurs mois, j'ai mûrement réfléchi et je pense plus utile que je démissionne. Chaque jour, la lutte devient plus difficile pour les modérés. Les ultras de droite créent par leur intransigeance les conditions dont l'extrême gauche a besoin pour se développer. Avec les changements en cours en Amérique centrale, la droite estime que le moment n'est pas venu aux concessions et que le Guatemala reste le dernier bastion contre le communisme. Mais, loin de résoudre les problèmes, cette politique ne peut qu'exacerber les tensions. »*

Accusé par ses adversaires d'être à la fois *« un communiste, de participer à un complot du président Carter pour déstabiliser le Guatemala et de stimuler la campagne d'Amnesty International »*, M. Villagran Kramer pouvait aussi avoir des raisons de se sentir menacé. Ce geste sans précédent n'aura peut-être pas beaucoup de répercussions immédiates en politique intérieure, mais il est révélateur des tensions qui secouent l'Amérique centrale et qui n'épargnent pas le Guatemala.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Chili

GRÈVE A LA MINE DE CUIVRE DE EL TENIENTE

Santiago (A.F.P., Reuter). — Les dix mille travailleurs de la mine de cuivre géante de El Teniente (à 100 kilomètres au sud-est de la capitale) ont déclenché, vendredi 25 janvier, *une grève* illimitée pour appuyer leurs revendications salariales. La production du gisement avait déjà cessé totalement, il y a une semaine, après qu'une partie du personnel eut refusé les offres de rajustement salarial de 9 % de la direction. La grève s'est ensuite étendue à l'ensemble des travailleurs.

Le gouvernement chilien, qui est propriétaire de la mine — la deuxième du Chili, avec 260 000 tonnes, — a annoncé qu'il ne ferait pas de propositions nouvelles. La direction de la mine a fait savoir que les grévistes pourront, pendant les trente premiers jours de grève, reconsidérer leur décision et éventuellement reprendre le travail, mais que, passé ce délai, elle considérerait que ses employés ont *« renoncé volontairement à leur travail »*. Chaque journée de grève fait perdre au gouvernement l'équivalent d'environ 300 000 dollars (1,2 million de francs).

El Salvador

DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS PROVOQUENT LA MORT DE QUINZE PERSONNES

San - Salvador *(A.F.P.)*. — Quinze personnes ont été victimes, vendredi 25 janvier, d'une nouvelle journée de violences *politiques, apprend-on dans un* communiqué de la police, San-Salvador. Sept personnes, trois policiers et quatre militants d'extrême gauche ont été tuées au cours d'affrontements entre révolutionnaires et forces de l'ordre, dans divers endroits du pays (Mejicanos, Santa - Ana, Aguilares).

Huit autres militants d'extrême gauche ont été assassinés, semble-t-il, par les commandos d'extrême droite, qui ont récemment intensifié leurs activités. Ainsi, les cadavres de trois jeunes militants du Front d'action populaire unifié (FAPU) ont été retrouvés près de l'église du Rosario, dans la capitale.

Cette découverte confirme les déclarations du gouvernement accusant l'extrême droite de mener des actions contre des militants gauchistes.

La junte a accusé l'extrême droite d'avoir été à l'origine des incidents qui ont marqué la manifestation de mardi dans la capitale, qui a fait vingt et un morts, selon un bilan officiel, et soixante-sept, selon la commission salvadorienne des droits de l'homme.

Cuba

L'AVION AMÉRICAIN A ÉTÉ DÉTOURNÉ PAR DEUX NOIRS MUSULMANS

Deux hommes appartenant au mouvement des Musulmans noirs, une secte qui prône la libération, par l'islam des Noirs américains de la « domination » blanche, ont été arrêtés par les autorités *cubaines* vendredi 25 *janvier* dans la soirée, sur l'aéroport de La Havane, après avoir été maîtrisés par l'équipage de l'avion de la compagnie Delta Airlines, qu'ils *avaient détourné sur Cuba*. L'appareil, qui effectuait une liaison régulière entre Atlanta (Georgie) et New-York, a regagné vendredi les Etats-Unis avec ses cinquante et un *passagers et ses onze* membres d'équipage, après son escale forcée à La Havane *(le Monde* du 26 janvier).

Le traité contre la piraterie aérienne, qui existe entre les Etats-Unis et Cuba depuis février 1973 mais est officiellement caduc depuis 1977, a donc fonctionné normalement. Le précédent détournement d'avion sur Cuba avait eu lieu en juin 1979.

Le F.B.I. a indiqué que les deux hommes (et non un seul, comme on l'avait annoncé précédemment) avaient obligé le pilote, sous la menace de leurs armes, à mettre le cap sur La Havane, puis avaient demandé à ce qu'on leur fournisse un autre appareil pour se rendre à Téhéran. Ils sont interrogés par les autorités cubaines. — *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*

Le Monde

politique

LA STRATÉGIE DE L'ISOLEMENT

(Suite de la première page.)

Dans une première période, le P.C.F. a tenu bon et poursuivi son chemin. Il s'est montré en tout cas un allié exemplaire en 1974 et, en février 1976, son vingt-deuxième congrès a été plus loin dans l'indépendance et l'originalité que jamais autre congrès du parti communiste français. Mais après, dans un second temps, peut-être une fois engagés les résultats des élections cantonales et municipales, la direction du P.C.F. n'a plus pu ou plus voulu tenir tête. Et le plus probable, c'est que, dans cette décision voulue, subie, ou en partie voulue et en partie subie, trois facteurs ont joué un rôle.

D'abord l'évolution du rapport des forces à gauche. Contrairement aux espoirs du P.C.F., contrairement aux précédents historiques, l'union de la gauche bénéficiait, en effet, bien davantage au parti socialiste de François Mitterrand qu'au parti communiste de Georges Marchais. Dans ces conditions, l'affaire devenait plus suspecte, et en termes électoraux, et en termes d'influence sur l'ensemble de la société.

Seconde raison, la crise économique internationale : le parti communiste n'est certes pas la formation à l'avoir expliquée de la manière la plus fine et la plus convaincante, mais c'est sans doute le premier parti français à en avoir mesuré l'ampleur, la durée et les conséquences. Il y a vu la probabilité d'un bouleversement des comportements nationaux et internationaux. Il en a tiré un plus grand espoir à l'échelle mondiale, mais de moindres illusions à l'échelle française.

Enfin, troisième raison, les dérèglements politiques et militaires internationaux sont venus, comme c'était prévisible, amplifier la crise économique. Le Cambodge, le Laos, l'Iran, les difficultés de SALT 2, les polémiques sur les missiles de croisière et les Pershing 2, l'Afghanistan enfin n'ont pu que renforcer le P.C.F. dans sa nouvelle analyse : plus la situation paraît se débloquer au détriment du camp occidental, plus elle se bloque en Europe et en France. Plus le camp socialiste marque des points à la périphérie, plus il convient d'être prudent au centre pour ne pas tout gâcher. En somme, depuis le début de la crise, le P.C.F. a agi comme s'il transférait provisoirement ses espoirs d'Europe occidentale au Proche-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est. Ce n'est pas une abdication, c'est un redéploiement temporaire. Il devient urgent d'attendre en France pour que le mouvement communiste progresse mieux ailleurs. Une victoire de la gauche à Paris serait dans ces conditions une maladresse. L'Europe n'est pas mûre pour progresser vers le socialisme. Son tour viendra plus tard. Mieux vaut, par solidarité, se placer en réserve de la révolution.

Pain bénit pour la droite

Cette analyse probable n'a, en tout cas, rien de masochiste. On imaginerait d'ailleurs mal Georges Marchais et ses camarades du bureau politique s'imposant sans fortes raisons le cilice et les macérations de leur politique actuelle. Car les inconvénients sont nombreux. Le parti communiste français se trouve à l'intersection de cinq cercles : mondial, au sein du mouvement communiste ; européen, avec l'eurocommunisme ; national, avec le communisme aux couleurs de la France ; de gauche, avec feu l'union ; individuel, avec le parti lui-même. Or la ligne adoptée aujourd'hui sacrifie, en fait, quatre communautés à la cinquième. Du mouvement communiste international, Georges Marchais ne mérite, en effet, que des remerciements. En revanche, il porte un mauvais coup à la crédibilité des partis eurocommunistes, notamment italien et espagnol. L'alignement, qu'il soit de cœur ou de raison, sur les thèses de l'Union soviétique, l'absolution du recours à la force et de l'ingérence militaire brutale, ne peuvent aider à croire à la conversion des partis eurocommunistes à l'indépendance, au pluralisme et à l'alternance. Pour la droite européenne, c'est pain béni.

A l'échelle nationale, même gâchis. Le P.C.F. est patriote, jusqu'au nationalisme. Il est le premier à se réjouir de chaque percée technologique ; il se bat pour la culture et la spécificité nationales ; il refuse farouchement tout transfert de souveraineté. Georges Marchais et les autres dirigeants du P.C.F. croient sûrement à leur voie tricolore vers le socialisme. Mais ils s'en font eux-mêmes les contre-propagandistes les plus redoutables. En préférant la solidarité internationale à la solidarité européenne, et le mouvement communiste à l'union de la gauche, le P.C.F. jette la suspicion sur ses intentions. Sa politique étrangère ressemble trop à celle de l'Union soviétique pour qu'il s'agisse d'une simple coïncidence. Et cela ruine bien des efforts et bien des effets.

Le rôle du destructeur

A l'échelle de la gauche, c'est pire encore. Le P.C.F. entretient contre le P.S. une polémique quotidienne, systématique et souvent primaire. Cela renforce évidemment l'exécutif et la majorité. Cela ronge peu à peu la solidarité instinctive de la fraction unitaire de l'électorat de gauche.

Enfin, en agissant de la sorte, le P.C. s'autodéstabilise. Il suffit de recenser d'ailleurs déjà les réactions des intellectuels, de la moitié du bureau confédéral de la C.G.T., de certains élus, de quelques cadres fédéraux. Les militants communistes de 1980 ne sont plus ceux de la guerre froide. Ils ont le regard plus critique et les yeux mieux ouverts. Ils sont souvent venus au P.C. aux beaux jours de l'union. Ils croient fréquemment à l'eurocommunisme. Ils ne peuvent être que désemparés. L'approbation du coup de Kaboul ne simplifiera pas, par exemple, la réussite de la conférence nationale sur les intellectuels, qui doit se tenir le mois prochain. Elle n'aidera pas non plus au lancement de l'hebdomadaire culture et politique *Révolution*, qui doit prochainement voir le jour.

Certes, le P.C.F. sait jouer du sentiment de solidarité de ses membres devant le concert de blâmes, de critiques et de soupirs qui l'entoure. Il se montrera plus actif que jamais dans son rôle de médiateur des pauvres, des victimes de la crise, des mal protégés. Il pourra espérer dans la relative indifférence d'un électorat très protestataire envers les événements internationaux lointains. Bref, la forteresse perdra sans doute des échauguettes et des barbacanes, mais les remparts principaux et le pont-levis tiendront bon.

ALAIN DUHAMEL.

Autour du communiqué de Moscou d'avril 1975

La polémique se poursuit entre le P.S. et le P.C.F.

Le bureau de presse du P.C.F. réplique, dans *l'Humanité* du 26 janvier, à M. François Mitterrand, qui avait accusé M. Georges Marchais, vendredi 25 janvier, d'avoir cité faussement, dans son émission du lundi 21 janvier sur Antenne 2, les termes du communiqué publié à Moscou à l'issue de la rencontre P.S.-P.C.U.S. d'avril 1975 (*le Monde* du 25 et du 26 janvier).

Le premier secrétaire du P.S. avait notamment employé l'expression de « falsification ».

Dans sa réplique, *l'Humanité* accuse à son tour le parti socialiste [et *le Monde*] d'avoir censuré la partie du texte qui porte sur les progrès du socialisme en Union soviétique.

« *Ce communiqué*, affirme le P.C.F., *n'a jamais été publié intégralement en France (...) C'est précisément ce refus de publication qui a conduit Georges Marchais à s'appuyer pour sa démonstration sur le texte qui lui a été remis en langue russe et qu'il a fait traduire par des traducteurs français, pour éviter — comme il l'a indiqué lui-même à la télévision — tout risque d'erreur d'interprétation. Le secrétaire général du parti communiste français s'en est tenu à ce texte.* »

Nous ne pouvons que redire ce qu'a écrit Raymond Barrillon : « *Il semble que la bonne foi de M. Marchais ait été trompée ou que de graves erreurs de traduction aient été commises.* » En effet, le passage incriminé, cité en ses deux versions dans notre numéro du 26 janvier, montre sans équivoque que de grandes différences existent entre la traduction du texte russe citée par M. Marchais et le communiqué officiel d'un peu plus de neuf pages dactylographiées qui avait alors été remis aux journalistes et publié dans la *Pravda* le dimanche 27 avril 1975.

Une mise au point de M. Claude Estier

M. Claude Estier, député européen P.S., nous a précisé :

« *De toutes les réponses que la direction du P.C.F. pouvait faire à la dénonciation de la falsification opérée par Georges Marchais, lundi soir à Antenne 2, celle de son bureau de presse, parlant de censure par le P.S. du texte du communiqué commun signé avec le P.C.U.S. en avril 1975, est la plus absurde.*

» *J'étais, à l'époque, porte-parole du parti socialiste en même temps que membre de sa délégation à Moscou. C'est donc moi-même qui ai remis à la presse, et notamment aux journalistes français qui nous accompagnaient, le texte intégral en français du communiqué commun. J'avais à mes côtés deux membres éminents de la délégation soviétique, MM. Vadim Zagladine et Youri Joukov, qui tous deux connaissent parfaitement notre langue et étaient donc en mesure de constater que le texte ainsi rendu public était bien celui que nous avions rédigé en commun. Le passage utilisé par Georges Marchais pour sa prétendue démonstration avait d'ailleurs été publié intégralement dans sa version réelle dans* le Monde *daté du 29 avril 1975.* »

LA GAUCHE ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les conditions ne seront pas aussi désastreuses qu'on l'imagine

estime M. Mitterrand

M. François Mitterrand s'est exprimé, vendredi 25 janvier, au journal de 13 heures de TF 1 (*voir nos dernières éditions du 26 janvier*). Après avoir expliqué que le P.S. entend lancer des mots d'ordre, des thèmes d'action permettant « *de rassembler le plus grand nombre de Français et de Françaises qui souffrent de la situation présente* », il a déclaré : « *Le président de la République qui sera élu devra procéder à une dissolution, s'il est de gauche, bien entendu ; il ne pourra pas gouverner avec cette Assemblée. C'est-à-dire qu'il y aura des élections législatives dans les semaines ou les mois qui suivront. Eh bien, le président de la République socialiste est, par nature, un démocrate, et il sera conduit à se soumettre à la décision du suffrage universel exprimé par les élections législatives. Si c'est une majorité de droite, il faudra bien s'en accommoder, c'est la démocratie. Mais si ce n'est pas une majorité de droite, c'est qu'il y aura eu l'union de la gauche : eh bien, le président de la République en tirera les conséquences.* »

M. Mitterrand a rappelé la virulence des attaques lancées par Maurice Thorez, alors secrétaire général du P.C., contre le leader socialiste Léon Blum, en 1935, ce qui n'a point empêché la victoire du Front populaire en 1936. Selon lui, « *le parti socialiste sera en situation d'être en tête de la gauche au premier tour de scrutin* » de l'élection présidentielle. Et s'il ne l'était pas ? « *Il n'est pas question*, a répondu M. Marchais, *pour le parti socialiste, de permettre le maintien au pouvoir des représentants de la classe sociale, celle des privilèges et de l'injustice.*

» *Georges Marchais ne peut pas dire autre chose. Et il ne peut pas dire autre chose parce que ce serait infliger à tous les communistes de France, à tous les électeurs communistes de France, une injure que de penser qu'ils pourraient ne pas soutenir, au deuxième tour de scrutin, le candidat socialiste contre le candidat de la droite.*

» *Voilà pourquoi je pense que nous pourrons aborder cette phase prochaine dans des conditions qui ne seront pas aussi désastreuses qu'on l'imagine.* »

M. Pierre Mattéi (M.R.G.) répond aux accusations des élus communistes de Paris

M. Pierre Mattéi, conseiller de Paris, président de la fédération parisienne du M.R.G., a répondu, le lundi 25 janvier, aux critiques que lui ont adressé les élus communistes de la capitale (*le Monde* du 25 janvier). Accusé d'avoir rompu le contrat municipal, qui lie ceux qui ont été élus sur des listes d'union de la gauche en 1977, en acceptant du maire de Paris, une délégation pour le logement social, M. Mattéi, qui s'est vu reprocher sa qualité de promoteur, a notamment indiqué :

« *Les membres du groupe communiste n'ignorent pas que je n'ai jamais dirigé une société de promotion, encore que je considère les promoteurs comme des gens parfaitement honorables, mais une entreprise de bâtiment qui a d'ailleurs construit beaucoup de H.L.M. dans des communes de banlieue dirigées par des municipalités communistes. Il savent aussi que depuis le 1er janvier 1979 j'ai cessé toute activité professionnelle et que ce ne sont pas les « vilains » promoteurs qui construisent les logements sociaux mais bien les offices de H.L.M. et les sociétés anonymes de H.L.M. dont l'objet même leur interdit tout bénéfice. Les insinuations contenues dans leur déclaration sont donc mensongères et diffamatoires.* »

M. Mattéi a ajouté : « *Est-ce rompre le contrat communal que d'apporter au maire de Paris, s'il le demande, un concours désintéressé ayant pour but d'accélérer la construction de logements sociaux ? Les élus communistes craignent-ils que se tarisse cette masse de suffrages que représentent les mal logés parisiens ?* »

M. HERNU (P.S.) : les axes de notre politique étrangère sont contradictoires et flous.

Dans le numéro du *Nouveau Siècle*, organe du Mouvement pour le socialisme, pour la participation, dont le secrétaire général est M. Philippe Dechartre, membre du conseil politique du R.P.R., M. Charles Hernu, député (socialiste) du Rhône, écrit dans une « tribune libre » : « *Si, jusqu'à 1974, la politique française de défense obéissait à une certaine conception de la politique étrangère, avec, certes, bien des points équivoques, mais avec aussi de claires lignes de force, même parfois contestables, il n'en va plus de même. Et d'abord parce que la défense ne connaît plus de lois de programme au sens strict du terme.*

» *L'effet en est que le Parlement a pratiquement perdu le contrôle des crédits de la défense. Les mesures proposées le sont au coup par coup, mystérieusement arrêtées en conseil de défense à l'Elysée, sans crainte d'ailleurs de la contradiction (...).*

» *Il est de plus en plus délicat de comprendre les axes de notre politique étrangère, aux contours chaque fois plus contradictoires ou flous. Ou alors, ce flou entretenu ne ressort-il pas d'une volonté qui serait l'acceptation d'une intégration de type nouveau dans une alliance atlantique nouvelle manière, où chacun aurait son petit rôle à jouer — la France en Afrique — pour le compte de ceux dont les intérêts ne sont pas les nôtres ? Nous ne pourrions accepter une telle révision puisque, pour nous, le maître mot en matière de défense est le maintien et l'accroissement de la liberté de décider pour la France.* »

Le P.S. ne doit pas être notre cible

déclare M. Bariani, président du parti radical

De notre correspondant

Agen. — M. Didier Bariani, président du parti radical, a évoqué, jeudi 24 janvier à Agen (Lot-et-Garonne), l'attitude que doit avoir, selon lui, la majorité, à l'égard du parti socialiste. Il a notamment déclaré à ce sujet : « *Le parti socialiste ne doit pas être notre cible, nous devons au contraire multiplier les initiatives et les efforts afin que ce grand parti soit associé aux décisions essentielles d'intérêt national.* »

Considérant que le P.S. n'est « *absolument pas en état de prendre le pouvoir* », M. Bariani a estimé que cette situation ne devait pas constituer une raison suffisante pour qu'on le tienne à jamais écarté de la plus large concertation qui doit présider, selon lui, dans l'intérêt du pays, à l'élaboration des réformes capitales.

Les événements extérieurs, aussi préoccupants soient-ils, a-t-il ajouté, ne doivent pas occulter les problèmes qui demeurent sur le plan national : crise économique, chômage. Evoquant l'indispensable « *effort de solidarité intérieure* », le leader du parti radical-socialiste a jugé plus que jamais nécessaire d'associer, le moment venu, le P.S. aux réflexions du président de la République et du gouvernement sur les grandes réformes sociales attendues par la majorité des Français.

Pour lui, le rôle de l'« *autre gauche* » — dont il a l'ambition de démontrer la nécessité — se situe dans une opposition constructive, c'est-à-dire dans une action permanente au sein de la majorité pour faire échouer certaines tendances à une politique de droite qui, estime-t-il, « *ne sont pas le fait d'un parti, mais de courants qui traversent parfois les rangs de la majorité et auxquels il faut résister* ».

Le président du parti radical a notamment regretté que tous les pays européens n'aient pas adopté une réaction commune face à l'attitude de l'U.R.S.S.

Sans formuler d'objections à la participation de la France aux Jeux olympiques de Moscou, M. Bariani a toutefois estimé qu'il serait souhaitable de ne pas exclure un éventuel alignement de la France sur l'attitude adoptée par les Etats-Unis, au cas où l'Union soviétique accentuerait sa politique extérieure actuelle et ses atteintes aux libertés et aux droits de l'homme sur son propre territoire. — H. B.

Le R.P.R. et les événements de Corse

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., vient de préciser, dans un communiqué, la position du mouvement gaulliste sur les récents événements de Corse. Il affirme notamment : « *Certes, des problèmes restent à résoudre, notamment concernant la jeunesse et l'emploi ; leur solution ne peut se trouver ni dans l'anarchie, ni dans la violence ; elle réside dans le redoublement des efforts de tous en tenant davantage compte, cela va de soi, des particularités de la sensibilité insulaire.* »

Evoquant les manifestations d'Ajaccio qui ont abouti à la mort d'un C.R.S. et de deux jeunes Corses, M. Pons précise : « *Il ne saurait échapper à quiconque que la responsabilité de certains séparatistes dans ce drame est lourdement engagée et que la campagne d'incitation à la violence à laquelle ils se livrent depuis des années n'a pas manqué de produire ses fruits amers. Malgré les avertissements qui leur ont été donnés, nous regrettons la faiblesse et l'extrême tolérance des pouvoirs publics en Corse face aux atteintes permanentes à l'ordre public, et d'autant plus que l'immense majorité des Corses sont las des violences, du chantage et des pressions, condamne les agissements des terroristes et aspire au calme et à la paix.* »

D'autre part, les deux sénateurs de Corse, MM. François Giacobbi et Jean Filippi (Gauche démocratique), viennent de déposer chacun, sur le bureau du Sénat, une question orale avec débat. « *Les récents événements de Corse vont bien au-delà du mécontentement* », déclare M. Filippi, qui réclame la création d'une commission d'enquête parlementaire. Pour sa part, M. Giacobbi estime « *paradoxal* » que l'on discute du problème corse « *partout, même à Strasbourg, sauf au Parlement français* ».

Des responsables écologistes « mettent en garde » le mouvement contre M. Delarue

A la suite de la mesure d'exclusion prise à l'encontre de M. Jean-Claude Delarue, président de S.O.S.-Environnement, par le bureau provisoire du mouvement d'écologie politique (*le Monde* du 16 janvier), plusieurs responsables écologistes ont rendu publique une mise en garde, adressée à « *toutes les personnes et associations proches du mouvement écologiste* ». Les signataires (1) de ce texte déclarent : « *Le pouvoir a décidé, selon toute vraisemblance, de lancer un « leader » pour l'écologie. Quoi de plus facile pour qui contrôle la radio, la télévision et une bonne partie de la presse écrite, quand on connaît la diversité du mouvement ? Le tout est de trouver un complice au sein dudit mouvement, et de lui fournir un bon tremplin.* »

Le texte rappelle que, en prévision du renouvellement du Conseil économique et social, au mois d'août 1979, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.), les Amis de la Terre, l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) et la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (F.N.A.U.T.) avaient présenté des candidats. Ceux-ci avaient été écartés au profit de M. Delarue, qui n'était pas candidat et dont le choix avait la faveur des conseillers du président de la République. « *A une authentique représentation d'un mouvement d'ampleur nationale, est préféré un courtisan parisien choisi par l'Elysée* », écrivent les signataires du texte.

M. Delarue ayant été chargé, au Conseil économique et social, d'un rapport sur le bruit, les signataires affirment : « *Le bruit est un merveilleux sujet : c'est une nuisance des plus vivement ressenties. Et tandis que s'accumulent les rapports sur de telles questions rentables électoralement et si publicitaires, deux axes fondamentaux du combat écologique, la protection de la nature (conservation des ressources naturelles, protection des espèces et milieux menacés, etc.) et l'exigence d'une autre politique énergétique, restent pratiquement exclus de toute action politique sérieuse.* »

Ils concluent : « *Et c'est ainsi que Jean-Claude Delarue, qui ne représente que lui-même, et se trouve singulièrement contesté au sein du mouvement écologiste encore en pleine évolution, risque, si l'on n'y prend garde, de devenir le « porte-parole » des écologistes. Nous nous devons de mettre en garde toutes les personnes et associations proches du mouvement écologiste contre cette manœuvre tendant à montrer que l'intérêt porté à l'écologie par nos dirigeants se limite à contrôler le mouvement d'opinion qu'elle suscite.* »

(1) Mme Josette Bénard (F.F.S.P.N.) ; MM. Dominique Bidou (Amis de la Terre, Paris) ; Michel Debrebisson (Association pour la défense des transports en commun) ; Jean-Claude Demaurre (Société d'étude pour la protection de la nature en Bretagne) ; Christian Garnier (F.F.S.P.N.) ; Mmes Andrée Gendrau (Comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie) ; Françoise Guinle, ancienne candidate aux élections cantonales ; MM. Yves Lenoir (Amis de la Terre, sud Seine-et-Marne) ; Dominique Martin (Amis de la Terre, Dunkerque) ; Pierre Samuel (Amis de la Terre, Landes) et Jean-François Gerak (Amis de la Terre, Bas-Rhin).

● *M. Pierre Mauroy*, membre du bureau exécutif du P.S., réaffirme, dans la revue *Action socialiste*, que le moment est venu pour son parti « *de développer les voies et moyens d'une ligne autonome pour le mouvement socialiste sans se laisser aller à une stratégie de troisième force* », ni osciller au moindre mouvement du P.C. « *comme l'écrit Lionel Jospin* ». M. Mauroy déplore, d'autre part, la « *pression idéologique* » exercée, selon lui, par le CERES au sein de la direction du P.S., « *pression* » aggravée, dit-il, « *par les déclarations de M. Chevènement sur le caractère eurocommuniste du projet socialiste* ».

● *M. Jean-Paul Sartre* a déclaré, vendredi 25 janvier à R.T.L., à propos des relations entre le P.C.F. et l'Union soviétique : « *On dirait que Marchais est revenu à une obéissance complète* ». « *La gauche*, a-t-il ajouté, *se dissout progressivement. Les partis ne la représentent plus. Le P.S. n'est plus vraiment à gauche, pas plus que le P.C.* »

● *L'Union des jeunes pour le progrès* a lancé un appel aux « *différentes personnalités gaullistes n'appatenant pas à un mouvement* » pour l'organisation d'« *Etats généraux du gaullisme* » en 1980.

● RECTIFICATIF. — MM. Georges Matheron, directeur de recherche à l'Ecole des mines de Paris, et Yves Simon, chanteur-écrivain, dont les noms ont été mentionnés, nous demandent de préciser qu'ils n'ont pas signé l'appel des intellectuels communistes publié dans *le Monde* du 22 janvier, appel auquel ils sont tout à fait étrangers.

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DU F.L.N.C.

Pour la cinquième fois depuis sa création, au mois de mai 1976, le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), qui revendique l'indépendance de l'île, a tenu une conférence de presse clandestine aux environs d'Ajaccio. Dans un document de seize pages remis aux journalistes, le mouvement rejette « *les politiques des clans et des clivages entre gauche et droite* » et indique que le véritable clivage était « *pour ou contre la lutte de libération nationale de la Corse* ».

Le F.L.N.C. appelle les « *patriotes corses* » à « *rejoindre la clandestinité* ». A son avis, « *la lutte à visage découvert est un mythe* ». Il invite les Corses engagés dans les forces de l'ordre « *à s'interroger et à réfléchir sur leur situation* ». Il affirme son intention de « *frapper les points sensibles de l'économie française en Corse et sur le continent* », « *de frapper les forces d'occupation qui quadrillent la Corse* », « *de défendre le peuple corse dans ses luttes sociales et sectorielles* » et « *de stopper la colonisation du peuplement de l'île* ».

Les terrains de la société Margnat seront cédés à la SAFER

Des militants de syndicats agricoles qui occupaient, depuis le jeudi matin 24 janvier, quatre domaines vinicoles de la société Margnat, ont évacué les lieux le vendredi après-midi 25 janvier. Ils voulaient ainsi protester contre la dérogation spéciale dont aurait bénéficié cette société pour acquérir ces domaines.

La commission des structures chargée de surveiller l'application de la loi « anti-cumul » avait donné raison aux syndicats agricoles. En définitive, les terrains de la société Margnat seront cédés à la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) qui les revendra à de jeunes agriculteurs corses.

M. GISCARD D'ESTAING S'EXPRIMERA LE 26 FÉVRIER A LA TÉLÉVISION

La prochaine émission télévisée, « Une heure avec le président de la République », aura lieu le mardi 26 février à 20 heures sur TF 1. Cette émission sera la cinquième du genre.

هكذا من الأصل

Le Monde

société

Le gouvernement s'oppose à la venue en France de Me Croissant

Me Klaus Croissant ne reviendra pas en France, bien qu'un emploi l'y attende déjà au cabinet de son confrère Me Jacques Vergès (*le Monde* du 3 janvier). Libéré le 5 décembre 1979 de la prison de Stuttgart-Stammhein où il était détenu depuis le 17 novembre 1977, après que la France eut donné un *« avis favorable partiel »* à la demande d'extradition faite par les autorités allemandes (*le Monde* du 18 novembre 1977) (1), Me Croissant disposait d'un délai de *trente jours pour quitter la République* fédérale d'Allemagne.

Peu après sa libération, ses défenseurs français, Mes Robert Badinter, Jean-Denis Bredin et Joe Nordmann, indiquaient que leur client était *« toujours avocat, sa radiation du barreau de Stuttgart par le ministre de la justice de Bade-Wurtemberg ayant été jugée inconstitutionnelement par un arrêt de la cour supérieure de discipline professionnelle de Bade-Wurtemberg rendu public le 6 décembre »* (le Monde du 11 décembre 1979). Rien ne semblait donc s'opposer à un retour en France de Me Croissant, que celui-ci souhaitait.

Mais le ministère de l'intérieur refuse ce retour. *« C'est effectivement le ministère de l'intérieur qui fait obstacle a l'entrée de Me Croissant en France,* indique-t-on à ce ministère. *C'est, en effet, l'intérieur qui délivre ou refuse les autorisations de pénétrer sur le territoire français Me Croissant s'est livré à un certain nombre d'activités, qui font que le gouvernement français ne souhaite pas sa présence. »*

La chancellerie, en revanche, aurait souhaité qu'on accueillît la demande de l'avocat allemand. Pour le garde des sceaux, la volonté de Me Croissant de revenir en France est un hommage rendu à la justice française et à la façon dont elle s'est comportée dans cette affaire. *« Deux ans après l'extradition,* a déclaré M. Alain Peyrefitte, jeudi 24 janvier, devant la cour d'appel de Rennes, *l'intéressé demande à nouveau à revenir en France. Parmi les cent cinquante nations représentées à l'ONU, qui pouvaient lui donner asile, c'est la nôtre qu'il choisit. La justice française a été vilipendée pendant cette période, condamnée à la réserve. Elle s'est tue. Mais le temps lui a donné raison avec éclat. »*

Le choix de Me Croissant s'explique par le fait que la cour d'appel de Paris s'est opposée à son extradition pour les faits les plus graves qui lui étaient reprochés (assistance à une association de terroristes), ne pourrait donc plus être extradé pour ces motifs.

Jo. S.

Le barreau de Lyon s'inquiète du projet judiciaire européen

Le bâtonnier de Lyon, Me Paul Bouchet et le conseil de l'ordre des avocats de Lyon s'inquiètent des menaces qui pèsent sur le droit d'asile, après l'adoption le 4 décembre à Dublin d'une convention entre les Neuf contre le terrorisme (*le Monde* du 5 décembre 1979) et l'annonce de la signature au mois de mai prochain du projet français d'espace judiciaire européen (*le Monde* du 9 janvier).

Dans un texte voté à l'unanimité, le conseil de l'ordre rappelle que *« l'amélioration de la garantie effective des droits de l'homme tels qu'ils sont reconnus par le droit français et la convention européenne doit nécessairement accompagner la recherche d'une meilleure sécurité publique »*. Le conseil demande que la France ratifie enfin l'article 25 de la convention européenne des droits de l'homme qui permet à tout individu victime d'une violation des garanties prévues par celle-ci de saisir une commission indépendante. Le barreau de Lyon souligne la nécessité d'apprécier le droit d'asile *« dans le respect de la tradition française d'accueil aux proscrits »*.

L'application de ce droit, estime le conseil de l'ordre, doit notamment bénéficier à Me Klaus Croissant, *« dans la mesure où il a satisfait à la peine prononcée par la juridiction de son pays »*. Au cas où Me Croissant souhaiterait rentrer en France, on ne saurait lui opposer des faits *« expressément écartés par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris »*, conclut le barreau de Lyon.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE NANCY

Quand des salariés attaquent la C.G.T.

De notre correspondant

Nancy. — A l'appel de la C.G.T., quelque trois cents travailleurs de l'usine Trailor de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) ont assisté, vendredi 25 janvier, au tribunal de grande instance de cette ville, présidé par M. Georges Martin, au procès qui oppose deux cent quarante salariés au syndicat C.G.T. de l'usine. Ces salariés réclament au syndicat le paiement des salaires perdus lors d'une grève avec occupation qui a paralysé, du 29 mai au 20 juin 1979, l'activité de Trailor-Lunéville, filiale du groupe Pullman, spécialisée dans la fabrication des remorques et semi-remorques (« le Monde » daté 13-14 janvier).

Les deux cent quarante plaignants, non grévistes lors du mouvement du mois de juin, accusent la C.G.T. (qui groupe la majorité des effectifs syndiqués de l'usine) d'être à l'origine de leur manque à gagner, expliquant que l'accès aux lieux de travail leur avait été interdit par des piquets de grève.

Pour les cent quarante non grévistes, Me Claude Bidault a demandé 700 000 francs. L'avocat de la C.G.T., Me Gérard Michel, a expliqué que les deux cent quarante salariés avaient porté plainte à la demande de cadres de l'usine, mais qu'une centaine d'entre eux étaient revenus ensuite sur leur décision lorsqu'ils avaient appris que la procédure de remboursement consistait à attaquer en justice la principale organisation syndicale de l'usine.

« Le but recherché n'est pas le remboursement des pertes de salaires, a expliqué Me Michel, *mais, pour la direction de Trailor, de déconnecter le syndicat C.G.T. de la base. Si les non-grévistes avaient pu entrer, auraient-ils été payés par la direction ? On ne le saura jamais puisqu'ils n'ont même pas, dans un premier temps, réclamé leurs salaires à leur patron. Ils ont attaqué directement la C.G.T. tout en bénéficiant des avantages acquis lors de la grève. »*

Pour l'avocat, il n'y a pas eu faute de la C.G.T. : *« Celle-ci a rempli uniquement son rôle de syndicat en exerçant une fonction mobilisatrice, en prenant part à l'organisation des assemblées générales de grève ou aux négociations. »* Qu'il y ait pu avoir des abus du droit de grève, selon lui, de la part des délégués du personnel, est une tout autre affaire, *« la C.G.T. n'a fait que soutenir des travailleurs et n'a jamais appelé à des actes illégaux qui justifieraient le paiement des salaires aux non-grévistes. »* Me Michel a réclamé, au nom de la C.G.T., 3 600 francs de dommages-intérêts à chacun des plaignants. Jugement le 7 mars.

JEAN-LOUIS BEMER.

UN JOURNALISTE ARGENTIN SE VOIT REFUSER LA RÉSIDENCE EN FRANCE

M. Rodolfo Campos Gil, journaliste, ayant la double nationalité argentine et epagnole, vient de faire l'objet, de la part de la préfecture de police de Paris, d'une mesure de refus de résidence. Il a quitté la France pour l'Espagne le 20 janvier.

Militant péroniste, exilé d'Argentine en raison de son activité politique et de ses écrits contre la dictature militaire, M. Campos s'était réfugié en Algérie. Il a, en particulier, effectué en novembre 1977, un reportage sur le Sahara occidental pour l'agence de presse espagnole E.F.E. Il y décrivait un bombardement au napalm effectué par des avions Jaguar français. M. Campos estime que cette enquête pourrait bien, aujourd'hui, lui être imputée par le ministère de l'intérieur.

[Au ministère de l'intérieur, on indique que M. Campos Gil est arrivé en France au début de l'année 1979. Présentant un passeport espagnol et faisant état de sa double nationalité (argentine et espagnole), il a demandé « une autorisation de s'installer en France pour y établir un élevage alors qu'il se disait à la fois journaliste et conseiller commercial. » « On lui a indiqué, ajoute le ministère de l'intérieur, que l'immigration était suspendue et, par deux fois, on lui a donné trois mois pour partir. Cette procédure est tout à fait normale. »

FAITS DIVERS

ENLEVÉE A TOULOUSE

La femme d'un médecin a été libérée contre une rançon de trente lingots d'or

Mme Paloma Donzeau, trente-cinq ans, enlevée vendredi matin 25 janvier, à Toulouse, à son domicile (nos dernières éditions du 26 janvier) a été libérée le même jour, vers 22 h. 30, par ses ravisseurs après que son mari, le docteur Jean-Pierre Donzeau, quarante-deux ans, spécialiste en rythmologie cardiaque à la clinique Occitanie de Muret, eut remis la rançon exigée, soit trente lingots d'or représentant une somme de 2 590 000 F au cours actuel. On ignore pour l'instant où Mme Donzeau a été séquestrée pendant treize heures. Les policiers disposent de peu d'indices pour retrouver les auteurs de cet enlèvement, le premier réalisé à Toulouse, et le premier où la rançon est payée en lingots d'or.

De notre correspondant régional

Toulouse. — Mme Paloma Donzeau venait à peine de rentrer chez elle, vendredi matin 25 janvier, après avoir accompagné ses deux enfants à l'école, que des voisins aperçoivent une estafette portant les panneaux d'une coopérative de livraison en gros de produits pharmaceutiques s'arrêter devant le numéro 46 de la rue Jean-Micoud à Toulouse. Deux hommes en blouse grise en descendent.

Quelques minutes plus tard, un témoin entend des appels au secours et voient les deux inconnus dont le visage est alors masqué, ressortir de la maison en entraînant de force Mme Donzeau à l'intérieur du véhicule de livraison, qui démarre en direction des ponts de la Garonne. On apprenait plus tard que l'estafette utilisée par les ravisseurs avait été volée deux semaines plus tôt avec son chargement de médicaments.

Vers midi, au domicile du docteur Donzeau, où se trouvent des membres de sa famille, le téléphone sonne. Une voix annonce : *« Dites au docteur de venir immédiatement chez lui. Il sait pourquoi. »* Une heure plus tard, alors que le médecin est auprès des siens, nouveau coup de téléphone. Une voix étouffée déclare que *« Mme Donzeau sera libérée en échange d'une rançon de trente lingots d'or »*. Comment cet or doit-il être remis ? On le précisera dans la soirée, vers 17 heures.

A 16 heures, alors que des barrages de gendarmerie contrôlent les sorties de la ville, on apprend que l'estafette utilisée pour l'enlèvement vient d'être découverte à l'autre bout de Toulouse, au quartier des Minimes.

Le docteur Donzeau n'a pas, dit-il, de fortune personnelle et affirme que c'est son père qui est visé. Celui-ci, M. Pierre Donzeau, soixante-quinze ans, a créé, dans les années cinquante, deux laboratoires spécialisés dans l'opochimiothérapie pour la fabrication de médicaments utilisant des produits de synthèse ayant les mêmes propriétés que les sucs extraits de glande à sécrétion interne. C'est son fils aîné, pharmacien, qui dirige les laboratoires. De plus, M. Donzeau père est propriétaire d'une écurie de seize chevaux de course.

Peu après 17 heures, troisième coup de téléphone de la journée pour confirmer la rançon et indiquer que des instructions sur la remise des lingots seront données plus tard. Elles le seront effectivement vers 20 heures. Le lieu du rendez-vous est fixé dans un café d'une commune proche de Toulouse. Les policiers ont intercepté la communication et bouclent le quartier. Mais, boulevard Lasbordes, la voiture du cardiologue est rattrapée par les ravisseurs. La rançon est remise. Mme Donzeau est libérée au centre de Toulouse, d'où elle appelle sa famille. Les policiers la conduisent alors à son domicile. Il est 22 h. 30.

LÉO PALACIO.

FAITS ET JUGEMENTS

Trois experts archivistes sont inculpés de vols de documents.

Trois experts archivistes viennent d'être inculpés par M. Alain Sauret, premier juge d'instruction à Paris, de recel de certains des huit à dix mille documents dérobés, de 1971 à 1978, au service historique de l'armée de terre, à Vincennes, par M. Jacques Vaissier, qui a été détenu pendant six mois après avoir été inculpé de vol en décembre 1978 (*le Monde* du 19 décembre 1978).

Il s'agit de MM. André Faure, soixante-dix ans, expert près la cour d'appel de Paris, exploitant un magasin de livres anciens et autographes, 5, rue Drouot ; Paul Roulteau, soixante-dix-huit ans, expert près la Compagnie des commissaires-priseurs, 106, rue Saint-Honoré, et Thierry Bodin, trente et un ans, lui aussi expert près la Compagnie des commissaires-priseurs. Ont également été inculpés de recel dans cette affaire et laissés, comme eux, en liberté : Me Yves Péchon, commissaire-priseur suspendu, et le docteur François Hourtoule, chirurgien cancérologue.

● *Pour avoir mis en cause l'acteur Jean Négroni* dans son livre *les Secrets de la bande soviétique en France*, M. Jean Montaldo a été condamné, le 23 janvier, à verser à celui-ci 1 franc de dommages-intérêts, par la première chambre civile du tribunal de Paris. Le jugement déclare notamment : « *...il ressort de la lecture de l'ouvrage que Jean Négroni, affilié ou non au parti communiste, appartient à la* gentry des intellectuels, artistes, sportifs communistes. *Si Jean Négroni admet avoir un compte à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, il affirme s'être entièrement consacré à l'exercice de son métier de comédien, sans avoir jamais manifesté publiquement ses opinions politiques qui, au surplus sont, dit-il, éloignées de l'idéologie communiste.* »

Taxi contre chien d'aveugle.

Grenoble. — Un aveugle, M. Roger Paganon, âgé de soixante ans, a porté plainte, mercredi 23 janvier, au commissariat de police de Grenoble (Isère), contre un chauffeur de taxi qui avait refusé de le prendre en charge. M. Paganon était accompagné du chien qui le guide pendant ses déplacements. Le chauffeur invoqua la présence de l'animal qu'il ne souhaitait pas transporter.

Pour le président du Groupement d'intérêt économique des chauffeurs de taxis de Grenoble, M. Camille Galvin, les membres de son association accepte de transporter tous les animaux à condition que soit averti, *« quelque temps auparavant »*, le central téléphonique qui groupe les appels. Quant au chauffeur incriminé, il affirme qu'il ne s'est pas rendu compte que son cient était aveugle. — *(Corresp.)*

Absence de jugement

Comme le petit Pascal veut vivre avec son père, à chaque fois il s'enfuit de chez sa mère à qui la justice l'a confié, si bien qu'à sa dernière fugue le père a décidé de le garder auprès de lui.

Condamné pour cela en première instance à trois ans de suspension de son permis de conduire ainsi qu'à la confiscation de sa voiture, le père, qui ne pouvait plus, dans ces conditions, exercer son métier, a fait appel ; il vient d'être condamné à huit mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis.

L'important, on le voit, semble moins de procurer du bonheur à un enfant que de faire son malheur au nom de la loi. A croire que la justice vraiment aveugle ignore qu'il faut savoir parfois s'interdire d'interdire.

MICHEL CASTE.

Les suites judiciaires d'une séquestration à la SNIAS.

Après l'article publié dans *le Monde* daté 9-10 décembre 1979 sur les suites judiciaires données à *« la séquestration »* à Toulouse en septembre 1974, de deux dirigeants de la SNIAS por des militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et une partie du personnel, le syndicat C.F.D.T. de la métallurgie de la Haute-Garonne nous apporte les précisions suivantes : « *1) L'auteur de l'article écrit que « les syndicalistes ont été frappés par les dirigeants de la SNIAS »; or cela ne s'était jamais produit. 2) L'auteur de l'article affirme par erreur que ce seraient les « syndicalistes qui auraient porté atteinte au droit syndical », alors que ce sont les dirigeants de la SNIAS qui ont été inculpés pour ce motif ; 3) Il y a erreur dans les noms cités. Pour la C.F.D.T., Guy Malaterre et non George Malaterre. Pour la C.G.T., Henri Gensous et non H. Jensious.* »

● *Grève de la faim d'un militant breton.* — Un militant breton, M. Pierre Douget, accusé d'avoir participé à deux attentats, dans le Finistère, le premier contre la centrale nucléaire de Brennilis le 14 janvier 1979 et le second contre la caserne de gendarmerie de Châteaulin le 9 mai 1978, fait depuis le 14 janvier une grève de la faim pour protester contre la décision de la chambre de contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat, qui a infirmé le 8 janvier l'ordonnance de mise en liberté de M. Jean Gonnard, juge d'instruction. M. Douget est incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis depuis le 14 juin 1979.

ÉDUCATION

Les nouveaux programmes d'histoire et de géographie dans les lycées

• Propédeutique tous azimuts en seconde
• Le XIXe siècle sacrifié au profit du XXe siècle en première et en terminale

Les nouveaux programmes d'histoire et géographie des classes du second cycle — seconde, première et terminale — ont été remis au ministère de l'éducation le 25 janvier, après consultation des parties prenantes — Association des professeurs d'histoire et géographie (A.P.H.G.), chercheurs de l'Institut national de recherche pédagogique (I.N.R.P.) et professeurs de l'enseignement supérieur. Ce programme doit entrer en vigueur pour les élèves de seconde à la rentrée 1981, dans un an et demi. dans un an et demi.

Ce nouveau programme, qui doit s'articuler sur l'enseignement donné au collège « unique » de la réforme Haby, a fait l'objet d'âpres discussions. Il n'est pas facile, en effet, de remplacer un enseignement linéaire de l'histoire découpé en sept tranches (de la sixième à la terminale) par un enseignement en deux temps : toute l'histoire de l'humanité en quatre ans seulement, de la sixième à la troisième, pour se conformer aux objectifs du « tronc commun » de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans; puis, de la seconde à la terminale, reprise des mêmes données avec approfondissement et élargissement sur le monde contemporain.

Après la quasi-disparition de l'histoire dans le cycle élémentaire, où les séquences d' « éveil » ont pris le relais des anciennes disciplines; après son éclatement en « séquences » dans le premier cycle du second degré, où l'on privilégie l'étude thématique à la « chaîne du temps », un double mouvement s'est dessiné. Les enseignants, soucieux d'adapter leur enseignement à leurs nouveaux élèves, ainsi qu'au dernier état des recherches en sciences humaines, s'efforcent d'alléger les programmes et de laisser davantage de choix au professeur. Mais les parents, relayés par les parlementaires et les médias, s'inquiètent de voir des pans entiers de l'histoire et de la géographie traditionnelles disparaître, ce qui fait dire à certains que « l'on n'enseigne plus l'histoire dans les lycées ».

Qu'est-ce qui va changer en 1981 ? Sur le plan des horaires, rien. Dans la classe de seconde, on continuera à faire chaque semaine l'équivalent de deux heures d'histoire et de deux heures de géographie. En première aussi. En terminale, les horaires actuels (quatre heures pour les littéraires, trois pour les scientifiques) ne seront pas diminués. Il est possible même, si les projets de M. Beullac visant à réduire la sélection par les mathématiques prennent corps, que les élèves scientifiques de classe terminale aient à l'avenir le même horaire que les autres.

Les enseignants ont même obtenu que l'appellation *« histoire et géographie »* soit maintenue dans les textes (notamment l'arrêté du 7 mars 1977) alors que cette discipline s'intitule en principe aujourd'hui *« histoire, géographie, sciences économiques, instruction civique »* et que certains, à commencer par l'inspection générale, souhaiteraient qu'on ne parle plus que de *« sciences humaines »*.

Le contenant, donc, reste le même pour l'instant. Seul change le contenu. Alors que les élèves de seconde, actuellement, étudient la période de 1789 à nos jours, ils se pencheront en 1981 sur deux civilisations : la civilisation européenne depuis l'Antiquité gréco-romaine jusqu'à nos jours ; *« une autre civilisation »* au choix parmi l'Islam, l'Extrême-Orient ou l'Afrique.

Questions au choix

Le programme de seconde sera donc considérablement « gonflé » au regard de la période d'histoire embrassée, mais en même temps débarrassé de multiples événements comme, par exemple, la guerre de Crimée ou la question des Balkans, parcours obligé — et redouté — des potaches d'autrefois. En outre, on introduit massivement les questions au choix du professeur. Ainsi, pour l'étape baptisée *« enracinement dans un passé lointain »*, le professeur pourra illustrer les *« apports gréco-romains »* par : 1° la démocratie dans la cité athénienne au Ve siècle ; 2° l'art grec aux Ve et VIe siècles ; 3° l'organisation de l'Etat romain au milieu du IIe siècle, ou encore, 4° la Gaule romaine au IIe siècle.

La partie *« instruction civique »*, qui ne fait pas l'objet d'un programme détaillé, se contente de définir les grands axes de la démarche : *« On insistera sur la conquête et l'exercice des libertés, l'évolution vers le système représentatif et la démocratie »*, à partir de textes fondamentaux liés à l'étude du programme comme l'*Habeas Corpus* anglais, la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique ou la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen.

Le nouveau programme de seconde, en fait, se veut une propédeutique à la démarche historique et géographique. L'élève aura l'occasion, en étudiant quelques grandes questions au choix, de revoir certains aspects déjà abordés au collège, mais en approfondissant.

L'année suivante, en première, on revient à la « tranche ». Pour l'histoire, ce sera la période 1914-1939 ; pour la géographie, ce sera *« la France dans le cadre européen »*, c'est-à-dire l'hexagone et son insertion dans la Communauté économique européenne.

En classe terminale, l'histoire se rapproche et l'horizon géographique s'éloigne : l'élève étudiera l'histoire générale de la seconde guerre mondiale à nos jours et, en géographie, trois grandes puissances (Etats-Unis, U.R.S.S. et Chine) et les grands problèmes mondiaux (blé, pétrole, nouvel ordre économique international, etc.).

Ces nouveaux programmes, très rapidement esquissés, sont déjà l'objet de vigoureuses critiques. Certains professeurs, tel le « collectif » formé autour d'enseignants du lycée Joliot-Curie de Nanterre (Hauts-de-Seine), s'élèvent contre un *« programme-musée »* qui *« dédramatise »* et *« privilégie les temps longs et les visions planétaires »*. Aux yeux de ces enseignants attachés au marxisme *« les nouveaux programmes d'histoire sont axés sur les permanences et non sur les ruptures »*. De même qu'on privilégie le *« repli sur la nature »* en géographie sous couvert d'écologie, de même on privilégie le *« repli sur le passé »* en histoire sous prétexte d'enracinement culturel.

Le doyen de l'inspection générale, M. Lucien Genet, écarte d'emblée les objections de ceux qui *« se complaisent dans les révolutions »*. Tout en reconnaissant que l'étude du dix-neuvième siècle est sacrifiée à la période contemporaine, il fait observer que l'étude des grandes questions, en seconde, permet de retrouver 1830, 1848 ou 1871. *« Il fallait alléger et mettre à jour, c'est ce que nous avons fait »*, répond M. Genet, qui renvoie dos à dos amateurs de révolutions et *« nostalgiques des anciens programmes »* (*« Lorsqu'on étudiait la Révolution française pendant toute l'année de première, c'était formidable. Mais cela n'est plus possible. »*)

Des chercheurs de l'I.N.R.P. regrettent que les nouveaux programmes aient été élaborés *« sans tenir compte de l'expérimentation menée depuis trois ans dans plusieurs lycées »*. Pour les tenants d'une pédagogie *« par objectifs »* s'appuyant sur un *« schéma structurant »* (histoire, géographie et économie complètement intégrées), les nouveaux programmes restent trop compartimentés entre histoire et géographie, ou géographie physique et géographie humaine.

Quant à l'Association des professeurs d'histoire et géographie (A.P.H.G.), soucieuse de ne pas *« trop charger la barque »*, elle a obtenu certains aménagements, comme la mise en *option* de l'Islam — à l'origine figure imposée — ou le maintien en première de l'étude de la France, que l'inspection générale voulait reporter en terminale. L'A.P.H.G. a surtout lutté pour que les programmes comportent le maximum de questions au choix, afin que chaque professeur puisse adapter son enseignement à ses élèves et à l'actualité du moment.

Sur ce point, l'A.P.H.G. est parfaitement en accord avec le doyen Genet : *« Il vaut mieux partir de l'ayatollah Khomeiny que de Jeanne d'Arc si l'on veut que les élèves accrochent »*, dit l'inspecteur général. Et ce n'est pas l'Association qui se plaindra de ce que l'élève de terminale, désormais, n'étudie plus vingt Etats du monde, mais seulement sept.

Son président, M. Jean Peyrot, n'a qu'une crainte, c'est que l'on revienne peu à peu aux cours « complets » où, comme à l'armée, il ne manque pas un bouton de guêtre (*« c'est comme ça qu'on perd les guerres »*). Pour le président de l'A.P.H.G., *« la seule façon de sortir de l'encyclopédisme et du cours dicté, c'est d'interroger le programme, de poser des questions au passé »*.

Au lycée comme ailleurs, le programme d'histoire et géographie sera ce qu'en font les élèves, les professeurs... et les inspecteurs chargés du contrôle.

ROGER C...

L'HISTOIRE DANS LE SECOND DEGRÉ

LES PROGRAMMES ACTUELS D'HISTOIRE

(Nous mentionnons en italique les programmes qui seront modifiés d'ici 1983).

● CLASSE DE SIXIEME :
De la préhistoire au neuvième siècle (dislocation du monde antique) avec une « grande question » au choix : l'agriculture, l'écriture ou l'architecture à travers les âges.

● CLASSE DE CINQUIEME :
— Les civilisations non-européennes du neuvième au quinzième siècle : l'Islam, la Chine (ou l'Inde) et une civilisation de l'Amérique pré-colombienne.
— Le monde occidental du onzième au treizième siècle.
— Les transports à travers les âges.
— Les grandes découvertes.

● CLASSE DE QUATRIEME :
Période couvrant les années 1520 à 1914. Jusqu'à l'an dernier, c'est-à-dire avant l'application de la réforme Haby, le programme de quatrième couvrait la période 1492/1789.

● CLASSE DE TROISIEME :
1789 à nos jours.

● CLASSE DE SECONDE :
1789/1848.

● CLASSE DE PREMIERE :
1848/1914.

● CLASSE TERMINALE :
1914/1945.

LES CHANGEMENTS A VENIR

● RENTREE 1980 :
En application de la réforme Haby, le programme de troisième « abandonne » le dix-neuvième siècle et devient : « de 1900 à nos jours ».

● RENTREE 1981 :
Début d'application des nouveaux programmes du second cycle (lycées). En classe de seconde, on abandonne la « tranche » chronologique au profit de grandes questions au choix, prises dans une période couvrant tout le champ historique — de l'Antiquité à nos jours — mais limitées à la civilisation européenne et à « une autre » civilisation.

● RENTREE 1982 :
En classe de première on revient à la tranche 1914-1939 en histoire.

● RENTREE 1983 :
En classe terminale, le programme d'histoire couvre la période de la seconde guerre mondiale à nos jours.

Nouvelles réactions syndicales à propos des tracts sur la drogue

L'affaire de la diffusion, dans deux lycées du Val-de-Marne, de tracts réclamant un nouvel examen du problème de la drogue continue de susciter des réactions passionnées.

Dans un communiqué publié le vendredi 25 janvier, l'Union départementale des syndicats C.G.T. du Val-de-Marne *« condamne sévèrement les auteurs de cette litanie en faveur de la drogue, que nous considérons comme un acte criminel (...). Elle est scandalisée par l'attitude du SGEN-C.F.D.T. qui s'en fait, par ses initiatives, le véritable propagandiste »*.

Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) — dont le tract porte aussi le sigle — rappelle qu'il n'est *« en rien engagé par le contenu de ce tract anonyme »* et s'*« élève contre la campagne de presse déclenchée contre l'ensemble des enseignants à l'occasion de la diffusion de ce tract »*.

Le secrétaire général de Force ouvrière, M. André Bergeron, s'est pour sa part déclaré *« effaré par les déclarations de certains enseignants C.F.D.T. »* Il ajoute : *« Heureusement que tous les enseignants ne sont pas à l'image de ces tortarés qui en sont arrivés à de tels raisonnements absurdes et dangereux »*.

Enfin, le secrétariat national aux sport du parti républicain fait part de son *« indignation »* et *« s'étonne de l'étrange conception que certains enseignants se font de leur mission éducative »*.

Les auteurs du tract — plusieurs professeurs appartenant notamment au SGEN et au SNES — ont été interrogés par la police *« non pas comme professeurs incriminés mais comme syndicalistes »*, précise la section du SGEN de Villejuif. La section académique du SGEN de Créteil maintient son appel à la diffusion d'un nouveau tract qui sera distribué par son bureau académique.

LES DÉCLARATIONS DE M. BEULLAC

A la suite d'une erreur de transmission, un passage de la déclaration de M. Christian Beullac a été déformé. Interrogé sur le jugement qu'il portait sur le contenu du tract distribué par des professeurs dans le Val-de-Marne, le ministre a déclaré : « Ce tract est une erreur et une faute » et non pas un « faux », comme nous l'avons imprimé. « Venant d'éducateurs ou prétendus tels, c'est une faute inadmissible », a-t-il ajouté.

PUBLIÉ AU « JOURNAL OFFICIEL »

Un décret consacre l'autonomie de l'école pratique des hautes études

Le *Journal officiel* du 25 janvier publie le nouveau statut de l'Ecole pratique des hautes études, qui est constituée en *« établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre des universités »*. Jusqu'à présent, l'Ecole pratique avait un statut particulièrement flou, reposant essentiellement sur le décret impérial du 31 juillet 1868 proposé par le ministre Victor Duruy.

Ce décret de création prévoyait un *« conseil supérieur »* dont la composition était si large qu'il ne s'était pratiquement jamais réuni. L'école fonctionnait, depuis comme un simple service du ministère des universités, sans personnalité civile, ce qui gênait considérablement la mise en œuvre des contrats de recherche.

Lors de la suppression des facultés de théologie, en 1886, une cinquième section a été ajoutée aux quatre existantes (1) et, en 1947, une sixième section (sciences sociales), issue de la quatrième. Cette sixième section s'est transformée, en 1974, en établissement autonome, appelé Ecole des hautes études en sciences sociales.

L'école, qui compte environ deux cents enseignants (*« directeurs d'études »*) et huit mille étudiants de recherche, est administrée par un *« conseil supérieur »* et un *« président »*.

Choisi parmi les directeurs d'études ou de laboratoires de l'école, le président est, conformément au nouveau décret, nommé pour trois ans par le ministre des universités, sur proposition du conseil ; il *« dirige l'école et en assure le fonctionnement »*.

L'école est actuellement présidée par M. Michel Fleury, président de la quatrième section, vice-président de la commission du Vieux-Paris, directeur des Antiquités historiques de l'Ile-de-France.

La mission de l'école est ainsi définie : *« L'avancement de la science par la recherche fondamentale et la recherche appliquée dans les disciplines que couvrent ses sections ; l'accueil et la formation des chercheurs ; la préparation d'un diplôme propre à l'école et des diplômes nationaux de troisième sycle. »*

(1) Les cinq sections existant actuellement sont : mathématiques pures et appliquées (première section) ; physique et chimie (deuxième section) ; sciences de la vie et de la terre (troisième section) ; sciences historiques et philologiques (quatrième section) ; sciences religieuses (cinquième section).

SCIENCES HUMAINES

LE TEXTE DE JACQUES LACAN

Dans le texte du séminaire de Jacques Lacan (*le Monde* du 26 janvier), plusieurs coquilles ont déformé le sens du document dans nos premières éditions.

Au lieu de : *« L'usage de l'un que nous ne trouvons pas dans le signifiant... »*, nous aurions dû écrire : *« L'usage de l'un que nous ne trouvons que dans le signifiant. »*

Au lieu de : *« Illustration de mon échec à cette Hérédité... »*, J. Lacan écrivait : *« Illustration de mon échec à cette Hétérité... »*

Enfin, au lieu de : ... *« Mais atteint à ce qui s'en élabore... »*, il fallait écrire : *« ...Mais attient à ce qui s'en élabore... »*

● *Un mandataire de justice pour l'Ecole freudienne.* — Saisie en référé par vingt-six membres de l'Ecole freudienne de Paris, qui demandaient la nomination d'un administrateur judiciaire à la tête de cette organisation (*le Monde* du 23 janvier), Mme Simone Rozès, président du tribunal de Paris, a désigné, vendredi 25 janvier un mandataire de justice, M. Zecri, administrateur judiciaire, avec mission de relever les irrégularités qui ont pu être commises dans la gestion et l'administration de l'association notamment en ce qui concerne les modifications de statuts. M. Zecri devra aussi vérifier la régularité des élections au conseil d'administration de l'ssociation et établir la liste des administrateurs régulièrement désignés. Il est aussi chargé de faciliter le fonctionnement de l'association, *« conformément aux dispositions légales obligatoires »*.

RELIGION

La semaine de l'unité chrétienne a été ternie par la condamnation de théologiens catholiques

La semaine de l'unité chrétienne a pris fin le 25 janvier. Bien des chrétiens se demandent si ce « moment fort » de la marche vers l'unité a encore beaucoup de sens alors que l'œcuménisme ne progresse plus, en tout cas dans ses manifestations officielles. Cette année, l'éclat de la semaine de l'unité a été singulièrement terni par les mesures prises contre des théologiens d'avant-garde et les réactions négatives qu'elles ont provoquées chez les non-catholiques.

Faisant le point sur la situation de l'œcuménisme aujourd'hui, le Père Jacques Desseaux, responsable du secrétariat français pour l'unité des chrétiens, a reconnu que les résultats sont beaucoup moins spectaculaires qu'il y a quelques années. Si un certain *« œcuménisme pratique se vit au jour le jour »*, de nombreux obstacles subsistent sur la route de l'unité : l'impatience des jeunes, les problèmes éthiques (contraception, avortement), les vieux contentieux théologiques...

« *Enfin*, estime le Père Desseaux, *une étape difficile de l'itinéraire œcuménique est due à la situation actuelle de la recherche théologique, qui peut se caractériser par la radicalisation de certaines questions, comme la christologie.* »

Ce n'est pas trop dire, en effet, que la récente condamnation par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, avec l'approbation de Jean-Paul II, de plusieurs théologiens catholiques de renom a empoisonné le climat œcuménique de cette semaine de l'unité. L'interrogation inquiète, voire la réprobation, à l'égard du durcissement romain, ressortent clairement de la plupart des réactions non catholiques.

Outre le Conseil œcuménique des Eglises lui-même, qui évoquait les *« répercussions œcuméniques immédiates »* de la sanction prise contre Hans Küng (*le Monde* du 21 décembre 1979), les prises de position protestantes ont été nombreuses.

Le principal journal méthodiste américain écrit que *« la hiérarchie catholique vient de faire un pas en arrière qui risque de rendre stérile tout dialogue véritable avec les non-catholiques »*, alors que l'hebdomadaire interconfessionnel *Christian Century* faisait remarquer : *« Il est aussi instinctif pour des inquisiteurs de mener des inquisitons que pour des crocodiles de manger des explorateurs, mais l'approbation du pape est beaucoup plus troublante. A quoi sert-il de réhabiliter Galilée, si on en crée de nouveaux aujourd'hui ? »*

En Italie, le professeur Sergio Rostagno, de la faculté de théologie de l'Eglise évangélique vaudoise, a déclaré : *« L'Eglise catholique nous rappelle* [dans l'affaire Küng] *que toute recherche œcuménique doit tenir compte du fait de la papauté et de l'infaillibilité. Il faut donc que nous, les protestants, sachions si le secrétariat pour l'unité des chrétiens, lorsqu'il rédige des documents avec nous, est en train de faire de la politique ecclésiastique* à notre égard *ou bien si on est en train de faire* ensemble *de la recherche œcuménique.* »

« Un appel aux chiens de garde »

En France, le pasteur Frédéric Delforge, directeur de l'hebdomadaire *le Christianisme au vingtième siècle*, écrit que dans son livre *Etre chrétien « Hans Küng a posé autant de vrais problèmes aux catholiques romains qu'aux* protestants, *aux anglicans ou aux orthodoxes.* » Pour lui, la manière dont Rome essaie d'évacuer des problèmes la met en contradiction avec elle-même. *« Défendre les droits de l'homme dans le monde sans donner à ceux qu'on met en accusation la possibilité de connaître leur dossier et en leur refusant les défenseurs dont ils ont besoin, qu'est-ce que cela signifie ? »*, demande le pasteur Delforge.

Le professeur André Dumas, de la faculté de théologie protestante de Paris, renchérit : *« Dans le cas de Hans Küng, il manque justement cette clarté doctrinale* [demandée par Rome], *en grande partie à cause du secret de la procédure observée, où l'autorité hiérarchique risque alors de supprimer la discussion théologique, ce qui renforce notre crainte que l'Eglise catholique romaine ne reprenne des mœurs inquisitoriales, si contraires à l'esprit de l'échange œcuménique.* » Sur le fond, le pasteur Dumas s'interroge : *« Que dois-je faire si Hans Küng me paraît maintenir des vérités de l'Evangile et Jean-Paul II seulement réaffirmer des traditions, certaines récentes, du catholicisme romain ? »*

Pour le pasteur Lukas Vischer, enfin, une des voix les plus autorisées du Conseil œcuménique des Eglises, qui prendra la direction de l'Office protestant pour l'œcuménisme, en Suisse, *« la dernière série de condamnations* [par Rome] *est, pour nous protestants, regrettable au plus haut point. Schillebeeckx et Küng ont abordé avec franchise des problèmes brûlants qui, tôt ou tard, doivent être étudiés si les Eglises veulent avancer sur le chemin de l'unité. Il est évident, par exemple, que le dogme de l'infaillibilité représente une difficulté majeure dans le dialogue œcuménique. Sans une nouvelle interprétation, il n'y aura jamais de compréhension mutuelle entre les Eglises. Hans Küng a ouvert ce débat.*

» Pour cette raison, il pouvait être aussi exigeant vis-à-vis des Eglises réformées. Il pouvait leur parler un langage que nul autre théologien catholique romain n'aurait pu se permettre. Il nous a invités à repenser la tradition de l'Eglise catholique romaine, et surtout à réfléchir à ce que nous avons peut-être perdu au cours des siècles de séparation. (...)

» Enfin, la décision romaine renforcera sans doute une tendance conservatrice dans toutes les Eglises. Je crains qu'elle ne soit un appel aux chiens de garde de l'hyper-orthodoxie, un encouragement aux esprits sectaires qui voient partout des déviations. On peut s'attendre que les théologiens catholiques soient désormais beaucoup moins créateurs dans le dialogue œcuménique. »

A. W.

MÉDECINE

LE DIFLUREX RESTE COMMERCIALISÉ EN FRANCE

A la suite du retrait provisoire du marché américain de l'acide tienilique — diurétique d'origine française commercialisé en France sous le nom de Diflurex, — qui aurait provoqué aux Etats-Unis diverses manifestations hépatiques (cinquante-deux malades et cinq décès) (« le Monde » du 23 janvier), la commission technique française de pharmaco-vigilance s'est réunie le 25 janvier.

Elle a examiné les informations encore incomplètes fournies par la Food and Drug Administration, organisme américain officiel, et par le fabricant américain, et le dossier établi en France, où plus d'un million de patients ont été soumis à ce traitement depuis 1976. (Aux Etats-Unis, trois cent mille personnes ont pris ce médicament depuis sa commercialisation en mai 1979.)

En France, a indiqué la commission, une dizaine d'incidents hépatiques, sans aucun décès, ont été répertoriés, et il n'est pas souhaitable actuellement de retirer le Diflurex du marché français. Un groupe d'experts devra cependant, d'ici quelques semaines, étudier l'hépato-toxicité des médicaments de ce type. D'autre part, les médecins seront directement informés, par le fabricant, des conclusions de la commission technique de pharmacovigilance et des précautions à prendre pour la prescription de ce produit.

هكذا من الأصل

INFORMATIONS «SERVICES»

VIVRE A PARIS

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 088-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11, pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41, pour le Val-d'Oise, au 464-52-53, pour les Yvelines, au 953-83-33, pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MÉDECIN — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou SOS-Médecins (707-77-77)

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal)

TRANSPORTS

● AÉROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (687-12-34 ou 853-12-34), à Roissy-Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80)

● COMPAGNIES AÉRIENNES — Arrivées ou départs des avions Air France (320-12-55 ou 320-13-55) ; U T A (775-75-75) ; Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U T A (776-41-52) ; Air Inter (539-25-25)

● S.N.C.F — Renseignements : 261-50-50

ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière Bordeaux (56) 96-33-33, Lille (20) 52-22-01, Lyon (78) 54-33-33, Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (87) 62-11-22, Rennes (99) 50-73-93

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1er), ouvert 24 heures sur 24

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 heures à 11 heures et de 14 heures à 20 heures.

— Paris 07, Invalides (3, rue de Constantine) ouvert de 7 heures à 21 heures.

— Orly, aérogare Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aérogare Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h 30 à 18 h 30

La Recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E

ANIMAUX

● UN VÉTÉRINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures)

LOISIRS

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-88-98.

S.O.S. - AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31

S.O.S. - 3e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 26 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

SITUATION LE 26.JAN.1980A O h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27-1-80 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ∼ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le samedi 26 janvier à 0 heure et le dimanche 27 janvier à 24 heures :

Les hautes pressions axées de l'Irlande à l'Ecosse et à la France vont encore se renforcer un peu sur les îles Britanniques et le nord de la France. Elles constitueront toujours une zone de blocage pour les perturbations atlantiques qui resteront proches de nos côtes. Les perturbations qui s'organisent sur la face orientale de ces hautes pressions affecteront, par leur bordure, nos régions du Nord et du Nord-Est.

Dimanche, des côtes de l'Atlantique aux Pyrénées et au golfe du Lion, le temps restera très nuageux, parfois brumeux dans le Sud-Ouest, avec des pluies faibles et éparses. Les vents de secteur sud-est seront modérés et les températures varieront peu par rapport à celles de samedi.

Sur le reste de la France, le temps sera assez frais, souvent très brumeux le matin avec des brouillards, parfois givrants et assez denses. L'après-midi, le temps restera très nuageux et brumeux en de nombreuses régions. Quelques faibles précipitations tomberont sur les régions s'étendant du nord de la Somme aux Vosges et au Jura, souvent sous forme de neige (verglas). Les gelées matinales pourront être un peu plus marquées que la veille sur nos régions orientales.

Samedi 26 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 022,7 millibars, soit 767,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 17 et 5 degrés ; Biarritz, 14 et 8 ; Bordeaux, 11 et 7 ; Brest, 7 et 4 ; Caen, 8 et 0 ; Cherbourg, 7 et 2 ; Clermont-Ferrand, 8 et 0 ; Dijon, 7 et 1 ; Grenoble, 5 et 2 ; Lille, 6 et 1 ; Lyon, 7 et 0 ; Marseille, 13 et 6 ; Nancy, 5 et —1 ; Nantes, 7 et 3 ; Nice, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 4 et 0 ; Pau, 16 et 7 ; Perpignan, 19 et 7 ; Rennes, 4 et 1 ; Strasbourg, 6 et 0 ; Tours, 5 et 2 ; Toulouse, 12 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 6 degrés ; Amsterdam, 6 et —1 ; Athènes, 17 et 12 ; Berlin, 1 et —4 ; Bonn, 5 et 0 ; Bruxelles, 5 et 0 ; Le Caire, 11 (min.) ; îles Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, —3 et —9 ; Genève, 8 et —1 ; Lisbonne, 19 et 11 ; Londres, 8 et —1 ; Madrid, 14 et 3 ; Moscou, —7 et —9 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, —1 et —2 ; Palma-de-Majorque, 18 et 4 ; Rome, 18 et 6 ; Stockholm, —9 et —19 ; Téhéran, —2 et —3.

BREF

AUTOMOBILE

STATIONNEMENT PAYANT A NOGENT. — A partir du 1er février, Nogent-sur-Marne, dans le Val-de-Marne, va faire connaissance avec le stationnement payant. L'arrêt des véhicules dans sept cent trois emplacements, situés dans les quartiers où le stationnement soulève le plus de difficultés (centre Leclerc, proximité du Baltard, Grand-Rue et centre nautique), donnera lieu à l'acquittement d'une taxe de 50 centimes par tranches de vingt minutes.

FORMATION PERMANENTE

FEMMES PEINTRES. — Le centre Retravailler, qui a reçu plus de sept mille femmes dans ses stages, désormais classiques, de « réactivation des aptitudes et d'orientation professionnelle », organise, avec l'appui du secrétariat d'Etat chargé de l'emploi féminin et celui de la commission départementale de la formation professionnelle de la Seine-Saint-Denis, un stage de préparation au C.A.P. de peintre et d'applicateur de revêtement mural destiné à des femmes demandeuses d'emploi ou en chômage économique. Cette session aura lieu à Pantin, de fin janvier à juin 1980. Elle est gratuite et les participantes seront rémunérées.

★ 143, avenue de Versailles, 75016 Paris, tél. 525-73-00.

LIBRAIRIE

L'ILE-DE-FRANCE POUR LA CLASSE. — Comme le font quelques autres régions (notamment celle des Pays de la Loire), la préfecture de l'Ile-de-France diffuse auprès des élèves de la sixième à la troisième une brochure de trente-deux pages intitulée « la Région d'Ile-de-France, document pour la classe ».

Il s'agit d'une présentation claire, agréable à lire, bien illustrée de la région, qui peut rendre service non seulement aux élèves mais à tous les adultes soucieux de se reconnaître dans l'institution régionale.

★ 29, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris, tél. 550-32-12.

CARNET

Décès

JACQUES MILLOT

Nous rappelons la mort, survenue le 23 janvier 1980 (« le Monde » du 26 janvier), du professeur

Jacques MILLOT.

[Né le 9 juillet 1897 à Beauvais, Jacques Millot était docteur et agrégé en médecine et docteur ès sciences. Après avoir enseigné la biologie animale à l'université de Paris, il est devenu, en 1943, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, titulaire de la chaire d'anatomie comparée.

Il avait fondé en 1947 l'Institut scientifique de Madagascar (à Tananarive) et en avait assumé la direction jusqu'à l'indépendance de Madagascar.

En 1960, il fut nommé, toujours au Muséum, directeur du Musée de l'homme jusqu'à sa retraite en 1967. Jacques Millot avait été aussi, depuis 1931, professeur à l'Institut d'ethnologie. En 1963, il avait été élu à l'Académie des sciences. Il laisse plusieurs centaines de publications sur les arachnides, le coelacanthe et la biologie des races humaines.]

— M. et Mme Maurice Turmond, leur fille et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme CELEMENCKI,
née Liberman,

survenu le 24 janvier 1980, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le 28 janvier 1980, à 15 h. 30.

— Mme René Lustig,
Mlle Anne Lustig,
Mlle Claire Lustig,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

M. René LUSTIG,
ministre plénipotentiaire,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Samoëns (Haute-Savoie) le dimanche 20 janvier 1980.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Martin de Palaiseau (métro Palaiseau) le mardi 29 janvier, à 14 heures.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Il n'y aura pas de condoléances. Un registre sera ouvert à l'entrée de l'église.

Le Monde du 24 janvier.

Anniversaires

— Une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Arnold et Louise CHAPIRO,
rappelés à Dieu en 1970 et 1971.

Communications diverses

— M. Raymond Dronne, ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, présidera le prochain dîner-débat de « L'intérêt européen » le mardi 29 janvier 1980, à 20 heures, au restaurant Le Manoir, 4, rue de l'Eglise, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— « L'avenir de la biologie et la psychiatrie actuelle ». Conférence par le professeur H. Baruk, de l'Académie de médecine, et sous la présidence de M. Etienne Wolff, de l'Académie française. Société des études rénaniennes au Collège de France, samedi 26 janvier, 17 h. 15.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 26 janvier 1980 :

DES DECRETS

● Portant promotions et nominations dans l'armée active.

● Portant promotions et nominations d'officiers généraux (active et réserve).

UN ARRETE

● Instituant le centre pénitentiaire de Clairvaux.

● *M. Claude Corbin*, chef de service, a été nommé secrétaire général de la direction des journaux officiels.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 594

HORIZONTALEMENT

I. Doivent être prêts à tous les arrangements ; Note. — II. Ce qu'on peut appeler un joli travail ; Très fines. — III. Avant l'heure ; Adjectif qui s'applique aux affaires que l'on met de côté. — IV. On y trouve parfois du sang ; Sont difficiles à dépasser ; Pas annoncée ; Qui avait donc transpiré. — V. S'appelle d'abord Victoria ; Au milieu du nez. — VI. Qui ont donc beaucoup souffert ; En France. — VII. Sait tout faire de ses doigts ; D'une ancienne province grecque ; Lettres qui valent une prière. — VIII. Rien de sérieux ; Peut faire l'objet d'une revue. — IX. Invoquée par de vieux agriculteurs ; Qui aura du mal à passer. — X. Utile pour le lever ; Abréviation qui marque le début de la révolution ; Qui devraient donc être ailleurs. — XI. Article d'Algérie ; Nom de gendre ; Vieille vache ; Tonalité pour une messe. — XII. Certaine plaît aux chats ; Appelé thuya quand il est blanc. — XIII. On ne peut plus dépouillé ; Réagit comme un âne ; Pour le repos du guerrier ; Fait disparaître. — XIV. Couleur de cheval ; Dans un vieux nécessaire de toilette ; Vaut de l'or. — XV. Doivent raisonner comme des pantoufles ; Ne doit pas rater son entrée.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	■												■		
II									■						
III				■										■	
IV				■			■				■		■		
V		■				■		■		■					
VI												■	■		
VII				■							■				■
VIII									■						
IX						■									
X			■		■			■							
XI		■							■				■		
XII		■						■						■	
XIII			■				■					■			
XIV	■				■					■	■			■	
XV						■									

VERTICALEMENT

1. Caractérise celui qui est bien assis. — 2. Phase, autrefois ; Repaire pour un lion ; Nom de roi. — 3. Gagne son salut quand il est bon ; Souvent suivi d'un bien ; Symbole. — 4. Saint de Bigorre ; Fut envoyée paître ; Magasin où l'on peut acheter des bricoles. — 5. Moments de répit ; Ne fait pas de vagues. — 6. Ont généralement plusieurs coins ; Parfois exigé pour une passe ; N'a pas besoin de compter. — 7. Evoque un saint curé ; Fichu, en Espagne ; Se suivent en marchant. — 8. Sorte d'épreuve ; La chasse y a son musée ; Pas énergique. — 9. Mesurée comme autrefois ; Particule ; La chose la plus proche. — 10. Récipient pour les poussières ; Bien bordés dans leur lit. — 11. Attendu après la tétée ; Circulaient à Rome ; Prodigués par une respectueuse. — 12. Sort par les grandes chaleurs ; Mesurer comme de l'essence ; Ses jours sont comptés. — 13. Préposition ; Pour le bouquet ; Utile pour ranger les conserves. — 14. Jeté pour jouer ; Qui ont donc des pieds. — 15. Pas fines ; Nom qu'on peut donner à celui qui ne cesse pas de regarder.

Solution du problème n° 2 593

Horizontalement

I. Eclopées. — II. Courantes. — III. Aliénée. — IV. Ré ; Lee ; Eu. — V. Tri ; Ave. — VI. Entichés. — VII. Due ; Elan. — VII. Espéranto. — IX. Nettes ; As. — X. Io ; Soie. — XI. Sienne ; Le.

Verticalement

1. Ecart ; Dents. — 2. Coléreuse. — 3. Lui ; Ineptie. — 4. Orel ; Eton. — 5. Panetière. — 6. Enée ; Classé. — 7. Eté ; Ahan. — 8. Se ; Eventail. — 9. Soues ; Osée.

GUY BROUTY.

VENTES

La succession Fouché à l'hôtel Drouot

A la suite de recherches généalogiques compliquées, une jeune femme hollandaise a été reconnue comme la seule héritière en ligne directe du dernier descendant de Joseph Fouché, conventionnel régicide, mitrailleur des rebelles lyonnais, ministre de la police de Napoléon et duc d'Otrante. Un autre prétendant à la succession, d'origine suédoise, grand chambellan du roi de Suède, qui revendiquait le titre d'ailleurs contesté de duc d'Otrante, n'a pu faire valoir ses droits à la succession.

Que trouvera dans sa corbeille l'héritière de Fouché ? Parmi les deux cents lots qui seront mis aux enchères par Me J.-A. Labat, les 28 et 29 janvier (salles 8 et 9), à l'hôtel Drouot-Rive gauche, la pièce la plus en vue — qui fait partie de la deuxième vacation — sera un nécessaire de voyage en vermeil et en or dans son coffret en acajou, œuvre de Guillaume Biennais. Fouché avait commandé au Singe violet, la boutique en vogue du maître orfèvre de l'Empereur, ce somptueux joyau, aussi beau que le nécessaire de Napoléon exposé au Louvre. Ce coffret de voyage a été offert en 1810, comme cadeau de mariage, à Gabrielle de Castellane qui, à vingt-cinq ans, allait devenir la seconde épouse du duc d'Otrante, alors deux fois plus âgé qu'elle.

Ce chef-d'œuvre d'orfèvrerie comporte soixante-quinze pièces en or, en vermeil, en argent, en nacre, savamment emboîtées les unes dans les autres, avec tout le nécessaire pour la beauté (miroir, brosses en ivoire, flacons encore remplis de mystérieux parfums), pour l'esprit (écritoire, porte-plume en or, encrier, serre-papiers à secret) et pour le ventre (couverts en vermeil, théière et chocolatière avec réchaud incorporé), le tout dans un surprenant état de fraîcheur qui laisse à penser que la belle duchesse d'Otrante n'a jamais été dans la nécessité de s'en servir. Ce coffret est prudemment estimé à 150 000 francs par l'expert Françoise Caille, mais il pourrait « faire » le double s'il n'est pas frappé d'interdiction de sortie avant la vente.

La vacation de la veille, le 28 janvier, sera en partie consacrée à une très belle collection de dessins rassemblés par Fouché, avec notamment des œuvres de l'école française du dix-septième, portant les signatures de Philippe de Champaigne, de Nicolas Chapron, de François Perrier. Un *Couronnement de la Vierge*, par Jacob Jordaens, sera la vedette de la première vente, où figurent également des miniatures et une curieuse « pendule d'audience » avec une aiguille qui faisait le tour du cadran en dix minutes pour écarter rapidement les solliciteurs du ministre de la police, ennemi des bavards.

JEAN BEDEL.

BIENFAISANCE

XXVIIe JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA LÈPRE

Dimanche 27 janvier aura lieu, dans plus de cent trente pays, la vingt-septième Journée mondiale des lépreux. Il existe plus de quatre millions de lépreux recensés dans le monde, dont la moitié seulement bénéficient d'une thérapeutique. Cette journée est patronnée, en France, par l'Association internationale des fondations Raoul-Follereau, en liaison avec la Fédération internationale des associations qui luttent contre la lèpre.

★ Association française des fondations Raoul-Follereau, 33, rue de Dantzig, 75015 Paris. Tél. : 828-72-42. C.C.P. Paris 2406-60 T.

PARIS EN VISITES

LUNDI 28 JANVIER

« La Salpêtrière », 15 h., 47, boulevard de l'Hôpital, Mme Bouquet des Chaux.

« Abbaye Saint-Martin-des-Champs », 15 h., 292, rue Saint-Martin, Mme Legrégeois.

« Restauration du Marais », 15 h., métro Saint-Paul, Mme Pennec.

« Tableaux flamands et hollandais », 15 h., musée du Louvre, pavillon de Flore (Approche de l'art).

« Gauguin, Van Gogh et Cézanne », 14 h. 30, musée du Jeu de Paume (Arcus).

« Les parties hautes de Notre-Dame », 15 h., à l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Saint-Nicolas-des-Champs », 15 h., 254, rue Saint-Martin (Histoire et Archéologie).

« L'atelier d'un tailleur de cristal », 15 h., 84, quai de Jemmapes (Tourisme culturel).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

15 h., 107, rue de Rivoli, M. Louis Grodecki : « Le vitrail au treizième siècle ».

14 h. 45, 23, quai Conti, M. Joseph Rovan : « Où va l'Allemagne fédérale ? » (Académie des sciences morales et politiques).

18 h. 30, lycée Jacques-Decour, 12, avenue Trudaine, professeur Pierre Vinot : « Démythifier la science économique » (Université populaire de Paris).

20 h. 30, salle de la Libre Pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, M. Pierre Claverie : « L'explosion démographique » (Union rationaliste).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	174 F	298 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	380 F	580 F	800 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	208 F	355 F	505 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE	250 F	450 F	650 F	850 F

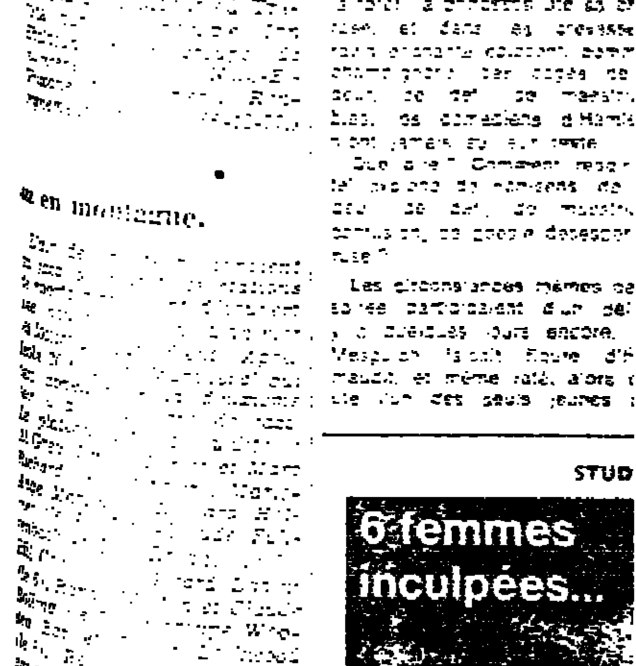
Par voie aérienne
Tarif sur demande

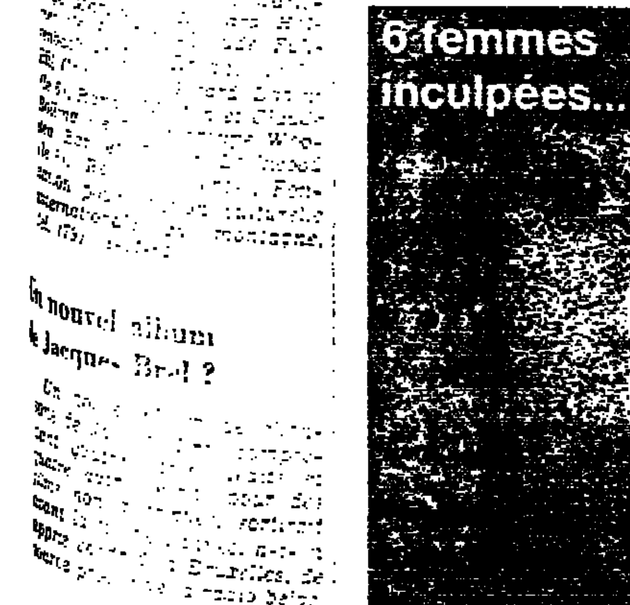
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Albert King au Palace.

Le moins connu des géants du blues moderne, Albert King, a atteint aujourd'hui la pleine reconnaissance de son influence. Etabli à Saint-Louis, Albert King pratique un style tranchant, fiévreux, qui s'apparente aussi bien au blues qu'au rhythm' and blues ou au rock and roll. Son physique exceptionnel lui a donné une voix d'une grande puissance et son jeu de guitare (la légendaire Gibson triangulaire) bien que sophistiqué et électrique, reste enraciné dans la tradition des bluesmen du Delta de l'avant-guerre.

Ce dimanche 27, au Palace, à 20 h. 30 (246-10-87).

Randy Weston au Studio 106.

Eternellement solitaire, Randy Weston a gardé une approche très peu définissable du piano. Sans doute parce qu'elle intègre beaucoup d'influences. Dans les années 50, il a fréquenté et reçu l'enseignement de tous les grands du bop, avant de découvrir la fièvre de l'aventure free, puis de voyager, surtout en Afrique où il a longtemps résidé. Installé à Annecy, il continue de développer un style qui ressemble à sa vie : très éclaté en surface, plein de citations et d'images diverses, mais dans une unité d'inspiration et de ton qui cautionne sa réelle personnalité de créateur.

Concert gratuit ce samedi 26, à 18 h. 30, au Studio 106 de la Maison de Radio-France.

Pour Leslie Crawford.

En hommage à la mémoire de Leslie Crawford, saxophoniste américain mort il y a quelques semaines à Paris, seize musiciens venus d'un peu partout, mais surtout d'Afrique et du Brésil, donneront un concert lundi 28 janvier à 20 heures au Théâtre Noir, sous la direction musicale de Jo Maka, saxophoniste alto, arrangeur et cofondateur avec Adolf Winkler du groupe « panafricain » Adja Kungali. Danse : Bob James.

(Théâtre Noir, 23, rue des Cendriers, Paris 75020.)

Gens d'ici et d'ailleurs...

A Aulnay-sous-Bois, où vit et travaille une importante communauté de gens originaires de nombreux pays d'émigration, d'Afrique noire, du Maghreb, des Antilles, le Centre culturel communal organise jusqu'au 9 février des rencontres — intitulées Gens d'ici et d'ailleurs — autour du cinéma, du théâtre, de la musique, de la peinture... Parmi d'autres, Francis Bebey et le ballet-théâtre Kodia (le 2 février), la pièce Mohamed Travolta par la troupe Ibn Khaldoun et le groupe de musiciens marocains Nass-El-Ghiwane (le 3 février). (Renseignements : tél. 866-12-77.)

Jazz en montagne.

L'air des hauteurs convient au jazz, ou plutôt les stations de sports d'hiver ont découvert une nouvelle façon d'animer les loisirs de leurs clients. Après Isola 2000, c'est Courchevel qui fait appel, pour la deuxième fois, à des musiciens de jazz. Le plateau est de qualité : Al Grey, Jimmy Forest et Marc Richard (le 3 février), Marie-Ange Martin et Richard Holmes (le 4), Jean-Claude Fohrenbach et Ray Bryant (le 5), Bill Connors et Gérard Badini (le 6), Randy Weston et Claude Bolling (le 7), le groupe Wooden Ear et Didier Lockwood (le 8). (Renseignements : Fondation pour l'action culturelle internationale en montagne, tél. (79) 08-01-61.)

Un nouvel album de Jacques Brel ?

Un nouvel album de chansons de Jacques Brel, comprenant quatre titres inédits et quatre autres écrits pour des films non distribués, sortirait avant la fin de l'année, a-t-on appris vendredi à Bruxelles, de source proche de la radio belge.

Les lauréats de Bourges à l'IRCAM

La peinture musicale de Patrick Ascione

L'IRCAM, dont on a craint souvent qu'il ne s'enfermât dans sa citadelle souterraine, s'ouvre aux autres : après l'Itinéraire, c'est le Groupe de musique expérimentale de Bourges qui a bénéficié vendredi de l'espace de projection pour y faire entendre les bandes primées à son septième concours international d'avril dernier.

Tous les musiciens savent combien les concours de composition sont ingrats, et celui-ci ne déroge pas à la règle : sur cent soixante-trois œuvres en provenance de vingt-sept pays, il n'a pas été possible au jury de décerner de premier prix dans trois sur quatre des catégories. Et les œuvres que nous avons entendues ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre. Pourtant il est indéniable que cette compétition et le Festival international annuel des musiques expérimentales de Bourges (depuis neuf ans) jouent un grand rôle dans la confrontation de ces musiques encore dans l'adolescence et ouvrent en particulier des possibilités de contact à des chercheurs souvent isolés dans leur pays. On se réjouit ainsi de voir figurer au palmarès des œuvres d'Argentine, du Guatemala, de Yougoslavie ou de Finlande.

Quatre des cinq bandes présentées vendredi ne nous ont pas semblé très concluantes. För Anders Lünberg de l'Américain Robin Heifetz (studio de Stockholm), témoigne d'un réel savoir-faire, d'un certain raffinement dans le choix des sonorités, mais la composition reste banale. Ku-Gu-Ku, du Finlandais Uslo Merilainen, raconte une vieille légende de la création du monde avec un mélange de sons concrets et électroniques souvent un peu trop primitifs (les bruits d'eau notamment), où de vrais gazouillis d'oiseaux triomphent aisément de leurs émules artificiels ; malgré une certaine poésie des images, l'œuvre manque de rigueur et s'étire sans raison.

Chor der Steine (Chœur de pierres), de l'Américain John Melby (studio de l'université d'Illinois), qui a remporté l'unique premier prix, dans la catégorie musique numérique, doit sans doute cette récompense à quelque performance technique ; mais ces sons de synthèse qui semblent essayer de singer le clavecin, l'orgue, la percussion, le trombone, sont encore bien décevants avec ces couleurs de limaille métallique ou de baisers de nourrice, et la composition paraît assez brouillonne. De même Una orquesta imaginaria, de l'Argentin Alejandro Vinao (Studio de l'université de Londres) qui fait jouer aux quatre coins de la salle des parties de tennis entre des percussions, des trompettes, des xylophones électroniques sans qu'on découvre une véritable logique musicale entre tous ces timbres d'un orchestre imaginaire.

Mais l'on avait enfin une excellente surprise avec Métamorphose d'un jaune citron du Français Patrick Ascione (Studio de Bourges), « peinture musicale » dont « la démarche compositionnelle et la façon d'utiliser le matériau de base sont (selon l'auteur) proches de l'attitude qui caractérise celle du peintre ». Ce n'est pas du tout cela qui frappe, mais peu importe. Des couleurs vives et violentes sont emportées par un rythme infernal, un scherzo tendu, très polyphonique, une musique cinglante, bien réverbérée. Les sons et les rythmes tourbillonnent, captivent l'attention, sans rien d'inutile, tant cette musique paraît maîtriser d'une main ferme et douée d'une énergie intérieure peu commune, implacable jusqu'à la fin où le rythme et les sonorités s'élèvent jusqu'à ne plus être audibles, en une véritable course à l'abîme achevée par de gigantesques percussions de grosse caisse. L'auteur est incontestablement un tempérament. Mais pourquoi, diable ! n'a-t-il pas eu un premier prix ? Comme disait un soir le bon Charles Koechlin parlant de Dallapiccola à la sortie d'un concert de musique contemporaine : « Les autres bafouillent ; celui-ci parle. »

★ Le huitième concours de Bourges aura lieu en avril 1980. Date limite d'inscription et d'envoi des bandes, le 4 avril.

(Renseignements : G.M.E.B., place Malraux, 18000 Bourges.)

JACQUES LONCHAMPT.

THÉATRE

« TÊTE D'OR » à Saint-Denis

(Suite de la première page.)

A travers les trompe-l'œil et les casse-oreilles de l'abattoir-disco de Mesguich ne survivent, de *Tête d'or*, que des lambeaux de nerfs : un général rebelle assassine le chef de l'Etat, il expédie sa fille, ministresse aux pieds nus, chez les paysans pauvres, il parachute un commando dans un désert montagneux qui a des airs d'Asie Mineure, les leaders de la gauche font obédience au dictateur... Des haut-parleurs, dans les rues, annoncent que Pierre Goldman vient d'être abattu, que M° Croissant vient d'être expulsé, que des bombes ont été jetées contre la Librairie des Femmes.

Et, derrière le rideau rouge du théâtre de conte qui s'érode dans *la forêt, la princesse ôte sa chemise* rose, et dans les crevasses du ravin enchanté éclosent, comme des champignons, des cages de souffleur, de défi, de maestria, de bles, les comédiens d'Hamlet qui n'ont jamais su leur texte.

Que dire ? Comment réagir à un tel cyclone de non-sens, de splendeur, de défi, de maestria, de confusion, de poésie désespérée, de ruse ?

Les circonstances mêmes de cette soirée participaient d'un délire. Il y a quelques jours encore, Daniel Mesguich faisait figure d'histrion maudit, et même raté, alors qu'il a été l'un des seuls jeunes animateurs à manifester invention, dons exceptionnels, et gaité. Et voici qu'il interprète Camille Desmoulins dans un spectacle géant d'Hossein, *Danton et Robespierre*, et voici surtout qu'il interprète Napoléon dans un feuilleton à la télé, alors, la télé, c'est la baguette magique, Mesguich est célèbre, et dans le théâtre d'une banlieue communiste voici qu'un public ultra-parisien est convié à une pièce d'un poète catholique mise en morceaux par un « Français d'Algérie », Mesguich, descendant de Moïse, qui couvre les phrases de Claudel par des communiqués sur l'assassinat de Goldman.

Mise en scène iconoclaste, alliance de génie et de gabegie. Théâtre inclassable. En tout cas théâtre vivant, qui revendique le *désarroi du créateur* conscient de son impuissance et la colère du citoyen : à Alger, Mesguich encore enfant avait vu, dans la rue, des crimes de l'O.A.S. ; à Paris, il est le témoin, à présent, d'autres crimes. Le théâtre est sa vie, il témoigne avec ce qu'il a, et si, comme Kafka et nous tous, il « tue » son père — Claudel cette fois, — c'est qu'il a du sang dans les veines. En tant que théâtre, ce *Tête d'or* est *inacceptable* ; en tant que sursaut de liberté, il réchauffe le cœur.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, 20 h. 30.



RORY GALLAGHER
l'homme tranquille du blue

Depuis dix ans, les tournées européennes régulières de Rory Gallagher sont l'occasion de beaux concerts où le guitariste irlandais exprime fortement sur scène le bonheur de jouer, explose dans de longs solos, de longues improvisations parfaitement maîtrisés et sans fioritures, portés par une pugnacité créatrice et une virtuosité où la vélocité des phrases et les envolées lyriques n'empêchent nullement la netteté des attaques franches et nerveuses.

D'année en année, la musique émotionnelle des blues et des rocks de Gallagher s'est affirmée à côté des modes et des multiples courants qui ont traversé la scène musicale. Naturellement, le musicien a canalisé une énergie sauvage tout en développant un esprit de blue profondément ancré en lui, reprenant quelques titres de Big Bill Broonzy ou de Junior Wells, construisant solidement ses propres compositions, les affinant en préservant la spontanéité et la simplicité. Le musicien a travaillé sans l'ostentation souvent de mise dans le show-business, avec persévérance et rigueur, devenant ainsi peu à peu comme une sorte d'homme tranquille du blue.

Avec les silences de plus en plus prolongés d'Eric Burdon et de Stevie Winwood, Rory Gallagher est l'un des rares guitaristes-chanteurs blancs à maintenir haut la tradition du blues devant le grand public, à chanter avec cette voix chaude, voilée et exacerbée au phrasé, au « feeling » noir.

L'actuelle tournée de Gallagher s'arrête, ce samedi 26 janvier et dimanche 27, dans le nouveau lieu d'exil du rock pour les amateurs de Paris au Pavillon Baltard, à Nogent. Mardi 29 janvier, Rory Gallagher sera à Lille (au Palais des sports), mercredi 30 à Rouen (Parc des expositions), vendredi 1er février à Quimper (Palais des sports), et *samedi 2 février* à Rennes (chapiteau). En première partie du concert, il y a, curieusement, Elliott Murphy, poète new-yorkais du rock, cousin de cœur de Patti Smith, de David Bowie et du Bob Dylan des années 60, à l'époque de *Blonde on Blonde*.

CLAUDE FLÉOUTER.

EXPOSITIONS

BRUITAGES

● Tendances actuelles de l'art américain

L'avant-garde ou comment s'en débarrasser ? Allègrement, dans un frou-frou de linons brodés, de plumes, de nœuds, de fleurs artificielles (Robert Kushner et sa « festa rusticana ») ; en peignant des motifs de grosses fleurs tentaculaires sur fond tressé, merci Dufy (Zakanitch) ; en imitant des panneaux décoratifs en pâte de verre (Joe Zucker) ; en brossant une chasse au lapin tout droit descendue d'une *tenture Renaissance ou d'un mauvais* sous-bois de dessus-de-buffet (Brad Davis) ; en lançant trois girafes dans le désert ; en fixant un grand cheval sur fond préhistorique ou étrusque (Susan Rothenberg) ; en alignant en bandes verticales des souvenirs de Matisse (Kim Mac Connel) ; ou encore en reconstituant contre le mur des arcatures brunelleschiennes (du béton pour la « pieta serena », Ned Smyth), etc.

Ils sont dix — chacun représenté par une œuvre, — ils ont dans les trente ans et sont censés représenter les tendances actuelles de l'art américain, ces « nouveaux fauves » qui déboulent à Paris, décoratifs et sans complexes. Quelle affaire !

★ Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg.

● Jacques Poli

Il a gardé cet aspect net en découpes, ces angles durs, ces coins, ces espaces bouchés, ces effets de pression et d'écrasement. Il les appelle « peintures entomologiques », et on doit pouvoir y reconnaître un détail de charançon gris et bleu, de noctuelle javanaise ou de sphingide à corne rouge. On y voit surtout des paysages de craquelures, de failles en dents de scie, de feuillures où le froid métallique se retourne en *chair matelassée.*

★ Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac.

● Judit Reigl

De nouvelles toiles très grandes, couplées : une sombre, une claire. Des traces au fil d'eaux troubles, glauques comme un fleuve au fond boueux ; ou transparentes, à la nuit. Des taches brillantes affleurent à la surface, lente remontée de la vie. Le chemin en silence.

★ Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare.

● Victor Burgin

Six mois à Berlin : la gare, le jardin zoologique, les sex-shows, les appareils où l'on met des pièces pour voir s'exhiber une femme, le mur avec des hommes qui regardent à travers des ouvertures pratiquées dans des boîtes en béton. Les images (photos) tournent à froid, autour du voyeurisme, du sadisme, de la « femme-comme-image ».

★ Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency.

G. BREERETTE.

■ Un tableau de Murillo, « le Mariage mystique de sainte Catherine », qui avait été offert au pape Pie IX par la reine d'Espagne en 1855, est un faux, annonce-t-on officiellement au musée du Vatican. Selon les experts, l'œuvre a été peinte par un faussaire dans les premières années du dix-huitième siècle, soit vingt-cinq ans après la mort du peintre espagnol. Son authenticité avait été depuis longtemps mise en doute et, après un nettoyage en 1959, elle n'avait pas été replacée dans le musée.

NOTES

Cinéma

La fiction américaine entre 1900 et 1906

C'est un numéro d'anthologie que propose la revue perpignannaise « les Cahiers de la Cinémathèque », que dirige M. Oms. Sous le titre Le cinéma des premiers temps (1900-1906), « les Cahiers » ont eu l'idée de reproduire dans leur intégralité, documents photographiques à l'appui, les communications d'un congrès tenu à Brighton, du 28 mai au 2 juin 1978, sur le cinéma américain des origines, sous le patronage de la National Film Archive de Londres. Une équipe de chercheurs de l'université Laval à Montréal a assuré très scrupuleusement la traduction des sept rapports, présentés à cette occasion en langue anglaise. Le Conseil des arts du Canada a fourni son aide financière à l'entreprise. La qualité des textes et de leur reproduction — peu ou pas de coquilles, un très grand soin porté aux dates et aux titres, — fait de ce numéro spécial une réussite exceptionnelle.

Si André Gaudreaul, du Québec, a coordonné la version française — la version originale sera publiée plus tard par le British Film Institute, — Eileen Bowser, conservateur du département film du Museum of Modern Art de New-York, a dirigé l'entreprise qui consistait à visionner d'abord plus de cinq cents films de fiction américains produits par les firmes Edison et Biograph et datés de 1900 à 1906. Les études réunies analysent le style « non-continu » de ces primitifs, les actions simultanées, les mouvements de caméra, les rapports spatiaux, l'érotisme, etc. Un premier dossier sur le cinéma catalan de la même époque, réuni par Marcel Oms, complète cet ensemble. — L. M.

★ *Les Cahiers de la Cinémathèque*, n° 29, Palais des congrès, 66000 Perpignan. Prix : 30 F.

L'appel de Saint-Etienne

Les deuxièmes rencontres cinématographiques internationales de Saint-Etienne inaugurées officiellement le 12 janvier et qui se poursuivront jusqu'au 6 février ont pour point fort la production hongroise et celle de l'Espagne post-franquiste.

Les représentants des associations de metteurs en scène espagnole, hongroise et française participant à cette manifestation, Jorge Grau, Andras Kovacs, Luc Béraud, ont lancé un « appel de Saint-Etienne » le 24 janvier pour une fédération européenne aussi large que possible des réalisateurs de cinéma et de télévision.

Après avoir réaffirmé l'« identité culturelle du cinéma » et rappelé leur opposition à « toute entrave à la liberté d'expression et de création, à la production, à la diffusion et à la circulation des films », les auteurs de l'appel estiment qu'une organisation fédérale « pourra lutter plus efficacement pour préserver le patrimoine cinématographique passé, présent et futur des nations diverses. Cette fédération des cinéastes européens devra multiplier les manifestations afin de faire connaître la multiplicité des expressions cinématographiques ». Et ils ajoutent : « Des échanges et des liens confraternels seront noués avec les associations de metteurs en scène des autres continents. Des liens naturels unissent réalisateurs de cinéma et de télévision. En ce qui concerne la création télévisuelle comme en ce qui concerne la création cinématographique, les trois associations affirment que les films de cinéma et de télévision ne peuvent être considérés uniquement comme des produits de consommation obéissant à des lois de marchés. — (Corresp.)

■ Le récital que devait donner le pianiste Bruno Rigutto au Théâtre des Champs-Elysées, le 29 janvier, est reporté au 2 juin, au même endroit et à la même heure ; le pianiste est actuellement souffrant.

SPECTACLES

théâtres

Nouveaux spectacles

Daunou (261-69-14) : l'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Lucernaire (544-57-34) : En compagnie de Ritsos (sam., 19 h.).
Odéon (325-70-32) : Un balcon sur les Andes (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Théâtre Daniel-Sorano, Vincennes (574-65-80) : Quelle belle vie, quelle belle mort (dim., 18 h.).

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50) : Coppélia (sam., 19 h. 30).
Comédie-Française (296-10-20) : l'Avare (sam., 20 h. 30) ; Horace (dim., 14 h. 30) ; l'Œuf (dim., 20 h. 30).
Odéon (325-70-32) : Un balcon sur les Andes (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit Odéon (325-70-32) : Créanciers (sam. et dim., 18 h. 30).
T. E. P. (797-96-06) : Pezza contre Tchorba (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit T. E. P. (797-96-06) : Intimité (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Centre Pompidou (278-79-95) : Drôles de gens (sam., 20 h. 30, dernière) ; Débat autour de l'exposition Images de l'Amérique en crise (dim., 19 h.). — Petite salle : la Crise de 1929 (dim., 19 h.).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30) ; Hommage à Clavel (sam., 20 h. 30).
Théâtre de la Ville (274-11-24) : Fabienne Thibeault (sam., 18 h. 30 et 20 h. 30).

Les autres salles

Aire libre (372-70-78) : Poivre de Cayenne ; la Fleur à la bouche (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Antoine (208-77-71) : Une drôle de vie (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Artistic-Athévains (379-06-18) : Jacques Thibault (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Arts-Hébertot (387-23-23) : l'Ours ; Ardèle ou la marguerite (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Atelier (606-49-24) : Audience ; Vernissage (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Athénée (742-67-27) : la Fraîcheur de l'aube (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Bouffes-du-Nord (239-34-50) : Macbeth (sam., 20 h. 30).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Silence, on aime (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h.).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil (374-24-08) : Méphisto (sam., 14 h. 30 et 20 h. ; dim., 15 h. 30).
Centre d'art celtique (254-97-62) : Un cœur simple (dim., 16 h.).
Centre culturel de Belgique (271-26-16) : Hamlet Machine (sam., 20 h. 45).
Centre Mandapa (589-01-60) : la Légende de Rama et Sita (sam., 20 h. 30, dernière).
Cité internationale (589-67-57), Galerie : le Songe d'une nuit d'été (sam., 20 h. 30). — Grand Théâtre : Le Farré sifflera trois fois (sam., 20 h. 30). — Resserre : Thyeste (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742-43-41) : la Cuisine des anges (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Dunois (584-72-00) : les Ikons et les Miliques (sam., 18 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) : le Piège (sam. et dim., 15 h. 30).
Fontaine (874-44-40) : la Voix humaine (sam., 18 h. 30) ; les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
La Forge (371-71-89) : De vive voix (sam. et dim., 20 h.).
Forum des Farfadets (585-80-67) : Dérive (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h. et 20 h. 30).
Grand Hall Montorgueil (233-80-78) : Mascafemme (sam., 21 h.).
Gymnase (246-79-79) : l'Atelier (sam. 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Huchette (326-38-99) : la Leçon ; la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 30).
La Bruyère (874-76-99) : Un roi qu'a des malheurs (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge : Albert (sam., 20 h. 15) ; Dog's Dinner (sam., 21 h. 30). — Théâtre noir : la Commande (sam., 19 h.) ; Stratégie pour deux jambons (sam., 20 h. 30) ; A la recherche du temps perdu (sam., 22 h. 15).
Madeleine (265-07-09) : Tovaritch (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Maison des Amandiers (797-19-59) : l'Oiseau-Tonnerre (sam., 20 h. 45).
Mathurins (265-35-02) : les Frères ennemis (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Michel (265-35-02) : Duos sur canapé (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière (742-95-22) : Coup de chapeau (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Montparnasse (320-89-90) : On a feulé chez M. Sloop (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30) ; L'empereur s'appelle Dromadaire (sam., 22 h. ; dim., 16 h. et 18 h.).
Musée des monuments français (727-35-74) : Une fille à brûler (sam., 20 h. 30).
Nouveautés (770-52-76) : Un clochard dans mon jardin (sam., 21 h. ; dim., 16 h. et 19 h.).
Œuvre (874-52-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 18 h. et 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Orsay (548-38-53) : Elle est là (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30). — II : le Soulier de satin, deuxième partie (sam. et dim., 20 h.).
Palais des congrès (758-27-78) : Danton et Robespierre (sam., 20 h. 45 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).
Palais des glaces (607-49-93) : Lionel Rocheman (sam., 20 h. 45).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h. 30).
La Péniche (205-40-39) : Bécassouille (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Plaisance (320-00-06) : le Bleu du ciel (sam., 20 h. 30).
Potinière (261-44-16) : le Volcan de la rue Arbat (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Présent (203-02-55) : Lorsque cinq ans seront passés (sam. et dim., 20 h. 30).
SIEM (372-77-70) : J'y suis, j'y reste (dim., 15 h.).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : Les orties, ça s'arrache mieux quand c'est mouillé (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio-Théâtre 14 (539-88-11) : le Journal d'un fou (sam., 20 h. 30).
TAI - Théâtre d'Essai (274-11-51) : le Journal d'un fou (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Théâtre du Marais (278-03-53) : les Amours de Don Perlinplim (sam., 20 h. 30).
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80) : le Bébé de M. Laurent (sam., 20 h. 30, dernière) ; Qui n'a pas son Minotaure ? (sam., 22 h. 30).
Théâtre de la Plaine (842-32-25) : Arlequin défenseur du beau sexe (sam., 20 h 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre de l'Union (651-25-20) : le Jeu de l'amour et du hasard (sam., 21 h.).
Théâtre 347 (526-29-08) : la Poube (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Théâtre de la Villa (542-79-56) : la Cagnotte (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Variétés (233-09-92) : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Raymond ou Comment s'en Débabarrasser (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Deux-Anes (606-10-26) : Pétrole... Ane (sam. et dim., 21 h. ; dim., 15 h. 30).

Les comédies musicales

Mogador (285-28-80) : l'Auberge du Cheval-Blanc (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Renaissance (208-18-50) : la Perle des Antilles (sam., 20 h. 45 ; dim., 14 h. 30

La danse

Palais des sports (828-40-90) : Ensemble national folklorique polonais Mazowsze (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h.).
Plaisance (320-00-06) : Danse-Recherche (sam., 18 h. 30).
Théâtre 13 (250-13-54) : Indépendanse (sam., 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 26 - Dimanche 27 janvier

Les concerts

Lucernaire : A. Feinberg, piano (Chopin, Davidovsky, Sessions) (sam., 19 h. 30) ; (Bach, Romano, Wolpe) (sam., 21 h.).
Salle Gaveau : André Navarra, violoncelle ; Annie d'Arco, piano (Saint-Saëns, Chopin, Strauss) (sam., 17 h.) ; Orchestre des Concerts Colonne, dir. J. Houtmann (Beethoven, Brahms) (dim., 18 h.).
Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. G. Devos (Enesco, Liszt, Wagner) (dim., 17 h. 45).
Notre-Dame : M. Moerlen, orgue (Widor) (dim., 17 h. 30).
Théâtre-en-Rond : la Grande Ecurie et la Chambre du roy, dir. J.-C. Malgoire (Bach : la Cantate du café ; Musique baroque allemande) (sam., 18 h.).
Eglise Saint-Louis des Invalides : J.-J. Grunenwald, orgue (dim., 17 h.).
Théâtre d'Orsay : C. Ivaldi, A. Bénédict, S. Gazeau, A. Meunier (Beethoven, Schumann) (dim., 10 h. 30).
Conciergerie : la Grande Ecurie et la Chambre du roy (Bach) (dim., 17 h. 30).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : J. Marichal, orgue (Lœillet, Bach, Mozart) (dim., 17 h. 45).
Eglise des Billettes : Yuriel Quartet de Cologne ; N. Lee, piano (Bartok, Mozart, Brahms) (dim., 17 h.).
Hôtel Hérouet : M. Laplenie, E. Matiffa, B. Berstel (Caccini, Monteverdi, Schütz, Telemann) (dim., 18 h.).
Centre Rachi : Récital Ethel Kowenski, Judith Warszowski, Lew Kogan (sam., 21 h.).
Eglise Saint-Merri : Orchestre Pierre-et-Marie-Curie (Beethoven, Rameau, Haendel, Bach, Debussy) (sam., 21 h.).
Porte de la Suisse : Rencontre avec G.-G. Englert (concert GERM, dir. P. Mariétan) (sam., 20 h. 30).
Eglise Saint-Séverin : Maîtrise de l'Oratoire, dir. H. Hornung (Goudinel, Philibert, Albinoni...) (dim., 16 h.).
Eglise de la Trinité : Orchestre de chambre et Maîtrise de Rennes : Groupe Angelakoor de Malines, dir. A. Orhant, récitant J. Desailly (Delalande, Lecot) (dim., 17 h.).
Salle Pleyel : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. H. Yasaki (Stravinski, Tchaikovski, Moussorgski) (dim., 17 h. 45).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : le Bel Indifférent ; le Menteur (sam., 19 h. 45) ; Pinter and Co. (sam., 21 h.) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 15).
Blancs-Manteaux (887-16-70) : Areuh = MC 2 (sam., 20 h. 15) ; Joue-moi un air de tapioca (sam., 21 h. 30) ; Cause à mon c..., ma télé est malade (sam., 22 h. 30) ; Triboulet (sam., 23 h. 15).
Caf' Conc' (372-71-15) : Phèdre à repasser (sam., 21 h.) ; Paris 80 (sam., 22 h. 30) ; Segelstein (sam., 23 h. 15) ; Contes et légendes (sam., 24 h.).
Café d'Edgar (322-11-02) : Charlotte (sam., 20 h. 30) ; les Deux Suisses (sam., 22 h.) ; Coupe-moi le souffle (sam., 23 h. 15) ; II. : Italia (sam., 22 h. 15).
Cafessaïon (278-46-42) : J. Charby (sam., 21 h. 30).
Café de la Gare (278-52-51) : L'avenir est pour demain (sam. et dim., 20 h. 30) ; Quand reviendra le vent du nord (sam. et dim., 22 h. 30).
Coupe-Chou (270-01-73) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30) ; le Silence de la mer (sam., 17 h. et 22 h.) ; Petrolimonade (sam., 23 h.).
Cour des Miracles (548-85-60) : Célébration (sam., 19 h.) ; Claire (sam., 20 h. 30) ; Confetti en tranches (sam., 21 h. 30) ; Essayez donc nos pédalos (sam., 22 h. 45).
L'Ecume (542-71-16) : A. Tome (sam., 20 h. 30) ; J.-L. Guitard (sam., 22 h.) ; J. Var (sam., 24 h.).
Le Fanal (233-91-17) : F. Brunold (sam., 19 h. 15) ; le Président (sam., 21 h. 15).
La Grange-au-Soleil (727-43-41) : Pinatel (sam., 21 h.).
Mirandière (229-11-13) : le Nouveau Locataire (sam., 20 h. 45) ; Flic et Drac (sam. et dim., 22 h. 15).
Le Petit Casino (278-36-50), I : Racontez-moi votre enfance (sam., 21 h.) ; R. Obaldia (sam., 22 h. 15). — II : Abadi-don (sam., 20 h. 45) ; R. Marin (sam., 22 h. 30).
Le Point-Virgule (278-67-03) : Offenbach ; Bagatelle (sam., 20 h. 30) ; J. Danno (sam., 21 h. 30) ; Les Pieds-Nickelés sont épatants (sam., 22 h. 30).
Le Sélénite (354-53-14), I : Brasil au Sélénite, musique populaire (sam., 22 h.). — II : les Amitiés particulières de Verlaine et Rimbaud (sam., 21 h.).
Soupap (278-27-54) : Chansons de femmes (sam., 20 h.) ; la Plus Forte ; le Défunt (sam., 21 h. 30).
La Tanière (337-74-39) : Mélusine (sam., 20 h. 45) ; J.-P. Marchant (sam., 22 h. 30).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Y. Dautin (sam., 20 h. 20) ; les Jumelles (sam., 21 h. 20).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69) : D. Kamina (sam., 20 h. 30) ; Magnifique (sam., 21 h. 30) ; On vous écrira (sam., 23 h. 30).
La Vieille-Grille (707-60-93) : la Tournée (sam., 21 h.) ; R. Godard, P. Barrault (sam., 23 h.).

Jazz, pop, rock, folk

Chapelle des Lombards (236-65-11) : Fusion Jazz Quartet (sam., 20 h. 30) ; Azuquita y su Melao (sam., 22 h. 45).
Caveau de la Huchette (326-65-05) : Rene Franc New Orleans (sam. et dim., 21 h. 30).
Dreher (233-48-44) : Maurice Vander Trio (sam. et dim., 22 h., dernière).
Gibus (700-78-88) : Lew Lewis Reformer (sam., 22 h.).
Golf Drouot (770-47-25) : Sphinx (sam., 22 h.).
Le Dunois (584-72-00) : African Roots in Music (sam., 20 h. 30) ; Duo Carlos Andreu - F. Tusques (sam., 23 h.).
Patio-Méridien : Harry Edison (sam. et dim., 22 h.).
La Péniche (205-40-39) : Elvis Platine (dim., 21 h.).
Slow-Club (488-84-30) : les Barbecues (sam., 21 h. 30).
Palace (290-10-87) : Albert King (dim., 20 h. 30).
Théâtre Noir (797-85-14) : Deka and Co. (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).

Le music-hall

Bobino (322-74-84) : Jacques Villeret (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Comédie des Champs-Elysées (359-37-03) : les Frères Jacques (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Forum des Halles : Mime Amiel (Un jour la terre) (sam., 18 h. 30) ; A. Altaï (sam., 20 h. 30, dernière).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Leny Escudero (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Marigny (256-04-41) : Thierry Le Luron (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Olympia (742-25-49) : H. Tachan, J.-C. Montells (sam. et dim., 21 h.).
Porte-Saint-Martin (607-37-53) : le Grand Orchestre du Splendid (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Les babouches font du rock mou (sam., 20 h. 45).
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80) : Vermenton-Plage (sam., 18 h. 30).

Dans la région parisienne

Antony, Théâtre Firmin-Gémier (606-02-74) : Place de Breteuil (sam., 21 h.).
Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16) : la Poule d'eau (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Boulogne, T. B. B. (603-60-44) : les Hauts de Hurlevent (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Bagnolet, Gymnase M.-Baquet : Bijou, rock (sam., 20 h.).
Brétigny, C.C.C. (084-33-63) : R. Fonsaque Jazz Group (sam., 20 h. 30).
Champigny, C.M.A. Y.-Gagarine (880-96-29) : Ouled Barka (sam., 21 h.).
Chevilly-Larue, C.C. André-Malraux : Aparecida, les étoiles (sam., 21 h.).
Choisy-le-Roi, Théâtre Paul-Eluard : Signé Francis Blanche (sam., 21 h.).
Clamart, C.C. J.-Arp : I Musici (sam., 20 h. 30).
Courbevoie, Maison pour tous (333-63-52) : Faust, rock (sam., 20 h. 30).
La Courneuve, 20, avenue Lénine : le Cirque impérial (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Créteil, Maison André-Malraux (899-90-50) : I. Mayereau (sam., 20 h. 30). — M. J. C. Mont-Mesly : Pena chilienne (sam., 19 h. 30).
Draveil, M. J. C. : S'il est branché, il doit marcher (sam., 21 h.).
Evry, Agora : Orchestre de l'Ile-de-France (Weber, Chopin, Wagner) (sam., 21 h.).
Garges-lès-Gonesse, Salle Rencontre : S. Alaoui (dim., 17 h. 30).
Gennevilliers, Théâtre : Honte à l'humanité (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Goussainville, Théâtre P.-Neruda : la Nuit des assassins (sam., 21 h.).
Issy-les-Moulineaux Théâtre (642-70-91) : Rigoletto (sam., 20 h. 30).
Montreuil, Maison populaire : Sapho (dim., 21 h.). — C. C. des Grands-Pêchers : A.-C. Gruel, E. Lestringant (concert baroque et Renaissance) (dim., 16 h.).
Nanterre, Théâtre des Amandiers : le Veuf et l'Orpheline (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Plaisir, Salle des Gâtines : Chers zoiseaux (sam., 20 h. 30) ; Conte à rebours (dim., 14 h. 30) ; l'Azote (dim., 16 h. 30).
Poissy (965-16-13) : Trio B. Tocane, F. Mechali, J.-F. Lauriol (sam., 21 h.).
Ris-Orangis (906-30-95) : A. Padygros (sam., 21 h.).
Saint-Gratien, O.C. : Ensemble G. de Machaut (sam., 21 h.).
Saint-Maur, M.J.C. : Echecs et Mat, les Babouches, rock (sam., 20 h. 30).
Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Salle municipale : T. Wada, M. Piquemal, C. Cebro (Albeniz, Granados, de Falla...) (sam., 20 h. 45).
Sartrouville, Théâtre (914-23-68) : Racines (sam., 21 h.).
Sarcelles, Forum des Cholettes : K. Waehner, ballet contemporain (sam., 21 h.).
Sceaux, les Gémeaux (660-05-64) : les Deux Orphelines (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Versailles, Théâtre Montansier (950-71-18) : la Culotte (sam., 21 h.).
Villepreux, Théâtre du Val-de-Gally (462-49-97) : Hal Singer Quartet (sam., 21 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), sam., 16 h. : l'Inhumaine, de M. L'Herbier ; 18 h. : The Mollycoddle ; Cauchemars et superstitions, de V. Fleming ; 20 h., Cinéma iranien : l'Averse, de B. Beyzae ; 22 h., Les images de la folie : Soudan l'été dernier, de J. Mankiewicz. — Dim., 15 h. : le Voleur de Bagdad, de R. Walsh ; 18 h. : le Masque de fer, d'A. Dwan ; 20 h. et 22 h., Cinéma iranien (20 h. : les Mongoles ; 22 h. : Courts métrages).
Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. et 19 h., Cinéma russe et soviétique (15 h. : Dentelles, de S. Youtkevitch ; 19 h. : le Père du soldat, de R. Tchkheidze) ; 17 h., Cinéma iranien : Nature morte, de S. Shahid-Saless ; 21 h., Cinéma italien : Heureuse époque, d'A. Blasetti. — Dim., 15 h. et 19 h., Cinéma russe et soviétique (15 h. : Le fantôme qui ne revient pas, d'A. Room ; 19 h. : la Dame au petit chien, d'Y. Kheifitz) ; 17 h., Cinéma iranien : Un simple événement, de S. Shahid-Saless ; 21 h., Cinéma italien : Juliette des Esprits, de F. Fellini.



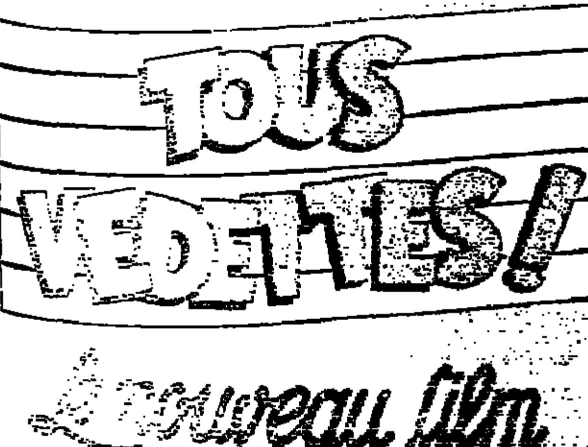
Les exclusivités

ALIEN (A., v.f.) (*) : Haussmann, 9e (770-47-55).
ALORS, HEUREUX ? (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
AIRPORT 80 CONCORDE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
AURELIA STEINER (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99). H. Sp.
LA BANDE DES QUATRE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Bienvenue, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
BASTIEN ET BASTIENNE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
LES BRONZÉS FONT DU SKI (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
BUFFET FROID (Fr.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
C'EST ENCORE LOIN L'AMÉRIQUE ? (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE CHEMIN PERDU (Fr.) : Forum des Halles, 1er (297-53-74) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
CLAIR DE FEMME (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
CORPS A CŒUR (Fr.) (*) : Le Seine 5e (325-95-99), H. sp.
COURAGE, FUYONS (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
CUL ET CHEMISE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
LA DEROBADE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr., v. it.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-07-48).

Les films nouveaux

L'AMOUR MENSONGE, film français d'Uziel Péres. Marais, 4e (278-47-86)
LA MORT EN DIRECT, film français de Bertrand Tavernier. V. Ang. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33), Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70).
C'EST PAS MOI, C'EST LUI, film français de Pierre Richard. Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Ambassade, 8e (359-19-08). Français, 9e (770-33-88). Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
C'ETAIT DEMAIN, film anglais de Nicholas Meyer. V.O. : Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE SEIGNEUR DES ANNEAUX, film américain de Ralph Bakshi. V.O. : Studio J.-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE CHASSEUR D'OMBRES, film américain de Teri McLuhan. V.O. : Olympic, 14e (542-67-42) 18 h. (sf S., D.).
CABO BLANCO, film américain de John Lee Thompson. V.O. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
REGARDE, ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS, film français de Yann Lemasson (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

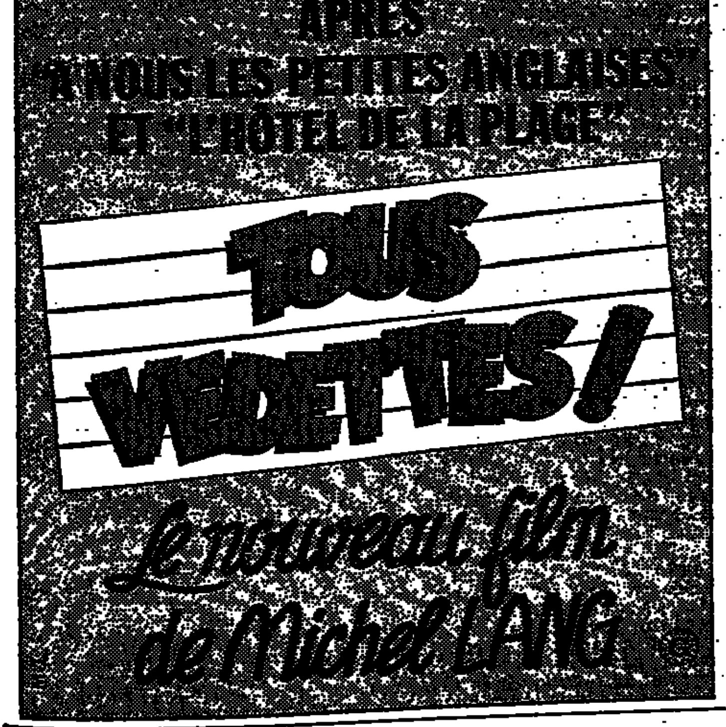
LA FEMME FLIC (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Madeleine, 8e (742-03-13) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
FIN D'AUTOMNE (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
GENESE D'UN REPAS (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Forum des Halles, 1er (297-53-79).



هكذا من الأصل

SPECTACLES

LE GRAND EMBOUTEILLAGE (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) (*) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44).
LA GUEULE DE L'AUTRE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Madeleine, 8e (742-03-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Ternes, 17e (380-10-41).
HAINE (Fr.) (**) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HEUREUX COMME UN BEBE DANS L'EAU (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
I COMME ICARE (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES LARMES TATOUEES (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LIES PAR LE SANG (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; (v.f.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Images, 18e (522-47-94).
LINUS (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LA LUNA (It., v.o.) (**) : Epée de bois, 5e (337-47-57).
LE MAGICIEN DE LUBLIN (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MAMAN A CENT ANS (Esp., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.o. et v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MAMITO (Fr.), Palais des Arts, 3e (272-62-98), La Clef, 5e (337-90-90), Espace - Gaîté, 14e (320 - 99 - 34). Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
METEOR (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage 8e (359-15-71). — Rex, 2e (236-83-93). (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Paramount - Bastille, 11e (343-79-17), Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03), U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Miramar, 14e (320-89-52), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25). Secrétan, 19e (206-71-33).
MOLIERE (Fr.) : Styx, 5e (633-08-40).
MOONRAKER (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : le Seine, 5e (325-95-99).
LE PIEGE A CONS (Fr.) : Cin'Ac Italiens, 2e (742-72-19).
LES PETITES FUGUES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE PULL-OVER ROUGE (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
QU'IL EST JOLI GARÇON L'ASSASSIN DE PAPA (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99).
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
REGGAE SUNSPLASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
LE REGNE DE NAPLES (All-It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; la Pagode, 7e (705-12-15).
RIEN NE VA PLUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
SANS ANESTHESIE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe 5e (354-34-83).
SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
SIBERIADE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
SIMONE DE BEAUVOIR (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22), jeu., sam., lund., H. Sp.
LE SOLEIL EN FACE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-83-11) ; Biarritz, 8e 723-69-23).
LE TAMBOUR (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).
TESS (Fr.-Brit., v. angl.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f. : Berlitz, 2e 742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
TETES VIDES CHERCHENT COFFRE PLEIN (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
TOUS VEDETTES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522 - 37 - 41) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797 - 02-74).
TRES INSUFFISANT (Fr.) : Marais, 4e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
UN COUPLE PARFAIT (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE VOYAGE EN DOUCE (Fr.) : Paramount - Marivaux, 2e - (296-80-40) ; Quintette, 5e (345-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359 - 92 - 82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Numéro un.
Avec Julio Iglesias, Mireille Mathieu, Jane Manson, Juliette Gréco, Dalida.
21 h 35 Série : Les quatre cents coups de Virginie.
(dernier épisode).
De M. Mithois ; réalisation de B. Queysanne.
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Les cinq dernières minutes.
Réal. Cl. Loursais.
Du côté du bois de Boulogne.
22 h 5 Sports : Patinage artistique.
Championnats d'Europe (figures libres dames).
23 h 15 Documentaire : Le signe du cheval.
Championnats d'Europe (figures libres dames).
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Il était une fois l'homme : le siècle de Louis XIV.
18 h 55 Bonjour voisin (et à 19 h 40 et 20 h 30).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la première croisade.
20 h Les jeux.
20 h 30 Bonjour voisin.
De Jean Kerchbron.
Une journée de dialogues entre les habitants de Barjols (Var), Riquewihr (Haut-Rhin), Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et Saint-Denis-de-la-Réunion.
22 h Journal.
22 h 20 Champ - Contre-champ : la mort du spectacle.
Magazine de Pierre Billard et Pierre-André Boutang.

FRANCE-CULTURE

20 h., « Corps à corps », de J. Saunders (3e partie).
21 h. 35, Musique enregistrée.
21 h. 55, Ad lib., avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Concours international de guitare.
20 h. 30, The King's Singers : mélodies populaires allemandes de Hassler, Silcher, G. Langford, D. Runswick ; Madrigaux anglais à l'époque des Tudor, de Weelkes, Farmar, Wilbye ; Chansons françaises de Clemens non Papa, Jannequin, Passereau et Gombert ; « The cries of London » (Berio). « Cinq mélodies populaires lituaniennes » (Dvorak) ; Airs modernes arrangés pour voix seules de Garland, Walter, Newman, Bennett, Lennon, McCartney, McLean, B. Kay et D. Runswick.
22 h. 30, Ouvert la nuit : la musique se livre ; 23 h. 5, Comment l'entendez-vous ? « Bouffonnerie, sarcasmes et opéra », par Angelo Rinaldi ; 1 h., Le dernier concert : « Fugue n° 9 », extrait de « l'Art de la fugue », et « Cantate BWV 82, Ich habe genug » (J.-S. Bach) par l'Orchestre de chambre nationale de Toulouse, soliste et dir. Andrzej Hiolski.

Dimanche 27 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie : Réflexion sur l'œcuménisme.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.
15 h 40 Série : L'île fantastique.
Le client et le bonheur.
16 h 20 Sports première.
Hippisme ; patinage artistique ; ski ; automobile ; cyclo-cross.
18 h 10 Téléfilm : « la Passe des neiges ».
19 h 25 Les animaux du monde.
Des animaux venus d'ailleurs.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « la Gifle ».
Film français de C. Pinoteau (1974) ; avec L. Ventura, A. Girardot, I. Adjani, F. Perrin, J. Spiesser, M. Aumont, X. Gélin, R. Hardy (rediffusion).
Les démêlés d'un professeur de géographie quinquagénaire et de sa fille adolescente, qui veut vivre sa vie comme elle l'entend.
Le conflit des générations dans une alerte comédie de boulevard, bien mise en scène, et surtout très bien jouée.
22 h La leçon de musique : Lily Laskine.
Emission de l'Institut national de l'audiovisuel, réal. M. Fresnel
23 h 10 Sports : Automobile.
Grand prix du Brésil.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Même le dimanche.
11 h On we go.
11 h 15 Chorus.
12 h Concert.
« Symphonie n° 4 » ; « Concerto pour violon », de Bach, par les Solistes de France.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Wonder woman.
« Vedettes à Hollywood ».
14 h 10 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h Des animaux et des hommes.
15 h 50 Majax : Passe-passe.
16 h 20 Sports : Hippisme.
Grand prix d'Amérique.
16 h 35 Série : Les brigades du Tigre.
« L'Ange blanc »
17 h 30 Les Muppets.
Avec Sylvester Stalone.
18 h Dessine-moi un mouton.
18 h 45 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Détroit.
De M. Lampell et H. Searls, réal. J. London.
22 h 10 Petit théâtre d'Antenne 2.
« Madame Hélène », de Jeanne Lebrune.
22 h 35 Magazine : Voir.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'ICEI destinées aux travailleurs immigrés.
Images de Tunisie.
10 h 30 Mosaïque.
Préparée par T. Pares et J.-L. Orobona. Reportage : l'arrivée de la famille émigrée et les problèmes rencontrés lors de sa venue en France. Variétés : Carlos Andreu, musique et chants populaires d'Espagne.
16 h Jeu : Tous contre trois.
Saint-Guilhem-le-Désert.
17 h Prélude à l'après-midi.
Ouverture de Carnaval, d'A. Dvorak, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir Zubin Mehta.
17 h 30 Théâtre de toujours : « Roméo et Juliette ».
De Shakespeare. Emission de la B.B.C. en version originale. Sous-titres français.
19 h 45 Spécial DOM-TOM.
Dépression cyclonique à La Réunion.
20 h Rire et sourire au Comic'Palace.
Marthe Villalonga.
20 h 30 L'inventaire des campagnes : 4. L'outil et le geste.
Série de D. Vigne, avec Le Roy Ladurie.
Quatrième volet de l'enquête menée par Daniel Vigne et Emmanuel Le Roy Ladurie sur notre « héritage ». Ici des gestes qui remontent au Moyen Age. Ceux du forgeron, du maréchal-ferrant, du sabotier, du chaumier, du charron... La mémoire des gestes, le plaisir du geste, l'histoire du geste.
21 h 25 Journal.
21 h 45 L'invité de FR 3 : l'arbre de vie.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle le docteur Mabuse et F. Lang) : « le Démon du crime ».
Film allemand de F. Lang (1922), avec R. Klein-Rogge, A. Abel, A.E. Nissen, G. Welcker, B. Goetze, P. Richter (muet, N., rediffusion)
Le docteur Mabuse tente de se débarrasser du procureur von Wenck; son adversaire acharné. Il fait régner la terreur
Action trépidante, climat d'angoisse et de fantastique social. La volonté du mal et la puissance destructrice d'un homme et de sa bande de malfaiteurs. Prescience de l'arrivée du nazisme.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de sons.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste.
10 h., Messe dans la chapelle des Franciscaines, avenue de Villiers, à Paris.
11 h., Regards sur la musique :
12 h. 5, Allegro :
12 h. 45, Disques rares... de Chostakovitch.
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « l'Ole blanche » de Calderon.
16 h. 5, Concert de l'Orchestre de chambre des Kibboutz, dir. : Noan Sheriff (« Concerto grosso n° 4 », de Haendel ; « Essai pour harpe et cordes », de Sheriff ; « Visions », de Partos ; « Symphonie n° 40 », de Mozart).
17 h. 30, Rencontre avec Hans Küng.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : la poésie grecque (le surréalisme en Grèce).
20 h. 40, Atelier : la poésie radiophonique : « la Passe », par R. Farabet et F. Vuillemier.
23 h., Musique de chambre : Gounod, Langlais, Arma, Messiaen.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musique Chantilly : œuvres de J. Strauss, R. Strauss, Schubert, Zeller et Poldini ;
8 h., Cantate de Bach, pour le troisième dimanche de l'Epiphanie.
9 h. 5, Vocalises : M. Battaini (Mozart, Weber), N. Denize.
11 h., Concert, en direct du Théâtre d'Orsay : « l'Amour et la vie d'une femme » (Schumann) ; « le Trio pour piano, violon et violoncelle, suites n° 1 et n° 3 » (Beethoven), avec C. Ivaldi, piano, A. Benedict, soprano, S. Gazeau, violon, A. Meunier, violoncelle.
12 h. 5, Equivalences (émissions ouvertes aux interprètes aveugles) : J.-S. Bach, par L. Thiry, orgue, et le Duo J.-M. Leclair, G. Montmayeur, violon, et R. Allart, clavecin.
12 h. 35, Opéra bouffon : « Colas et Colinette », de Quesnel, par l'Orchestre de Radio-Canada, dir. P. Hetu ; « Ma tante Aurore », de Boieldieu, par l'Orchestre de chambre de l'O.R.T.F., dir. M. Couraud.
14 h., La tribune des critiques de disques : « Deuxième Concerto pour piano » (Bartok).
17 h., Les grands concerts d'archives : les grandes heures du Festival de Prades (Mozart, Beethoven, Schubert).
19 h., Musiques chorales : « Messe en sol » et « Quatre Petites Prières de Saint-François d'Assise » (Poulenc).
19 h. 35, Jazz vivant : Le Quintette de Stan Getz.
20 h. 35, Musiques traditionnelles : Musique indienne, « Musique Karnatique », « Varnam », « Kriti », « Ragam, Tanam, Pallavi », avec L. Subramaniam, violon, Th. Subash, Chandran, mridangam.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Portrait en petites touches, « Sonate pour piano et violon » (Franck) ; 23 h. 30, Musique de chambre.
0 h. 5, Rites et traditions populaires : Les carnavals de la Saint-Valentin.

« L'EXPRESS » DÉFEND GEORGES SUFFERT

Le comité éditorial de *l'Express* écrit dans son numéro daté 26 janvier-1er février qu'il « *a pris connaissance avec inquiétude et indignation de la pétition qu'un certain nombre d'intellectuels font circuler* », visant à interdire à Georges Suffert d'animer une émission littéraire sur TF1 en raison de son article sur Henri Curiel publié dans *le Point* en juin 1976, les signataires de la pétition établissant un lien entre cet article et l'assassinat d'Henri Curiel le 4 mai 1978 (*le Monde* des 16, 23 et 24 janvier). « *Cette accusation aberrante et scandaleuse sert ainsi de prétexte à une opération de censure et d'interdiction qui doit être dénoncée* », conclut le comité éditorial de *l'Express*.

PRESSE

RÉACTION D'USAGERS APRÈS L'ÉCLATEMENT DU GROUPE AIGLES

De notre correspondant

Grenoble. — L'association des usagers de la presse régionale et locale, Interpeller la presse, créée à Grenoble en 1972 à l'initiative d'enseignants, de syndicalistes, d'étudiants et de diverses personnalités politiques du département de l'Isère, affirme dans un communiqué sa satisfaction depuis le rétablissement de la pluralité au sein de la presse régionale, la séparation définitive intervenue entre *le Dauphiné libéré* et *le Progrès*.

« *Notre association s'est suffisamment battue contre ce monopole pour se féliciter de cet événement. La pluralité des titres ne suffit certes pas à garantir la diversité de l'information, mais les premiers numéros des journaux séparés montrent que l'on peut espérer maintenant une plus grande richesse et une meilleure qualité de l'information dans la région. Souhaitons que ce changement ne se fasse pas au détriment des différentes catégories des travailleurs concernés* », précise l'association, qui avait dénoncé, notamment entre 1972 et 1974, l' « incompréhension » dont faisait preuve *le Dauphiné libéré* pour tous les problèmes du monde universitaire. — C.F.

LETTRES

ESSAYISTE ET TRADUCTEUR

Yoshihiko Hanawa est mort

L'essayiste japonais Yoshihiko Hanawa vient de mourir. Avec lui disparaît un très grand intellectuel qui a beaucoup contribué à faire connaître dans son pays les courants de pensée étrangers et notamment français.

De notre correspondant

Tokyo. — Yoshihiko Hanawa, rédacteur en chef de la revue littéraire *Umi (la Mer)*, est mort le 25 janvier des suites d'une longue maladie. Il venait d'avoir quarante-cinq ans. Il avait collaboré à la revue *Esprit*, au *Nouvel Observateur*, fait un stage au *Monde* et était sans doute, au Japon, l'un des plus sensibles aux courants de la littérature française contemporaine, dont il contribua à faire publier dans son pays bien des auteurs. Ce qui ne l'empêchait pas, avec un esprit de synthèse peu commun, de connaître admirablement les arcanes de sa propre littérature.

Il avait lu, allait lire ou de toute façon avait entendu parler de tout livre marquant publié, ici ou là, à travers le monde. Aux éditions Chuokoron, où il entra après des études à la prestigieuse université de Tokyo, il a grandement contribué, d'abord à la rédaction en chef de la revue *Chuokoron* puis à la tête d'*Umi*, à internationaliser les publications de cette maison et à faire connaître au Japon des courants de pensée étrangers, qu'ils soient profonds ou éphémères — dernièrement les « *nouveaux philosophes* ». Lui-même écrivit peu. Sa passion était de faire connaître. Il a traduit *Le temps qui reste*, de Jean Daniel, pour lequel il avait une grande estime, il a aidé Jean-Marie Domenach à concevoir un numéro d'*Esprit* sur le Japon. Il devait prochainement contribuer à un ensemble sur la littérature japonaise dans *le Monde des livres* et tenait à faire connaître en France l'écrivain Ibuse (1) qui, à son avis, méritait le prix Nobel.

A l'opposé de l'image de l'intellectuel nippon diaphane et souffreteux Yoshihiko Hanawa vivait d'impatience. La vie, pour lui, c'était le mouvement. Ce témoin — il le fut en 1968 à Paris — était attentif à toutes les cassures. Et, pourtant, cet homme pressé était aussi d'une disponibilité et d'une générosité rares. Envers ses amis, bien sûr, les personnalités françaises de passage — il fut notamment à l'origine d'une correspondance entre Michel Foucault et le philosophe essayiste japonais Yoshimoto, — mais aussi l'anonyme voyageur qui se recommandait d'une vague relation.
sence de cet inlassable guetteur de tout ce qui frémit se fera sentir dans le monde littéraire japonais et laissera un sentiment de vide chez tous ceux à qui il savait faire partager ses découvertes.

(1) Masuji Ibuse est notamment l'auteur de *la Pluie noire*.

régions

LA POLITIQUE NUCLÉAIRE ET SES CONSÉQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Basse-Normandie

Après les fuites à l'usine de La Hague les socialistes de la Manche veulent porter plainte contre la COGEMA

De notre correspondant

Cherbourg. — *Après que le préfet de la Manche se fut directement adressé à la C.F.D.T. et aux maires du canton de Beaumont-Hague* « afin de remettre sereinement les choses au point » *dans l'affaire des fuites radioctives à l'usine de La Hague, la manifestation non violente organisée dans la soirée du vendredi 25 janvier par les mouvements antinucléaires (la C.F.D.T., la FEN et le P.S.) n'a pas eu l'ampleur des précédentes, malgré la présence des écologistes de* Green Peace.

Le cargo chargé de combustibles irradiés en provenance du Japon s'est en effet rendu directement dans le port anglais de Barrow-in-Furness. La contestation a pris toutefois un tour plus que jamais politique avec le voyage à Cherbourg du nouveau responsable des problèmes énergétiques du P.S., M. Paul Quilès.

Deux décisions ont été arrêtées par les militants du P.S. qui participaient avec les maires socialistes de l'agglomération à une séance de travail autour de M. Quilès.

Les socialistes entendent porter plainte contre la direction de la COGEMA (1) pour pollution de l'environnement, à la suite des fuites récemment constatées sur la canalisation de rejet des eaux résiduaires de l'usine de La Hague. Deuxième décision : réclamer la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la politique de retraitement des combustibles irradiés en France.

Le responsable des problèmes énergétiques du P.S. a également annoncé que son parti souhaitait mettre « unilatéralement » en application sa proposition de loi du 23 juin 1978 sur l'information en matière nucléaire. Autrement dit, et cela rejoint une proposition faite au plan local par M. Louis Darinot, député et maire de Cherbourg, le P.S., faute d'une réponse des partis de la majorité, va étudier les conditions dans lesquelles il pourrait faire fonctionner lui-même une agence nationale (avec des relais régionaux) composée de représentants des personnels de l'énergie atomique et d'associations de défense de l'environnement siégeant aux côtés des élus.

Pour ce qui est de la situation particulière de La Hague, les socialistes se disent inquiets, et estiment que si la France a raison de retraiter les combustibles, le problème de l'extension de l'usine ne doit pas se poser, car le nucléaire doit être considéré comme une énergie de « bouclage ». « *Il faut tout faire pour minimiser le programme. Nous sommes opposés à l'extension tant que les problèmes qui se posent à La Hague n'auront pas été réglés* », a ajouté M. Quilès.

Immédiatement après cette réunion, une manifestation a réuni, à l'appel d'un collectif d'une dizaine d'organisations, les militants antinucléaires et leurs familles, environ mille cinq cents personnes, selon les organisateurs (cinq cents de source officielle).

RENÉ MOIRAND.

(1) Compagnie générale de matières nucléaires.

Centre

Deux nouvelles tranches de 900 mégawatts pour la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux

La Loire en « sur-radioactivité »

De notre correspondante

Blois. — Le troisième réacteur de 900 mégawatts de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) fournira ses premiers kilowatts-heures au début de 1981. Ses deux « frères aînés », des réacteurs de la filière française graphite-gaz de 500 mégawatts, fonctionnent sur le même site depuis dix ans. Jusqu'à présent les associations et les partis politiques n'avaient guère livré bataille contre les éventuelles conséquences de la radioactivité. Seuls les agriculteurs des communes voisines se sont inquiétés lorsque E.D.F. a annoncé que des tours de refroidissement accompagneraient les deux nouveaux réacteurs qu'elle est en train de construire sur le site. Pour le reste on s'en était tenu jusqu'ici à des indignations esthétiques : les cheminées de Saint-Laurent sont en effet visibles depuis les célèbres toits du château de Chambord.

Mais cette fois-ci de nombreuses voix s'élèvent dans le Loir-et-Cher et le Loiret pour dénoncer le danger des rejets radioactifs des deux nouveaux réacteurs (car un quatrième est aussi projeté) de la filière américaine, dite P.W.R. En effet, conformément à la procédure habituelle, E.D.F. a déposé une demande d'autorisation de rejets radioactifs et une enquête publique a été ouverte, qui s'est terminée le 23 janvier.

E.D.F. demande la permission de rejeter chaque année 2 820 curies d'effluents liquides et 76 000 curies d'effluents gazeux, soit huit fois plus que ce qui est rejeté actuellement par les deux premiers réacteurs.

Parti socialiste, P.S.U., C.F.D.T., Confédération syndicale du cadre de vie, JOC se sont retrouvés aux côtés de la Société d'études et de protection de la nature en Loir-et-Cher et de différents mouvements écologistes, pour manifester leur inquiétude. D'autre part, la municipalité d'Avaray, commune dont certaines maisons sont situées à 500 mètres de la centrale, a demandé un supplément d'information à E.D.F.

Deux réunions se sont déroulées ces derniers jours. A Tavers (Loiret), le comité pour l'information nucléaire de la région de Saint-Laurent a demandé la création d'une commission de contrôle composée de représentants des associations de protection de l'environnement, des maires et des conseillers généraux concernés ainsi que de personnalités scientifiques indépendantes. « *A quoi sert une enquête publique*, a demandé un participant *puisqu'il n'est plus possible de revenir en arrière. La centrale ne peut pas fonctionner sans ces rejets.* »

Une réunion similaire s'est déroulée à Blois, à laquelle assistaient près de trois cents personnes et notamment M. Michel Eimer, conseiller général (P.S.) du Loir-et-Cher. Les organisateurs de la réunion ont décidé de constituer un « Groupe de coordination pour l'information et la sécurité de l'énergie nucléaire ». Ils demandent, eux aussi, la création d'une commission de surveillance de la centrale. Cette levée de bouclier surprend à la fois les autorités et les techniciens de E.D.F. Saint-Laurent. la centrale « sans histoire » va-t-elle devenir à son tour un objet de contestation ?

BEATRICE HOUCHARD.

RÉFÉRENDUM A AVOINE LA PLUS ANCIENNE « CITÉ ATOMIQUE »

(De notre correspondant.)

Tours. — Avoine, commune de mille trois cents habitants, située à quelques kilomètres de Chinon (Indre-et-Loire), se vante depuis une vingtaine d'années d'être la plus ancienne « cité nucléaire » de France.

C'est dès 1957 qu'avaient commencé les travaux d'E.D.F. 1, qui divergea en 1963. Pas de protestations. La centrale a permis à la commune d'accumuler d'importantes ressources fiscales, ce qui lui a fait mériter le surnom de « Koweït de l'Indre-et-Loire).

Avoine ne manque de rien. L'équipement municipal est de premier ordre, et l'obligation faite par E.D.F. à ses agents de se loger, pour prouver qu'aucun danger n'existe, à moins de 5 kilomètres des réacteurs, a fait venir ici une population nouvelle et jeune.

Le doute, pourtant, a gagné les habitants avec l'annonce de l'autorisation de construire deux nouvelles tranches, B 3 et B 4. « *Ça va faire beaucoup* », dit-on aux alentours du site.

La municipalité veut en avoir le cœur net et a décidé, la semaine dernière, de consulter les huit cent cinquante électeurs de la commune par référendum. Question : Etes-vous pour ou contre l'extension des installations nucléaires ? Les nuisances redoutées par les riverains de la centrale sont celles que craignent tous ceux qui doivent vivre près des grands ensembles industriels : circulation intense, bruit, vapeur des refroidisseurs géants, multiplication dans les champs de pylônes porteurs de lignes à haute tension, baisse de la valeur des propriétés.

Le dépouillement du référendum s'effectuera à la fin de janvier, avant le début de l'enquête d'utilité publique.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

LA SPÉCULATION FONCIÈRE SUR LE LITTORAL

Les propriétés achetées par des étrangers représentent des transactions de 850 millions de francs

Selon des indications recueillies auprès de la direction générale des impôts, deux mille quatre cent soixante-sept acquisitions d'immeubles (villas, châteaux, terrains agricoles, étangs ou bois) ont été effectuées par des étrangers dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur en 1978, soit deux fois plus que l'année précédente. Les chiffres de 1979 confirment la tendance, qui démontre à quel point est florissante la spéculation foncière sur la Côte d'Azur.

Les Belges et les Italiens sont désormais plus nombreux que les Iraniens à acheter des biens immobiliers de grande valeur, dans cette région où les transactions portent annuellement sur quelque 850 millions de francs.

On sait que le marché immobilier est très actif sur le littoral méditerranéen, notamment sur la Côte d'Azur. On sait aussi que cette fièvre permet à certaines personnes d'effectuer des opérations foncières et immobilières très profitables : d'autant plus profitables que la rareté des terrains disponibles s'accentue d'année en année. Ce que l'on sait moins en revanche c'est à quel point le rôle des acheteurs étrangers (personnes physiques ou sociétés) est essentiel dans ces transactions et cette spéculation, non tant par le nombre absolu des acquisitions que par l'importance des biens achetés, leur prix et l'effet psychologique qu'elles ont sur la population locale.

Selon le document élaboré à la demande du gouvernement par l'Organisation régionale d'étude pour l'aménagement (OREAM) à Marseille, à partir de données recueillies auprès de la direction générale des impôts, au cours des six dernières années, un millier d'acquisitions d'immeubles (terrains, habitations, châteaux, terres de culture, bois ou étangs) ont été effectuées en moyenne chaque année par des étrangers dans la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les Alpes-Maritimes et le Var tiennent le haut du pavé. Ce rythme d'acquisitions tend d'ailleurs à s'accélérer : 1 096 en 1977, 2 467 en 1978, et l'année 1979 devrait faire apparaître un chiffre comparable.

Si le prix moyen était de 184 000 F il y a six ans, il a atteint 346 000 F en 1978. Enfin, toujours selon les services fiscaux, tandis qu'en 1977 sur cent acheteurs étrangers dix - huit étaient des Iraniens, en 1978, vingt-deux sont des Belges, dix-sept des Néerlandais, onze des Allemands, onze des Italiens et six des Iraniens. Dans les statistiques des premiers mois de 1979, les Belges arrivent encore en tête.

Les placements fonciers des ressortissants étrangers dans la région portent sur des sommes considérables. Entre 1977 et 1978, le nombre des acquisitions d'un acquisition de 12 millions de francs a doublé. Au premier semestre 1979, on en recense soixante, dont cinquante - deux dans les Alpes-Maritimes. Pour les grosses opérations, les Néerlandais sont les plus nombreux, suivis des Iraniens et des Allemands de l'Ouest, mais, dans la période la plus récente, on note l'apparition de plus en plus fréquente d'acheteurs allemands et suisses, mais aussi de personnes domiciliées au Liechtenstein et à Panama, ce qui montre à quel point la législation des « paradis fiscaux » peut alimenter, à l'intérieur même des frontières françaises, une spéculation foncière galopante que le gouvernement tente, avec plus ou moins de volonté, d'enrayer.

En 1978, un Néerlandais a acquis une propriété pour 23 millions de francs dans les Bouches - du - Rhône, tandis que deux Panaméens acquéraient des biens pour 5,23 et 4,5 millions de francs.

Au total, selon le fisc, deux mille quatre cent soixante-sept acquisitions ont été dénombrées en 1978 dans les six départements de la région, ce qui représente un volume de transactions de 853 millions de francs, dont 638 millions dans les Alpes-Maritimes et 173 dans le Var. Par rapport à 1976, la progression est réellement « foudroyante », puisque les chiffres étaient respectivement à cette époque de cinq cent quatre-vingt-cinq acquisitions, 194 millions de francs de transactions, dont 177 dans les Alpes-Maritimes et 13 dans le Var. La spéculation — dont au demeurant il serait injuste de faire porter toute la responsabilité sur les capitaux étrangers — n'a jamais été aussi florissante sur la Côte d'Azur.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Ile-de-France

AU CONSEIL DE PARIS

● Remboursement de la carte orange pour les chômeurs
● Un autre cours central à Roland-Garros

Le remboursement de la carte orange aux chômeurs, la stabilité du sous-sol de la butte Montmartre, l'extension du marché aux puces de la porte de Montreuil, le plan de circulation de la capitale, les travaux du stade Roland-Garros et la restauration du grand orgue de l'église Saint-Eustache seront à l'ordre du jour des travaux du Conseil de Paris du 28 janvier, a annoncé, vendredi, M. Jacques Chirac.

● *Carte orange.* — Le maire de Paris a indiqué que, à condition que les élus de Paris le décident, les coupons périmés de la carte orange seront remboursés aux chômeurs résidant depuis au moins trois ans à Paris, dont l'indemnisation versée par les ASSEDIC au cours du mois considéré n'excède pas 1 500 F et qui ne totalisent pas moins de trente jours de chômage au cours de cette période.

Le remboursement sera effectué par les bureaux d'aide sociale en place dans chaque mairie annexe d'arrondissement.

Un crédit de 25 millions sera inscrit au budget pour faire face à cette dépense.

Le groupe socialiste de l'Hôtel de Ville approuve sur le fond cetet initiative. Mais M. Georges Sarre (P.S.), président de ce groupe, a estimé vendredi en fin de journée « *qu'il fallait aller plus loin* ». Il demandera, lundi, que le plafond de l'idemnisation soit relevé de 1 500 à 2 200 francs, que les bénéficiaires résident seulement depuis dix-huit mois dans la capitale et surtout que ce remboursement de la carte orange soit effectué avant même l'inscription du chômeur à l'ASSEDIC. « *C'est-à-dire*, précise M. Sarre, *dès qu'un licenciement intervient ou dès qu'un garçon sortant de l'école est chômeur.* »

● *Butte Montmartre.* — A la suite de l'étude du bureau de recherches géologiques et minières sur la stabilité du sous-sol de la butte Montmartre (*le Monde* du 12 janvier), il a été décidé en premier lieu de consolider les vides souterrains qui se trouvent sous certaines artères contenues dans un périmètre délimité par les rues Gabrielle, Foyatier, des Abbesses et Tholéré, ainsi que la partie est de la rue Lamarck et l'avenue Junot.

● *Extension du marché aux puces de la porte de Montreuil.* — Le marché aux puces se tient actuellement sur deux emplacements séparés par un terre-plein. La mairie de Paris a décidé d'affecter ce terre-plein à des commerçants titulaires d'une carte des marchés délivrée par les services municipaux. Le nombre total des emplacements sera alors porté de trois cent soixante-huit à trois cent quatre-vingt-dix-huit.

● *La rue de Levis piétonne.* — La rue de Levis, dans le dix-septième arrondissement, près de la place des Ternes, sera réservée aux piétons dès l'automne prochain.

● *Trois vespasiennes Decaux.* — La Ville de Paris va procéder à un essai de quatre mois de vespasiennes à entretien automatique, mises au point par la société Jean-Claude Decaux. Ces trois édicules seront installés dans le quartier du Centre Georges-Pompidou.

● *Plan de circulation.* — Un crédit de 25 millions de francs sera accordé en 1980 à la mise en œuvre du plan de circulation du centre de la capitale (*le Monde* du 22 janvier). De nouvelles études seront également lancées dans le secteur du Front-de-Seine, dans le seizième arrondissement, et à l'est de la capitale.

● *Stade Roland-Garros.* — D'importants travaux vont être réalisés sur le stade Roland-Garros. Le coût de ces travaux est estimé à 20 millions de francs, financés en partie par des emprunts garantis par la Ville de Paris. Ces travaux comporteront notamment l'agrandissement du cours central, la construction d'un second cours central, la création de trois cours couverts et l'aménagement de trois cours réservés aux scolaires. — J. P.

Limousin

M. GUY CHAMBON EST ÉLU PRÉSIDENT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

De notre correspondant

Limoges. — Le Comité économique et social du Limousin a élu le 24 janvier à la présidence M. Guy Chambon, doyen honoraire de la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges. M. Chambon a obtenu trente-deux voix contre six à M. Gaumer, président de la SAFER. Il succède à M. Roger Roncier, président de la chambre de commerce et d'industrie de Brive, qui est aussi le doyen d'âge, et qui n'avait pas fait acte de candidature.

SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE

Les championnats d'Europe à Göteborg

Göteborg. — *Les habitants de Göteborg étaient conviés au bal vendredi 25 janvier. Non pas dans les cabarets dansants de la « Belle avenue », mais dans l'immense Scandinavium où se disputait l'épreuve de danse des championnats d'Europe de patinage artistique. Dernière inscrite au programme des championnats du monde (depuis 1952), puis des Jeux olympiques (1976), la danse n'a pas tardé à devenir l'épreuve préférée du grand public.*

La beauté du diable

De notre envoyé spécial

Qui pourrait résister, il est vrai, au charme d'Irina Moïsseeva, un ancien élève du Bolchoï, et de Natalia Linichuk interprétant une valse de Vienne avec le romantisme des contemporaines de Sissi, ou un air de disco avec le sens du rythme des partenaires de John Travolta ?

On peut certes trouver discutables les critères qui président à la présélection des couples de patineurs pour les épreuves de danse. L'entraîneur choisit parmi les jeunes garçons et filles qui lui sont confiés ceux qui, par leur silhouette longiligne, leur élégance naturelle et leur sens du rythme, se « marieront » le mieux. Le futur couple doit d'abord pouvoir flatter l'œil du jury et du public.

Comme la préparation de ce couple demandera des années à raison de plusieurs heures d'entraînement par jour, les jeunes partenaires doivent avoir des affinités. La réussite d'un couple de danseurs passe par une grande complicité qui se manifeste à chaque instant. Faut-il s'étonner alors que les couples de danse sur glace qui ont le mieux réussi, comme les Soviétiques Ludmila Pakhomovoa et Alexandre Gorchkov, premiers champions olympiques en 1976, Irina Moïsseeva et Andrei Minenkov, leurs dauphins aux Jeux de Montréal, champions du monde en 1975 et 1977, ou Natalia Linichuk et Gennadi Karponossov, champions du monde depuis 1978, soient aussi devenus mari et femme dans la vie ?

Plus peut-être qu'une compétition sportive, l'épreuve de danse en patinage artistique s'apparente à une merveilleuse chanson de geste composée sur des airs à succès, où seul un mouvement imparfaitement exécuté pourrait rompre le charme qui envahit le spectateur. Aucun risque de ce côté-là avec les champions d'Europe Natalia Linichuk et Gennadi Karponossov qui poussent la parfaite synchronisation des gestes jusqu'à la convergence des regards. Ni pour leurs seconds, les Hongrois Christina Regoczy et Andras Sallay, âgés de vingt-cinq ans, et qui dansent ensemble quotidiennement depuis treize années.

Pourtant, le public gardera toujours les yeux de Chimène pour Irina Moïsseeva et Andrei Minenkov, encore une fois relégués au troisième rang des championnats d'Europe. Dès leurs premières apparitions en compétition, ils provoquèrent une révolution par leur recherche chorégraphique proche des ballets, l'abandon du folklore pour des rythmes modernes et leur sensualité. C'était trop à la fois pour une fédération sportive traditionnellement conservatrice. Officiellement, ils violaient les règlements. Officieusement, on leur reprochait quelques attitudes trop érotiques. Pas question de transformer les shows sur glace en *live-shows*. La beauté du diable sera toujours suspecte...

GÉRARD ALBOUY.

RÉSULTATS
DANSE SUR GLACE

1. Natalia Linichuk - Gennadi Karponossov (U.R.S.S.), 205,50 points ; 2. Christina Regoczy-Andras Sallay (Hongrie), 199,93 ; 3. Irina Moïsseeva-Andrei Minenkov (U.R.S.S.), 200,62 ; 4. Jayne Torvill-Christopher Dean (G.-B.) 198,26 ; 5. Liliane Rehakova-Stanislas Drastich (Tchécoslovaquie), 194,32 ; (...) 11. Natalie Hervé - Pierre Béchu (France), 165,88, etc.

Jeux olympiques

LA POSITION DE LA FÉDÉRATION ÉQUESTRE FRANÇAISE

« *Les cavaliers français participeront-ils ou non aux jeux de Moscou ? En tant qu'organisme affilié au Comité national olympique et sportif français, il est du devoir de la Fédération de se conformer à ses décisions. Dans l'hypothèse où le comité s'abstiendrait d'envoyer nos athlètes en U.R.S.S., nos cravaches, sans sourciller, s'aligneraient. La Fédération équestre française est disciplinée.* »

Ainsi s'est exprimé, jeudi 24 janvier, M. Christian Legrez, président de la Fédération. Le responsable des sports équestres a ajouté que si la participation française aux Jeux était confirmée, la plus grande liberté serait laissée aux cavaliers qui, par conviction personnelle, renonceraient tout à la fois au voyage et à leur sélection. Toutefois, la politique et ses incessants tourbillons laissent de marbre nos cavaliers de sauts d'obstacles, taraudés par une seule ambition : triompher, peu importe le lieu.

Après une brève allusion au « complet », pour noter que dans ce domaine la forme des pensionnaires de Saumur est des plus satisfaisantes, le président Legrez a parlé du dressage, spécialité qui, en France, comporte de graves lacunes malgré des progrès estimables. Il a adressé en passant un coup de chapeau avec force moulinets à l'école allemande : « *Encore une fois*, a-t-il recommandé, *voyons travailler de près les écuyers d'outre-Rhin en haute école, prenons-en de la graine, car c'est eux qui dominent la discipline, eux qui ont su le mieux interpréter les Jeux olympiques.* — R. M.

● *Le comité national olympique* polonais a répondu favorablement à l'invitation des organisateurs soviétiques et participera donc aux Jeux olympiques de Moscou. Dans une déclaration publiée par l'agence de presse polonaise PAP, le mouvement olympique polonais a exprimé son « *indignation* » face aux « *menées de certains milieux occidentaux* » tendant à boycotter les Jeux de Moscou.

ESCRIME. — *L'Allemand de l'Ouest Harald Hein s'est attribué définitivement le cinquième challenge Martini au fleuret en battant, vendredi 25 janvier à Paris, le Français Bernard Talvard et l'Italien Andrea Borella.*

HANDBALL. — *L'équipe de France masculine a battu, vendredi 25 janvier à Montbrison (Loire), l'Italie par 26 buts à 17.*

هكذا من الأصل

Provence-Alpes-Côte-d'Az…

Les propriétés achetées par des étr… représentent des transactions de 850 millions de francs

Ile-de-France

Le Monde

économie

SOCIAL

DEUX MOIS APRÈS LA REPRISE DU TRAVAIL

La situation est loin d'être redevenue normale à l'usine Alsthom de Belfort

Organisées deux mois après la reprise du travail, *les élections professionnelles à l'usine* Alsthom de Belfort — qui auraient dû avoir lieu à la fin de 1979 s'il n'y avait pas eu ce conflit de huit semaines — ont été marquées par une nette progression de la C.G.C. dans le second collège, au détriment de la C.F.D.T. Cette dernière compense cet échec dans le premier collège, où elle ravit des points à la C.G.T., qui reste cependant majoritaire (lire les résultats ci-dessous).

Cependant, comme l'indique notre correspondant, tout n'est pas redevenu « normal », loin de là, dans l'établissement belfortain, où il y a un million d'heures de travail à rattraper et où les commandes semblent affluer de nouveau. La concertation préconisée par les pouvoirs publics connaît encore de sérieux « ratés ».

De notre correspondant

Belfort. — L'usine Alsthom-Belfort vient de retrouver le niveau de productivité d'avant la « grève du centenaire », qui l'a paralysé du 27 septembre au 26 novembre 1979. En décembre, les choses sont allées cahin-caha. De débrayages en rédactions collectives de cahiers revendicatifs, la production *n'a pas dépassé* 50 % de la normale. Aux huit cent mille heures perdues pendant le conflit, s'est sont ajoutées deux cent mille autres, soit un million d'heures à rattraper.

Comment ? La direction de l'usine a imposé à ses cadres de venir travailler le samedi matin et leur a versé de 85 % à 100 % des salaires « retenus » pendant le conflit. « *Mesure de division* », ont protesté les syndicalistes. Quelques cadres ont renvoyé l'enveloppe, d'autres l'ont adressée au « comité de soutien » (qui continue à recevoir des subsides provenant des collectes effectuées dans différentes usines). Les agents de maîtrise ont touché une « *prime exceptionnelle* » de 500 F à 1 200 F à la fin de l'année.

Quant à la masse des salariés (l'usine emploie sept mille cinq cents personnes), la direction leur a assuré qu'en venant travailler le samedi matin ils rattraperaient les salaires perdus : moins de 13 % des ouvriers viennent pointer le sixième jour de la semaine. Moins que ceux qui faisaient des heures supplémentaires avant le conflit !

Les syndicats ouvriers sont opposés à ce rattrapage de la grève. La C.G.C., pour sa part, n'admet pas que ces heures *supplémentaires soient payées* au taux horaire normal. Une action en justice est du reste ouverte pour contester l'application faite par la direction d'un décret Daladier de 1938 (qui permet, dans certaines conditions, les rattrapages d'heures perdues).

Et puis, il y a les recommandations du ministre du travail. « *La direction et les représentants du personnel sont invités à mettre en œuvre les moyens d'améliorer la concertation dans l'établissement* », préconisait M. Matteoli le 21 novembre. Or, le 15 janvier, les syndicalistes quittaient le comité d'établissement pour se rendre à la préfecture et demander l'arbitrage *des pouvoirs publics*. Etaient en cause : toujours la question du travail du samedi et surtout la décision unilatérale de la direction de fermer l'usine au mois de juillet et d'imposer les congés payés à cette date. « *La direction d'Alsthom-Belfort n'a rien compris* », écrivaient la C.G.T., la C.F.D.T. et la C.G.C. au P.-D.G., M Schulz. Deux jours plus tard, un des adjoints de M. Schulz se contentait d'écouter *les doléances des syndicalistes*. Ce qui fait dire à M. Pierre Bey, responsable local de la C.G.C. : « *Les relations qui existent actuellement entre la direction et le personnel restent du type colonialiste. Nous sommes les nègres blancs du Territoire de Belfort.* »

Commandes en flèche

Le mois de janvier est traditionnellement important dans la vie sociale du groupe Alsthom-Atlantique : les cadres reçoivent leurs augmentations de salaires annuelles et le reste du personnel les promotions semestrielles. Celles-ci avaient été relevées en juillet dernier pour le seul établissement de Belfort. Elles représentaient 0,9 % de la masse salariale (au lieu de 0,6 % pour les autres usines du groupe) pour les ouvriers et 1,2 % (au lieu de 0,8 %) pour les « mensuels ». Ces deux chiffres ont été reconduits il y a quelques jours. Calculées sur douze mois, les promotions représentent une dépense globale de 5 millions de francs. Pourtant, les syndicalistes ne s'en montrent guère satisfaits et revendiquent toujours un réajustement des salaires et classifications.

Quant aux augmentations de traitement accordées aux cadres, elles ont varié dans une « fourchette » de 9 % à 16 %. La C.G.C. a « *déploré avec amertume* » le fait que, dans certains secteurs, elles aient été modulées en fonction du « *comportement individuel pendant la grève* ».

Ouvrier ou mensuel, chacun fait ses comptes et les compare avec ceux de l'établissement. Le personnel a assez entendu dire que la « *grève du centenaire* » aurait des conséquences incalculables *sur* le plan de charges d'Alsthom pour ne pas considérer avec intérêt les commandes enregistrées par l'usine belfortaine depuis juillet 1979.

Celles-ci représentent, pour la division « gros matériel électromécanique » (de loin la plus importante de l'usine), quelque 5 milliards de francs, soit deux ans de production. Sur les 5 milliards, les commandes d'E.D.F. représentent à elles seules 3 milliards de francs. L'activité de la division « traction » est aussi florissante, et, de plus, l'usine a décroché une commande de sous-traitance pour la fabrication d'aubages de turboréacteurs, qui équiperont, entre autres, la nouvelle version du Boeing-707.

Il n'en fallait pas tant pour que les syndicalistes réclament un plan d'embauche et de meilleures rémunérations. Ils s'estiment « *renforcés dans leur appréciation sur l'avenir relativement favorable de leur société* ». La direction de Belfort, elle, s'abstient de toute déclaration à ce propos (1).

PATRICE MALINA.

(1) La direction générale d'Alsthom-Atlantique avait publié, le 21 novembre, un communiqué qui acceptait les propositions du ministre du travail, mais ajoutait : « *Les mesures recommandées ainsi que les conséquences qui en résulteront vont au-delà de ce qu'elle* [la direction] *estime possible d'accepter pour préserver l'équilibre d'exploitation de la société et l'emploi futur.* »

NETTE PROGRESSION DE LA C.G.C. AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Les élections professionnelles qui ont eu lieu le 24 janvier à l'usine Alsthom de Belfort ont connu une participation importante : 78,50 % (contre 74,34 % en 1978) dans le premier collège, et 62,10 % (54,51 %) dans le second.

La C.G.C., qui avait joué un rôle moteur lors du conflit d'octobre-*novembre 1979, sort vainqueur du* scrutin, doublant ses voix dans le second collège (employés, techniciens et cadres) au détriment de la C.F.D.T., qui perd dix points. Elle se place ainsi en deuxième position devant la C.G.T.

Dans le premier collège (ouvriers), la C.G.T. perd quatre points au profit de la C.F.D.T., qui en gagne près de cinq. F.O. *progresse de 3 points, récupérant,* semble-t-il, les voix de la C.F.T.C., absente cette fois-ci du scrutin.

Le cumul des suffrages des deux collèges fait ressortir pour la C.G.T. une perte de 103 voix, tandis que la C.G.C. progresse de 216 voix, F.O. de 185 voix et la C.F.D.T. de 86 voix.

RÉSULTATS

Entre parenthèses sont indiqués les pourcentages des élections professionnelles de 1978 :

Premier collège (ouvriers). — Inscrits, 4 749 ; exprimés, 3 452. Ont obtenu (moyenne de liste) : C.G.T., 1 739 voix, soit 50,39 % (54,45) ; C.F.D.T., 1 254, 36,32 % (31,40) ; F.O., 446, 12,92 % (9,92).

Deuxième collège (employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres). — Inscrits, 2 352 ; exprimés, 1 376. Ont obtenu : C.F.D.T., 553 voix, soit 40,31 % (50,51) ; C.G.C., 398, 28,92 % (14,18) ; C.G.T., 343, 25,03 % (24,82) ; F.O., 79, 5,74 % (non présente au scrutin de 1978).

CORRESPONDANCE

Une nouvelle politique sociale pour la société Mavilor

M. Pierre Berthier, président-directeur général de la société Mavilor, de Rive-de-Gier (Loire), nous a envoyé la lettre suivante, après le long conflit qui a eu lieu dans cette entreprise.

Le conflit a pris naissance en novembre dernier sur des revendications dont la réalisation aurait représenté une charge financière insupportable pour l'entreprise. Son personnel en a été informé dès l'origine. Le conflit s'est terminé par un accord sur la politique salariale que nous avions annoncée au personnel dès le mois d'octobre.

Nous pratiquerons en 1980 des hausses de salaires au rythme de la hausse du coût de la vie, mesurée par l'indice INSEE. L'horaire de travail qui est actuellement de quarante-deux heures par semaine ne sera pas réduit cette année. La seule concession importante que *nous* ayons faite porte sur la levée des sanctions prises pendant le conflit. Celles-ci étaient justifiées par des fautes graves, violences personnelles, actions illégales, entraves à la liberté du travail. Elles avaient toutes été constatées par huissier. Nous avons cependant accepté d'abandonner les sanctions en contrepartie de l'engagement écrit des organisations C.G.T. et C.F.D.T. de condamner ces principes. Cet engagement fait partie intégrante de l'accord final, accord *qui* a ainsi mis fin au long et dur conflit et qui permet d'envisager avec confiance l'avenir de Mavilor. L'ensemble du personnel est maintenant *conscient* des contraintes de l'entreprise.

D'autre part, l'accord final a défini les modalités d'une nouvelle politique sociale, à base de responsabilité, communication et concertation.

⁂

D'autre part, la section P.S. de L'Horme (Loire), tient à préciser que M. Escot, maire de cette commune n'est nullement apparenté au groupe socialiste, comme *le Monde* du 4 janvier le laisse croire. Il a été élu sur une liste sans étiquette.

Avant la rencontre du 29 janvier

La C.G.T. accentue ses critiques à l'égard de la C.F.D.T.

« *La C.G.T. veut parler haut, frapper fort et vite* », ont déclaré les dirigeants de la centrale syndicale en commentant le vendredi 25 janvier, devant la presse, les décisions prises, la veille, par leur conseil confédéral national. Si le gouvernement et le patronat ont été, une fois de plus, cloués au pilori, la C.F.D.T. n'a pas été épargnée. « *De plus en plus*, a dit M. Lomet, secrétaire confédéral, *elle accepte le consensus voulu par le pouvoir* ».

« *Les jugements de la C.F.D.T. sur la C.G.T.*, a dit M. Séguy, *portent de plus en plus sur des questions politiques, telles que l'Afghanistan. Nos critiques, au contraire, visent le comportement de la C.F.D.T. dans l'action.* »

En dépit de « *cette somme de divergences* » avec M. Maire, M. Séguy n'en maintient pas moins sa volonté unitaire et espère que la rencontre du 29 janvier entre la C.G.T. et la C.F.D.T. aboutira à un accord sur la relance de l'action.

La C.G.T., pour sa part, ne semble pas y mettre de « *préalable* » politique. De plus, à ses yeux, l'intervention soviétique en Afghanistan n'est pas la préoccupation dominante des travailleurs.

Aussi M. Lomet a-t-il consacré l'essentiel de son exposé au rappel des luttes en cours et aux *résultats obtenus*, actions dans lesquelles, selon lui, la C.G.T. est près de quatre fois plus présente que la C.F.D.T.

Et de conclure : « *Nous entendons veiller à ne pas transposer les luttes politiques de la gauche dans la C.G.T., ne pas en faire le champ clos d'affrontements. Nous ne voulons pas non plus, sous prétexte qu'il y a à gauche des divergences, des oppositions, ne pas prendre position, rester neutres. Ceux qui caressent l'espoir de neutraliser la C.G.T., de la ligoter, même partiellement, et de limiter sa capacité d'intervention se trompent lourdement. La C.G.T. mettra en œuvre son programme, ses décisions de congrès, ses orientations, quels que soient, par ailleurs, les prises de position, les sentiments de tel ou tel parti politique et organisation syndicale.* »

● *Les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T.* de la société Claude, rachetée par le groupe américain G.T.E.-Sylvania (nos dernières éditions du 26 janvier), ont rencontré le futur P.-D. G. de la firme, M. C.-A. Durocher. Dans un communiqué publié à l'issue de cet entretien, qui a porté sur le maintien de l'emploi, ils estiment « *positive* » la réponse obtenue.

ÉTRANGER

En Algérie

La réforme fiscale n'a pas donné les résultats escomptés

Alger. — *Le* Journal officiel *algérien vient de publier la loi de finances pour 1980, qui a fait l'objet en décembre de débats animés et ouverts devant l'Assemblée populaire nationale.*

Conformément aux orientations tracées par le président Chadli Bendjedid et approuvées par le comité central du F.L.N., le budget met l'accent sur la satisfaction des besoins immédiats des citoyens et tend à corriger le déséquilibre résultant de la mise en œuvre des deux derniers plans quadriennaux. Si l'augmentation des recettes pétrolières et la baisse des emprunts extérieurs ont permis d'améliorer la situation financière, la réforme de la fiscalité n'a pas donné les résultats escomptés.

De notre correspondant

Le budget général s'élève à 50,900 milliards de dinars (1) contre 36,770 milliards en 1979, soit un accroissement de 38,4 %. Les dépenses de fonctionnement, 27,78 milliards, augmentent, elles, de 35 %. Selon une tradition maintenant bien établie, la plus belle part est faite à l'éducation et à la formation, qui se voient *affecter* 6,82 *milliards de dinars*, soit le quart de crédits de fonctionnement. Certains députés ont toutefois jugé insuffisants, compte tenu des besoins, les crédits accordés à l'enseignement supérieur et déploré que la recherche scientifique ait été assez largement sacrifiée. Le budget de fonctionnement de la défense nationale s'élève à 2,7 milliards de dinars *contre 1,84 milliard (+ 46,7 %)*; mais diminue en pourcentage du total, se situant à 9,7 % contre 10,14 % en 1979.

Les dépenses d'équipement atteignent 23,12 milliards de dinars, en accroissement de 41,8 % *par rapport* à l'année précédente où elles représentaient 16,30 milliards. Plus de la moitié de ces crédits sont consacrés à quatre *secteurs prioritaires* : éducation et formation (5,12 milliards), hydraulique (2 milliards), habitat (2,35 milliards) et infrastructures économiques, sociales et administratives (3,90 milliards). L'effort consenti en faveur de l'hydraulique est particulièrement important, les sommes consacrées à ce domaine faisant plus que doubler par rapport à 1979 où elles s'étaient *élevées à 960 millions* de dinars.

Les recettes fiscales tirées de la vente des hydrocarbures devraient atteindre 31,75 milliards de dinars, soit 62 % des recettes de l'Etat, alors qu'elles n'en ont représenté, en 1979, que 53,4 % (19,69 milliards). L'évolution suscite quelques inquiétudes. Ces recettes, note ainsi l'hebdomadaire *Révolution africaine*, devraient être strictement réservées au développement ; mais leur accroissement a provoqué, à partir de 1975, un « boom » de la consommation des administrations. En 1980, le quart de leur total financera des dépenses de fonctionnement.

La réforme de la fiscalité ordinaire, notamment de l'impôt sur le revenu, réalisée en 1979, n'a pas eu les résultats escomptés : les recettes n'atteindront que 17,79 milliards de dinars (+ 13,7 % par rapport à 1979). Certains secteurs bénéficient d'exonérations ou d'allégements. La commission *des finances et du plan de l'*Assemblée a souligné, dans son rapport, que le secteur socialiste était loin de produire les recettes fiscales attendues de lui, alors qu'il a accaparé la presque totalité des investissements publics et devrait, en tant que moteur du développement, dégager des surplus pour assurer l'accumulation indispensable à la poursuite de l'effort. On en est loin, puisque les bénéfices pétroliers doivent contribuer de surcroît, à éponger — hors budget — les dettes de certaines *entreprises nationales. Celles-ci* s'élèveraient à quelques 4 milliards de dinars.

La situation financière s'améliore

Il y a certes là un problème préoccupant ; mais la forte augmentation *des prix du pétrole* et du gaz n'en a pas moins eu globalement un effet positif sur la situation financière de l'Algérie. *L'année 1979* marque en ce domaine un tournant : les recettes d'exportation d'hydrocarbures ont atteint 9,7 milliards de dollars au lieu de 6,2 milliards l'année précédente. Cette évolution favorable s'est accompagnée d'un effort de compression des dépenses. L'accent a été mis sur l'amélioration de la gestion et l'accroissement de la productivité afin de rentabiliser l'appareil de production mis en place entre 1970 et 1977.

Les importations de biens d'équipement ont ainsi connu un certain ralentissement, tandis que celles des biens de consommation étaient freinées. La balance commerciale a retrouvé un quasi-équilibre, oublié depuis longtemps, et, si le défit reste important dans le domaine des *services (5 à 6 milliards de dinars)*, il est de moitié inférieur à celui de 1978. Enfin, l'Algérie, qui s'était lourdement endettée ces dernières années, n'a consacré en 1979 que 21 % du montant de ses exportations au remboursement de ses emprunts au lieu des 24 % prévus. Ce pourcentage devrait baisser encore de trois points en 1980, d'autant plus que l'appel au crédit extérieur en 1979 a été plus faible que l'année précédente.

1980 sera sans doute une nouvelle année de « *pause* », avant la mise en route du prochain plan qui sera quinquennal et dont les grandes lignes devraient être adoptées lors d'un congrès du F.L.N. au début de l'été. Toutefois, pause ne signifie pas inactivité, ainsi qu'en *témoigne* la liste des investissements « *planifiés* », publiée au *Journal officiel* et qui s'ajoutent au concours du budget *en faveur de l'équipement*. Ils s'élèvent à 52 milliards de dinars, 6,5 % de plus qu'en 1979, mais 6,7 % de moins qu'en 1978. L'industrie se taille toujours la part du lion avec 36 milliards, alors que les crédits consacrés à l'agriculture n'augmentent que faiblement. Les accroissements les plus significatifs concernent les transports (+ 55 %), le stockage et la distribution (+ 47 %) et l'habitat (+ 20 %). Les crédits pour la pêche font un bond spectaculaire : ils sont multipliés par trois, *passant de 24 à 70 millions de* dinars.

DANIEL JUNQUA.

(1) 1 dinar = 1,20 F

La Chine emprunterait sur le marché international

(Suite de la première page.)

La *plupart* des *observateurs* pensaient jusqu'à présent que la Chine ne tenait guère à adhérer au F.M.I., à cause de la divulgation *nécessaire* de certains renseignements sur sa situation économique et financière. Le fait que Pékin souhaite procéder à des émissions de titres sur le marché des capitaux signifie-t-il que la position chinoise a évolué ? Pékin en tout cas attend des firmes japonaises que non seulement celles-ci gèrent ses émissions sur le marché nippon, mais également, *dans* un *deuxième temps*, qu'elles les placent à l'étranger, sans oublier la recherche des partenaires pour des opérations de *joint ventures*.

L'entrée prochaine de la Chine sur le marché international des capitaux ne fait que confirmer le changement radical de sa politique financière. Depuis qu'elle n'éprouve plus d'aversion pour les prêts étrangers, la Chine a emprunté en deux ans pour 30 milliards de dollars, estiment les banquiers. Autre fait symptomatique du changement : récemment, pour la première fois, la Chine a été le chef de file d'un consortium bancaire (où figurent la Chase Manhattan Asia Ltd et la Hongkong and Shanghai Banking Corporation) pour un prêt en dollars de Hongkong à une entreprise de la colonie. Même si le capital de l'emprunteur, China Cement, est à 20 % chinois, il reste que la Banque de Chine *paraît de plus en plus active dans* ce genre d'opérations. En juillet, une de ses filiales, China Development Finance, avait pris part à un syndicat bancaire rassemblé autour de la B.N.P.

La Banque de Chine a récemment ouvert un bureau de représentation au Luxembourg, qui ne paraît pas toutefois décidé à participer à des activités de cette *nature. Elle doit ouvrir une nou*velle représentation à Tokyo, en avril, puis deux autres à New-York et Paris, et entretient des relations avec neuf cents banques dans cent quarante pays.

PHILIPPE PONS.

TIERS-MONDE

Durcissement à la conférence de l'ONUDI

Le groupe des « 77 » demande que l'aide au développement atteigne 600 milliards de dollars dans les vingt prochaines années

New-Delhi (A.F.P.). — Les pays en développement du groupe des « 77 » réclament 600 milliards de dollars *aux nations industrialisées dans le* plan d'action qu'ils ont adopté le 25 janvier à la troisième conférence de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel). Ce plan, qui n'a pas été publié, reprend d'abord la proposition du président Castro de porter à 300 milliards de dollars « au moins » l'aide au développement *pour la troisième décennie du déve*loppement (1980-1990). Cette aide devrait être attribuée « *sous forme de ressources financières, de ressources matérielles et d'assistance technique au rythme minimal de 25 milliards de dollars pendant les premières années de la décennie* », précise le plan d'action.

Les « 77 » demandent en outre la constitution d'un « *fonds global Nord-Sud pour la promotion de l'industrialisation des pays en développement* » afin que leur part dans la production industrielle mondiale représente 25 % en l'an 2000, comme elle avait été fixée en 1975, à Lima, lors de la deuxième conférence de l'ONUDI. L'essentiel des ressources de ce fonds — 300 milliards de dollars d'ici la fin du siècle — devrait venir des nations non tiers. Toutefois les Etats du tiers-monde *disposant de liquidités financières en* excédent devraient y participer.

Le fonds devrait être administré et contrôlé par les pays en développement. Au moins un tiers des ressources du fonds devrainet être destinées aux pays, enclaves ou insulaires, et à ceux qui sont les plus défavorisés.

Les nations du tiers-monde *demandent aussi l'annulation* de la dette des pays les plus pauvres, la création d'un lien entre les allocations de droits de tirage spéciaux et l'assistance supplémentaire au développement, et la mise en œuvre du programme d'action pour la réforme fondamentale du système monétaire international qu'ils avaient adopté à Belgrade en septembre 1979.

En présentant une double revendication financière, qui revient à demander aux Etats industrialisés *45 milliards de dollars en moyenne* par an de 1980 à 1990, le groupe des « 77 » a durci sa position et *provoqué l'étonnement à New-Delhi.* A la fin de cette première semaine de conférence, il paraît clair que les questions financières vont constituer le point crucial de la suite des travaux.

Les négociations vont donc porter sur les 600 milliards de dollars demandés par les « 77 » (leur première revendication ne portait que *sur la constitution d'un fonds global* de 300 milliards de dollars sur vingt ans, qui a déjà rencontré l'opposition des pays développés). En tout état de cause, la proposition du secrétariat de l'ONUDI d'un montant de 75 à 100 milliards de dollars pour ce « fonds global » disparaît.

La position américaine

Cependant, le chef de la délégation américaine, M. John W. *McDonald, avait, le 25 janvier,* demandé que la conférence se consacre essentiellement à la transformation de l'ONUDI et propose la création d'un comité intergouvernemental *ad hoc* chargé d'arrêter des mesures pour renforcer l'efficacité de l'Organisation. Il avait, en outre, fait ressortir la nécessité d'accorder la priorité aux *programmes d'industrialisation* endogènes, au développement des zones rurales dans les pays en développement et à la création d'une épargne locale qui puisse engendrer des investissements, d'où la nécessité, selon lui, de conditions politiques stables.

Le délégué américain avait enfin souligné que la forte croissance *économique* des nations *en développement* ces dernières années était très inégalement répartie. Les pays nouvellement industrialisés ont, a-t-il dit, connu depuis 1960 un taux de croissance annuel de 6,1 %, alors que les pays les moins avancés atteignent à peine le chiffre de 1 %. Un milliard d'individus, a encore indiqué *M. McDonald, n'ont pas le minimum nécessaire* en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, d'habillement et de logement.

AFFAIRES

Les banques vont garantir les dépôts des clients jusqu'à un certain montant

Les banques françaises, groupées au sein de leur association professionnelle (A.F.B.), viennent de mettre au point un mécanisme d'intervention pour garantir les dépôts de leurs clients en cas de défaillance de l'une d'entre elles. Le montant de la garantie sera plafonnée à 200 000 francs et s'appliquera aux dépôts et comptes à court terme nominatifs, à l'exclusion des bons de caisse anonymes.

Jusqu'à présent, leur intervention s'effectuait au coup par coup et très empiriquement ; par exemple, lors des faillites de la banque Baud, à Evian, en 1976 ; de la Banque hispano-française, dans les Pays-Bas, en 1977 ; de la banque Lacaze, à Lourdes, à la fin de 1978, et de la banque Roy, à Lille, en octobre 1979. Après de longues négociations opposant les grandes banques, qui ne s'estiment pas vraiment concernées et pratiquent l'auto-assurance, aux petites banques, qui ne veulent pas faire les frais de l'opération, ces pratiques empiriques ont été codifiées : la profession a préféré trancher l'initiative plutôt que de se voir imposer une solution par les pouvoirs publics.

La garantie offerte sera financée suivant un mécanisme compliqué, répartissant la contribution des banques en fonction du volume des dépôts, avec un taux dégressif pour les grands établissements et progressif pour les petits. Il n'y aura pas d'organisme pour collecter ces contributions, mais un engagement des banques de les verser en cas de sinistre. Les sinistres, à vrai dire, ont été très peu nombreux en France depuis la guerre (quatre en tout), l'affaire de la banque Martinon à Nice devant être mise à part en raison de son caractère équivoque et frauduleux. Entre-temps, et à de nombreuses reprises, de petits établissements en difficulté ont été repris discrètement par les moyens ou les grands. A l'heure actuelle, il ne reste plus qu'une quinzaine de petites banques totalement indépendantes, et le mouvement de concentration continue.

Pour ce qui concerne la limitation à 200 000 F du plafond de la garantie, elle se compare favorablement aux procédures étrangères : aux Etats-Unis, la garantie est de 40 000 dollars (162 000 francs), elle est de 30 000 F en Espagne, de 25 000 F aux Pays-Bas et de *10 000 livres* (92 000 F) en Grande-Bretagne. Seul le régime ouest-allemand est plus avantageux : il peut couvrir l'intégralité des dépôts le cas échéant.

LA RÉGIE RENAULT ÉTEND SES ACTIVITÉS AU MEXIQUE

La régie Renault a conclu un important accord avec la Fisomex, société-holding qui détient les participations industrielles du ministère mexicain des finances. Aux termes de cet accord, la société VAM (Vehiculos Automotores Mexicanos), filiale de la Fisomex, recevra la licence de fabrication d'un nouveau modèle Renault destiné au marché mexicain (le même modèle sera produit aux Etats-Unis par American Motors Corp.). Le principe d'une participation minoritaire de Renault au capital de VAM a été retenu, indique un communiqué de la Régie.

D'autre part, ajoute le groupe français, la construction au Mexique d'une nouvelle usine de moteurs et de « trains » (avant ou arrière) a été envisagée. Cette unité, placée sous la responsabilité de Renault, pourrait approvisionner les usines mexicaines et exporter vers d'autres pays. La régie Renault est déjà implantée au Mexique, où elle détient 40 % de Renault Mexico, en association avec le groupe mexicain Diesel Nacional.

LES PRODUCTEURS EUROPÉENS DE FIBRES SYNTHÉTIQUES MODIFIENT LEUR DISPOSITIF ANTICRISE

Menacés d'être traduits devant la Cour européenne de justice pour infraction aux règles communautaires sur la libre concurrence, les principaux producteurs européens de fibres synthétiques qui avaient constitué en 1977 un *« cartel de crise »* ont mis au point un nouveau dispositif qu'ils viennent de soumettre aux instances de Bruxelles.

Ce projet prévoit le maintien du principe de la réduction des capacités. En revanche, il ne comporte plus la disposition, jugée litigieuse, portant sur le partage du marché européen en quotas nationaux, qui était favorable en particulier aux fabricants italiens, les plus mal lotis de tous. Des accords bilatéraux entre producteurs prévoyant notamment l'achat à l'Italie à titre de compensation d'une partie de sa production se substitueraient à cette disposition. Cet engagement résulte du fait que l'Italie a renoncé à de nombreux investissements qu'elle avait prévu de faire dans ce secteur industriel. En 1979, l'Italie n'a écoulé que 400 000 tonnes de fibres synthétiques alors que le premier projet d'accord entre producteurs prévoyait qu'elle aurait droit à un quota de 600 000 tonnes. La teneur de ces accords bilatéraux ne serait pas toutefois communiquée à la Commission de Bruxelles.

Cela étant, les producteurs européens de fibres synthétiques restent toujours sérieusement handicapés par une crise, qui n'en finit pas. En 1979, leurs pertes cumulées ont atteint 2,3 milliards de francs. Leurs difficultés sont d'autant plus grandes que la concurrence américaine est très vive. Le conseil des ministres de la C.E.E. doit se réunir le 4 février pour examiner les mesures qu'il convient de prendre pour protéger l'industrie européenne.

CONSOMMATION

La controverse sur les pneus Kléber rebondit

La demande de retrait des pneus Kléber V-10 et V-12 déposée en octobre 1979 par l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), qui publie la revue *Que choisir ? (le Monde* du 19 octobre 1979), n'est pas justifiable pour l'instant. Telle est la conclusion à laquelle sont parvenues les pouvoirs publics à la lumière des éléments de dossier en leur possession et des résultats des expertises confiées au Laboratoire national d'essais (L.N.E.) et à l'Union technique de l'automobile et du cycle (UTAC).

Si l'expertise radiographique effectuée par le L.N.E. sur un lot de trente-cinq pneumatiques remis par l'U.F.C. n'a pas permis de détecter de traces visibles de roulage prolongé en sous-gonflage, elle n'a pas montré non plus de défaut de conception ou de fabrication. Pour le ministère de l'industrie, les dommages observés s'expliquent par la détérioration due aux chocs, qui, selon son degré, évolue progressivement jusqu'à provoquer un éclatement avec déchapage partiel.

D'autre part, l'étude réalisée par le L.N.E. et l'UTAC sur les deux cent seize témoignages d'accidents transmis par l'U.F.C. au ministère de l'industrie et les cent trente-huit réponses aux questionnaires adressés par l'UTAC auxdits témoins n'a pas permis de faire apparaître une corrélation significative entre un défaut de conception ou de fabrication des pneumatiques et les avaries constatées.

L'U.F.C., qui avait eu connaissance des résultats de ces expertises avant qu'ils ne soient rendus publics, en conteste la validité. Elle ne met pas directement en cause la compétence du L.N.E., mais les méthodes utilisées, qu'elle juge inappropriées. Dans une lettre adressée à la direction de la qualité industrielle, M. François Lamy, directeur délégué de *Que choisir ?*, fait notamment remarquer : *« Si nous avions su que votre examen des pneus se faisait par radiographie, entre autres, nous aurions pu vous indiquer que cette méthode est très insuffisante et qu'un essai destructif des pneus voire une analyse chimique s'avéraient indispensables pour identifier des défauts tels que ceux trouvés : rouille interne, conception, décollement interne, etc. »*

L'affaire cependant est loin d'être terminée. Les pouvoirs publics en effet refusent pour l'instant de se prononcer de façon définitive avant d'avoir pris connaissance des témoignages de dernière heure et surtout du résultat des expertises confiées par l'U.F.C. à un laboratoire néerlandais, jugées « accablantes » par cette dernière. Une réunion à laquelle participeront des représentants de l'U.F.C., de Kléber, du L.N.E. et de l'UTAC se tiendra prochainement, au cours de laquelle les résultats des différentes expertises seront confrontés.

La société Kléber-Colombes, qui conteste toujours formellement les conclusions avancées par l'U.F.C., se propose d'organiser une conférence de presse pour répondre aux accusations dont elle est l'objet.

Faits et chiffres

Energie

● *Israël bénéficiera d'une réduction* de 5 dollars par baril sur le pétrole qu'elle achète à l'Egypte. Les fournitures à Israël seront effectuées directement aux compagnies israéliennes, au prix pratiqué par l'Egypte sur le marché international, soit 40 et 33 dollars par baril de pétrole lourd et léger. Le gouvernement égyptien versera par la suite la ristourne de 5 dollars. Depuis l'évacuation des champs pétrolifères du Sinaï en novembre 1979, Israël a acheté 160 000 tonnes de pétrole égyptien.

Social

● *Un accord sur la réduction de la durée du travail dans la sidérurgie* a été signé avec tous les syndicats. Pour soixante-dix mille travailleurs en discontinu, l'horaire hebdomadaire passera de 42,30 heures à 41,30 heures. Au 1er février il sera compensé à 66 %, puis à 83 % au 1er juin et intégralement au 1er septembre. Cet accord fait suite à la convention sociale de la sidérurgie signée par tous les syndicats, à l'exception de la C.G.T., le 24 juillet.

● *Accord salarial à Air France.* — Les syndicats F.O., C.G.C. et le Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (S.N.M.S.A.C.) viennent de signer comme la C.F.T.C. (*le Monde* du 25 janvier, dernière édition) l'accord salarial pour 1980. Celui-ci prévoit notamment l'indexation des salaires sur l'inflation et l'augmentation du pouvoir d'achat de 1,2 % sous forme d'attribution d'une prime uniforme de 850 F.

● *Mme Roselyne Pierre* a été élue présidente du groupe des activités diverses, classes moyennes et professions libérales au Conseil économique et social.

[Né en 1935 à Boulogne-sur-Seine, Mme Pierre est ancienne élève de l'Institut d'études politiques ; membre de la section des finances du Conseil économique depuis 1976, elle fut nommée membre du Conseil en septembre 1979. Fondatrice en 1969 du premier club d'investissement féminin, Femmes de valeur n° 1. Membre de la commission Baumgartner chargée d'étudier le marché des actions en 1971, Mme Pierre a été, en 1975, déléguée nationale à la formation civique.]

TRAVAUX PUBLICS

LES ENTREPRENEURS SOUHAITENT ÉTABLIR UN CONTRAT DE PROGRAMME AVEC L'ÉTAT

Un groupe de travail, rassemblant les représentants de l'Etat et ceux des entrepreneurs de travaux publics, devrait être mis en place prochainement afin d'examiner les modalités d'un contrat de programme entre l'Etat et la profession. M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a accepté le principe de la création de ce groupe de travail, vendredi 25 janvier, à l'occasion du banquet annuel du syndicat des entrepreneurs de travaux publics.

Le président du syndicat, M. Philippe Clément, plaide depuis des années pour l'établissement d'un contrat de programme à moyen terme. Vendredi soir il a rappelé que ce document, qui comprendrait un volet économique et un volet social, permettrait de *« coordonner les politiques financières de l'Etat et des collectivités publiques en matière de travaux publics »*, et de définir ainsi pour la profession un *« taux de croissance annuel moyen »*.

« A l'heure où l'Etat ne cesse d'inciter par divers moyens les entreprises à investir, il nous paraît nécessaire qu'il donne l'exemple en mettant en place une véritable politique des équipements publics », a précisé M. Clément. Il a rappelé également que l'Etat ne prend pas à sa charge la totalité du financement des équipements, mais rend possible par ses subventions les investissements que les autres agents publics, para-publics ou même privés ne peuvent réaliser seuls.

Enfin, M. Clément a demandé une meilleure synchronisation entre les crédits de paiement et les autorisations de programmes, afin que les entreprises bénéficient plus vite des crédits.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Fermeté du dollar - Chute brutale de l'or

Si un vent de folie a soufflé à nouveau cette semaine sur les marchés de l'or, c'est en sens inverse de celui de la semaine précédente, le cours de l'once d'or revenant de 850 dollars à 670-690 dollars à la veille du week-end après d'incroyables fluctuations au milieu des rumeurs les plus diverses. Au sein de cette tourmente, le dollar se portait fort bien sur des marchés très calmes, et même, se raffermissait nettement en fin de semaine (4,06 F à Paris, 1,7350 F à Francfort, plus de 1,61 F à Zurich). Un contraste saisissant !

La semaine dernière, évoquant l'irrésistible ascension du métal, nous citions les propos d'opérateurs sur une montée du cours de l'once à 1 000 dollars... si le maréchal Tito mourait, si la situation s'aggravait en Afghanistan et dans le Golfe, si... Or le maréchal Tito a, apparemment, bien supporté son amputation et, pour l'instant, les Russes se contentent de quadriller l'Afghanistan.

Donc, il était possible qu'une vague de ventes bénéficaires déferlât, et c'est bien ce qui s'est produit. Lundi, une poussée extrême se manifestait encore avec une once de 850 dollars et un kilo à 99 000 F à Paris, mais, dans l'après-midi de ce jour, les premiers craquements se faisaient sentir à New-York pour déboucher mardi sur une chute verticale de 150 dollars à 763 dollars puis à 690 dollars (et même 590 dollars mercredi à Hongkong). Pourtant, la spéculation prenait son bénéfice, souvent énorme, et la baisse s'accélérait suivant le processts monétaire moutonnier habituel, mis au milieu des rumeurs les plus diverses : mort du maréchal Tito, débarquement américain au Proche-Orient, mise au point d'un procédé russe pour transformer le plomb en or (de l'alchimie ?), etc. Ce qui était plus sérieux, c'étaient les mesures techniques prises un peu partout pour tempérer les excès de la spéculation : augmentation des dépôts de garantie pour les opérateurs, renforcement de la surveillance.

Brochant sur le tout, M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, déclarait tout uniment, le 23 janvier, que son pays pouvait toujours vendre de l'or « si les circonstances l'exigeaient », approuvé par le secrétaire au Trésor, M. William Miller, qui revenait ainsi, en sens contraire, sur ses propos précédents *(« Pas besoin de vendre de l'or ».)*

Mardi, après cette chute, les cours de l'or se mirent à flotter entre 700 et 730 dollars, pour se tasser un peu à 690-670 dollars, vendredi, soit plus de 170 dollars au-dessous du niveau de la semaine précédente, mais à 70 dollars au-dessus de vendredi 11 janvier. Pour une consolidation, c'est une belle consolidation !

Dans cette tourmente, avons-nous dit, les marchés des changes sont restés impavides, comme « déconnectés ». Le DOLLAR s'est même payé le luxe de se raffermir nettement, tandis que le FRANC FRANÇAIS se maintenait vigoureusement en tête du système monétaire européen, et que la LIVRE STERLING, après une hausse sensible, perdait du terrain en liaison avec l'aggravation des conflits sociaux (grève de la sidérurgie).

Ailleurs, la Turquie a dévalué sa monnaie de 33 %. — F.R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	— —	2,2753 2,2820	9,2385 9,2135	3,6669 3,6318	3,9423 3,9318	64,0553 63,8960	4,3553 4,3335	1835,19 1836,43
New-York.	2,2755 2,2820	— —	24,6305 24,7678	62,0539 62,8338	57,7200 58,0383	3,5523 3,5714	52,2466 52,6592	0,1239 0,1242
Paris.....	9,2385 9,2135	4,0600 4,0275	— —	251,93 253,69	234,34 234,32	14,4227 14,4196	122,12 212,61	5,0340 5,0170
Zurich....	3,6669 3,6318	161,15 159,15	39,6921 39,4179	— —	93,0158 92,3679	5,7246 5,6839	84,1954 83,8872	1,9981 1,9776
Francfort.	3,9423 3,9318	173,25 172,30	42,6724 42,6749	107,5085 108,2626	— —	6,1545 6,1535	90,5172 90,7319	2,1481 2,1410
Bruxelles.	64,0553 63,8960	28,1560 28,000	6,9334 6,9349	17,4681 17,5934	16,2481 16,2507	— —	14,7874 14,7446	3,4983 3,4793
Amsterdam	4,3553 4,3335	191,40 189,90	47,1428 47,0340	118,7713 119,3213	110,4761 110,2147	6,7992 6,7821	— —	2,3732 2,3597
Milan....	1835,19 1836,43	806,50 804,75	198,6453 199,3188	500,5654 505,6550	465,5122 467,0632	28,6300 28,7410	421,36 423,77	— —

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

MATIÈRES PREMIÈRES

REPLI DE L'ARGENT - HAUSSE DU CUIVRE

Après avoir atteint de nouveaux sommets, les cours des métaux précieux dans le sillage de l'or, se sont vivement repliés annulant leur progression précédente.

La perspective d'une augmentation sensible des dépenses militaires va contrecarrer le ralentissement économique qui s'amorce. Certains matériaux utilisés à des fins stratégiques bénéficieront donc d'une demande accrue.

METAUX. — *Vive baisse des cours de l'argent qui reviennent pratiquement à leur niveau d'il y a quinze jours, effaçant ainsi leur forte hausse de la semaine précédente.*

L'annonce de restrictions en vue de freiner la spéculation en Allemagne et aux Etats-Unis, a provoqué une vague de ventes bénéficiaires et calmé les ardeurs des acheteurs.

La hausse s'est accentuée sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. La grève continue à la mine chilienne d'El Teniente. Quant aux stocks britanniques de métal, ils sont revenus à 120 125 tonnes (— 2 900 tonnes).

Les cours du platine, qui avaient sensiblement dépassé sur le marché libre de Londres les 400 livres l'once troy, sont revenus, en fin de semaine, à 364 livres.

Reprise confirmée sur les cours du plomb à Londres, dans l'espoir de nouveaux achats passés pour le compte des pays de l'Europe orientale. La production mondiale de métal raffiné est évalué, en 1979, à 3,98 millions de tonnes par le groupe international d'études du plomb et du zinc, en augmentation de 1,6 % sur celle de 1978.

Sensible avance des cours du zinc à Londres. Pour la première fois depuis nombre de mois, plusieurs producteurs viennent de relever de 780 à 825 dollars la tonne le prix de leur métal. Cet exemple sera-t-il suivi ? Selon les statistiques du groupe international d'études, la production mondiale de métal raffiné a atteint, en 1979, le niveau record de 4,71 millions de tonnes (+ 10 %). Les stocks des producteurs se sont accrus de 75 000 tonnes à 475 000 tonnes.

CAOUTCHOUC. — *Nouvelle hausse des cours naturel sur l'ensemble des places commerciales. Des achats, pour le compte de l'U.R.S.S., se sont ajoutés à ceux passés par les utilisateurs pour se couvrir.*

DENREES. — *La hausse se poursuit sur les cours du sucre. Des rumeurs d'achats importants passés par l'U.R.S.S. ont stimulé le marché. Le déficit mondial de production est évalué, pour la campagne en cours, à près de 5 millions de tonnes.*

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS du 25 janvier 1980

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 1 257 (1 098) ; à trois mois, 1 263 (1 228) ; étain comptant, 7 460 (7 550) ; à trois mois, 7 380 (7 400) ; plomb, 502 (500) ; zinc, 361 (333) ; argent (en pence par once troy) : 1 625 (2 130).
— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 124,60 (122) ; argent, 37,60 (47) ; aluminium (lingots), inch. (66,50) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 100,50 (98,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 380-390 (370-377).
— Penang (en dollars des Détroits par picul de 22 lbs) : 2 180 (2 161).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars, 81,38 (78,50) ; mai, 82,50 (79,80).
— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mars, inch. (242) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inch. (224).
— Roubaix (en francs par kilo) : laine, mars, inch. (25,45).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant, 79-81,50 (80,10-80,90).
— Penang (en cents des Détroits par kilo) : 353-354 (345,50-346,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao, mars, 138,49 (139,70) ; mai, 139 (139,75) ; sucre, mars, 20,25 (18,63) ; mai, 20,57 (18,67) ; café, mars, 160,20 (172) ; mai, 166,90 (176,25).
— Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 211,70 (197,50) ; mai, 214,50 (198,95) ; café, mars, 1 490 (1 549) ; mai, 1 532 (1 570) ; cacao, mars, 1 469 (1 447) ; mai, 1 455 (1 448).
— Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 1 340 (1 335) ; mai, 1 325 (1 328) ; café, mars, 1 350 (1 385) ; mai, 1 355 (1 400) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 970 (1 796) ; mai, 1 983 (1 810).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 452 (455) ; mai, 458 (460) ; maïs, mars, 271 (275 3/4) ; mai, 284 (288 1/4).

Indices : Moody's, 1 423,90 (1 484,90) ; Reuter, 1 777,10 (1 739,90).

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Légère détente sur les taux à long terme

L'événement de la semaine a été l'amorce d'une légère détente sur les taux à long terme sur le marché obligataire, où, selon les indices Paribas, les rendements moyens sont revenus de 12,63 % à 12,53 % en première catégorie et de 13,35 % à 13,19 % en deuxième catégorie, celui des emprunts publics restant stable à 11,72 %. En fait d'emprunt, celui lancé le 22 janvier pour 12,5 milliards de francs à 12 % a été clos dans la journée, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'il s'était placé dans les semaines précédentes avec le succès que l'on sait. Une telle ponction n'a pourtant pas épuisé les disponibilités puisque l'emprunt Crédit Naval de 174 millions de francs (une misère !), émis à 13,20 % a été facilement avalé et que le « gros » emprunt du Crédit foncier (2,5 milliards de francs), émis à 12,60 % (un compromis entre les 12,50 % souhaités par l'émetteur et les 12,70 % qui auraient pu être nécessaires), se place très bien. Il est vrai que le marché secondaire, redevenu très étroit après que la baisse des dépôts eut cessé de l'« arroser », est désormais très « demandé », surtout sur les emprunts décotés.

Si la tendance est au reflux sur le long terme, sur le court terme, en revanche, elle marque une légère propension à la hausse : cette semaine, les taux à échéance moyenne (3 mois) ont monté de 1/16 % à 12 3/8. Quant au jour le jour, resté pendant quatre jours au-dessous de 12 %, il est remonté à ce niveau en raison d'une tension momentanée : c'est le 28 janvier que la banque de France et le réseau de placement doivent virer entre les mains du Trésor les souscriptions de l'emprunt d'Etat : une belle ponction !

A signaler, enfin, que pour la première fois depuis de nombreux mois, le taux de rendement des adjudications des bons du Trésor a fléchi, le taux de rendement à sept mois revenant de 12,77 %, le 10 décembre dernier, à 12,20 %.

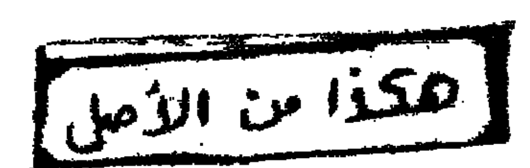
Aux Etats-Unis, en revanche, ce taux de rendement remonte, ce qui laisse craindre à de nombreux opérateurs que les autorités monétaires ne baissent pas leur garde et même durcissent leur politique : la politique de réarmement risque de relancer l'inflation.

En Autriche, enfin, le taux d'escompte officiel a été relevé de 3,75 % à 5,25 %.

FRANÇOIS RENARD.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 18/1	COURS 25/1
Or fin (kilo en barre)	95800	87000
— (kilo en lingot)	94995	86500
Pièce française (20 fr.)	801	726 20
Pièce française (10 fr.)	475 10	410 20
Pièce suisse (20 fr.)	780	649
Union latine (20 fr.)	670	593
● Pièce tunis. (20 fr.)	590	551
Souverain	890	750 10
● Souverain Elizabeth II	900 80	823
● Demi-souverain	570	579
Pièce de 20 dollars	3275	3 000 40
— 10 dollars	1630	1580 20
— 5 dollars	893 50	1000 50
— 50 pesos	3849 50	3501
● — 20 marks	898 90	689
— 10 florins	720	605
● — 5 roubles	358	390



E FINANCIÈRE

MARCHÉ DES CHANGES

Dollar - Chute brutale de l'or

...TIÈRES PREMIÈRES

...GENT - HAUSSE DU CUI...

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'emprunt *4 1/2 % 1973* indexé sur le lingot a fléchi plus vivement que l'emprunt 7 % 1973 indexé sur le napoléon : pour *vingt-quatre* séances de bourse sur les cent nécessaires, la moyenne des cours du napoléon faisait ressortir, au 24 janvier, une valeur de reprise, au remboursement de 1 944,62 F.

	25 janv.	Diff.
4 1/2 1973	1 926	— 154
7 % 1973	6 401	— 674
10,30 % 1975	91,50	+ 0,30
10 % 1976	92,50	+ 0,10
P.M.E. 10,6 % 1976	92,30	+ 0,15
P.M.E. 11 % 1977	94,10	+ 0,30
8,80 % 1977	102,80	— 0,22
10 % 1978	91,10	+ 0,19
9,80 % 1978	90,15	+ 0,25
9,45 % 1978	88,35	+ 0,20
8,80 % 1978	86	— 0,01
9 % 1979	85,55	+ 0,15
10 % 1979	90,40	+ 0,05
10 %80 % 1979	94,10	— 0,06
C.N.E. 3 %	3 999	+ 154

Légère hausse de pratiquement toutes les obligations en raison d'un léger reflux des taux de rendement à long terme (voir en rubrique Marché de l'argus).

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Le *Crédit commercial de France* vient d'acquérir la totalité du capital de la banque suisse Treuhand, qu'il fera absorber par sa filiale helvétique. Cette dernière, dont le siège est à Genève, après avoir pris le contrôle d'une banque tessinoise à *Lugano*, prend pied, avec la banque Treuhand, dans la Suisse alémanique.

	25 janv.	Diff.
Bail Equipement	216	— 6
B.C.T.	124,50	+ 6,50
Banq. Rothschild	167	+ 19,40
Cetelem	185	+ 15
Chargeurs Réunis	195	inchangé
Cie Bancaire	338	+ 1
C.C.F.	161	— 2,80
C.F.F.	453,50	+ 15,50
C.F.I.	215,50	+ 6,50
Crédit du Nord	56,70	+ 0,20
Eurafrance	334	+ 9
Financ. Paris	218	— 1
La Hénin	377	+ 12
Locafrance	201	+ 8,80
Locindus	378	— 12,50
Midi	830	+ 8
Prétabail	458	+ 5
Pricel	236,20	— 6,80
Schneider	155,10	inchangé
Suez	271	— 1
U.C.B.	174,50	+ 6,60

Alimentation

La Compagnie générale des *Vins du Midi* a fixé à 6 F le dividende global de l'exercice 1978-1979 (contre 13,50 F un an plus tôt).

Une bataille boursière pour le contrôle de *la Ruche Picarde* s'est engagée cette semaine. Après les *Docks de France*, les *Docks du Nord-les ECO* se sont proposés d'acquérir plus de la moitié de son capital en lançant une O.P.A. au prix unitaire de 550 F, avec le concours de la Banque Lazard. Les *Docks de France* avaient proposé d'échanger cinq actions *Ruche Picarde* contre une obligation convertible *Docks de France*, plus une soulte en espèces de 1 400 F. Cette offre mettait le prix théorique de l'action *Ruche Picarde* à 480 F (*le Monde* daté 20-21 janvier).

Les Docks de France maintiennent leur O.P.A., approuvés par le groupe familial DIAN, qui détient 51 % de *la Ruche Picarde*. (Le communiqué du groupe DIAN ne précise pas les raisons de son soutien à une offre inférieure à celle des *Docks du Nord* : les petits actionnaires seront sans doute heureux d'en savoir plus, s'ils doivent percevoir moins.)

	25 janv.	Diff.
Beghin-Say	141	+ 1,50
B.S.N.-G.-Danone	1 000	+ 75
Carrefour	1 632	+ 44
Casino	1 400	+ 30
Gén. Occidentale	290	— 4
Guyenne et Gasc.	342,50	+ 15,90
Martell	497	+ 2
Moët-Hennessy	523	+ 21
Mumm	496	+ 51
Olida-Caby	186	+ 4,50
Pernod-Ricard	281	+ 24
Perrier	289	+ 28,50
Radar	540	— 10
St-Louis-Bouchon	138	+ 4
Saupiquet	230	inchangé
Veuve Cliquot	801	+ 45
Viniprix	440	+ 11
Nestlé	8 900	+ 70

Le bénéfice net consolidé de l'exercice *1978-1979* du groupe *Perrier* atteindrait, selon certaines informations, 73 millions de francs, contre 36,4 millions de francs.

A partir du 7 février, les actions *Pernod-Ricard* seront négociables à la Bourse de Francfort. C'est la première fois que cette entreprise sera cotée à l'étranger.

Bâtiment et travaux publics

Comme prévu, le bénéfice net consolidé du groupe « Bouygues » pour l'exercice 1979 sera de l'ordre de 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs (+ 9 %). Les actionnaires recevront une action gratuite nouvelle pour quatre anciennes sur laquelle le dividende de 1979 (la moitié de 63 F après la division par deux) sera maintenu, soit une augmentation de 25 % de la distribution globale. Le président est « raisonnablement optimiste pour 1980 ». Le titre a *vivement monté*.

	25 janv.	Diff.
Auxil. d'Entrep.	484	+ 13
Bouygues	680	+ 50
Chim. et Routière	149	+ 0,80
Ciments Français	151	+ 9,50
Dumez	845	+ 24
Ent. J. Lefebvre	284	+ 19,20
Gén. d'Entrep.	185	— 5
Gds Trvx Marseille	478,50	+ 30,50
Lafarge	256,50	+ 11
Maisons Phénix	681	+ 20
Poliet et Chausson	218,60	+ 3,60

Matériel électrique, services publics

L'action « Matra » a très vivement progressé cette semaine, battant son record absolu de 9 150 F établi à l'automne dernier. On a noté des achats nourris en provenance de l'étranger, Grande-Bretagne et pays arabes, où l'annonce récente d'une commande de 1 milliard de francs par l'Irak, conjuguée avec la relance des dépenses militaires, a soulevé un intérêt tout particulier.

	25 janv.	Diff.
Alsthom-Atlant.	62,50	+ 2,10
C.E.M.	55,40	+ 1,60
CIT-Alcatel	1 140	+ 40
C.G.E.	341	+ 8
Crouzet	311	+ 26
C.S.F.	570	+ 31
Gén. des Eaux	445	+ 20
Legrand	1 551	+ 92
Lyonn. des Eaux	453,80	+ 10,80
Machines Bull	68,50	+ 1,60
Matra	9 280	+ 770
Mot. Leroy-Somer	695	+ 25
Moulinex	87,60	+ 1,10
P.M. Labinal	260	+ 21
Radiotechnique	305,30	+ 9,30
S.E.B.	219,50	+ 14,50
Signaux	594	+ 44
Télémec. Electr.	786	+ 40
Thomson-Brandt	231,50	+ 11,50
I.B.M.	287	+ 10,50
I.T.T.	107,50	— 1
Schlumberger	413,20	+ 18,70
Siemens	617	+ 25

Métallurgie, constructions mécaniques

Le groupe des « Forges de Strasbourg », filiale à 55 % de la Compagnie financière « Pompey », vient d'acquérir « pour plusieurs dizaines de millions de francs » la moitié du capital de l'entreprise allemande Pohlschroder (mille deux cent cinquante salariés et 125 millions de D.M. de chiffre d'affaires), premier fabricant de matériel de bureau outre-Rhin. Les 50 % restants du capital ont été acquis par le numéro un mondial du secteur, le groupe américain Steelcase (650 millions de dollars de chiffre d'affaires et huit mille employés).

« Les Forges de Strasbourg », qui emploient cinq mille personnes et réalisent 1 milliard de francs de chiffre d'affaires (dont 60 % en mobilier de bureau) sont déjà associées dans une usine en Moselle avec le groupe américain. Avec cette acquisition, la société française devient le numéro un européen du matériel de bureau.

	25 janv.	Diff.
Alspi	108	+ 7,80
Av. Dassault-Breg.	867	+ 32
Babcock-Fives	130	+ 3
Chiers-Châtillon	17,70	+ 1,50
Creusot-Loire	67,20	+ 3
De Dietrich	785	+ 55
FACOM	460	+ 5
Ferodo	320	+ 1
Gén. de Fonderie	230	+ 16
Marine-Wendel	45	+ 3,70
Métal.-Normandie	48,50	+ 2,50
Penhoët	283,50	— 2,50
Peugeot-Citroën	261	+ 6,20
Poclain	235	+ 13
Pompey	94	+ 5
Sacilor	31	+ 5,10
Sagem	844	+ 43
Saulnes	63,50	+ 3,50
Saunier-Duval	170	+ 2
Usinor	15,20	+ 1,10
Vallourec	107	+ 2

Les *Forges de Gueugnon*, qui ont perdu 58 millions de francs net, en 1978, devraient avoir, pour 1979, réalisé un bénéfice.

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé en 1979 par *Manhurin* s'est élevé à 1,27 milliard de francs, en progrès de 28,6 %. Le dividende global sera probablement augmenté (18 F pour 1978).

Filatures, textiles, magasins

	25 janv.	Diff.
Agache-Willot	465	+ 7
B.H.V.	98,90	+ 3,60
C.F.A.O.	388	+ 18,10
Darty	455	+ 13
Dollfus-Mieg	71	+ 2,90
Galeries Lafayette	138	+ 1
La Redoute	425	— 2
Lainière Roubaix	42	— 3
Prénatal	33,50	+ 2
Printemps	102	+ 3,10
Roudière	296	+ 5
Saint Frères	67,50	+ 4,50
S.C.O.A.	40,50	+ 0,50

Mines, caoutchouc, outre-mer

Le groupe *Pirelli*, en souscrivant seul à une augmentation de capital a repris, au groupe Dunlop, le contrôle de sa filiale britannique *Pirelli Ltd*. Le groupe italien détient désormais 41,8 % du capital, contre 40 % à Dunlop.

	25 janv.	Diff.
Imetal	83,70	+ 5,80
Kléber	71,30	— 0,40
Michelin	815	— 1
Penarroya	82,90	+ 4,90
Charter	14,20	— 0,60
INCO	109,10	— 7,90
R.T.Z.	36,10	+ 0,70
Union Minière	116	inchangé
Z.C.I.	4,50	— 0,30

Pétroles

Le bénéfice net du groupe « Elf-Aquitaine » devrait s'établir, pour *1979*, à un niveau proche de 6 milliards de francs (contre 2 milliards en 1978) dont 1 milliard provient du secteur « raffinage-distribution ». La marge brute d'autofinancement a atteint 12 milliards de francs, *et ne tient pas compte de* la réévaluation des stocks (2,2 milliards de francs). Le groupe va investir 80 milliards de francs durant les cinq prochaines années.

	25 janv.	Diff.
Elf-Aquitaine	1 370	+ 69
Esso	372	— 17
Franç. des *Pétroles*	262	— 31
Pétroles BP	98,90	+ 10,90
Primagaz	246	— 3
Raffinage	188,50	+ 17,50
Sogerap	185,10	+ 6,10
Exxon	240,20	+ 13,20
Petrofina	790	+ 8
Royal Dutch	326,50	+ 18

La société « Esso S.A.F. » a formellement démenti l'éventualité d'une distribution d'actions gratuites, ou d'échanges avec des actions « Exxon ». Elle a, d'autre part, confirmé, à propos du puits de Sancède (sud-ouest de la France), que les essais de production n'ont pas commencé.

Produits chimiques

Rhône-Poulenc Textile a enregistré une perte de 560 millions de francs en *1979*, après *avoir* perdu près de 500 millions de francs en 1978 (3,4 milliards de francs de déficit en quatre ans). L'exercice 1980 ne sera pas meil*leur et il n'y aura pas d'amélio*ration sensible des résultats avant 1981 (il y a un an, le P.-D. G. de cette filiale de *Rhône-Poulenc*, *tout en soulignant que* 1979 serait encore une année « délicate », avait « bon espoir de parvenir à l'équilibre des comptes fin 1980 ». Conformément aux dispositions arrêtées précédemment, mille huit cents emplois seront supprimés à Vaise et à Vaulx-en-Velin, près de Lyon.

	25 janv.	Diff.
C.M.-Industries	326	+ 26
Institut Mérieux	820	+ 75
Laboratoire Bellon	290,20	+ 0,70
Nobel-Bozel	55,50	— 0,40
Pierrefitte-Auby	99	— 1,50
Rhône-Poulenc	128	+ 3
Roussel-Uclaf	254,90	+ 4,80
B.A.S.F.	320,20	+ 7,20
Bayer	283,50	+ 6
Hoechst	280	inchangé
I.C.I.	34,40	+ 0,20
Norsk-Hydro	590	— 40

Le titre *l'Oréal* a monté soudainement : la société va devenir le troisième grand groupe pharmaceutique français après avoir acquis une participation majoritaire dans la société *Métabio-Joullie, qui sera fusionnée avec sa* filiale à 50 %, *Synthelabo*, pour réaliser un chiffre d'affaires global de 1,4 milliard de francs.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 21 AU 25 JANVIER

Money, money...

RELEGUÉES quelque temps à la seconde place par la flambée de l'or, les valeurs françaises sont revenues cette semaine sur le devant de la scène. Cette rentrée, bien entendu, s'est effectuée à la faveur de la chute sévère du métal jaune puis de ses convulsions (voir d'autre part). *Mais le marché ne devait pas attendre ce brutal retour*nement de tendance pour pointer le nez. Il l'a devancé de vingt-quatre heures : dès le lundi, alors que le métal précieux atteignait une fois encore de nouveaux sommets avec le lingot à 99 010 francs, il se remettait à progresser de façon assez sensible, stimulé en cela, il est vrai, par les pétrolières derechef en *effervescence* après la découverte de nouveaux indices dans le Sud-Ouest. Mardi, une nouvelle et notable avance des cours était enregistrée. Allait-on assister dans la foulée à une troisième séance de hausse ? Avec la nouvelle dégringolade des cours de l'or, beaucoup *le croyaient*. En *fait*, la tendance *se révéla* très *irrégulière*, et en clôture les différents indices n'avaient guère varié. Autour de la corbeille, ce fut un peu la déception. Une déception quand même nuancée dans la mesure où, avec la liquidation générale qui avait lieu ce jour, l'on ne pouvait guère compter sur un meilleur résultat. Au reste, si déception il y eut vraiment, cette fâcheuse impression *fut rapidement effacée avec la reprise en fanfare (plus* de 2 %) enregistrée jeudi, premier jour du nouveau mois boursier. La semaine s'acheva finalement sur une note soutenue, de sorte que d'un vendredi à l'autre les valeurs françaises ont en moyenne monté de près de 5 %. C'est la meilleure performance accomplie par la Bourse depuis le début de l'année, le score réalisé au cours de la fameuse semaine du 7 au 11 *janvier sous l'impulsion* des valeurs dites stratégiques n'ayant atteint que 4 %.

Si la baisse de l'or a très largement contribué cette semaine à revigorer le marché des actions, on ne peut cependant lui en attribuer tout le mérite. D'autres facteurs sont entrés en ligne de compte.

De toute évidence, depuis quelque temps, Paris ne sait plus *rien faire sans avoir pris au préalable* le pouls de Wall Street, dont l'accélération devant la fermeté des propos tenus par le président Carter dans son message sur *l'état* de l'Union, *jugé dur face à la montée des périls*, lui a paru de bon augure. L'invitation à déjeuner lancée par le chef de l'Etat à M. J. Chirac a également produit une excellente impression, présageant aux yeux des *boursiers une trêve au sein de la majorité*.

Mais c'est surtout l'abondance des liquidités qui, de l'avis général, a été l'élément moteur de la hausse. En quête de placements les investisseurs, déçus ou simplement rendus prudents par les cabrioles de l'or, mais en tout cas toujours soucieux de préserver leur patrimoine contre l'érosion monétaire, jugent finalement que l'industrie *française n'est pas en si mauvaise posture et possède même* de sérieux atouts pour traverser une éventuelle tempête. Aussi beaucoup n'hésitent pas à passer aux actes. Les Français auraient-ils trop d'argent ? « Chut ! ne le criez pas si fort, cela pourrait revenir aux oreilles du fisc », disait-on autour de la corbeille sous forme de boutade. Cela étant, il convient toutefois de ne pas trop gonfler *l'importance prise cette semaine par les volumes de tran*sactions. Une fois ôtées les cinq ou dix premières lignes, l'activité quotidienne se trouve réduite à sa plus simple expression. Ce qui signifie que les achats effectués le sont surtout par les très gros investisseurs.

Sur le marché de l'or, le lingot a été sujet à de très larges fluctuations. Après être monté lundi à 99 010 francs au *plus haut, il s'est replié très rapidement* pour revenir à 84 120 francs mercredi, puis remonter le lendemain à 86 500 francs et se maintenir à ce niveau à la veille du week-end. Notons cependant que le métal jaune a baissé beaucoup moins vite à Paris (— 12,6 %) qu'à Londres (près de 19 %), ce qui a contribué à réduire l'écart de prix constaté entre les deux places. Quant au napoléon, monté à 810 francs, il est redescendu jusqu'à 723 francs pour s'établir vendredi à 726,20 francs.

ANDRÉ DESSOT.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	21 janv.	22 janv.	23 janv.	24 janv.	25 janv.
Terme	229 553 129	243 540 474	256 231 163	271 727 655	223 499 361
Compt. R. et obl.	332 650 161	162 981 900	196 642 856	153 350 883	228 088 470
Actions	73 847 756	89 136 933	80 703 273	87 676 697	98 399 501
Total	636 051 046	495 659 307	533 577 292	512 755 235	549 987 332
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)					
Franç.	102,5	103,7	103,8	106,1	— (*)
Etrang.	105	104,9	103,5	105,9	—
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)					
Tendance	101,2	102,4	102	104,7	104,7
(base 100 29 décembre 1961)					
Ind. gén.	105,8	106,8	106,8	108	108,9

* Les volumes de transactions de cette séance ne nous sont pas parvenus.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Nouvelle avance

Encore une bonne semaine pour Wall Street, la troisième consécutive, avec une hausse moyenne des cours un peu supérieure à 1 %, l'indice des industrielles s'établissant le 25 janvier à 876,10 (contre 867,14 le 18 janvier).

Une semaine, au demeurant, qui aurait pu être meilleure si quelques mauvaises nouvelles n'étaient venues contrarier l'excellente impression causée à mi-parcours par le discours du président Carter sur l'état de l'Union, jugé « musclé » et tout à fait dans la ligne dure attendue par les Américains.

Le souci manifesté *initialement* par le chef de l'exécutif de ne pas réduire les impôts et la volonté affichée presque en même temps par *le FED de maintenir une politique* monétaire rigoureuse avaient, en début de semaine, un peu refroidi l'ardeur des opérateurs. Rassurés ensuite par la ferme intention de l'hôte de la Maison Blanche d'assurer la défense des puits de pétrole du Moyen-Orient si besoin était, le marché ne devait guère apprécier la décision de la Citibank, à la veille du week-end, de relever son taux de base, marquant son mécontentement par un repli marqué.

L'activité hebdomadaire a porté sur 246,56 millions de titres contre 274,27 millions.

	Cours 18 janv.	*Cours 25 janv.*
A.T.T.	63 1/2	63 1/2
Boeing	51 7/8	51 3/8
Chase Man Bank	62 3/8	66 1/8
Du P. de Nemours	39 1/2	41 3/4
Eastman Kodak	41 1/4	42 3/8
Exxon	46 1/4	49 5/8
Ford	55 1/4	58 1/8
General Electric	33 1/4	33 1/8
General Foods	53 1/2	54 7/8
General Motors	32	28 7/8
Goodyear	53	54 1/2
I.B.M.	13 3/4	13 5/8
I.T.T.	69 5/8	70 1/8
Kennecott	27	27 3/8
Mobil Oil	39 7/8	38
Pfizer	53 1/2	55 5/8
Schlumberger	38 5/8	37 7/8
	96 3/4	101 1/2
Texaco	32	35 1/4
U.A.L. Inc.	22 3/4	23 1/2
Union Carbide	45 1/4	46 3/8
U.S. Steel	20 1/8	18 3/4
Westinghouse	24 1/2	24 1/8
Xerox Corp.	63	65 1/2

FRANCFORT

Redressement

Un peu soulagé par la détente de l'or, le marché s'est redressé, l'intérêt se concentrant principalement sur les valeurs d'armement avec Krauss Maffei en vedette (+ 74 %), *de construction mécanique (MAN)* et d'automobile (Daimler-Benz).

Indice de la Commerzbank du 25 janvier : 705,8 (contre 690,5).

	Cours 18 janv.	Cours 25 janv.
A.E.G.	36	43,30
B.A.S.F.	133,50	137,50
Bayer	120	123
Commerzbank	168,50	175
Hoechst	118,50	121,50
Mannesman	118,50	122,20
Siemens	256,10	261,50
Volkswagen	170	174,50

LONDRES

Repli

Malgré la fermeté des valeurs d'armement et des titres pétroliers, le marché a reperdu du terrain cette semaine. *Le mouvement de repli*, cependant, ne s'est pas produit immédiatement et, toujours soutenus par l'espoir d'un règlement du conflit de l'acier, les opérateurs avaient procédé à de nouveaux achats. Mais devant l'enlisement des négociations qui menacent de s'éterniser, le découragement a succédé à l'optimisme, et des dégagements se sont produits, d'autant plus nombreux que les derniers sondages sur les perspectives économiques pour *1980* ne sont guère encourageants.

La perspective d'une réduction du taux de l'escompte à brève échéance a stimulé les fonds d'Etat.

Indices « F.T. » du 25 janvier : industrielles, 452,4 (contre 459,8) ; mines d'or, 324,9 (contre 380,4).

	Cours 18 janv.	Cours 25 janv.
Bowater	165	163
Brit. Petroleum	356	338
Charter	161	150
Courtaulds	78	75
De Beers*	11 1/4	10 7/16
Free State Geduld*	62	55 1/4
Gt Univ. Stores	406	482
Imp. Chemical	382	377
Shell	334	342
Vickers	129	125
War Loan	33 1/2	33

* En dollars.

TOKYO

Nouveaux sommets

Comme sur toutes les places financières internationales, la chute de l'or a revigoré le Kabuto-cho, et une assez *forte reprise s'est produite* après un démarrage laborieux, et le marché a atteint son plus haut niveau historique. L'attention des opérateurs *s'est principalement por*tée sur les valeurs énergétiques, celles liées à l'armement, enfin sur tous les titres à forte capitalisation.

L'activité *s'est fortement accélérée*, portant sur 2 758 millions de titres contre 1 166,40 millions.

Indices du 25 janvier : Nikkei Dow Jones, *6 684,59* (contre 6 649,30) ; indice général, 464,05 (contre 464,08).

	Cours 18 janv.	Cours 25 janv.
Canon	635	630
Fuji Bank	408	410
Honda Motors	657	635
Matsushita Electric	697	690
Mitsubishi Heavy	186	195
Sony Corp.	1 720	1 790
Toyota Motors	810	811

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en capit. (F)
4 1/2 % 1973	129 700	257 885 100
ELF-Aquitaine	60 550	81 792 650
C.N.E. 3 %	19 135	74 537 015
Matra	8 170	74 108 650
C.F.P.	154 855	39 467 277
Esso	83 000	31 589 450

Mines d'or, diamants

Le bénéfice net de *Hartebeestfontein* pour le dernier trimestre de 1979 s'est élevé à 30,74 millions de rands contre 22,19 millions lors du trimestre précédent. Un dividende intérimaire de 300 cents, décidé en décembre, sera payé en février 1980.

	25 janv.	*Diff.*
Amgold	361,50	— 45,50
Anglo-American	55	— 7
Buffelsfontein	149	— 9
De Beers	43,10	— 2
East Rand	127	— 18
Free State	224,80	— 25,20
Goldfields	40,80	— 2,70
Harmony	73	— 8,30
President Brand	157,50	— 24,50
Randfontein	289	— 22
Saint-Helena	136,90	— 8,10
Union Corporation	56,40	— 3,50
West Driefontein	*340*	— 20
Western Deep	172	— 19
Western Holding	244,80	— 12,20

Valeurs diverses

Le bénéfice net réalisé par *Didot-Bottin* en *1979 s'est élevé* à 3,07 millions de francs, contre 3,35 millions de francs en 1978. Le dividende global a été fixé à 27 F, contre *22,50 F*.

	25 janv.	Diff.
A.D.G.	182	+ 14
L'Air Liquide	502	+ 12,50
Arjomari	166	+ 6
Bic	539	+ 17
Club Méditerranée	354	+ 14
Essilor	833	+ 68
Europe 1	970	+ 20
Gle Ind. Part.	149	+ 2
Hachette	231,50	+ 13,50
J. Borel Int.	132,50	+ 5,30
L'Oréal	690	+ 76
Navigation Mixte	212	+ 5
Nord Est	39	+ 2,60
Presses de la Cité	285	+ 33
P.U.K.	100	+ 0,50
St-Gob.-Pt-à-M.	126	+ 4
Skis Rossignol	1 800	+ 20
U.T.A.	149	+ 7

Exxon : plus de 4 milliards de dollars de profits

Comme prévu, les compagnies *pétrolières, américaines et autres*, annoncent à tour de rôle des profits d'une ampleur inégalée. Texaco, numéro trois mondial, *a vu ses bénéfices nets augmen*ter de 106 % (1,8 milliard de dollars) ; Mobil, numéro deux dans la hiérarchie, annonce une hausse de 78 % (2,01 milliards de dollars) ; Gulf Oil, de 68 % (1,32 milliard de dollars).

Quant à Exxon, de loin la plus importante *société* privée du monde, elle n'a enregistré qu'une modeste augmentation de 55 %. Pour un chiffre d'affaires de 84,35 milliards de dollars (+ 30 %), son bénéfice net s'élève à 4,29 milliards de dollars. Il se décompose comme suit :

— Bénéfices réalisés aux Etats-Unis : 1,54 milliard de dollars contre 1,40 milliard ;

— Bénéfices tirés de l'exploitation et de la production de pétrole à l'étranger : 1,58 milliard de dollars (+ 23 %) ;

— *Bénéfices provenant des* activités de raffinage et de commercialisation à l'étranger : 1,5 milliard de dollars contre 563 millions en 1978.

Cette présentation permet à Exxon de montrer que les bénéfices réalisés sur le territoire américain n'ont progressé que d'un faible pourcentage. Sans doute ses dirigeants espèrent-ils ainsi désamorcer autant que faire se peut la campagne qui ne va pas manquer de se développer outre-Atlantique contre les « *super-profits* » des compagnies pétrolières.

Echaudées par les expériences des trimestres précédents, ces compagnies ont adopté une nouvelle tactique pour présenter leurs comptes. Elles ont d'abord annoncé leurs programmes d'investissements *pour 1980. L'am*pleur des sommes à trouver — 7,5 milliards de dollars pour Exxon, 3 milliards pour Gulf, *2 milliards* pour Shell Oil, — devrait permettre à l'opinion, du moins l'espère-t-on chez les pétroliers, de replacer les bénéfices nets dans « un plus juste » contexte !

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 26 janvier 1980 a été tiré à 590 916 exemplaires.

A B C D E F G H

LE PROCÈS DE COLOGNE

« Les juifs français n'ont jamais perdu confiance en la justice allemande »

déclare Mᵉ Serge Klarsfeld

De notre correspondant

Bonn. — Vers la fin de son intervention, la voix de Mᵉ Serge Klarsfeld s'est étranglée. Il lisait le texte d'une lettre bouleversante qu'un enfant anonyme du camp de Drancy avait adressée à Dieu pour lui demander de faire revenir ses parents. A ce moment-là, une tension difficilement supportable se peignait sur les visages, dans la petite salle du tribunal de Cologne, remplie, comme depuis le début du procès, par des groupes de juifs français. Bon nombre de témoins de cette scène essuyaient discrètement les larmes qui perlaient au coin de leurs yeux. Chacun se demandait si l'avocat français, qui a consacré une bonne partie de sa vie à faire rendre justice aux victimes de l'holocauste nazi, allait parvenir jusqu'au bout de son exposé. Quant aux accusés, courbés, soutenant la tête de leurs mains, ils étaient encore plus abattus que lors du réquisitoire prononcé la semaine dernière par le procureur général de Cologne.

Telle a été, jusqu'à présent, la phase la plus émouvante du procès de Lischka, Hagen et Heinrichsohn. Mᵉ Klarsfeld ne parlait pas seulement au nom d'un grand nombre de famille françaises. Il est personnellement partie civile dans le procès ouvert contre ceux qui, durant l'occupation, organisèrent les rafles des juifs et leur déportation vers les camps de la mort. C'est à ce titre qu'il a pu intervenir devant le tribunal de Cologne, alors que ce droit a été refusé à un autre avocat français, Mᵉ Borker (*le Monde* du 19 janvier). En cette occasion, Mᵉ Klarsfeld a donc quitté la robe qu'il avait portée depuis l'ouverture des débats.

Auparavant, le tribunal et le public avaient fait preuve de beaucoup de patience en écoutant le professeur Friedrich Karl Kaul, l'un des plus célèbres avocats est-allemands, qui représente à ce procès plusieurs familles de R.D.A. et de R.F.A. Pendant plus de deux heures, il a consacré ses efforts non seulement à rappeler les charges pesant sur les accusés, mais à infliger au tribunal un cours de droit international couvrant toute la période qui s'étend de la première guerre mondiale aux accords de Potsdam. L'objet de cet exercice, dans la mesure du moins où il a été compris, consistait à démontrer que la République fédérale ne manifeste pas un zèle suffisant pour effacer les traces du nazisme.

Puis est venu le tour de Mᵉ Hans Bernhard Lahme, représentant les familles françaises dont Mᵉ Klarsfeld défend les intérêts. Après les débats des dernières semaines et les réquisitoires du parquet, il était difficile d'apporter grand'chose de nouveau à ce procès. Mais, en moins d'une heure, Mᵉ Lahme est parvenu à éclairer d'une façon encore plus crue les responsabilités des trois accusés, qui, tout au long de l'affaire, ont prétendu ne jamais s'être doutés du sort qui attendait les déportés juifs à Auschwitz.

Le procureur général avait demandé, ces jours derniers, des peines de douze ans de prison pour Lischka et Hagen, et une peine de cinq ans pour Heinrichsohn. Mᵉ Lahme, pour sa part, aurait souhaité la peine maximale (quinze ans), même pour la complicité de meurtre. En ce qui concerne Lischka et Hagen, il s'est néanmoins rallié à la proposition de l'avocat général. La peine de cinq ans proposée pour Heinrichsohn, en revanche, lui a semblé nettement insuffisante.

L'instant où le tribunal a donné la parole à Mᵉ Klarsfeld devait être pour lui l'un des moments les plus émouvants de sa carrière. Il a commencé par rendre hommage au président M. Henz Fassbender. Sous une apparence impassible, celui-ci a, en effet, conduit avec une objectivité exemplaire un procès exceptionnel.

Après avoir lu la lettre de l'enfant juif de Drancy, Mᵉ Klarsfeld a poursuivi : « *L'enfant est parti à son tour et a disparu avec le million d'enfants juifs exterminés pendant l'holocauste. Les bons n'ont pas toujours été récompensés, et, souvent, les méchants n'ont pas été punis, mais Dieu a épargné la haine et la vengeance dans notre cœur, tout en nous laissant, comme l'enfant juif que moi aussi j'ai été à la même époque, dans l'attente et dans l'espoir de la justice. L'impunité scandaleuse des responsables de ces crimes de masse nous a causé, à nous tous qui avons perdu tant d'êtres chers, une douleur lancinante, insupportable, qui explique l'obstination des juifs de France pour obtenir ce procès et un verdict exemplaire.* »

Et, à l'adresse du président de la cour, Mᵉ Klarsfeld a ajouté : « *Certes, la route que nous avons été obligés de choisir pour aboutir à ce procès a été difficile pour nous et pour vous. Mais sachez que, tout au long de cette route, jamais les juifs de France n'ont perdu confiance en la justice allemande.* »

JEAN WETZ.

M. J. BLANC (P.R.) VOIT DES SIGNES « ENCOURAGEANTS » D'UN « RENOUVEAU DE L'ENTENTE MAJORITAIRE ».

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a évoqué l'élection présidentielle de 1981, le samedi 26 janvier, devant le conseil national de cette formation, réuni à Paris. « L'exemplarité » de cette consultation, a-t-il dit, « doit rappeler à la modération les agités professionnels et mettre un peu de plomb dans les cervelles. Toute surenchère, et particulièrement dans la majorité, risquerait de conduire à un éclatement politique. Au moment où le président de la République travaille, au nom des Français et pour eux, à surmonter les multiples difficultés de la conjoncture, cette attitude serait particulièrement irresponsable. J'ai craint, précisément au cours de cette année, que l'on n'assiste à une telle évolution, qui aurait pu, dans ce monde dangereux, être fatale à la France. Depuis lors, quelques signes encourageants sont apparus ; souhaitons qu'ils soient annonciateurs d'un renouveau de l'entente majoritaire. C'est ce que les Français attendent : ils ne comprendraient pas qu'il ne s'agisse que d'un répit. »

A la suite d'une saisie sur l'aéroport de Londres

TROIS CADRES DE LA F.S.M. INCULPÉS D'INFRACTION A LA LÉGISLATION SUR LES ARMES

M. Hubert Pinsseau, juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé vendredi 25 janvier d'infraction à la législation sur les armes, quatre personnes dont trois cadres de la Société française de munitions (S.F.M.), filiale à 65,82 % du groupe Gévelot. Il s'agit de MM. Jacques Nouaille, P.-D. G. de cette société, Pierre Giraudet et Jean-Paul Maurice, respectivement directeur commercial du service armement et directeur adjoint ; la quatrième personne est un homme d'affaires, M. Jean-Philippe d'Anna (*nos dernières éditions*). Tous les inculpés, sauf M. Nouaille, avaient été entendus au cours d'une garde à vue de quarante-huit heures.

Ces personnes avaient été interrogées sur une transaction d'armes — des fusils-mitrailleurs fabriqués au Portugal — qui remonte au mois de septembre 1978. Ces armes, étiquetées comme du matériel agricole, avaient été saisies sur l'aéroport de Londres-Heathrow ainsi que de nombreux chargeurs vides. Des cadres de la Société française de munitions, qui destinaient cette livraison à la Somalie, auraient servi d'intermédiaire.

En Espagne

Le gouvernement va proposer au Parlement la légalisation du divorce

De notre correspondant

Madrid. — Les Espagnols auront bientôt la possibilité de divorcer. Un projet de loi a été adopté en ce sens par le conseil des ministres du vendredi 25 janvier. Les législateurs sont partis du principe que le divorce, pour être possible, devait être précédé d'une séparation des conjoints. « *Il doit être le produit d'une rupture conjugale irrémédiable* », indique le texte publié à l'issue du conseil. C'est après avoir cessé toute vie en commun depuis deux ou quatre ans « *selon les cas* » que les conjoints seront admis à demander la dissolution de leur mariage.

Aucune autre précision n'a été fournie vendredi. Mais la philosophie du projet a été amplement divulguée ces dernières semaines. La séparation préalable devra être plus longue quand elle se sera produite à l'initiative d'un seul conjoint. En revanche, une procédure plus rapide est prévue au cas où une sentence de séparation aura déjà été prononcée par les tribunaux.

Jusqu'à présent, le code civil n'acceptait la séparation que dans des cas limités (adultère, abandon du foyer, incitation à la prostitution, emprisonnement d'un des époux, etc.). Il ne reconnaissait pas le consentement mutuel. En revanche, les tribunaux ecclésiastiques se montraient plus souples quand ils examinaient des demandes du même genre formulées par des personnes mariées à l'Eglise. Une telle situation avait abouti à un paradoxe : alors qu'elle est opposée au divorce, l'Eglise était pratiquement la seule institution à laquelle les couples espagnols pouvaient avoir recours quand ils voulaient légaliser leur rupture.

Il n'en est plus de même depuis quelques semaines : un décret pris au début du mois a transféré aux tribunaux civils la compétence en matière de séparation conjugale. Les tribunaux ecclésiastiques continueront néanmoins de se prononcer dans les cas d'annulation du mariage prévus par le droit canonique.

Le projet de loi adopté vendredi libéralise le code civil pour faciliter la séparation légale des époux. Mais il établit certains délais avant d'admettre la dissolution du mariage. En somme, il institue un divorce à deux temps.

CHARLES VANHECKE.

Les rumeurs d'un coup d'État militaire sont démenties officiellement

Madrid (*A.F.P.*). — Les porte-parole du gouvernement et du ministère de la défense ont démenti, vendredi 25 janvier, dans la soirée les informations parues dans la presse selon lesquelles une tentative de coup d'Etat militaire aurait eu lieu récemment en Espagne. Le quotidien *Diario 16* avait notamment indiqué, vendredi, que le général de division Luis Torres Rojas, qui était à la tête de la première division blindée Brunete, cantonnée au nord de Madrid, avait été démis de ses fonctions.

Selon le journal du soir *Informaciones*, le général a été muté au poste de gouverneur militaire de La Corogne, en Galice, en raison d'un discours prononcé, le 6 janvier, devant le roi à l'occasion d'une cérémonie, au cours de laquelle il avait affirmé que « *l'armée était prête à défendre avec son sang l'unité de l'Espagne et son intégrité territoriale* ».

De nombreuses rumeurs ont couru vendredi à Madrid. Selon certaines de ces rumeurs, sept lieutenants généraux auraient envisagé de placer à la tête du gouvernement le général Fernando de Santiago Diaz de Mendibil, un « ultra », qui s'était signalé en démissionnant de son poste au moment de la légalisation du parti communiste.

M. Josep Melia, porte-parole du gouvernement, a qualifié de « *rumeurs sans fondement* » les informations sur « *de prétendues tentatives de coup d'Etat* ». Selon M. Melia, tout est parti du capitaine Jose Tormo Rico, qui diffusait des bruits alarmistes sur un complot militaire et se déclarait représentant de généraux sur le point d'agir contre le gouvernement. Pour sa part, M. Rodriguez Sahagun, ministre de la défense, a manifesté sa « *surprise et son indignation* » devant des affirmations « *tout à fait irresponsables* » et « *qui peuvent affecter le prestige de l'institution militaire et les intérêts nationaux* ».

La capitainerie générale de Grenade a précisé vendredi dans un communiqué qu'une information judiciaire avait été ouverte contre le capitaine Jose Tormo Rico, pour avoir diffusé « *des informations alarmistes sur un prétendu projet d'intervention militaire* ». — (*A.F.P.*).

● *La municipalité de Madrid* a décidé, vendredi 25 janvier, de rebaptiser vingt-sept rues et places de la capitale portant les noms de personnalités franquistes. La plupart retrouveront leurs noms d'avant la guerre civile. Ainsi l'avenue du Généralissime-Franco, la principale artère de Madrid, redeviendra le paseo de la Castellana. — (*Reuter.*)

● *Un militant d'extrême droite*, M. Luis Dominguez Gimenez, fossoyeur du cimetière de Vergara au pays Basque espagnol, a été tué, vendredi 25 janvier, selon des sources policières, par des séparatistes basques. C'est la douzième victime de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année. — (*A.F.P.*)

APRÈS LE PASSAGE DE HYACINTHE

Neuf morts et trois mille sans abri à la Réunion

La dépression tropicale Hyacinthe, qui va et vient depuis le 17 janvier dans les parages de la Réunion, fait tomber sur l'île des trombes d'eau qui s'ajoutent aux précipitations orageuses locales de la saison des pluies en cours actuellement. Jusqu'à présent, Hyacinthe a tué neuf personnes et obligé trois mille Réunionnais à abandonner leur maison.

Hyacinthe a été repéré sur l'océan Indien le 17 janvier. Dans la nuit du 17 au 18, elle est passée à 100 kilomètres au nord de la Réunion. Le 19, les vents accompagnant Hyacinthe ont dépassé les 116 kilomètres à l'heure et la dépression est devenue cyclone tropical. Hyacinthe était alors à 120 ou 130 kilomètres à l'est du port malgache de Tamatave. La progression vers l'ouest-nord-ouest a changé et Hyacinthe a pris une trajectoire sud, mais les vents perdant de leur force, le cyclone est redevenu dépression tropicale.

Le 22 janvier, la trajectoire s'est infléchie vers l'est et le 24, à 8 heures (5 heures, heure française), le centre de la dépression était situé aux environs de 21,5° sud et 54,1° est, soit à 130 kilomètres à l'ouest-sud-ouest de la Réunion, vers laquelle il se dirigeait. La dépression semblait, le 25 janvier, avoir, une fois de plus, changé de route et s'éloigner de l'île.

Les 17 et 18 janvier (en quarante-huit heures), il est tombé 604 mm de pluie à Cilaos, 462 mm à Saint-Pierre, 353 mm sur la plaine des Palmistes, 207 mm à Saint-Joseph et 155 mm à Gilot (l'aéroport). Les 20 et 21 janvier (toujours en quarante-huit heures), on a relevé : 629 mm sur la plaine des Palmistes, 314 mm à Saint-Benoît, 303 mm à Cilaos, 227 mm sur la plaine des Cafres, 212 mm à Saint-Denis et 64 mm à Saint-Pierre. Le 24, des pluies très abondantes sont encore tombées sur le nord, l'ouest et le sud de l'île.

A l'hôtel Matignon, on indique que le premier ministre s'est tenu « *personnellement informé* », quotidiennement, de l'évolution de la situation dans l'île. M. Raymond Barre, qui est originaire de la Réunion, attendait le retour de M. Pierre Dijoud pour faire le point. Le secrétaire d'Etat devait regagner Paris le samedi 26 janvier dans l'après-midi.

M. Michel Debré demande des mesures d'aide exceptionnelle

M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, qui se trouvait dans l'île au moment du passage de la dépression tropicale Hyacinthe, a déposé une question écrite dans laquelle il demande au chef du gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session extraordinaire du Parlement l'examen de mesures d'aide exceptionnelle au département. L'ancien premier ministre souligne que l'ampleur des dégâts justifie l' « *intervention de la solidarité nationale* ». M. Debré demande également à M. Barre « *s'il n'estime pas utile de saisir le conseil des ministres de la Communauté européenne d'une demande de contribution exceptionnelle et complémentaire* ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., a adressé, vendredi 25 janvier, un message de sympathie aux victimes du cyclone.

● *De nombreux cabinets dentaires* risquent de fermer le jeudi 31 janvier, en raison de l'appel à la « grève » lancé par la Confédé-dentaires (C.N.S.D.), qui invite aussi les chirurgiens-dentistes à « renvoyer leurs cartes d'électeurs ». Le C.N.S.D. dénonce l' « *insuffisance* » du remboursement et des soins apportés aux enfants, les « *iniquités* » de la taxe professionnelle.

Selon le secrétaire général de l'OPEP

Le prix du gaz doit être aligné sur celui du pétrole de bonne qualité

M. René Ortiz, secrétaire général de l'OPEP, a déclaré, le vendredi 25 janvier, à Vienne (Autriche), à l'occasion du Forum international sur le gaz, que seul un alignement du prix du gaz naturel sur celui du pétrole de bonne qualité permettra d'éviter une nouvelle crise de l'énergie.

Actuellement, 8 dollars suffisent pour acheter une quantité de gaz produisant une énergie équivalente à un baril de pétrole, dont le prix moyen est de 30 dollars, a précisé M. Ortiz.

Compte tenu des énormes investissements nécessaires à la mise en exploitation et à l'acheminement du gaz (cinq *fois* supérieurs à ceux que nécessite le pétrole), « *le prix actuel du gaz n'est pas suffisamment élevé pour inciter les pays producteurs à réaliser ces investissements* ». Pour y parvenir, M. Ortiz a estimé que la définition d'un prix-plancher du gaz devrait être examinée de manière que la rentabilité des installations puisse être garantie aux deux parties, producteurs et consommateurs.

De son côté, Abou-Dhabi majorerait à la fin de 1980 les prix de son gaz naturel à destination du Japon de 2,36 dollars par million de B.T.U. à 4,70 dollars. Enfin, les Pays-Bas, qui ont exporté en 1979 50 milliards de mètres cubes de gaz naturel, ont également décidé d'augmenter de plus de 59 % leurs barèmes en octobre 1980.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le chef de l'Etat pakistanais*, le général Zia Ul Haq, a décidé de prendre comme conseiller économique l'ancien ministre de l'Allemagne de l'Ouest, M. Karl Schiller, a indiqué le vendredi 25 l'ambassadeur du Pakistan à Bonn. M. Schiller (social-démocrate) a été ministre fédéral de l'économie de 1966 à 1972. A partir de 1971, il a cumulé cette fonction avec celle de ministre des finances. — (*A.F.P.*)

● *Attentat à Gaza.* — Une grenade a été lancée, ce samedi matin 26 janvier, dans le centre de Gaza, sur une pétrouille de l'armée israélienne. Il y aurait une dizaine de blessés. — (*A.F.P.*)

● *Evacuation de la SNIAS à Saint-Nazaire.* — Des forces de gendarmerie et des C.R.S. ont expulsé, samedi 26 janvier vers 6 h. 30, les ouvriers, qui avaient occupé au cours de la nuit les établissements de la Société nationale des industries aéronautiques et spatiales (SNIAS) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Les forces de l'ordre ont ensuite pris position dans l'enceinte de l'entreprise.

● *Autodéfense à Aubagne.* — Le carrossier d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), M. Barthélémy Bérenger, quarante-sept ans, qui a tué jeudi soir 24 janvier, de deux coups de fusil de chasse un cheminot d'Aubagne, M. Serge Ros, trente-six ans, (nos dernières éditions) a été déféré au parquet de Marseille ce samedi 26 janvier dans l'après-midi. M. Bérenger avait surpris M. Ros alors qu'il venait de dérober quatorze plaques de ciment dans un hangar lui appartenant à Aubagne. Il a alors tiré dans la voiture au volant de laquelle se trouvait M. Ros. Touché de deux décharges de chevrotine dans le dos, il a été tué sur le coup. Son fils, âgé de quatorze ans, qui l'accompagnait, n'a pas été blessé. Vingt-huit autres plaques de ciment ont été découvertes au domicile de la victime.

L'OTAN SE DÉCLARE TOUJOURS PRÊTE A NÉGOCIER AVEC L'U.R.S.S.

Bruxelles (*A.F.P.*). — Les pays de l'OTAN — moins la France — ont décidé, le jeudi 24 janvier, la création d'un « groupe spécial consultatif » chargé d'étudier d'éventuelles négociations sur les armes eurostratégiques.

Ce groupe, précise un communiqué, « *sera formé de représentants de haut niveau et sera présidé par M. Reginald Bartholomew, directeur des affaires politico-militaires au département d'Etat américain. Il a commencé ses travaux ce vendredi.* »

Les ambassadeurs ont « *passé en revue* » la réponse négative, à ce jour, de l'U.R.S.S. à leurs offres de limitation des armes eurostratégiques et « *confirment que leur offre reste valable* ».

● *M. Malcolm Fraser, premier ministre australien*, sera l'hôte à déjeuner du président de la République le 6 février à l'Elysée.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Les souffrances des transsexuels (PAGE IV).

Serge Paradjanov, cinéaste indésirable (PAGE XVII)

L'industrie de la bande dessinée (PAGE VIII).

SUPPLEMENT AU NUMERO 10885, NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT. DIMANCHE 27 JANVIER 1980.

Le Monde

DIMANCHE

Vertus du déséquilibre

JE lis les journaux du nouvel an 80, un pied sur le trottoir et l'autre dans la rue, à cheval sur mon hésitation, ou de biais dans mon lit trop court ; de travers pour rire, et de trois quarts pour pleurer, j'essaie de vivre dans mon corps le déséquilibre du monde. Déséquilibre : en français, cela sonne toujours comme peur, risque, gouffre. Déséquilibre, en janvier 1980, c'est, pour nos concitoyens, démence tardive, gâtisme précoce, infidélité des concepts, adultères des systèmes politiques, irresponsabilités et fureurs.

Le français, langue « frontale », a horreur des idées qui se dérobent (qui se volent, s'envolent ou s'enfuient). Et le monde de 1980 est un « dangereux déséquilibré » — cliché menaçant de nos faits divers, et association obligatoire de mots suggérée par la langue.

Est-on contraint, pour évoquer le déséquilibre, de se faire prêcheur, pleureuse, d'une planète folle qui court à sa perte ?

Entre deux conflits inexplicables et brutaux, l'écriture française est toujours donneuse de leçons. Pourtant, il y a dans un western américain célèbre une scène qui m'a toujours bouleversé : une petite fille, que sa mère tire par le bras, traverse la rue où gît le cadavre d'une fusillade récente. Echappant à la garde de maman, la petite court au cadavre, le contemple et éclate de rire. En face des ayatollis et des goulax (pluriels irréguliers), je me sens très petite fille. Pourquoi les Français qui écrivent et parlent dans le poste veulent-ils toujours faire face ? Pourquoi croient-ils qu'une entrevue Giscard-Mitterrand va régler le sort de l'Afghanistan ? Pourquoi ne jamais s'avouer irresponsables ; pourquoi toujours faire fond sur la formule de Cocteau : « *Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs* » ?

De nouvelles fractures désorganisent la lecture du monde qu'on nous avait enseignée depuis la dernière guerre mondiale. Elles sont pour les Français autant de menaces, d'injustes camouflets infligés à la Raison et à l'Analyse. L'équilibre de la guerre froide devient le paradis perdu des années 50 : c'était peut-être oppressant, mais du moins c'était simple. Et les Français, tout bien considéré, préféreront *toujours* l'équilibre de la terreur au déséquilibre des terroristes.

Un monde qui danse

Quand tous les personnages de la tragédie *mondiale* changent de rôle, les Français se sentent frustrés. D'où la paradoxale, mais évidente *sympathie*, en dépit des litanies principielles, qu'on éprouve en France pour l'U.R.S.S. Impérialiste, peut-être, sans scrupules assurément, mais avec ordre, discipline et continuité. En restant fidèle à sa nature. Sympathie qui va du président au policier dans son car — qui, anticommuniste de cœur, promet aux faiseurs de troubles : « *Ah ! vous verriez comme tout serait propre, si c'était ici comme chez les Russes.* » Et Marchais à Moscou, seul communiste occidental à soutenir l'envahisseur des Afghans, recueille ici l'assentiment national. Quel que soit le jugement que nous portons sur eux, nous sommes admirateurs des grands blocs congelés. Nous n'aimons pas qu'on se dérobe à sa définition : et quand Nixon vint en France pour un complaisant « Dossiers de l'écran », un sondage révélait que de nombreux Français l'eussent volontiers pris comme président, celui que ces instables Américains venaient de chasser pour avoir su maintenir par mensonge la raison d'Etat.

La France gourmande le monde de n'être pas immobile. Peu sensible à l'injustice, elle l'est aussitôt au désordre. De vieux garçons grognons incriminent un monde où l'on ne sait plus qui est qui.

La source de la déprime nationale, à l'aube grise des années 80, c'est que le monde se dérobe à l'analyse française. La défiance à l'égard des Américains, pour ne pas dire la haine, tient d'abord à cela : leur naïve imprévisibilité. Carter fut méprisé, ici, de n'être pas assez énergique : non que les Français soient « pour » l'impérialisme américain ou souhaitent la guerre mondiale. Simplement, ils haïssent encore plus l'irrégularité et la confusion. Tempérament de fonctionnaires : une oppression bien administrée est sans doute critiquable, mais toujours préférable à un désordre incontrôlé.

D'où cette étrange doctrine internationale que le monde nous envie : nous reconnaissons tous les Etats, sans nous interroger sur leur légitimité ou leur injustice. Parce que tout Etat est légal, clair et distinct. Doctrine hypocritement utilitaire, sans doute, mais qui correspond au sentiment profond de notre peuple : *toute nation, toute minorité qui n'est pas un Etat est en dessous du degré de formalisation qui mérite notre attention.*

Pourtant, le déséquilibre est la condition même du mouvement, de la danse. Dérèglement incessant d'un équilibre à un autre, aussi fragile que le précédent, le mouvement qui déplace les lignes répugne à la conscience française. Depuis la fin de la guerre au Vietnam, l'alliance sino-américaine, la montée d'une puissance arabe aussi antiaméricaine qu'anticommuniste, l'inflation et la guerre des monnaies ont créé un monde qui danse enfin. Songez-y : un Français de trente ans, né dans l'ordre de la post-libération, a vécu un monde clos, aux alliances solides, aux préoccupations sordides, aux présidents depuis vingt ans inamovibles (et il vivra jusqu'à une quarantaine bien sonnée avant que Giscard s'efface : vieillir sous Giscard, quelle horreur !). Comment voulez-vous qu'il se joigne au concert des gémissements hexagonaux, quand le dieu de l'inconstance nous offre enfin la chance de vivre le grand désordre planétaire ? Le face-à-face russo-américain était aussi drôle que deux chiens de faïence vis-à-vis. Mais, maintenant, la politique internationale est devenue presque aussi animée que les folles balkaniques des avant-guerres européennes.

Avant guerre : voilà le grand mot lâché. Le désordre est le Mal parce qu'il conduit à la guerre, paraît-il. Comme s'il pouvait être plus dangereux que la confrontation, le doigt sur la détente devant un public impuissant (mais satisfait en France : la désapprobation alors « fait sens ») de deux superpuissances nucléaires. Et si le déséquilibre, justement, était la condition de la paix ?

L'équilibre des mégatonnes pesant sur nos têtes, c'était pour le commentateur français la sécurité et l'impartialité assurées. Le merveilleux pied-de-nez d'un vieil ayatollah intégriste aux deux superpuissances est une dangereuse folie.

Pourtant, il y a de si belles vertus au déséquilibre : la souplesse du jeu à plusieurs, le recours toujours possible au tiers inclus. Les vrais fous dangereux, ce sont les maniaques de l'équilibre, les Metternich, les yaltistes et les Kissinger.

Pourquoi se plaindre de la surabondance de sens, de l'inflation des contradictions ? Des féministes en tchador glorifient l'oppression de la femme iranienne, des musulmans noirs new-yorkais portent le badge « Fuck the ayatollah » (baisez l'ayatollah). Ne crève-t-on pas plutôt de la pauvreté, de la linéarité, des sens uniques ? Ce qui a fait la force de l'art moderne est-il mortel en politique ?

La sournoise assimilation de notre temps à une avant-guerre permet de disqualifier aussitôt qui n'embouche pas les trompes solennelles du catastrophisme. L'irresponsable-qui-danse-sur-un-volcan finira toujours, maugrée-t-on, par boire le champagne du cynisme avec les officiers allemands (ou russes ou arabes). Dire que « le désordre » précède la guerre aussi sûrement que la nuée précède l'orage, cela revient à assimiler tout inconnu, toute non-conformité au danger majeur. Pourtant, par définition, il n'y a pas de loi au désordre, fut-ce celle d'engendrer la guerre.

Le désordre, en français, en ce temps de réhabilitation des vertus du monstre froid étatique ou d'un dieu biblique refroidi, a toujours la tête du fascisme. Ce qui est « *crazy* » (drôle, insolent, inattendu, envoûtant, entraînant) à New-York est « *déséquilibré* » (fou, meurtrier, cynique, léchant la botte nazie sous le strass et les paillettes) entre Saint-Germain-des-Prés et Montparnasse. Pourtant, rien de comparable actuellement à l'alternative Bien-Mal que posait l'hitlérisme. En 1980 nous vivons toutes valeurs confondues, les Américains ne sont pas « meilleurs » que les Russes, mais simplement plus drôles ; et l'U.R.S.S. n'est pas la bête immonde ni le goulag les camps de la mort.

Passion d'enfant

Nous avons la chance, très rare sans doute, de vivre une époque à sens ouverts (comme le Moyen-Orient hellénistique ou la Renaissance européenne), tous offerts au même moment par l'information instantanée. Il n'y a plus « un choix » comme au temps des résistances monolithiques — antinazie, pro-algérienne lors de la guerre coloniale. Un choix qui était parfois difficile, mais fondamentalement simple. Aujourd'hui, le « bon choix » de l'engagement intellectuel n'est pas simplement obscurci ou en décantation : et, pour l'intellectuel français, telle est sans doute la pire trahison du réel à l'idée qu'il s'en est faite. Pas de Diable et de Bon Dieu, c'est la réalité elle-même qui, pour nos clercs hexagonaux, s'est gangrenée de cynisme. Le « jugement historique » suspendu — et l'activité jugeante est le premier ressort du métier intellectuel français, — le souffle coupé, les professionnels du tribunal de la raison s'affolent, se contredisent, font volte-face, homosexuels pro-khomeinistes ou néo-droitistes gauchisants. L'ensemble de la classe, quand elle perçoit cet affolement, parle de dégradation. C'est simplement comique, cet effondrement d'une fonction bien française : celle qui constitue à s'attribuer une responsabilité que personne n'a songé à vous confier.

La fin des engagements nous rend à chacun notre liberté d'acteur. Je ne suis pas sur terre pour interpréter la Loi ou la Cause. Dans une nouvelle que je considère comme le meilleur de son œuvre, *Désordre*, Thomas Mann évoque l'Allemagne déséquilibrée de ce que les Français s'obstinent à considérer comme l'« époque pré-nazie » (avant signifie parce que). Et en ces termes d'inquiétude, de dérèglement des valeurs, Mann a choisi d'évoquer l'amour inutile, instantané, de la petite fille de la maison pour un jeune homme adulte, un soir de bal. Cette minuscule passion d'un soir, ce désespoir *enfantin* mérite plus d'attention, pour l'écrivain, que tout le fracas tragique qui marque, autour de cette famille berlinoise, la fin d'un monde.

Nous sommes tous les petites filles stupéfaites des années 80. Nous avons acquis le droit d'être inconscients, inconscients des devoirs, des équilibres de l'histoire. Une passion amoureuse, fugace et puérile, passe avant toutes les révolutions, toutes les guerres. Et un cadavre est encore une occasion de rire.



YVES GOT.

Les Français, assure l'auteur, préfèrent l'oppression au désordre. Pourtant le déséquilibre est la condition même de la vie. Comme de la marche.

GUY HOCQUENGHEM (*)

(*) Journaliste à *Libération*. Auteur de *la Beauté du métis*.

Massacre

Je n'ai rien à voir avec un citadin en mal de grand air. Mon père est tout simplement viticulteur.

Combien, au hasard de longues balades, ai-je rencontré de sinistres poteaux électriques, frappés du sigle E.D.F., abandonnés là par ses agents lors de rénovation ou de renforcement de réseaux, souillant irrémédiablement les derniers vestiges d'une campagne propre ? Quel mépris pour nous tous !

Combien est désolant le spectacle de nos bords de routes aux arbres déchiquetés, mutilés, aux bosquets d'aubépine ou d'épine noire hachés, saccagés par les services départementaux de l'équipement ou des collectivités locales intéressées ! Quel fléau que le débroussaillage mécanique, une blessure à vie sur tout ce qui n'est pas régulier, linéairement calculé ! Il n'y a pas si longtemps qu'élaguer ou tailler les haies faisait partie des travaux d'hiver de tout paysan ou propriétaire, bien avant que nos campagnes se dépeuplent. Il existait même un impôt en nature, sorte de taxe vicinale, où chacun donnait un peu de son temps pour rempierrer les chemins, curer les fossés, raccourcir les taillis trop envahissants ou émonder quelques branchages trop touffus.

La machine a mangé l'homme, elle tuera nos campagnes. Sous prétexte de rentabilité, combien d'emplois sacrifiés, de petits chemins à jamais défigurés !

Tant d'énergie gaspillée.

Je connais d'avance la réponse des intéressés.

DOMINIQUE MARTIN
(Coulanges-sur-Yonne).

Réponse

En réponse à une lettre (le Monde Dimanche *du 6 janvier) le mettant en cause, Jacques du Moulin, auteur des* Jours les plus longs) *(16 décembre 1979), nous écrit :*

Appeler nègre un nègre n'a un sens péjoratif que dans la bouche d'un raciste ou d'un xénophobe.

JACQUES DU MOULIN.

Les infarctus

Au péril d'ajouter à l'angoisse que vient de subir M. Jacques du Moulin pendant son séjour à l'hôpital moderne (« Les jours les plus longs », *le Monde Dimanche* du 16 décembre), j'attire votre attention sur deux études scientifiques qui portent sur l'utilité de soins intensifs traitant les infarctus du myocarde : « Myocardial infarction : a comparison between home and hospital care for patients », sous la direction de H. G. Mather, publié par *British Medical Journal*, n° 3, 1971, pp. 334-337, et n° 1, 1976, pp. 925-929.

Ces expériences ont nettement démontré que les malades atteints d'un infarctus du myocarde (sans complications au départ) sont aussi bien guéris chez eux que dans une unité *de soins intensifs*.

Bien qu'il existe encore une controverse sur l'utilité des unités de soins intensifs traitant des infarctus du myocarde, ces deux études sont les seules expériences réalisées jusqu'à présent.

JOHN R. HOEY,
chercheur associé au C.N.R.S., professeur associé en médecine et épidémiologie, université McGill ; Montréal.

Traintrain

La ligne de chemin de fer Paris-Granville draine l'activité agricole et industrielle de cinq départements et transporte, à chaque week-end et lors des vacances, une population nombreuse dans les résidences de campagne ou les villas de bord de mer.

Le voyageur qui en consulte l'indicateur horaire ne peut retenir sa perplexité : il a le choix chaque semaine entre vingt-trois services pour se rendre de Paris à Granville et seulement vingt-deux pour en revenir (c'est à croire que la région parisienne se dépeuple lentement au profit de la Basse-Normandie !) et il constate aussi que les trains les plus rapides (3 055 et 3 060) sont ceux qui ont le plus d'arrêts.

Mystère et paradoxe d'une ligne sur laquelle une mauvaise fée se pencha lorsqu'elle fut baptisée en 1870, l'« année terrible ».

Déjà, le 22 octobre 1895, à quatre heures de l'après-midi, l'express parti tôt de Granville, trouvant sans doute que le trajet avait été bien agréable et trop court « oublia » de s'arrêter gare Montparnasse, la locomotive défonça les butoirs et descendit place de Rennes (1).

Ce « fait divers » marqua gravement le service exploitation du réseau et l'on peut se demander si la consigne ne fut pas transmise de génération en génération : éviter à tout prix à ce « train fou » d'aller trop vite.

Aussitôt après la dernière guerre, on mettait une nuit pour se rendre de Paris à Granville (328 km) et il y a vingt ans, de cinq à six heures, soit à une moyenne commerciale de cinquante-cinq kilomètres-heure.

Malgré quelques efforts d'amélioration il y a une quinzaine d'années, cette ligne ne bénéficie pas actuellement des progrès de confort et de rapidité que l'on constate, avec fierté, sur toutes les « grandes lignes » françaises. Les espoirs d'amélioration annoncés périodiquement dans la presse régionale sont constamment déçus, malgré les interventions du conseil général de la Manche. Il n'est pas rare de voyager dans des wagons de l'ancien réseau « *Etat* » (plus de quarante ans de bons et loyaux services), et l'on ne compte plus les retards parfois importants sur un horaire déjà généreux : quatre heures en moyenne.

Parmi les péripéties nombreuses dont sont victimes les usagers, celles du train 3 064 du 4 novembre dernier (un des quatre « rapides » de l'année) méritent d'être contées :

Dix minutes après l'arrêt à Flers, qui devait être le dernier, la « rame » s'arrête en rase campagne, repart et s'arrête encore plusieurs fois. Interrogé à trois reprises sur les causes de ces arrêts intempestifs, le contrôleur explique : « *Le train précédent est en détresse, il ne peut plus avancer, il patine.* » « *Malgré le décrochement des wagons les uns après les autres, il patine toujours.* »

Pourquoi diable ce train patinait-il ? Nous le sûmes en arrivant à Paris à 1 heure du matin (au lieu de 22 h 41).

Un speaker nous dit le plus sérieusement du monde : « *Le train traversant une région particulièrement boisée, un amas de feuilles mortes a rendu la chaussée — pardon, la voie ferrée — particulièrement glissante.* »

Décidément, la ligne Paris-Granville n'a pas de chance.

RAYMOND JOURDAN,
(Paris),
« usager » de la ligne depuis quarante ans.

(1) Aujourd'hui place du 18-Juin.

Stationnement

J'ai été poursuivi devant le tribunal de police d'Agen, pour infraction au stationnement payant.

Le juge de police vient de me donner gain de cause par décision du 5 décembre 1979 dont la presse locale s'est fait l'écho.

Le juge a révélé :

1) Que, aux termes de l'article R 44 du code de la route, et de l'arrêté du 24 novembre 1977, la réglementation relative au stationnement doit faire l'objet d'une publicité par panneaux ;

2) Que la réglementation du stationnement ne trouve sa justification que dans l'intention d'assurer la sécurité des voies publiques, et pour les nécessités de la circulation ; qu'est illégal l'arrêté municipal pris pour instituer le stationnement payant en vue d'assurer au concessionnaire des droits de place des recettes pécuniaires.

E. F. COLLIER
(Agen).

Le bout du fil

Si dix millions de téléphones (*le Monde Dimanche* du 30 décembre 1979) ont été installés depuis dix ans, la France reste toujours dans le peloton de queue de l'Europe des Neuf pour le nombre de téléphones par mille habitants.

Dans la commune de 2 000 habitants que j'ai choisie pour résidence de retraite, plus de deux cents demandes sont en instance et certaines depuis 1972 ! Cette commune n'est pas une exception. A de jeunes artisans que l'on a incités à s'installer en milieu rural, on refuse l'égalité des chances avec leurs concurrents en les privant d'un outil « utile », « merveilleux », « indispensable ». Des personnes ou des couples âgés vivant seuls dans des maisons isolées n'ont toujours pas droit à la sécurisation que donne le téléphone en dépit des discours à l'adresse du troisième âge. Non seulement ils ne peuvent joindre, en cas d'urgence, ni médecin, ni policier, ni pompier, mais ils sont coupés de ce « contact familial » si précieux à cette période de la vie.

Si cette catégorie de Français avait été interrogée, la D.G.T. (Direction générale des télécommunications) aurait pu se rendre compte que ce sentiment de frustration est d'autant plus amèrement ressenti que les victimes n'ont aucun recours contre la tromperie d'une administration qui promet chaque année le raccordement pour l'année suivante sans jamais publier un programme de travaux.

C'est ainsi que, lorsque j'ai envisagé de faire aménager une vieille maison familiale pour y prendre ma retraite, j'ai d'abord demandé le raccordement téléphonique. La direction opérationnelle de télécommunications de la région a déclaré alors ne pouvoir me donner satisfaction avant 1975. C'était la date de cessation de mes activités professionnelles, j'ai donc fait engager les travaux. Depuis cette date je rappelle tous les ans ma demande en soulignant la prétendue priorité dont je bénéficie en raison de mon âge et de l'éloignement. Il m'est régulièrement répondu que le raccordement est envisagé pour le deuxième semestre de l'année suivante.

Si la bande du journal jointe à ma lettre porte une adresse de la région parisienne, c'est que nous venons ma femme et moi passer l'hiver ici auprès de nos enfants, ne pouvant vivre en cette saison dans une maison totalement isolée faute de téléphone.

Quand on sait le prix de revient d'une enquête comme celle qui a inspiré l'article de Mme Laurence Bardin, et qu'on mesure à sa juste valeur l'importance de la « découverte » qu'elle a permis de mettre au jour, on ne peut s'empêcher de demander à la D.G.T. combien elle aurait pu financer d'installations urgentes avec le montant de la somme engagée pour ce sondage.

« *Le téléphone relie les hommes* », dit une affiche des P.T.T. Que sont-ils donc ces êtres, jeunes et vieux, qu'on ne veut pas mettre « au bout du fil » ?

N'y a-t-il pas là une certaine impudence de la part d'un service public, à narguer ainsi le public qu'il n'est pas en mesure de servir ?

Je sais bien que l'enquête se proposait de savoir comment les usagers perçoivent ce moyen de communication devenu populaire. Il me semble qu'il convenait de la compléter en faisant connaître comment une partie des futurs usagers ressent sa privation de téléphone et combien l'autosatisfaction affichée un peu partout et trop souvent par la D.G.T. leur paraît pour le moins inopportune et prématurée.

MAURICE LAGARD,
(Trébuzac - Puy-l'Evêque).

PARTI PRIS

Les hurluberlus

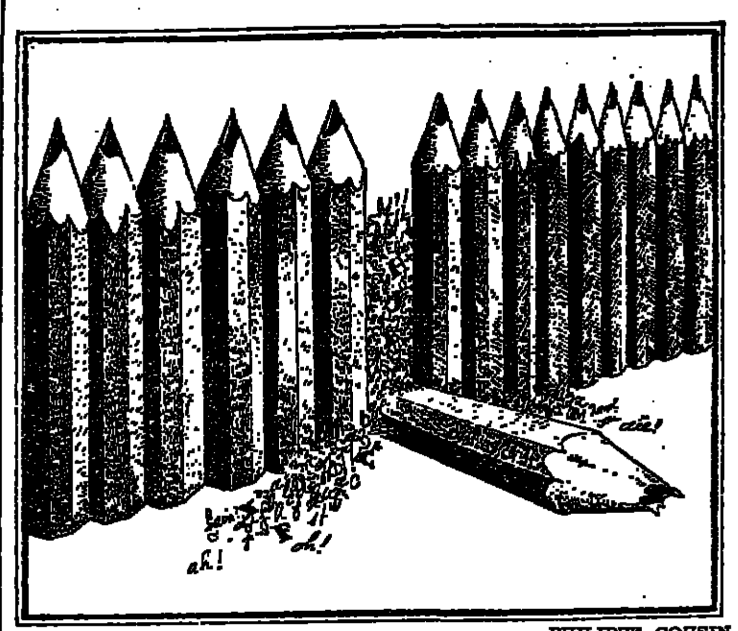
« GARDEZ-VOUS des hurluberlus. » M. Bentegeac, préfet de la Manche, vient d'adresser, avec ses vœux, cette recommandation aux maires du département, dont certains l'ont mal accueillie.

Les hurluberlus, pour le préfet de la Manche, ce sont les gens qui ne sont ni des élus, ni des représentants de l'administration, et qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas, « irresponsables donneurs de leçons, définitifs arrogants, critiques systématiques », en un mot « parallèles » : les citoyens groupés dans les associations de la loi de 1901. Il y a ainsi en France des milliers de groupes qui discutent de politique et de métaphysique, défendent les arbres et les espaces verts, s'inquiètent de la multiplication des centrales nucléaires, se préoccupent de l'aménagement de leur quartier ou de leur commune, ou de la défense de leurs droits.

Si les maires de la Manche ou d'ailleurs se mettent à écouter les doléances des associations, si les administrations sont mises en cause, et E.D.F. et les gâcheurs de paysage pourvus ou non d'un permis de construire, si des gens se réunissent pour parler du passé, du présent et de l'avenir, en dehors des structures officiellement préparées à cet effet, on se demande où on va.

Il y a de mauvais esprits pour prétendre que c'est là au contraire un élément essentiel de ce qu'on appelle souvent la démocratie et que, sans les hurluberlus, la France serait bien morne, les élus mal renseignés et l'administration plongée dans une tranquillité toute proche du sommeil.

JEAN PLANCHAIS.



PHILIPPE COUSIN.

Travail de nuit

L'article de Sophie Seroussi (« Travail à contre-temps » *(le Monde Dimanche* du 2 décembre 1979), et les différentes lettres de lecteurs qui ont suivi m'ont inspiré les réflexions suivantes :

La nuit est faite pour dormir, mais la sacro-sainte production-rentabilité n'a que faire des problèmes humains, et lorsque les scientifiques et les organisations soulèvent le problème du travail continu ou en 3 × 8, il n'y a qu'une seule réponse que je pourrais leur fournir et qu'ils pourraient inclure dans leurs épais dossiers : « Dormir ».

Mais bien sûr on peut penser, et à juste titre, que l'on ne peut éviter que certains secteurs de la machine économique tournent la nuit (hôpitaux, pompiers, et j'en passe), mais, dans ce cas, une embauche massive dans ces secteurs permettrait aux travailleurs de diminuer de beaucoup leur temps de travail de nuit (la fameuse quatrième équipe et, pourquoi pas, la cinquième). Mais le patronat pense que la fatigue et autres sujétions qu'impose le labeur nocturne peut se compenser en argent (primes de nuit, et ce qui est le comble, c'est qu'à la S.N.C.F. elles sont hiérarchisées, dans le sens habituel).

Je pense que personne ne peut dire que la fatigue d'un travailleur ou d'une travailleuse (infirmières) ayant accompli quarante heures ou quarante-huit heures de nuit vaut tant de francs. Il est bien connu que dans notre société, et dans bien d'autres ailleurs, tout est achetable, le temps et le sommeil ; mais quand il s'agit de rembourser, c'est toujours en argent, jamais en temps (exemple : huit heures de nuit pourraient être remboursées par quatre heures de repos supplémentaire).

Je vous écris cette lettre. Il est minuit, je suis en poste depuis 22 heures, je le quitterai à 6 heures du matin, et je tiens le pari que ceux qui pensent que le travail de nuit est « indispensable » à notre économie nationale dorment à poings fermés ; ils compteront mieux leurs bénéfices dans la journée.

CLAUDE BEAUGRAND,
cheminot S.N.C.F., militant C.F.D.T.
(Paris.)

Qui s'en occupe ?

Jeudi soir, Versailles. Dans un café estudiantin où règne la détente après les cours...

Un homme entre et boit sans se faire remarquer quelques verres de bière, parmi les cris, les rires et la jeunesse ambiante, il sort un couteau à cran d'arrêt et menace un jeune homme vêtu de cuir, portant en guise d'épingle de cravate un insigne caractérisant pour ses adeptes la « clef de la vie éternelle ».

Le jeune homme s'esclaffe, explique au « soiffard » la signification de cet ornement, n'ayant — « *Je t'assure Joe* » — rien à voir avec une croix nazie et réfute son appartenance à la Gestapo...

Un copain survient, désavoue l'homme, et tous trois se réconcilient. L'incident est clos... Joe est calmé pour un moment.

Le lendemain, dans le car de 18 heures, allant à Chevreuse et partant de Versailles...

Assise et lisant, je ne regarde pas les gens, quand un éclat de rire général me fait lever la tête et quitter mon bouquin.

La cause du tapage est une femme, plus toute jeune, l'air un peu « toquée ». Celle-ci, jusqu'à Buc, sera le point de mire d'une assistance hilare, mal à l'aise aussi.

Elle crie, s'esclaffe, paraît un peu éméchée, avide d'un public. Elle parle au chauffeur, l'incite à la « draguer », et, finalement, toujours soliloquant, s'en va, à *son arrêt. Elle n'est pas une* pocharde et, sans être soignée, paraît pourtant convenable.

Après ces faits, quelques questions me viennent à l'esprit :

— Pourquoi, comment ces deux personnes ont-elles, à leur âge, toute liberté pour courir au dehors, être la risée des gens, sans visiblement bénéficier d'une aide amie, familiale ou autre ?

— Leur santé paraissant mauvaise, n'ont-elles pas la possibilité de se faire soigner (elles n'en ont pas l'air), d'avoir une aide et morale et psychique ?

— Pourquoi les assistantes sociales ne peuvent-elles pas aller plus souvent dans les cafés, les lieux publics, regarder la misère, la déchéance et les vrais désespoirs ?

— Cette société est-elle un enfer où, passé quarante ans, cinquante ans, toute personne seule se met à picoler ou perdre la raison ?

— Faut-il que ce soit nous, les jeunes « immoraux », « irrespectueux », « sans foi ni loi », etc., qui mettions le holà et pressions le bouton d'alarme face à la solitude de nos aînés ?

— Faut-il plutôt remercier la société *new-wave* qui continue ses frasques en toute impunité, sans outrer les bonnes gens, ou même les concerner ?...

MÉLANIE GOUVERNAL
(Saint-Rémy-lès-Chevreuse).

L'œuvre de Jean Coutrot

L'article sur la synarchie, paru dans *le Monde Dimanche* du 12 janvier, me suggère quelques commentaires.

Certains de vos lecteurs peuvent être intéressés de savoir que toutes les archives de Jean Coutrot détenues par la famille ont été versées à la Fondation nationale des sciences politiques et qu'elles seront consultables pour des recherches à but scientifique dès que l'inventaire en sera terminé.

La synarchie dont l'auteur de l'article étudie le mythe ne doit pas masquer un des courants de recherche les plus vivaces de l'entre-deux-guerres. X Crise, prolongé par le Centre polytechnicien d'études économiques, en est un des aspects les moins mal connus, et les idées qui s'y confrontèrent eurent une influence sur les solutions de l'après-guerre.

Parler de Jean Coutrot, c'est aussi évoquer l'Ecole d'organisation scientifique du travail, le Bureau d'ingénieurs-conseils en rationalisation (BICRA), le plan du 9 juillet. Le Centre d'études des problèmes humains, créé en 1936, associe à ses recherches et réunit en particulier aux colloques de Pontigny des personnalités parmi lesquelles je citerai seulement le P. Teilhard de Chardin, A. Huxley, A. Sauvy, Maria Montessori, A. Foulion, l'archéologue, H. Dubreuil, du B.I.T., G. Matisse, biologiste, A. Varagnac, ethnologue, M. Prélot, juriste, Tchakotine, l'auteur du *Viol des foules*.

Les travaux de Jean Coutrot et de ses amis sont sous-tendus par une finalité : le devenir humain et la part créatrice de chacun, et ce n'est pas un hasard s'il intitule son principal ouvrage *De quoi vivre* (Grasset, 1935).

En 1936, il est appelé par Ch. Spinasse, ministre du gouvernement Léon Blum, pour créer le Centre national d'organisation scientifique du travail, institué par décret, à qui incombait entre autres la charge de prévoir une meilleure organisation des entreprises, de l'administration et de la recherche scientifique.

Le passionné de la rationalisation voudrait mettre l'art dans la vie de tous les jours. Il est l'ami intime des peintres Robert et Sonia Delaunay, se lie étroitement avec André Lhote et le poète Jules Supervielle.

Au Pen Club, il fréquente des poètes — Paul Valéry et Léon-Paul Fargue — et des hommes de lettres. Plus tard, il se lie avec Le Corbusier et A. Perret dont il habite un des premiers immeubles.

Cette énumération sèche et incomplète n'a d'autre but que d'attirer l'attention sur une œuvre mal connue, dont l'ampleur dépasse le simple itinéraire individuel et qui a sa place dans l'histoire économique et sociale de la France contemporaine.

ALINE COUTROT,
maître assistant à l'Institut d'études politiques.
(Paris.)

● ERRATUM. — Dans l'article de Jean-Noël Jeanneney, il fallait lire, deuxième colonne : « *(Martin) a reçu de l'un de ses agents le texte d'un pacte mystérieux, dit « pacte synarchique d'empire » qui a été volé* (et non pas « voté ») *peu auparavant, en février ou en mars, dans l'appartement de l'industriel Jean Coutrot.* »

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

Pensée unitaire et spéculation

« Notre siècle reliera le règne de la force isolée, abondante en créations originales, au règne de la force uniforme, mais niveleuse, égalisant les produits, les jetant par masses et obéissant à une pensée unitaire, dernière expression des sociétés. Après les saturnales de l'esprit généralisé, après les derniers efforts de civilisations qui accumulent les trésors de la Terre sur un point, les ténèbres de la barbarie ne viennent-elles pas toujours ?

» (...) Comme l'a dit un écrivain assez spirituel pour ne rien publier, on vole aujourd'hui plus d'idées que de mouchoirs. Peut-être, un jour, verrons-nous une Bourse pour les idées ; mais déjà, bonnes ou mauvaises, les idées se cotent, se récoltent, s'importent, se portent, se vendent, se réalisent et rapportent. S'il ne se trouve pas d'idées à vendre, la spéculation tâche de mettre des mots en faveur, leur donne la consistance d'une idée et vit de ces mots comme l'oiseau de ses grains de mil. Ne riez pas ! Un mot vaut une idée dans un pays où l'on est plus séduit par l'étiquette du sac que par le contenu. »

(Honoré de Balzac, *l'Illustre Gaudissart*, 1833.)

JEAN GUICHARD-MEILI.

VOUS ET MOI

Silence, je dors

Je suis loin d'être un loir, mais le fait est que je sors peu et dors beaucoup. C'est une habitude d'ancien bébé.

Quand j'y réfléchis et que cela ne me fait pas sombrer aussitôt dans un profond sommeil, je m'aperçois que je passe près de la moitié de ma vie à dormir. Si ce n'est au lit, c'est debout (il faut bien vivre, paraît-il), serré au milieu de mes semblables, dans la torpeur communicative d'une rame de métro-dodo, ou bêtement tracté par un escalier, un trottoir, roulants.

Le sommeil, ça me connaît. Je suis passé maître. Et croyez-moi, ce n'est pas facile de se spécialiser dans cette voie, de tenir tête aux stakhanovistes de l'état vigile, de résister, quand on est couche-tôt *et* (comme on dit fromage *et* dessert) lève-tard, au terrorisme des fêtards, des poètes, des camés, des noctambules et autres insomniaques. Rien que d'y penser, je bâille.

Encore, les insomniaques sont excusés. Ils cherchent et ne trouvent pas. Mais tous les autres, héros de l'endurance vigile, scouts stoïciens toujours prêts, caféinés des matins blêmes, quelle pitié ! C'est encore la quête du profit, fût-il littéraire ou philosophique, qui les tient obstinément réveillés, la mesquine hantise de ne rien laisser perdre, pensée, minute, plaisir. Alors que les vrais jouisseurs sont les dormeurs !

J'ai une aversion particulière pour les prosélytes de la veille, comme mystiques, militaires et militants. Les plus pénibles, quand vous les écoutez en hochant la tête et clignant des yeux, agacés qu'ils sont par les « ah bon », « c'est intéressant, ça », « je vois, je vois » que vous leur concédez, vous claironnent brusquement dans les oreilles « mais tu roupilles ou quoi ? » et s'amusent de votre air effaré.

Je me demande parfois si ce défaut de confiance dans le corps (lequel s'engourdit facilement quand on l'y autorise) n'est pas un signe de sottise. Tandis que l'écrivain nocturne s'épuise à traquer l'inspiration, le dormeur la trouve à son réveil, après une longue nuit réparatrice et conseillère, profuse et vivace auprès de lui. Il suffit de prendre, ça coule de source et l'idée vient.

Pourquoi j'aime dormir ? C'est la seule de mes activités qui ait un sens. C'est la seule dont je me sente vraiment capable, dont je ne suis jamais coupable. Qui me guérit, périodiquement mais régulièrement, de moi. C'est le seul moment de mon existence où Dieu, s'il existe, me supporte. Le seul moment où je supporte, s'il n'existe pas, son absence infinie.

Et je ne parle pas des bonheurs annexes. Une chambre fraîche et spacieuse, la douceur des draps odorants, le poids rassurant de l'édredon, les reflets mauves de la lampe, la volupté particulière de l'horizontale, la promesse d'un sommeil sûr après une petite mort galante et parfumée...

Mais je me laisse glisser. Reprenons-nous. Il est minuit largement passé. J'ai encore deux lettres à écrire, et le séminaire XIV de Lacan à potasser impérativement avant demain matin.

Reposez-vous bien.

J.-M. GENG.





GUY LE QUERREC/MAGNUM.

VIES

Sissoko, seigneur des griots

Nom : Banzoumana Sissoko. Profession : griot. Le conseiller de Modibo Keita se plaint aujourd'hui de l'ingratitude des nouveaux dirigeants.

LAURENT GREILSAMER

BANZOUMANA SISSOKO, quel est ton mystère ? Je t'ai demandé ton premier souvenir, tu as répondu : *« Une impression de souffrance et de regrets perpétuels. »* Je t'ai demandé qui tu es, tu as dit : *« Un griot, un ngara »*, celui dont la connaissance, en Afrique, est immense. Je te le demande : Sissoko, qui es-tu ?

Né en 1890, provisoirement perclu des jambes, définitivement aveugle, tu réponds aux questions que l'on te pose en bambara, ta langue. Tu est en France depuis deux mois, logé dans une lointaine banlieue parisienne ; tu vis là, en instance, dans un appentis au ciment humide. Un matelas posé sur le sol, quelques photos au mur dont tu te moques bien, des sièges pliants et un gros fauteuil en skaï crème, voilà ton équipage. Tes mains se tendent vers un poêle portatif et tu racontes...

A l'origine, tu es le descendant d'une famille de *guerriers* de l'empire du Mali ancien fondé par Soundiata Keita au treizième siècle. A cette époque, les griots étaient des *kouyaté* (en langue malinké, de Kou : quelque chose, et Yanté : entre nous : il existe une convention entre nous) (1). Trop peu nombreux, on décida de rassembler tous les hommes riches en « connaissances ». L'ancêtre de Sissoko, un grand initié, s'était alors avancé. Son chant était si beau qu'on le pria de devenir *« homme de science et de vérité »*.

Dès lors, les Sissoko ne cesseront plus d'être griots de père en fils. Natifs de la région de Ségou, au nord-est de Bamako, dans le village de Koni, ils iront de province en province, d'empire en empire, de pays en pays. Voyageant à pied, à dos d'âne ou juchés sur un cheval, les Sissoko, leur fameux *n'goni* (guitare) sous le bras, arpentent le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, la Haute-Volta, la Côte-d'Ivoire et le Mali. Partout, ils égrènent des notes de musique, expliquent tel acte, commentent tel fait. *« Etre griot*, dit Banzoumana, *c'est être artiste et savant »*, connaître l'histoire, la littérature, les langues et les institutions, *« savoir ce que les autres ignorent »*. Une naissance, un baptême, une circoncision ? Un mariage ou un décès ? Sissoko est toujours là. A chaque événement sa musique, son rituel.

Banzoumana Sissoko, recroquevillé dans son fauteuil de skaï, vêtu d'un col roulé et d'un boubou chiffonnés, perçoit notre incompréhension. Son traducteur cherche un mot juste et cite finalement un proverbe africain : *« Quand un griot meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. »* Et s'il venait à flamber ? On l'entoure à la manière d'une relique.

D'autant que Banzoumana Sissoko constitue un pan de l'histoire récente du Mali. Oui, lui qui ne chante que l'empire du Mali naissant, vers l'an 1013, et ses héros — Soundiata Keita, Da Monzon Diara, — lui, que son peuple a surnommé « le Vieux Lion », est *« un facteur de l'unité nationale »*. Bien des Maliens disent : *« C'est grâce à Sissoko que le Mali est ce qu'il est. »* Yeux clos, longues mains immobiles dans l'air, il affirme ne pas pouvoir énumérer tous les services qu'il a rendus à sa patrie...

Sur trois cordes

Le 19 août 1960, les conseillers du président Modibo Keita lui demandaient ainsi d'aider la nation *« à regarder l'avenir en face »*. La Fédération du Mali venait d'éclater. Durant quarante-huit heures, il incitait alors les Maliens à faire confiance à Keita, à prendre exemple sur leurs ancêtres. Et il gagnait la partie. Banzoumana Sissoko devenait le conseil de Modibo Keita (1960-1968) avec pour tâche particulière *« de dire la vérité »*, de faire en sorte que les yeux des dirigeants s'ouvrent.

Statutairement, il est l'un des cadres supérieurs de la nation avec un poste au ministère de l'information. Sa manière de jouer du *n'goni* (guitare), incomparable, dit-on, annonce toujours sur les ondes de la radio nationale des événements exceptionnels. Le putsch militaire de 1968, conduit par le lieutenant Moussa Traoré. La « guerre » avec la Haute-Volta, en 1974. Les élections générales du 19 juin dernier. Le pincement des trois cordes du *n'goni* de Sissoko n'est jamais répercuté en vain.

Pourtant, l'étoile de Banzoumana Sissoko décline depuis plusieurs années. Il se plaint d'un manque d'égards de la part des nouveaux dirigeants. Il a des mots durs, cassants, pour ces militaires. Il parle d'*« ingratitude »*, de *« politique politicienne »*. *« Les nouveaux rois sont incapables de générosité »*, lance-t-il. Et Sissoko, le vieux, de dépit, se refuse à jouer les conseillers. *« On ne chante que les méritants*, explique-t-il (2). *Les Da Monzon et Soundiata détenaient un pouvoir que la communauté leur avait confié. Ils sont morts sans être destitués parce qu'ils s'entendaient bien avec le peuple au contact duquel ils vivaient. Aujourd'hui, la moindre parcelle de pouvoir gonfle la tête de nos dirigeants, qui deviennent des oppresseurs. »*

Certes, Sissoko reconnaît : il est âgé. Il brosse son portrait : un vieux lion sans dent, aigri et plein d'amertume. Mais il est griot, le plus grand griot de l'Ouest africain, et on le néglige. Un vent de révolte le secoue, lui et sa « maison », forte de quarante personnes. A quatre-vingt-dix ans, il a accepté l'invitation du Regroupement des travailleurs maliens en France et du groupe Information, culture et immigration (I.C.E.I.) à venir à Paris pour la veillée de l'indépendance du Mali. *« C'est vraiment que la situation est intenable pour lui »*, insiste un représentant des travailleurs maliens. C'est vraiment que quelque chose ne tourne plus comme avant au Mali... Faire patienter Sissoko dans les antichambres, quelle honte ! Lui refuser audience, quelle indignité ! Sissoko a pris son *n'goni*, appelé sa femme, et le voilà. Il a parcouru plus de vingt-cinq foyers de travailleurs immigrés. Il est passé par Le Havre, Compiègne, Beauvais... Sissoko super star...

Fin décembre, le foyer Boulogne-II. On est loin des places des villages bambara, des greniers à mil cubiques surmontés de leurs chapeaux en chaume. Les ateliers de la régie Renault sont à deux pas. Billancourt attend son griot.

19 heures : déjà les magnétophones sont posés à terre, prêts à capter les bribes de mélodies que Sissoko pincera sur son *n'goni*. Déjà un marché s'improvise, les beignets remplaçant les esquimaux. On vend des bonbons à la pièce, des figues séchées. L'assistance est composée de Maliens, de Sénégalais, de Mauritaniens et de quelques Africains du Nord.

20 heures : Sissoko arrive, râpé par le temps, engoncé dans un parka kaki. Il connaît les ficelles du métier, Sissoko. Il arrive une heure en retard par égard pour sa réputation, par égard pour ses admirateurs. Assis à terre, quasi invisible à côté de sa griote, le vieux lion pousse alors une chansonnette. Habituellement, les griots font la musique, les griotes chantent. Sissoko, lui, *« fait l'homme et la femme »*. Les vieux écoutent et se retrempent dans leur culture ; les jeunes viennent découvrir leurs traditions. Les quolibets sont vite rentrés. La musique, disons-le, n'est pas très belle, la voix non plus, mais les paroles, nous dit-on, sont d'une grande poésie. Sissoko ne chante pas depuis trois minutes qu'un homme s'avance, ouvre son portefeuille et tend un billet. La fête commence.

Un taxi

21 heures, 22 heures, 23 heures : les dons continuent d'affluer, entrecoupés de temps à autre par une courte mélopée. Sissoko, tel une pythie muette, engrange. Deux intercesseurs remettent pièces et billets en rendant public le nom du donateur et ses qualités pour que le poète-historien loue la mémoire des ancêtres.

« Les travailleurs font ce que leurs pères et leurs grands-pères faisaient, explique M. Doumbia, secrétaire du Rassemblement des travailleurs maliens en France. *Ils suivent la tradition. »* Le premier billet de 500 F est salué par des applaudissements. *« Les nouveaux rois sont incapables de générosité »*, le peuple si ! Serait-ce un vent de fronde qui saisit le foyer de Boulogne-II ? La fièvre des soirs de révolution où l'on a l'impression de réparer les injustices ? Sissoko n'est pas loin de le penser. Comme si Paris montrait à Bamako le bon chemin. Sissoko *« va vers ceux, dit-il, qui connaissent sa vraie valeur »*.

Peut-on faire les comptes ? Oui. Est-ce malséant ? Non. Le vieux lion a déjà expédié au Mali une 404 bâchée destinée à servir de taxi. Il a fait l'acquisition, pour ses besoins, d'une autre voiture. Sa trésorerie est consolidée. Il n'a pas démérité.

Banzoumana Sissoko, qui es-tu ? ■

(1) *Les Castes au Mali*, Bokar N'Diayé, collection « Hier », Editions populaires, Bamako.
(2) *Jeune Afrique*, n° 985.

IDENTITÉ

Les souffrances des transsexuels

« Je hais mon corps. » C'est ce qui différencie les transsexuels, hommes ou femmes, des travestis et des homosexuels. Il arrive que le beau jeune marié sorti d'une école militaire n'ait qu'un désir : être une femme.

CATHERINE RIHOIT

LA date la plus importante pour l'ère du transsexualisme est sans doute 1953 : l'Américain George Jorgensen devient Christine. L'énorme campagne de presse autour du cas fit connaître le problème dans le monde entier. C'est l'époque du *star system* hollywoodien : des photos convaincantes montrent comment un jeune homme timide et malgrichon, aux oreilles en feuilles de chou, se mue en une ravissante jeune personne sûre d'elle et de sa féminité. Suit une carrière d'artiste de cabaret et d'actrice. Qui dit mieux ? En 1967, une autobiographie atteste une satisfaction durable.

L'affaire Jorgensen, c'est le côté clinquant, conte de fées trop beau pour être vrai, qui contribuera à donner au transsexualisme un côté « pas sérieux ». L'affaire Capucine, en France, est du même ordre. Mais, en 1974, Jan Morris embourgeoise le problème. Journaliste réputé, écrivain, père de famille, James Morris stupéfie l'Angleterre en revenant de Casablanca avec un appendice en moins et du moral en plus. Jan ne fait pas dans le genre rouge à lèvres, bustier, faux cils et pendants d'oreilles. C'est une dame bon chic - bon genre, une ménagère anglaise très comme il faut qui apparaît sur les photos. Très britannique, le livre qui raconte son histoire pratique cependant la litote, et les motivations de l'auteur, comme celles de Christine, ne sont pas expliquées. Les deux livres ont un point commun : sexualité et émotion en sont soigneusement expurgées. Pour ne pas choquer, on aseptise.

Parallèlement, la presse publie de temps à autre des reportages d'un esprit très différent. A l'automne dernier, la revue allemande *Stern* titre en couverture : « *Je hais mon corps* ». Le tout est destiné à angoisser, à choquer. Les photos sont effrayantes, de prostituées androgynes qui manient le rasoir électrique sous leur chignon choucroute ou se font leur piqûre.

Star, bourgeoise ou putain, le transsexuel devenu femme retombe dans les vieux stéréotypes. Au-delà des clichés, qu'est-ce que la transsexualité ?

Tout d'abord comment définir le sexe ? On peut mentionner le sexe phénotypique, qui permet de distinguer extérieurement l'homme de la femme. Celui-ci n'est pas forcément en accord avec le sexe gonadique. Le sexe génotypique défini par l'union de deux chromosomes X chez la femme, d'un chromosome X et d'un chromosome Y chez l'homme, peut être lui aussi parfois démenti par l'apparence. Plus récemment, on a déterminé que le sexe psychologique n'est identifiable qu'à la conviction intime du sujet quant à son appartenance sexuelle. Enfin, le sexe social, ou sexe éducatif, peut être dévié par des contacts sociaux aberrants, des maladresses de l'entourage familial.

Cette abondance de définitions indique une multiplicité de perturbations possibles si l'un des éléments est en désaccord. Dans un cas de malformation génitale, il arrive que l'assignation sexuelle donnée à la naissance se révèle fausse à la puberté. Si l'on procède alors à une chirurgie correctrice en désaccord avec le sexe psychologique, des perturbations très graves de l'équilibre du sujet peuvent survenir, allant jusqu'à la psychose. Des cas de ce genre ont été mentionnés par le psychiatre américain R. Stoller dans son livre *Recherches sur l'identité sexuelle* (Gallimard).

Le désaccord entre la morphologie et le comportement, ou le « ressenti » de l'individu quant à son sexe, peut aboutir à des résultats différents. L'hermaphrodite seul présente une anomalie physique. L'homosexuel (le) est conscient et même fier de son appartenance, son désir va justement vers son propre sexe. L'homosexuel efféminé ou l'homosexuelle virilisée ressentent, dans le rapport amoureux à un être du même sexe qu'eux, une certaine affinité psychologique avec le sexe opposé. Ce n'est pas le cas de l'homosexuel viril ou de l'homosexuelle féminine, qui « collent » à leur rôle tout en désirant une personne du même sexe.

Chez le travesti, l'identification à l'autre sexe va jusqu'au besoin de la vivre, par périodes, à l'aide du vêtement, du maquillage, des manières. Cependant, le travesti ne refuse pas son anatomie, au contraire, il retire souvent une satisfaction d'être le seul, momentanément, à savoir la vérité, la possession de son sexe masculin caché. Il y a dans l'assomption de l'autre rôle par le travesti une certaine ambiguïté : il peut « tout avoir », il donne par son théâtre une image souvent caricaturale de la femme, qui n'est pas dépourvue d'agressivité. Il est à noter que le travesti masculin n'est pas toujours homosexuel ; beaucoup plus rare chez les femmes, ce comportement accompagne alors toujours une homosexualité de type viril.

Engagement total

Il convient donc de bien distinguer hermaphroditisme, homosexualité, transvestisme et transsexualisme. Money et Gaskin définissent le transsexualisme comme « *un trouble de l'identité de genre dans lequel la personne manifeste, avec une conviction constante et persistante, le désir de vivre comme un membre du sexe opposé, et prend progressivement des mesures pour vivre dans le rôle sexuel opposé, à plein temps* » (Money et Gaskin, « Sex Reassignment », *International Journal of Psychiatry*, 1970-1971). Il ne s'agit pas seulement, comme cela peut se produire chez l'homosexuel, de rêveries fantasmatiques ni, comme pour le travesti, de vivre partiellement et momentanément le fantasme. Il s'agit d'un engagement total.

Stoller insiste sur la notion de bisexualité, mise en avant par Freud et tellement à la mode de nos jours. L'homme et la femme ne sont pas totalement opposés : il s'agit plutôt d'un continuum, avec des degrés variés, du « plus » féminin au « plus » masculin. Les époques et les cultures diffèrent dans l'importance donnée à la différenciation des rôles sexuels. Il est certain qu'aujourd'hui la mode unisexe facilite quelque peu les choses pour les individus « déviants » dans l'assomption de leur rôle.

Money et Hampson considèrent que la notion d'identité de genre est acquise une fois pour toutes à l'âge de trois ans. Cette acquisition peut être comparée à la situation de l'enfant bilingue de naissance. Le cerveau d'un tel enfant doit coder tous les sons et énoncés linguistiques comme appartenant à une langue ou à l'autre. D'une façon comparable, le cerveau de n'importe quel enfant doit coder tous les signaux de rôle de genre comme masculins ou féminins, et attribuer à chacun d'eux une valence positive ou négative. Sinon l'enfant différenciera une identité de genre, soit ambivalente, soit contradictoire du phénotype morphologique, et l'assignement sexuel sera dicté par cette différenciation défectueuse.

On n'a jusqu'ici aucune preuve que la perturbation de l'identité de genre puisse être provoquée par un trouble physiologique et il semble bien que le psychologique soit le facteur dominant sinon unique. On en est convaincu lorsqu'on a l'occasion de voir un certain nombre de transsexuels ; les apparences physiques varient considérablement, et l'homme au physique de débardeur, au système pileux abondant, est tout autant qu'un homme mince et gracile, aux fines attaches, convaincu d'avoir une âme de femme emprisonnée dans un corps masculin.

De quelle nature sont ces influences psychologiques ? Stoller détermine un « *profil de mère de transsexuel* », tout comme d'autres ont cru pouvoir typer les mères de schizophrènes. Il pense que les mères de garçons transsexuels créent une symbiose plus intense encore que celle des mères des sociétés primitives, alors que les pères sont singulièrement absents, sinon physiquement du moins psychologiquement. L'enfant serait tellement gratifié par le contact corporel et verbal prolongé avec sa mère que le besoin d'aller vers le père pour une identification masculine serait entravé, d'autant plus que ce dernier s'y prêterait mal.



PHILIPPE COUSIN

« Je déchirais mes vêtements de fille »

« Lorsque mes seins ont commencé à pointer, j'ai cru que je devenais fou. » Pour Claude, un seul remède, la chirurgie. Une suite d'opérations délicates.

YVES MAMOU

LE docteur Léon Pérel, chirurgien plasticien, a opéré plusieurs transsexuelles désirant changer leur anatomie féminine. Comment a-t-il été amené à transformer Martine, employée des postes, trente-cinq ans, en Claude, employé des postes, trente-cinq ans ? « *C'est une longue histoire où le hasard tient une grande place. En 1971, le chef de service d'un grand hôpital parisien m'a demandé d'opérer une de ses externes. C'est ainsi que j'ai abordé ce problème que j'ignorais totalement, comme 99 % de mes collègues.* »

Claude a vécu dans le secret. « *Quand j'étais petit mes parents étaient étonnés, choqués de la violence avec laquelle je déchirais mes vêtements de fille, de la fureur qui m'habitait lorsque je démantibulais mes poupées. Je ne voulais pas de ces jouets de fille. J'étais un garçon, mais personne sauf moi ne le savait. A l'école, dans cette classe de filles, j'étais un étranger.* » Son enfance, Claude l'a passée en province, dans un bourg cerné par la campagne. Il aimait par-dessus tout grimper aux arbres, et n'hésitait pas à rosser les petits garçons qui lui tiraient ses nattes. « *J'étais si violent que le curé lui-même intervenait continuellement auprès de mes parents qui ne comprenaient rien. J'étais heureux chaque fois qu'on m'appelait « garçon manqué ».* »

L'adolescence fut un cauchemar. « *Lorsque mes seins ont commencé à pointer, j'ai cru que je devenais fou. Plus que jamais j'apparaissais aux autres comme une femme, alors que, moi, je SAVAIS que j'étais un garçon. C'est à partir de ce moment-là que le calvaire a vraiment débuté. Jusque-là, je crois que je gardais espoir qu'un pénis finirait par me pousser.* »

Au nom de cette conviction solitaire et brûlante, le chemin qui mène à la « modification » va commencer. « *J'ai d'abord tenté de me viriliser par un traitement hormonal. Mais je finissais par prendre une apparence intermédiaire, monstrueuse. C'est là que j'ai fait une première tentative de suicide. Je me suis réveillé à l'hôpital où un psychiatre est venu me voir. Je lui ai tout raconté et il m'a proposé de m'interner. Il voulait me faire parler, il disait que ça m'aiderait à y voir plus clair. J'ai accepté, mais il n'y avait rien d'obscur pour moi, tout n'était que trop clair.* »

C'est ainsi que, après un an et demi d'hospitalisation et une deuxième tentative de suicide, Claude fut envoyé chez le docteur Pérel. Celui-ci est loin d'être un maniaque du bistouri, et ne se prend pas pour Dieu-le-Père. « *C'est en toute dernière instance que je m'intéresse aux transsexuelles. Je demande toujours que deux psychiatres certifient par écrit que j'ai bien affaire à une transsexuelle et que le seul traitement possible reste la chirurgie. J'exige également des certificats d'endocrinologie, le consentement du conjoint si elle est mariée et même éventuellement des enfants, plus une description la plus complète possible de sa vie depuis son enfance.* »

Les techniques de cette chirurgie sont variables. Le docteur Pérel reconnaît volontiers que les méthodes de ses collègues américains sont plus sophistiquées que les siennes, mais pas plus efficaces. « *Le résultat est le même,* dit-il. *On fait d'abord une mammectomie bilatérale. C'est-à-dire qu'on procède à l'ablation des glandes mammaires, en conservant la quantité de peau nécessaire, ainsi que l'aréole et les mamelons. Ensuite l'on fait une hystérectomie totale par laquelle on enlève l'ensemble des organes de reproduction. Après vient l'étape de la colpectomie, qui consiste à enlever le vagin. Cela procède d'une technique délicate mais peu hémorragique. L'étape suivante est celle de la construction d'une verge. D'excellentes prothèses péniennes et testiculaires existent actuellement qui sont utilisées depuis quelques années dans le traitement de l'impuissance. Bien qu'elles ne soient pas érectiles, elles permettent d'avoir des rapports sexuels en rendant possible l'intromission. Des problèmes techniques se posent cependant qui sont très difficiles à résoudre. La formation d'un urètre en est l'exemple le plus évident. C'est elle qui nécessite la plus longue hospitalisation et la surveillance la plus serrée.* »

Mais quelle jouissance peut-on retirer de seins enlevés et d'un pénis factice ? « *Le clitoris subsiste, juste au-dessus de la base du pénis,* rétorque le docteur Pérel. *Elles y tiennent beaucoup, car c'est la seule partie de cet appareil sexuel féminin dont elles ne veulent plus qui procure une jouissance acceptable.* »

Qui a les moyens de s'offrir un tel luxe chirurgical ? « *Ces opérations ne coûtent pas cher parce que j'ai réussi à les faire prendre en charge par la Sécurité sociale. Les médecins de la Sécurité sociale ont parfaitement compris que la prise en charge du procédé chirurgical coûterait moins cher à leur organisme qu'une hospitalisation de longue durée en psychiatrie, laquelle serait au demeurant parfaitement inefficace.* »

Il est vrai que tous les traitements échouent, qu'ils soient chimiques ou psychothérapiques. Leur inefficacité est telle que, souvent, les transsexuels s'automutilent par désespoir.

La jouissance des transsexuelles brille plutôt par son absence. La vie sexuelle offre peu d'intérêt pour eux et tient un rôle tout à fait négligeable dans leur vie. Pourtant beaucoup d'entre eux vivent en couple, et certains ont même réussi à avoir des enfants par insémination artificielle de leur compagne.

Pour le docteur Pérel qui suit ses patients longtemps après l'opération et exige d'être tenu au courant du moindre événement, l'intervention chirurgicale a des résultats incontestablement positifs. « *Tous les sujets que j'ai traités semblent bien dans leur peau. En général, l'entourage et les familles acceptent assez bien la situation. Bien sûr, ils ne pourront jamais arriver à procréer, car la production de sperme est inenvisageable. A long terme cependant, même si le résultat reste valable, une insatisfaction peut persister. L'individu n'a pas immédiatement le sentiment d'appartenir d'une façon pleine et entière à l'autre sexe. Il y aura une quête infinie de toujours plus d'attributs, caractères et fonctions de l'autre sexe.* »

هكذا من الأصل

Stoller note que le petit garçon transsexuel « *n'a pas le désir de protéger son pénis et ne souffre d'aucune des vicissitudes de l'angoisse de castration* ».

La suite de l'analyse des mères par Stoller comporte la bisexualité marquée, ces femmes ayant été des garçons manqués ; un sentiment de vide les conduisant à tenter de combler ce vide par une identification à leur enfant ; et l' « envie du pénis » les conduisant à déprécier le masculin aux yeux de l'enfant et à approuver les conduites féminines de celui-ci.

Pour Françoise Dolto, « *il y a un gros risque, si la mère ne voit que des femmes, que la relation triangulaire se faisant avec deux femmes pour le garçon et deux femmes pour la fille, quelque chose se retarde au point de vue du langage émotionnel génital (...). L'enfant s'identifie à une femme pour devenir homme. C'est-à-dire que c'est un mot qu'il ne comprend pas très bien, mais qui est celui-là : c'est un homme lesbien.* » (TF 1, « *Questionnaire.* »)

Cette notion d' « homme lesbien » met paradoxalement en lumière le fait que le transsexualisme, comme le transvestisme, n'est pas toujours accompagné d'homosexualité. Au contraire, beaucoup de transsexuels montrent à l'égard de l'homosexualité un dégoût marqué et sont peinés que leur allure efféminée les fasse assimiler à des homosexuels. Ainsi Jeanne Nolais, alias Maurice (1), voit son dilemme compliqué, particulièrement dans l'enfance, par les tentatives de séduction dont elle est l'objet de la part d'homosexuels, et par le verdict d'homosexualité porté sur elle par l'opinion publique et, à l'occasion, médicale : « *Je gardai le souvenir de l'incident comme un secret honteux. Cela avait quelque chose d'incompréhensible ; je me sentais à la fois innocent, surpris, dans tous les sens du terme, mais aussi vaguement coupable. Je ressentais à l'égard de ce garçon un dégoût et de la rancune (...). J'ignorais ce qu'était l'homosexualité.* » Et plus tard, à l'adolescence : « *Je comprenais enfin tout cela, plus ou moins, les scènes passées défilaient dans ma tête. Je me dis :* « C'est vrai que je suis » pédé. » *Mais je ne parvenais pas vraiment à y croire. Tout mon être se révoltait à cette idée.* »

Angélisme

Le transsexuel à l'anatomie masculine n'est donc pas forcément attiré vers les hommes ; cependant s'il aime les femmes, le refus de son sexe le conduit à une attitude apparentée à l'angélisme : « *J'étais assez fleur bleue. A quinze ans, et pendant de longues années, ma vision de l'épanouissement sexuel consistait à m'imaginer tenant la main d'une suave jeune fille, au clair de lune, en lui murmurant des mots doux. Le rêve s'arrêtait là.* » Ce qu'il aime, chez la femme, c'est ce qu'il voudrait être : la différence, mais en tant qu'il souhaite en lui-même l'abolir. Perdu dans ces contradictions apparentes, le transsexuel, lorsqu'il ne comprend pas encore sa condition, essaie désespérément de s'adapter. « *Après tout, si tu aimes comme ça, c'est que tu es normal. Peut-être que tes problèmes, c'est parce que tu étais trop seul, que tu te montais la tête.* »

C'est ainsi que certains en arrivent au mariage, dans l'illusion que le problème se réglera de lui-même. Parfois, cela va bien pendant un certain temps : en effet, la fonction reproductrice du transsexuel n'est pas altérée et l'impuissance, lorsque impuissance il y a, provient de l'absence de goût pour le coït, en tant que celui-ci lui rappelle sa virilité, et non d'une quelconque impossibilité physique. Dans certains cas — paradoxalement, ici, les plus heureux — il y a une grande compatibilité d'humeur entre les conjoints, c'est-à-dire que l'épouse éprouve aussi peu de goût pour l'acte sexuel que le « mari », soit par une homosexualité refoulée, soit par la faiblesse de ses pulsions sexuelles. C'était le cas de l'épouse de Maurice Nolais, c'est encore celui de M., cette ophtalmologiste de province, dont le mariage avec un beau jeune homme sorti d'une école militaire se révèle « blanc ». Elle a, envers et contre tout, soutenu la marche difficile de son « mari » jusqu'à l'acceptation de sa condition, l'opération et une « féminité » qui les conduit à vivre aujourd'hui comme deux sœurs... Tout en étant dûment liées par contrat de mariage.

Mais l'issue est loin d'être toujours aussi heureuse ; ainsi D., chauffeur de taxi parisien, se marie sur avis familial et médical. Il sent bien que quelque chose ne tourne pas rond, mais puisqu'on lui dit que ça s'arrangera... Deux enfants naissent. D. est bon père, mais avec le temps, son désir de féminité se renforce. Il demande le divorce. Cela se fait dans une atmosphère de drame.

Aujourd'hui, D. vit seul à *Paris*. Sa femme n'a jamais admis la situation, ne s'est jamais remariée, lui en veut toujours. Les enfants se montrent plus compréhensifs mais devant eux D. cache son problème. Comme il le cache à tous, sauf à ceux qui le partagent avec lui. D. a un physique très masculin, il le sait, et en conséquence le changement de sexe reste pour lui du domaine de l'utopie. Il ose parfois, devant quelques amis, se maquiller et porter robe et perruque. Mais, se regardant dans la glace, il dit : « *N'est-ce pas que je suis ridicule ?* ». Heureusement, D. a une fortune personnelle. *Propriétaire de son* taxi, il est professionnellement indépendant et ne risque pas de perdre son travail ou d'être exposé aux quolibets et brimades de ses collègues. Rentré chez lui, il rêve, et cherche dans des séances d'hypnose la confirmation hypothétique d'une féminité illusoire au cours d'une vie antérieure.

Obstacles

M. et son « mari », elles aussi, s'en sont professionnellement *bien « tirées »*, grâce à leur courage exceptionnel et à une compétence qui a fini par amener jusqu'à leur cabinet des patients tout d'abord très réticents. Jeanne, alias Maurice, elle, considère que le fait d'avoir attendu la retraite pour « sauter le pas » compte pour beaucoup dans la réussite de l'assomption d'une nouvelle identité.

Mais les autres... Aujourd'hui, l'information circule mieux, le traitement hormonal est relativement facile à obtenir et les transsexuels se font traiter de plus en plus jeunes. La législation, elle, ne suit pas toujours l'évolution de la médecine. Les pays les plus stricts à cet égard sont la France et l'Allemagne ; en France, le code Napoléon assimile la castration à un crime et l'opération est illégale. Mises devant le fait accompli, certaines administrations se laissent convaincre : ainsi, certaines caisses de Sécurité sociale, en province, acceptent de modifier la mention du sexe : mais cela reste impossible au niveau national. Le rêve de tout transsexuel est de porter un prénom androgyne : Dominique, Camille...

En effet, quel employeur donnera *du* travail à *une* jeune femme, très convenable d'allure, qui, au vu de ses papiers, se révélera être un homme pour l'état civil ? C'est ainsi qu'aux problèmes psychologiques, bien compréhensibles, qui accablent les transsexuels, s'ajoutent des obstacles sociaux et administratifs quasiment insurmontables. Beaucoup sombrent dans la prostitution — à peu près le seul moyen qui leur reste de gagner leur vie, — la drogue, l'alcoolisme et même le suicide.

Les transsexuels tentent de se grouper : à Paris, ils se rencontrent par l'intermédiaire de l'association AMAHO (Association des Malades hormonaux), et du pasteur Doucé, de l'Eglise du Christ Libérateur, qui a ouvert un centre d'accueil des minorités sexuelles. Les catholiques peuvent trouver auprès du Père Talvas un réconfort. Mais ce n'est pas facile, tant les cas diffèrent, de trouvers un dénominateur commun. Alertée, Simone Veil, alors ministre de la santé, les a assurés de sa bienveillance. Mais, pour l'instant, les choses ne bougent guère, ou très lentement.

Mutilation

D'autres pays sont plus compréhensifs : ainsi la Scandinavie, où se déroulèrent les premières opérations « sérieuses », et la Grande-Bretagne où il suffit, pour changer légalement de sexe, de l'attestation d'un avocat. Quant aux Etats-Unis, la Californie y est, à l'heure actuelle, le paradis des transsexuels. L'opération de changement de sexe y est devenue une intéressante source de revenus pour certains médecins peu scrupuleux. Le détail de cette opération, raconté par Jeanne Nolais, fait *froid* dans le dos. Il faut vraiment une conviction profonde, et presque désespérée, d'une erreur de la nature pour accepter une pareille mutilation. Et pourtant, bien qu'il y ait un nombre considérable d'échecs, anatomiques ou psychologiques, des transsexuels se disent, des années plus tard, satisfaits, et considèrent avoir enfin atteint leur vérité.

De toute façon, quelles que soient les conditions, des transsexuels se font opérer. On peut mettre en parallèle cette situation et celle de l'avortement. De nombreux médecins s'opposent à l'opération pour des raisons déontologiques, ce qui pousse certains êtres, à bout de ressources, à aller se faire charcuter au Maroc par exemple. De toute façon, le traitement psychothérapeutique, souvent inopérant dans le cas d'homosexuels, l'est apparemment toujours devant le transsexualisme. Le fait de tenter de mettre le physique de ces gens, autant que faire se peut, en accord avec leur psychisme, si cela apparaît comme une solution de désespoir, semble en tout cas la seule existante. Il conviendrait qu'elle puisse se dérouler dans des conditions optimales. Celles-ci semblent être réalisées par le programme du Comité d'identité de genre, à l'hôpital John-Hopkins, aux Etats-Unis. Les conditions requises y sont les suivantes :

1) Le patient doit avoir vécu dans le sexe désiré professionnellement et socialement assez longtemps pour prouver son (ou sa) capacité de fonctionner en société selon son nouveau sexe ;

2) Le patient doit avoir au moins vingt et un ans et être citoyen américain ;

3) Le patient doit avoir un casier judiciaire vierge ;

4) Si le patient a des antécédents d'épilepsie du lobe temporal, une intervention neurochirurgicale est requise, dans le but de soulager à la fois les symptômes épileptiques et psychosexuels ;

5) Le patient doit être également libre de tout lien matrimonial préalable ;

6) Le patient doit vivre à une distance accessible de l'hôpital John-Hopkins afin de pouvoir être suivi régulièrement après l'intervention ;

7) Le patient doit désigner un parent comme informant supplémentaire prêt à donner son consentement écrit à l'opération.

Cauchemar

Ces conditions une fois remplies, le transsexuel subit d'abord un traitement hormonal qui conduit, chez le mâle, à une diminution des érections et des éjaculations, une modification des caractéristiques sexuelles secondaires, et un effet tranquillisant. Ce traitement correspond à une période probatoire : le patient doit vivre alors socialement et professionnellement comme un membre du sexe désiré. Il doit aussi s'adapter au changement de sa structure orgasmique et régler ses problèmes avec sa famille. Il est alors aidé par un psychothérapeute. Ce n'est qu'avec l'opération proprement dite que la procédure devient irréversible. Chez le mâle, celle-ci consiste en une castration chirurgicale et la construction par chirurgie esthétique d'un vagin et de lèvres au moyen de la peau du pénis et du scrotum. Il est, de plus, parfois nécessaire de procéder à l'électrolyse de la barbe, à des implants mammaires, à une rhinoplastie et même une laryngoplastie.

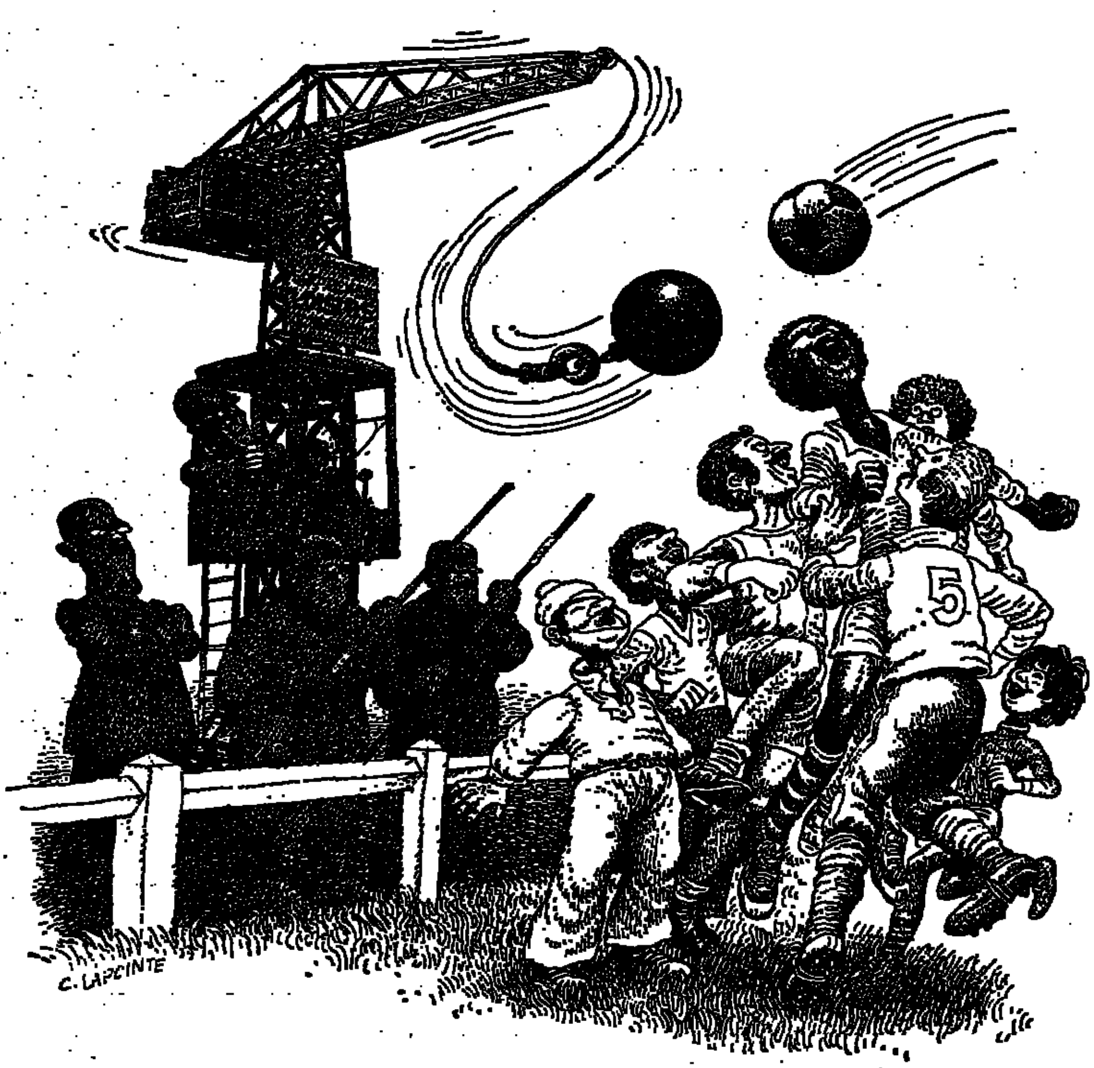
Les transsexuels américains sont également assistés par la Fondation Erikson, à Baton-Rouge, en Louisiane, qui édite une revue, ainsi que de nombreux livrets destinés à informer les familles, rassurer les transsexuels sur le plan religieux, les aider à se réhabiliter socialement et à trouver du travail.

Ces difficultés sociales semblent moins grandes pour les transsexuels passés du féminin au masculin, alors que les résultats de l'opération, dans ce cas, sont beaucoup plus aléatoires. Ainsi, l'opération virilisante de C..., surnommé Capitaine Cook par ses amis en raison de son abondante barbe rousse, a été subventionnée par l'importante société où il travaille. Dès le départ, le garçon manqué encourt beaucoup moins de désapprobation que le garçon efféminé, dans une société qui encense les valeurs « viriles ».

Cependant, les dernières nouvelles n'incitent pas à l'optimisme. Des années plus tard, certains transsexuels opérés ont le sentiment d'avoir vécu un rêve éveillé, dont ils émergent soudain... pour entrer dans le cauchemar d'une réalité irréversible. D'autres n'ont pas supporté le poids psychologique du mensonge permanent sur leur passé et leur identité véritable, nécessaire pour survivre en société.

Dix ans après la mise sur pied du programme, le pronostic de l'hôpital John-Hopkins est très réservé. Jusqu'au bout, le destin du transsexuel est tragique, sa réussite l'exception. Stoller parvient à cette conclusion désabusée : « *La règle générale qui s'applique au traitement des transsexuels est que quoi qu'on fasse — y compris rien — c'est mal* » ■

(1) *Histoire de Jeanne, transsexuelle*, Catherine Rihoit et Jeanne Nolais, éd. Mazarine.



CLAUDE LAPOINTE.

CITÉS

Le terrain de foot de la Caravelle

A chaque but marqué, l'équipe perdante cède sa place à une de celles qui attendent. Jeunes et vieux, Français et immigrés, toute la cité joue au foot.

MARIE-CLAUDE BETBEDER

JOSÉ insiste : « *Mais si, je vous assure ! Chez nous, dans la cité, chaque dimanche matin, les jeunes et les vieux jouent ensemble, sur le petit terrain de foot qui se trouve juste en bas des immeubles.* » Ses interlocuteurs n'en reviennent pas. Dans leurs cités respectives, ils ne se souviennent pas d'avoir jamais vu jeunes et adultes se distraire ensemble. La coupure y est totale.

José ne peut pas expliquer pourquoi, dans son quartier, les choses se passent autrement. Aussi loin qu'il remonte dans les souvenirs de ses dix-sept ans, il a toujours vu des gens de tous âges — et jusqu'à des enfants — se retrouver le dimanche matin, le plus naturellement du monde, pour taper dans le ballon. Et voilà plusieurs années que lui-même se joint à eux presque chaque semaine.

L'ambiance lui plaît. Le niveau de jeu est bon, mais on ne se prend pas au sérieux ; on joue pour le plaisir. Forts et faibles trouvent place sur le terrain sans discrimination. En début de matinée, on se constitue en équipes qu'on essaye de faire de même niveau. Ceux qui arriveront plus tard attendront en bordure de terrain d'être assez nombreux pour constituer une équipe supplémentaire ou bien remplaceront tel ou tel qui doit s'en aller. A chaque but marqué, l'équipe perdante sort du terrain et laisse la place à une de celles qui attendent. Règlement spontané... Pas de « responsable », pas même de leader. N'importe lequel des plus fidèles peut être absent sans que rien manque à l'organisation du jeu. Pas de cris, pas de disputes, si fréquentes dans les clubs. On joue à la bonne franquette.

Il y a des Antillais, des Portugais, des Laotiens, des Yougoslaves, des Nord-Africains... Des Français aussi, bien sûr. Toute la diversité ethnique d'un grand ensemble de banlieue. L'un des goals est un jeune handicapé qui ne se sert que d'un bras. On le blague un peu pour ses tics et ses bizarreries, mais personne ne conteste son droit à jouer *comme* les autres. Si un « nouveau », un inconnu, se présente, il trouve lui aussi sa place sans difficulté. « Ça fonctionne » tout seul, sans bruit, au plaisir de tous. En plein cœur d'une de ces cités de plusieurs milliers d'habitants où l'isolement et l'anonymat sont des faits massifs comme le béton des murs.

Le sport reflète les tensions de la vie sociale, ses ségrégations, ses inégalités. Spontanément, les forts se regroupent et éliminent les moins forts : plus le travail quotidien est asservissant et plus le sport est vécu comme une occasion de s'affirmer et de décharger l'agressivité accumulée au long des jours.

Dans la Caravelle, la cité de José, on fait le contraire. Sans se forcer. Comme si ça allait de soi. Et la plupart — comme José — seraient bien en peine de dire « d'où ça vient ». Quelques anciens, pourtant, connaissent l'histoire. On a vécu ici de grandes heures en 1968 et dans les années qui ont suivi ; face à une puissante société immobilière, on s'est battu, entre autres choses, pour avoir des équipements collectifs (ce terrain, par exemple), et en obtenir la gestion par les habitants. Le « foot populaire », né dans la foulée, était très organisé : réunions préparatoires, affichage dans les halls de la cité, maillots, banderoles...

« Cool »

Tout cela est loin. Les militants, qui s'acharnaient dimanche après dimanche à faire entrer dans les faits un football sans vedettes où l'amitié l'emporterait sur la compétition, se sont lassés au fil des années et ont disparu.

Mais le miracle s'est produit : l'esprit du « foot populaire » a survécu. Preuve qu'il correspondait à une aspiration profonde. Il a été maintenu spontanément par tous ceux qui, depuis bientôt dix ans, se succèdent sur ce terrain. Seule a disparu l'inspiration volontariste du début ; aujourd'hui, là comme ailleurs, on est « cool » : détendu, soucieux de garder en toute chose sa liberté. Force et faiblesse à la fois. Force, car, sans raideur ni tiraillements, chacun prend sa part de responsabilité ; le tout-venant de la grande cité fonctionne en auto-organisation parfaitement au point. Faiblesse, car s'il faut un jour obtenir des travaux sur le terrain, par exemple, qui voudra prendre part aux démarches nécessaires ?

La disparition d'un autre loisir du dimanche matin justifie un certain pessimisme. Vers 1970, sur un *espace bien situé — on y* passait nécessairement pour aller faire ses courses — s'étaient organisées des parties de volley-ball qui avaient un grand succès. Même ceux qui n'y participaient pas s'arrêtaient pour regarder le jeu, bavarder un moment, et profiter de l'ambiance... tandis que, sagement rangés en bordure du terrain, les sacs à provisions attendaient. Comme au foot, tout le monde, fort ou faible, jeune ou vieux, pouvait jouer. Chaque semaine, c'était trois ou quatre heures d'une authentique fête. Cela a duré pendant des années.

Jusqu'au jour où le terrain a été occupé par le chantier de construction d'une crèche. Après quelques timides tentatives pour continuer ailleurs, le volley a disparu. Aucun groupe n'a émergé pour défendre et pour relancer une activité pourtant exceptionnellement populaire ; aucun militant n'a surgi. Passivité ? Manque de temps ? Allergie à l'idée de recréer, à l'intérieur d'un temps de loisir, les situations de revendication structurée propres au temps de travail ?

Le football de la Caravelle n'est donc pas sans fragilité, si vivace qu'il paraisse. Saura-t-il survivre, lui ? Autant demander si notre société aura bientôt appris à conjuguer ce qu'elle oppose aujourd'hui si fortement : la réalisation concrète de nouvelles façons de vivre — avec ce que cela suppose de goût de la vie, d'aptitude au bonheur — et la capacité de se mobiliser pour renverser des obstacles... ■

CROQUIS

Le clochard de l'hôtel du Jura

Dijon, 11 heures du soir. Un froid noir. A l'hôtel du Jura, rue du Général-Leclerc, il y a la queue. Le train de Paris vient de cracher son peloton de voyageurs ensommeillés dans un brouillard mol et glacé de décembre.

Devant la réception, sur la moquette à feuilles de lierre entrelacées, un pardessus poil de chameau, deux loden — mâle et femelle, — une peau de mouton, une veste de singe, un imperméable avec sac Vuitton, piétinent. Ils ont tous réservé.

Accoudé face au portier de nuit, un homme très ivre et très sale. Il flotte dans le pantalon large et souillé de quelqu'un qui dort trop souvent dehors. C'est un clochard qui s'est résigné à se mettre au chaud.

« Vous avez une chambre ? »

Le portier (haine rentrée) : *« Avec salle de bains ?*
— Non.
— Avec douche alors ?
— Non. »

Un non imperceptible, désespéré.

Le portier, qui se sent mouillé dans une sale affaire : *« C'est tout ce que nous avons. »* (Le standing de l'hôtel, tout de même !).

« Alors, donnez. C'est combien ? »

Il sort un très vieux porte-monnaie de cuir ciré de crasse.

Et, pendant que nous attendons, figés, pensant à nos sociétés qui paieront les notes de frais, dans une odeur pestilentielle, il fait glisser à tâtons ses pièces de 10 francs une à une sur le comptoir de bois, n'en gardant qu'une, peut-être deux, bien plus petites.

MARIE-FRANCE BOYER.

La grève du journal local

« Et s'il a cassé sa pipe, je ne le saurai même pas ! »

Son verre à la main, Fernand lorgne, au coin du bar, le support à journaux presque vide aujourd'hui encore. Pour lui, c'est important ce journal local qu'il trouve chaque matin. Surtout lorsqu'il est inquiet, comme en ce moment, au sujet d'un ami éloigné qu'il sait, hélas, condamné, et dont il ne pourra apprendre la mort qu'à travers une rubrique nécrologique.

« Et ça va durer longtemps leur grève ? J'vais rater l'enterrement... »

Le cafetier hausse les épaules. Fernand n'est pas le seul au village à abandonner tous les jours quelques pièces en échange d'un grand cahier fraîchement imprimé. Et peu importe qu'il soit titré *le Courrier de l'Ouest, Nice-Matin* ou encore *le Progrès*. Que de gens n'ont que cette voix à qui confier leurs deuils, leurs joies, leur solitude...

Habituellement, bien sûr, c'est en bougonnant qu'ils froissent les pages : *« Ils n'ont vraiment rien à écrire dans leur canard ! »*, mais qu'une grève les en prive pendant plusieurs jours, on les retrouve métamorphosés.

« Chez Lucien, votre aîné, ils l'ont bien la télé ? interroge le cafetier.

— C'est pas pareil. Ils causent... ils causent... pas moyen d'en placer une en face.

— Et jamais un mot sur ceux d'ici ! ajoute un nouveau client avec qui la conversation se poursuit :

— Moi d'abord, je ne lis que les pages du milieu.

— Là, vous exagérez, réplique le cafetier, *les pages locales c'est sûrement intéressant, mais il y a bien à apprendre dans le domaine de la politique ou du sport.*

— Quoi ? L'ayatollah, connais pas ! Et le sport c'est plus d'nos âges...

— En tout cas, si cette grève continue, dans notre trou, on ne la verra même pas arriver.

— Mais de quoi parles-tu ?

— De la guerre mondiale, de quoi veux-tu que ce soit ? »

Demain le journal reparaîtra, mais Fernand n'y lira même pas les explications sur la grève des jours passés. Et quand il maugrée : *« J'fais la grève, moi ? »*, je ne vois que ses immenses yeux, comme définitivement ouverts sur le vide des choses, des yeux qui n'ont jamais bien su lire des livres, mais toujours, miraculeusement, le journal local.

DIDIER POBEL.

La paix, mode d'emploi

En Calcat... Vocable à consonance romaine tout autant que languedocienne, c'est le nom de l'abbaye bénédictine qui, entre Castres et Carcassonne, jouxte la petite ville de Dourgne.

On prétendait autrefois que le mot, dans sa textualité latine, signifiait : *« Voici qu'il foule »* (sous-entendu : *« Satan »*). « Il », je m'en souviens, était sculpté dans la pierre, à l'entrée du domaine conventuel, sous la forme d'un ange, ou d'un pieux soldat, terrassant le *dragon*.

La statue a été déboulonnée. Et l'on est revenu au sens occitan : tout simplement le patronyme de celui qui, il y a trois ou quatre siècles, s'installa sur ces terres modérément élevées et fertiles du Languedoc continental.

Entre hier et aujourd'hui, on est passé en outre d'un monastère riche, jouissant de nombreuses et importantes donations, où entraient des fils de famille, dont quelques-uns célèbres dans le siècle, à une communauté que le Concile et un recrutement plus plébéien ont délivré, apparemment, de tout triomphalisme : mobilier, vêtement et nourriture se caractérisent par la plus grande modestie. Touristes en mal de mets fins, de vins glorieux ou de spectacles fastueux, passez votre chemin : la table d'hôtes, et le reste, vous décevraient...

Si les bâtiments, édifiés dans les années 30, lors de la période prospère, gardent quelque chose de plus ostentatoire qu'évangélique, la vie qu'on mène là n'est pas indigne de la vocation originelle.

Comme à Aniane, à Saint-Guilhem, et dans tant d'autres abbayes languedociennes, pour la plupart désaffectées, on peut rêver ici aux siècles de la contemplation : au temps où l'on prenait le temps de vivre, c'est-à-dire de bâtir pierre à pierre, de s'asseoir pour considérer l'œuvre, le ciel et l'arbre avec lesquels elle devait être en accord ; le temps de découvrir, curer, capter, canaliser la source, jusqu'aux citernes taillées dans le roc ; le temps enfin, aux heures dites, de dérouler sous les voûtes de l'abbatiale la psalmodie fraîche et ruisselante comme l'eau.

Naguère encore, le frère du poète Max Jacob, retiré à En Calcat sous le scapulaire bénédictin, après une carrière de musicien mondain, tirait de l'orgue des notes d'une pureté séraphique. Et l'on me dit que le neveu d'Alain-Fournier a vécu ici, où parfois le rejoignait sa mère, Isabelle Rivière, dans la petite hôtellerie aux murs chaulés sous les grands arbres séculaires.

Tant d'ombres en quête de rêve et de méditation sont passées ici que l'abbaye En Calcat en garde quelque chose. Réduit aujourd'hui à cinq heures, le travail quotidien (apiculture, élevage ovin, menuiserie, poterie et reliure) permet à quelques dizaines d'hommes de tous âges de vivre dans une liberté mesurée du corps et de l'esprit.

La paix règne en ce lieu où le flot des agités s'échoue contre les murs qui le protègent. La paix et un équilibre dont il est à craindre qu'on ne soit, en cette fin de siècle, en train de perdre le secret.

La paix, autrement dit, et l'un de ses modes d'emploi...

MAURICE CHAVARDÈS.

PONTO MORENO.

ÉQUATEUR

Écrire en kichua

Apprendre à écrire le kichua, la langue des Incas, est un geste culturel en Équateur, mais aussi un geste politique.

LOUIS-JEAN CALVET

LE kichua, ou quechua, langue de l'ancien empire des Incas, est aujourd'hui parlé tout au long de la cordillère des Andes, du nord du Chili à la Colombie en passant par le Pérou, l'Argentine et l'Equateur, où il est la langue maternelle de plus d'un tiers de la population. Depuis un an, on expérimente en Equateur un programme d'alphabétisation mis au point par un groupe de recherche de l'université catholique de Quito. Un programme qui engage l'avenir d'un pays où l'espagnol a bien du mal à faire oublier qu'il est une langue d'origine coloniale.

A Quito, l'altitude (2 800 mètres) se rappelle parfois à votre souvenir : légère oppression cyclique, essoufflement rapide lorsque vous montez trop vite un escalier... Mais ici, à Macas, elle s'impose lorsque nous franchissons à pied les derniers kilomètres qui vont nous mener à près de 4 000 mètres : la voiture ne peut aller plus loin faute de piste praticable.

Première surprise : on m'avait parlé de la « communauté de Macas », dans laquelle fonctionnent trois classes expérimentales d'alphabétisation, et j'imaginais un village, mais il n'en est rien. Au centre, autour d'une petite place de terre battue qui sert aux courses de taureaux lors des fêtes, une église rudimentaire, visitée par un prêtre tous les deux mois en moyenne, une école et la maison communautaire pour les réunions, c'est tout. En cherchant bien, on aperçoit dans un rayon de 4 kilomètres une centaine de petites maisons de terre s'étageant entre 3 800 et 4 200 mètres. Plus bas, les terres riches, dont on a chassé les Indiens pour y installer les haciendas ; au-dessus, les pâturages du « paramont » et les troupeaux. Ici l'on cultive surtout la pomme de terre et la fève sur des pentes parfois abruptes.

Le jour ne s'est pas encore levé lorsque nous pénétrons dans une salle éclairée par une lampe à pétrole. Une dizaine de personnes, essentiellement des femmes : les hommes sont partis à la ville à la recherche d'un travail temporaire, car la sécheresse empêche pour l'instant de semer. Tous, hommes et femmes, sont en poncho et portent le chapeau de feutre traditionnel dont les teintes vont du vert tendre au brun en passant par le rouge vif. Et, dans la pénombre, ils écrivent sur leurs cahiers.

Spectacle poignant, hallucinant !

Il y a un an, aucun de ces élèves ne savait lire ni écrire. La communauté, après en avoir longuement délibéré, a accepté le programme d'éducation qu'on lui proposait, puis a élu trois moniteurs qui, après un stage de formation « à la ville », sont revenus ouvrir le centre. Quatre jours par semaine, les classes fonctionnent de 5 h. 30 à 8 heures du matin ; ensuite, ce sont les travaux des champs. Et certains élèves doivent marcher une heure dans la montagne pour arriver ici : il est difficile d'imaginer plus belle preuve de motivation à l'étude...

Rires et couleurs

Salutations, rires (les Kichuas rient beaucoup chez eux, jamais en ville, et l'on écrit au tableau, dans la langue des « élèves », que les deux inconnus qui viennent d'arriver sont *« celle qui pousse le président »* (la secrétaire particulière du président de la République) et *« celui qui est venu nous aider à apprendre la langue des Blancs »* (moi en l'occurrence, participant à un projet de post-alphabétisation en espagnol). Puis la classe reprend. En me penchant sur les cahiers, je me rends compte que les femmes changent de couleur (elles écrivent au feutre) tous les trois ou quatre mots : rose, vert, bleu et rouge alternent ainsi et donnent à la page un curieux aspect chamarré. On m'expliquera plus tard qu'il s'agit de la projection sur le papier des habitudes prises lors du tissage, et que l'écriture est conçue comme une œuvre d'art...

Il est 8 heures. Les adultes laissent la place aux enfants, pour l'école en espagnol cette fois-ci. Les élèves arrivent lentement de la montagne et, avant d'entrer en classe, laissent dehors, par terre, les feutres et les ponchos : c'était là, dans les haciendas, une des façons d'humilier un Indien, le *forcer à quitter ce qui constitue* la partie la plus spécifique de son vêtement, et, involontairement sans doute, le système scolaire a renoué avec cette tradition. C'est qu'au contraire des moniteurs d'alphabétisation les instituteurs ne sont pas de la communauté, ne parlent pas kichua et ne comprennent pas grand-chose à ce qui se passe ici.

Nous sommes maintenant à Datacunga, une ville située plus bas dans la plaine, où se déroule un stage de formation de moniteurs. Ils sont là une cinquantaine qui, tous, savaient à peu près écrire l'espagnol et s'initient maintenant à la pédagogie de la graphie et du calcul en kichua. Cinquante venus des quatre bouts de la cordillère équatorienne, délégués par leurs communautés. Après trois semaines de formation intensive, ils retourneront chez eux et ouvriront leurs centres, nantis d'un tableau noir, d'une provision de craie et d'un salaire mensuel de 15 000 sucres (240 francs).

Notre arrivée interrompt le cours, et la discussion s'engage avec la secrétaire du président Roldos. Question : l'alphabétisation en kichua va-t-elle être généralisée ? Réponse : on ne sait pas encore, le président n'a pas choisi entre trois projets possibles, de nature assez différente. Du coup, la revendication monte : *« Il faut aller voir le président ! »* Il est vrai que Jaime Roldos reçoit, le mercredi, les gens qui en font le demande... Puis la discussion change de genre : *« Et les enfants, est-ce qu'on ne pourrait pas leur apprendre à lire en kichua avant de passer à l'espagnol ? »* Les responsables du projet expliquent que, s'ils obtiennent les crédits nécessaires, ils comptent préparer une méthode adaptée à la jeunesse.

Ici et là, des applaudissements éclatent.

Un autre élève-moniteur explique que, chez lui, on accuse les chercheurs de l'alphabétisation d'être communistes ou, pis encore, évangélistes (1). Ils n'ont qu'à organiser une fête, répond-on, et ils verront si nous savons boire (2) ! Rires dans l'assistance, et l'on passe à autre chose...

En fait, quoique majoritaire, le groupe linguistique kichua n'est pas le seul en Equateur face à la langue espagnole. Dans la plaine, côté Pacifique, on parle aussi colorado et cayapa ; derrière la cordillère, côté amazonien, l'on trouve le groupe Auca (où travaillent les évangélistes) et le groupe Shuar (c'est-à-dire les *fameux Jivaros*) qui ont mis au point leur propre système d'éducation. Et le groupe de chercheurs de l'université catholique souhaite prendre des contacts ici et là, promouvoir d'autres opérations d'alphabétisation. C'est pourquoi, quelques jours plus tard, je me trouve bien loin des Kichuas, 3 000 mètres plus bas, près de Santo-Domingo-de-los-Colorados. Une atmosphère tropicale, des plantations de cacao, de café, de bananes et de papayes, près de 40 degrés et, perdu dans cette jungle, le peuple Colorado.

Les guérisseurs

Ils sont neuf cents en tout et pour tout à parler une langue sans aucun lien génétique avec le kichua, vivant de leur réputation de guérisseurs (leur « gouverneur », Don Abran, prend jusqu'à 3 000 de nos francs pour un malade...). C'est justement Don Abran que nous sommes venus voir, toujours accompagnés de la secrétaire du président, pour lui proposer de mettre sur pied chez les Colorados une opération d'alphabétisation en langue maternelle. La discussion dure longtemps et ne débouche sur rien, et j'ai la nette impression que le « gouverneur » de ces neuf cents Colorados discute d'égal à égal avec ce qu'il considère comme des représentants du gouvernement... Une semaine plus tard Don Abran nous fera d'ailleurs savoir qu'il consent à l'opération mais qu'il demande à être reçu par le président de la République.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'avenir du pays se joue ici. L'espagnol, langue théorique d'unification nationale, n'est en fait que la langue des métis, des « blancs », comme les appellent les Indiens, et Jaime Roldos, dans son discours d'investiture l'été dernier, avait tenu à prononcer quelques phrases en kichua pour montrer qu'il voulait prendre en compte le problème des « indigènes » (3). Mais tout le monde n'est pas acquis à l'idée d'une alphabétisation en langue maternelle.

« Vous perdez votre temps, nous dit un vieux professeur rencontré au hasard d'une soirée, *pourquoi leur apprendre à lire ce qu'ils sont incapables de comprendre ? »* Et ce discours n'est pas du tout isolé. Là repose toute l'ambiguïté de l'Equateur. Demain l'école sera peut-être, du moins dans les premières années du primaire, en langues indiennes promues langues nationales à côté de l'espagnol. Mais, début décembre à Quito, on a encore condamné deux hôtels qui refusaient de recevoir des Indiens. ■

(1) Pour 90 % la population est catholique et l'on n'aime pas beaucoup les évangélistes nord-américains du Summer Institute qui font de l'alphabétisation dans la partie amazonienne du pays.

(2) Les évangélistes ne consomment pas d'alcool...

(3) Au contraire du français, l'espagnol donne un sens péjoratif au mot *indien* et lui préfère le mot *indigène*.

هكذا من الأصل

GRANDE-BRETAGNE

Le recensement des pairs

Il existe en Grande-Bretagne deux mille trois cents pairs et baronets. L'un est conducteur d'autobus, l'autre est balayeur. Mais les titres sont toujours aussi recherchés.

HENRI PIERRE

« QUAND *un vicomte rencontre un autre vicomte, qu'est-ce qu'y s'racontent ? Des histoires de vicomte...* », chantait jadis Maurice Chevalier. Les aristocrates s'intéressent sans doute beaucoup à eux-mêmes. Mais beaucoup de gens partagent leur intérêt. Après tout, le nombre de pairs et baronets (un titre créé par le roi James-Ier mais abandonné par le parti travailliste de 1964 à 1970 et que les conservateurs n'ont pas ressuscité) est d'environ deux mille trois cents, alors que le « Debrett's peerage and baronetage », le gros annuaire de référence, a un tirage de trente mille exemplaires... Il faut croire qu'un bon nombre de gens du commun, de roturiers et sûrement beaucoup de républicains du continent, sont soucieux de se retrouver dans la dense forêt des titres britanniques ou de savoir exactement à qui ils ont affaire.

La tâche n'est pas si aisée étant donnée la facilité laissée aux pairs de changer leur identité, soit qu'ils renoncent à la pairie (comme lord Stansgate, devenu aujourd'hui Anthony Wedgwood-Benn, leader de la gauche travailliste), soit qu'ils choisissent un autre nom en y accédant.

Ainsi, qui peut savoir que le noble lord Ardwick n'est autre que John Beavan, ancien rédacteur en chef du *Daily Mirror*... Il faut une bonne mémoire pour se rappeler que le député Hinchingbrooke, devenu lord Sandwich à la mort de son père, s'appelle maintenant Victor Montaigu, et suivre les métamorphoses patronymiques de certaines personnalités. Ainsi le quatrozième comte de Home, l'ancien premier ministre, renonça à son titre pour devenir sir Alec Douglas-Home et être élu aux Communes, avant de réintégrer la pairie (mais seulement pour la durée de sa vie) sous le nom de lord Home. Le cas de lord Hailsham, actuellement lors Chancelier, est identique, avec la complication d'une autre identité : il fut élu député sous le nom de Quintin Hogg... On frémit à la pensée que Winston Churchill aurait pu aboutir à la voie de garage de la Chambre des lords si par bonheur son oncle, le duc de Malborough, n'avait eu tardivement un fils qui hérita du titre. Il aurait été difficile à Winston de renoncer à un titre aussi glorieux, malgré le dédain qu'il affichait à l'égard des aristocrates, et peut-être la Grande-Bretagne aurait-elle été privée d'un grand premier ministre.

Boom sur les barons

« *Ce qui distingue l'aristocratie britannique de toutes les autres, notait Tocqueville en 1833, c'est la facilité avec laquelle elle ouvrait ses rangs...* » De fait, on ne compte plus aujourd'hui que deux grandes familles, les Arden et les Berkeley, installés dans le royaume avant la conquête normande, et quelques autres, comme les Giffard et les Ferrer, arrivés avec Guillaume le Conquérant. Beaucoup d'autres disparurent pendant la guerre des Deux Roses (1). Mais l'aristocratie britannique s'est enrichie dans tous les sens du terme. Par des mariages « riches », et aussi par l'apport d'un sang nouveau et vigoureux, venu de la bourgeoisie et aussi du peuple, comme celui du jardinier de Southend que la mort d'un cousin lointain fit hériter du titre de comte, ou celui de syndicalistes, de mineurs de fond, faits pairs à vie, *mais qui se trouvent sur* un pied d'égalité avec les plus grands noms du royaume... Mais, bien entendu, il ne faut pas confondre la pairie avec l'aristocratie...

En tout cas, l'extinction naturelle des grandes familles, le recul des pairs héréditaires (les sept derniers ont été créés en 1964 par sir Alec Douglas-Home) devant la vague montante des pairs à vie (dans les *six* premières années de son gouvernement, Harold Wilson créa un véritable « boom » sur les barons en faisant cent quarante nouveaux pairs à vie), ont créé une certaine confusion, provoqué une inflation des titres rendant plus indispensable que jamais le Debrett's, facilitant l'identification des pairs, et éventuellement la détection des imposteurs.

Ainsi, tous les trois ou quatre ans, une petite équipe d'une trentaine de spécialistes recherchent et vérifient les tenants et aboutissants d'environ trente-cinq mille personnes (ascendants, descendants, collatéraux) remplissant les quelque deux mille cinq cents pages du Debrett's, vendu au prix fort de 45 livres, jugé indispensable à la survie d'une publication vieille de plus de deux siècles.

Les temps sont difficiles pour les éditeurs de ces annuaires, comme en témoigne la disparition de l'annuaire concurrent, le *Burkes Peerage*, mais qui, racheté pour 100 000 livres par l'aristocrate chanteur hollandais Frederick van Pallandt (partenaire de Nina), reparaîtra probablement en 1983, au prix de 80 livres.

L'âge des femmes

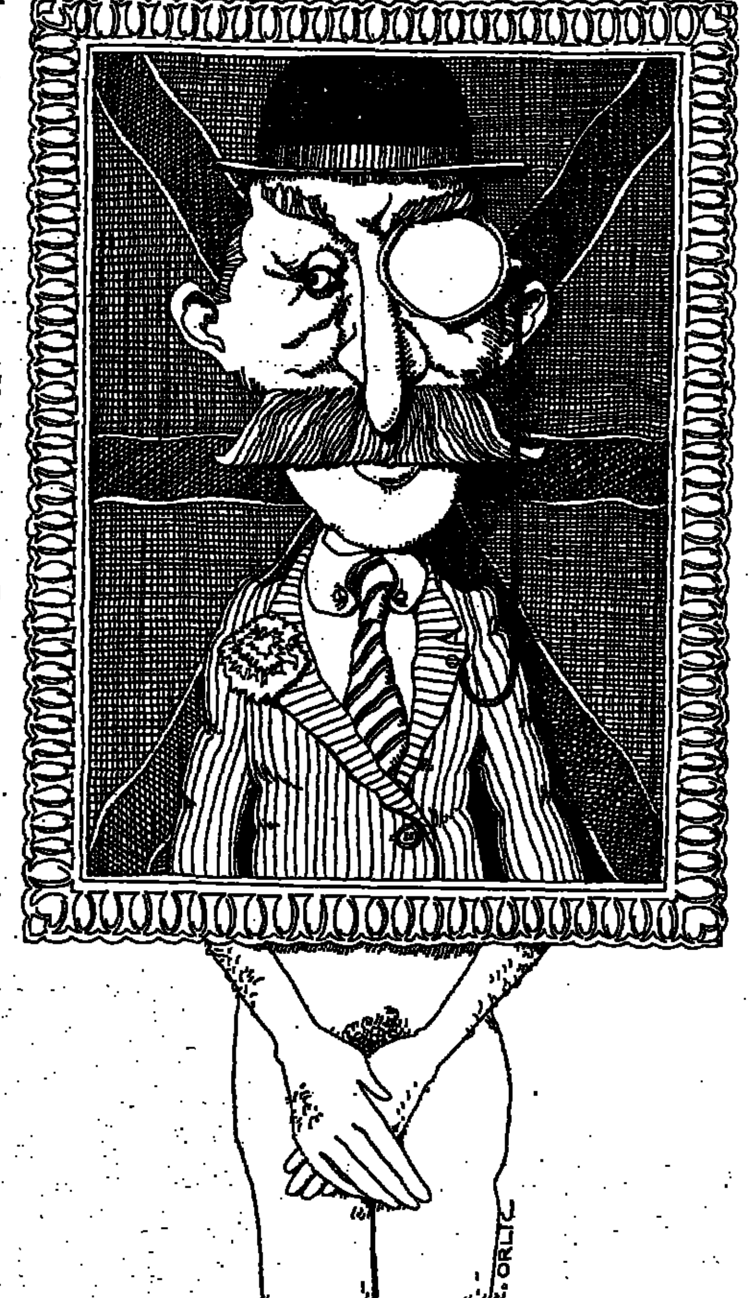
La mise à jour des éditions du *Debrett's* exige un sérieux travail de vérification et même de recherche. Dans diverses interviews données aux journaux, M. Montague-Smith, directeur de l'annuaire, a évoqué les difficultés et les déboires rencontrés dans l'élaboration de la dernière, qui vient de paraître. D'abord la grève du *Times* et de la *London Gazette* publiant les nouvelles de la cour l'ont privé d'une source précieuse d'informations. Ensuite, bien que la grande majorité des trente-cinq mille destinataires répondent consciencieusement aux questionnaires, un certain nombre les jettent au panier. Bien sûr, ce sont les premiers à se plaindre en cas d'erreur.

Il y a aussi les femmes qui menacent de poursuivre la publication si leur âge continue d'y être publié. D'autres trichent en altérant la date de leur naissance, même si en conséquence elles apparaissent avoir eu un enfant à douze ou treize ans... Il ya des hommes qui, par pudeur (ou orgueil ?), ne veulent pas qu'il soit fait mention de leurs décorations. Mais *Debrett's* passe outre... De même, il n'a jamais donné suite à la demande de M. Wedgwood Benn, qui demandait à être rayé de l'annuaire. Il a renoncé à la pairie, mais le titre héréditaire subsiste, et son fils aîné en héritera obligatoirement, quitte à y renoncer plus tard à son tour.

Le *Debrett's* connaît aussi quelques difficultés au sujet des adresses de pairs disparus ou en fuite. Ainsi, avec humour, M. Montague-Smith admet qu'il a rayé l'adresse de lord Lucan, assassin présumé d'une jeune fille au pair travaillant chez lui... « *Ne sachant pas où il se trouve actuellement, je ne peux pas donner son adresse* », a-t-il déclaré dans une subtile lapalissade. Pourtant, l'adresse anglaise de lord Kagan, en fuite en Israël ou en Espagne selon la police, figure au *Debrett's*. « *Ce sont des choses qui arrivent*, a déclaré M. Montague-Smith avec philosophie... *Nous lui avons envoyé une épreuve, mais je ne suis pas sûr qu'il ait répondu...* »

Quelques féministes se plaignent régulièrement de ne pouvoir accéder à la pairie héréditaire. Pourquoi les filles ne pourraient-elles pas hériter du titre lorsqu'il n'y a pas de fils ? Mais la dure règle de la primogéniture a été établie par un acte du Parlement. La reine, elle-même, ne peut rien y faire. Mais il y a des pairies exceptionnelles, comme celle créée pour lady Brabourne, fille aînée de lord Mountbatten, qui a hérité du titre... En revanche, le titre de lord Wawel s'est éteint avec la mort de son seul fils.

Beaucoup de titres sont « vacants », « éteints », attendant que les ayants droit se fassent connaître ou soient découverts. Bien entendu, il y a des imposteurs qui écrivent continuellement au *Debrett's*, affirmant contre toute évidence être le bâtard de tel ou tel personnage titré, bref d'être né « *de l'autre côté de la couverture* », selon l'expression consacrée. Certains même vont jusqu'à tuer pour accéder à la pairie. Et M. Montague-Smith évoque la *mémoire* d'un de ses ancêtres très distant, qui tua cinq personnes pour obtenir le titre auquel il prétendait avoir droit. « *Il était Irlandais et au banc de la société... Les Anglais ne purent rien faire contre lui...* », commente M. Montaigne-Smith, résigné.



ZORAN ORLIC.

Balayeur

Les femmes divorcées posent également des problèmes délicats, et apparemment il est plus facile de se débarrasser d'un mari que de son titre. La première femme divorcée d'un lord devra se faire appeler par son prénom suivi de son titre, par exemple, Isabel, lady George X... D'une manière générale, constatent les éditeurs du *Debrett's*, les gens aristocrates ou roturiers, se montrent très soucieux de l'étiquette, ainsi que de la façon dont on les appelle. Ainsi, quand on s'adressait à une femme dont on n'était pas sûr qu'elle fût ou non mariée, on lui écrivait Ms au lieu de Mrs (Madame) ou de Miss (Mademoiselle). La pratique n'a pas été appréciée, et est tombée en désuétude.

Finalement, à quoi bon un *Debrett's*, concernant seulement une petite fraction de la population ? Ses éditeurs pensent qu'il ne s'agit pas d'un livre pour snobs, mais d'un indispensable ouvrage de référence. Tant que la reine accordera des titres, il faut bien les enregistrer et les cataloguer, et au demeurant les pairs même héréditaires ne sont pas tous des privilégiés. L'un est conducteur d'autobus, l'autre balayeur, l'autre encore gérant de pub...

Le *Debrett's*, en fait, répond au besoin ressenti par un nombre croissant d'individus à se distinguer dans un monde de plus en plus uniforme et anonyme, de rechercher leurs racines, même si dans cette recherche ils tombent sur un personnage douteux, corrompu ou même assassin. Plus les classes tendent à se confondre, plus le désir de s'individualiser grandit... Enfin, avec l'intention prêtée à Mme Thatcher de créer des pairs à vie (et peut-être même héréditaire, *Debrett's* a du pain sur la planche...

Pour gagner de la place, le *Debrett's*, à la différence du *Burkes*, ne comporte pas d'anecdotes. Par contre, ses lecteurs peuvent en savoir plus long sur « le gentleman anglais », sur « la femme du gentleman anglais », sur « l'enfant du gentleman anglais », et bientôt, dit-on, sur « *la maîtresse du gentleman anglais* (2) », en lisant les petits livres du major Douglas Sutherland, publiés par les éditions Debrett's. Ils y apprendront que le gentleman anglais porte un mouchoir dans sa manche, a deux complets (l'un pour les funérailles, l'autre pour Londres), partage son lit avec sa femme et plusieurs chiens, parfois une trentaine. « *Arrivez-vous à vous retourner ? Non, impossible...* »

On y apprend aussi que la femme du gentleman est économe, compte régulièrement ses draps, ses oreillers et son argenterie, et ne confie à personne, sauf à une servante dévouée, le soin de raccommoder ses dessous ! A signaler au major Thompson.

Un autre livre récent sur l'« aristocratie britannique (3) », beaucoup moins plaisant, confirme l'image caricaturale d'une classe arrogante et bornée, nourrie d'idées fausses et de préjugés. « *Les classes populaires*, y lit-on, *préfèrent vivre dans de petites maisons. Non parce qu'elles ne peuvent s'offrir de plus larges demeures, mais parce que, au cours des siècles, elles se sont senties mieux à l'aise dans des installations plus étroites...* » Les auteurs n'hésitent pas à écrire encore : « *Le manque d'intérêt des Britanniques dans les origines d'un individu, à condition qu'il soit lui-même un gentleman, a rendu plus facile aux familles juives leur assimilation dans l'aristocratie britannique...* »

Enfin, selon les auteurs, beaucoup d'aristocrates pensent que les Slaves sont de dangereux amants, parce qu'« *ils mordent* ». Ils citent même le conseil donné par une pairesse à son amie, dans un train bondé : « *N'épousez jamais un Polonais... Il vous mordra les seins...* ». ■

(1) *The New Anatomy of Britain*, Anthony Sampson. Hodder and Stoughton. 1971.

(2) Editions Debrett's Peerage Ltd. 1978.

(3) *The British Aristocracy*, Mark Bence-Jones et Hugh Montgomery Massingberd. Constable 1979.

REFLETS DU MONDE

The Daily Telegraph

Une présence indésirable

« *C'était une originale : vive d'esprit, fabuleusement riche, une belle du Sud entrée par mariage dans la haute société anglaise ; elle chassait à courre, eut six enfants et recevait d'une manière somptueuse* », écrit le quotidien conservateur londonien *DAILY TELEGRAPH*, évoquant la personnalité de Nancy Astor, qui fut, il y a soixante ans, la première femme à entrer aux Communes.

« *Ses débuts politiques furent très conventionnels : elle occupa le siège de son mari lorsque celui-ci hérita du titre de vicomte et dut entrer à la Chambre des lords (...). Elle y resta vingt-cinq ans. Elle fut magnifique et poursuivit ses objectifs seule, dans un entourage hostile durant les premières années, car les Communes étaient alors un club de gentlemen (...). Elle embarrassa plus d'une fois ses collègues en défendant les droits des femmes et des enfants (...).*

» *Plus tard, Winston Churchill lui avoua qu'il avait ressenti la présence d'une femme aux Communes aussi gênante que « si elle était entrée fortuitement dans ma salle de bains, alors que je n'aurais rien eu pour me protéger, même pas une éponge ». Nancy Astor lui répondit, comme toute politicienne plus intéressée par les manifestes que par les manifestations du machisme : « Ne soyez pas ridicule, Winston. Vous êtes loin d'être assez bel homme pour vous faire de tels soucis.* »

LE SOIR

Trois millions d'œufs à la mer

« *Plus de trois millions d'œufs seront peut-être jetés à la mer, pour faciliter le renflouement du cargo danois* Pep Ice, *échoué sur un récif de corail dans le canal du Mozambique* », rapporte *LE SOIR*, de Bruxelles, qui ajoute : « *C'est ce qu'a indiqué, à Copenhague, l'armateur, J. Ment Larsen, de la compagnie Pepnautica, propriétaire du cargo.*

» *Le navire norvégien* Bison, *arrivé sur les lieux du naufrage, n'a pas réussi, en effet, à renflouer le cargo et, en raison de la chaleur, la cargaison d'œufs — plus de dix millions destinés à des pays arabes — ne pourra probablement pas être transférée à bord du* Bison. »

norinform

Un nouveau produit d'exportation

Tous les pays cherchent à trouver de nouveaux produits d'exportation. La Norvège, malgré son pétrole, explore toutes les possibilités. Selon *NORINFORM*, le Norsk Skogskatt, qui représente encore une part infime du commerce extérieur, est de ceux-là. Il s'agit du chat des bois norvégien, une espèce féline qui a obtenu de la F.I.F.E. (Fédération internationale féline d'Europe) son homologation en novembre 1977, lors de l'assemblée générale tenue à Paris :

« *Ce nouveau pedigree possède un corps solide et long sur de hautes pattes, le poil est long et la fourrure intérieure est couverte d'une couche de poils ras allant du dos et descendant sur les côtés. La tête est triangulaire, le nez long et le profil droit, tandis que les oreilles sont placées haut sur la tête et en petites touffes à la manière du lynx (...). L'élevage se pratique actuellement sur une petite échelle. Le nombre total de chats de cette race enregistrés en Norvège est de 450, dont 280 actuellement en vie et utilisés pour la reproduction. Son prix est de mille couronnes norvégiennes (824 francs environ). Les autres pays nordiques ont importé un certain nombre de chats des bois ; deux spécimens ont été vendus aux Etats-Unis et un aux Pays-Bas...* »

HANNOVERSCHE ALLGEMEINE

Littérature d'évasion ?

Le quotidien de Hanovre, *HANNOVERSCHE ALLGEMEINE* écrit, à propos d'un récent congrès littéraire ouest-allemand :

« *L'Association des écrivains allemands avait choisi un cadre un peu particulier pour son congrès sur « La littérature dans les prisons » : la citadelle de Spandau. Elle constituait un décor pittoresque sous le froid éclairage d'une nuit de pleine lune. Mais ce paysage de novembre a dû paraître trompeur à l'un ou l'autre participant du congrès, comme par exemple à Peter Falado, condamné à la détention à perpétuité qui est lui-même écrivain et qui, après six années de détention, avait reçu pour la première fois, à l'occasion du congrès, l'autorisation de franchir le seuil de la prison. Le jeune homme chétif avait l'air très excité et ému ; il a lu son texte en prose d'un seul trait, pratiquement sans reprendre son souffle. Et à peine les derniers applaudissements se sont-ils tus que déjà le gardien qui l'accompagnait le ramenait dans la solitude de sa cellule (...).*

» *Une chose du moins est certaine : les livres écrits en prison ou sur la prison ne font pas défaut. Et les affaires sont florissantes dans ce domaine. L'exotisme, pour reprendre une expression souvent utilisée au cours de ce congrès, se vend plutôt bien. Les malfaiteurs qui savent écrire leurs expériences en prison d'une plume habile et aussi convaincre les éditeurs de publier leurs œuvres touchent d'importants droits d'auteur. Et des écrivains comme Henry Jäger ou Burkhard Driest, qui portent au revers l'étiquette « ancien détenu », profitent largement de cet engouement sur le plan financier.* »

Agence France Presse

Une nouvelle mode américaine

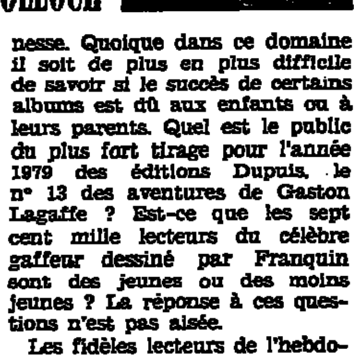
« *Le port du chapeau se développe dans la population masculine américaine et, avec lui, le chiffre d'affaires des fabricants. L'Association de l'industrie de la chapellerie pour hommes annonce, en effet, que son chiffre d'affaires a atteint 825 millions de dollars en 1979, alors qu'il y a quelques années il ne dépassait pas 300 millions de dollars. Selon l'association, les couvre-chefs style « western » sont en particulier tellement demandés que les fabricants ne pourront honorer certaines commandes que l'an prochain, c'est-à-dire en 1981.* »

L'industrie de la bande dessinée

Le septième Salon de la bande dessinée a lieu du 25 au 27 janvier, à Angoulême. La « B.D. » est plus qu'une mode, un secteur à part entière de la presse et de l'édition. Journaux et albums sont les deux piliers d'une industrie culturelle en pleine expansion. L'imaginaire y est roi. Et le succès vient aujourd'hui de ce que beaucoup d'adultes y ont pris goût.

Vingt millions d'albums

SERGE BOLLOCH



QU'Y a-t-il de commun entre un solide immeuble à sept étages de Neuilly et quelques pièces en rez-de-chaussée dans une toute petite rue du cinquième arrondissement de Paris ? Pour faciliter la réponse, on peut aussi demander ce qu'il y a de commun entre un auteur qui a déjà vendu plus de cinquante-cinq millions d'albums et un autre qui espère en vendre deux ou trois mille. Ce qui rapproche Hergé, le père de Tintin, et Serge Clerc, l'auteur du « dessinateur espion », c'est la bande dessinée. C'est elle aussi qui nécessite la présence de près de deux cent cinquante personnes dans l'immeuble des éditions Dargaud. C'est elle, enfin, qui oblige la joyeuse bande de *Charlie-Hebdo* à enjamber des piles de livres lorsqu'ils traversent les locaux des Editions du Square.

Monde parallèle à celui de l'édition traditionnelle, la bande dessinée, sans bruit et sans vagues, augmente régulièrement depuis dix ans le nombre de volumes imprimés. Pour M. Claude Moliterni, des éditions Dargaud, c'est même « *le secteur de l'édition qui réussit le mieux* ». Au cours de l'année 1979, les différents éditeurs de bandes dessinées ont publié près de cinq cents titres, chiffre important pour une production qui a été pendant longtemps cantonnée au présentoir des rayons de livres pour enfants.

Depuis plus de dix ans la bande dessinée a acquis une nouvelle place dans le marché de l'édition. Grâce à des journaux comme *Pilote*, les lecteurs de bande dessinée sont devenus plus nombreux. Les amoureux des bulles n'ont plus honte de satisfaire leurs passions. Des librairies spécialisées se sont créées, des salons ont distribué des prix, des conventions ont lieu, réunissant éditeurs et amateurs, et il est peu de semaine sans qu'une manifestation rassemble des dessinateurs et leur public, que ce soit dans une maison de jeunes d'une ville de province ou à l'Ecole polytechnique.

En 1978, selon le Syndicat national de l'édition, 20 millions d'exemplaires de bandes dessinées ont été réalisés alors que 148 millions d'ouvrages littéraires étaient imprimés (1). D'après les études faites par cet organisme, le chiffre d'affaires global des éditeurs de bandes dessinées représente 2,7 % du chiffre total de l'édition (en milliers de francs, 132 000 sur près de 5 millions).

Aujourd'hui encore, les éditeurs restent peu nombreux pour satisfaire un marché en forte augmentation. Il y a d'abord les « grands », ceux qui ont connu un rapide développement grâce au public des enfants et des adolescents. Depuis l'après-guerre, et l'essor de la bande dessinée d'expression française, le nom de chaque grande maison est lié à un auteur ou à un personnage. Hergé a assuré le succès de Casterman. Astérix, grâce à ses deux millions d'exemplaires par titre, a permis à Dargaud de se développer, et les vingt-quatre millions d'albums de « *l'homme qui tire plus vite que son ombre* » : Lucky Luke, ont imposé Dupuis.

Ces éditeurs ont pendant longtemps assuré presque seuls la production de bande dessinée d'expression française. En fonction du développement du marché, ils ont été amenés à diversifier leur production et à réaliser des ouvrages moins spécifiquement destinés à la jeunesse. Quoique dans ce domaine il soit de plus en plus difficile de savoir si le succès de certains albums est dû aux enfants ou à leurs parents. Quel est le public du plus fort tirage pour l'année 1979 des éditions Dupuis, le n° 13 des aventures de Gaston Lagaffe ? Est-ce que les sept cent mille lecteurs du célèbre gaffeur dessiné par Franquin sont des jeunes ou des moins jeunes ? La réponse à ces questions n'est pas aisée.

Les fidèles lecteurs de l'hebdomadaire *Spirou*, devenus adultes, ont parfois abandonné leurs héros Jerry Spring ou Johan, mais beaucoup n'ont pas perdu pour autant leur plaisir à lire des bandes dessinées. Les amoureux des « Petits Mickeys » ont eu la possibilité, vers la fin des années 60, de satisfaire leur goût pour la bande dessinée grâce à la création de nombreuses revues. A la suite de *Pilote*, des mensuels ou des trimestriels de bande dessinée apparaissaient. Ce qui permettait à de nouveaux dessinateurs de s'exprimer et aux amateurs de lire des histoires un peu plus proches de leurs préoccupations quotidiennes.

Amoureux fous

« *Nous nous sommes aperçus que nos lecteurs aimaient retrouver leurs histoires favorites réunies dans des albums. Alors nous avons décidé de faire des livres* », explique, avec une grande simplicité, le professeur Choron, qui, aux Editions du Square, est celui « *qui connaît le plus sûrement les chiffres* ». Alors, les histoires de Reiser, de Wolinski, de Cabu sont parues en album « *et se sont vendues* », précise le sérieux professeur. Et même bien vendues, puisque les Editions du Square, en publiant deux albums par mois, impriment plus de cinq cent mille exemplaires par an.

L'importance de la pré-publication est reconnue par tous les éditeurs C'est le journal qui fait connaître le nouvel auteur, ce qui favorise ensuite la vente de son livre. La plupart des maisons d'édition qui se sont créées ces dernières années l'ont fait grâce au succès d'une publication. « *La revue permet de payer les auteurs au fur et à mesure de la publication de leur série. Cela évite à un jeune dessinateur de réaliser tout seul dans son atelier quarante planches avant de venir trouver un éditeur* », explique M. Jean-Pierre Dionnet, responsable des éditions les Humanoïdes associés. Publiée dans *Métal hurlant*, une bande dessinée est lue par un public assez vaste, qui peut assurer le succès du livre lorsqu'il sortira. Autre avantage pour l'éditeur, il peut aussi, s'il décide de conserver le même format, utiliser les mêmes films pour l'impression de la revue et du livre.

Passionnés par la bande dessinée, bien souvent critiques ou scénaristes, les jeunes éditeurs voulaient « faire bouger les choses ». Ils se sont imposés par des revues, à l'exemple de M. Jacques Glénat, créateur de *Schtroumpf* (*le Monde* daté 5-6 août 1979), ou de M. Jean-Pierre Dionnet. En 1979, les Humanoïdes associés ont publié soixante-quatorze titres « *et en 1980 nous atteindrons les cent* », précise M. Dionnet. En cinq ans, cette petite maison d'édition s'est développée, diversifiant son catalogue et créant des collections nouvelles.

Pour M. Dionnet, « *dans le domaine de la bande dessinée, il existe actuellement près de trois mille amoureux fous qui sont prêts à acheter tout ce qui est publié dans ce domaine. Donc, pour un éditeur, imprimer un ouvrage à quatre mille ou cinq mille exemplaires ne présente pas des risques énormes. C'est une donnée que l'on ne retrouve pas dans les autres secteurs de l'édition. Evidemment l'augmentation du nombre de publications annuelles risque de porter un coup à ce public fidèle. Il va peut-être diminuer dans les années à venir ou alors se spécialiser, car il ne pourra plus tout acheter* ». Les chiffres de tirage des éditions des Humanoïdes associés ne sont pas comparables à ceux des grands éditeurs. Mais certains auteurs, grâce à de nombreuses rééditions, arrivent à se hisser à leur hauteur. Ainsi *le Bandard fou*, de Moebius, en cinq ans, a dépassé les vingt-cinq mille exemplaires, ce qui reste encore faible par rapport au premier tirage des *Phalanges de l'ordre noir*, de Christin et Bilal, édité par Dargaud à quarante mille exemplaires, mais qui représente un volume appréciable dans le monde de l'édition.

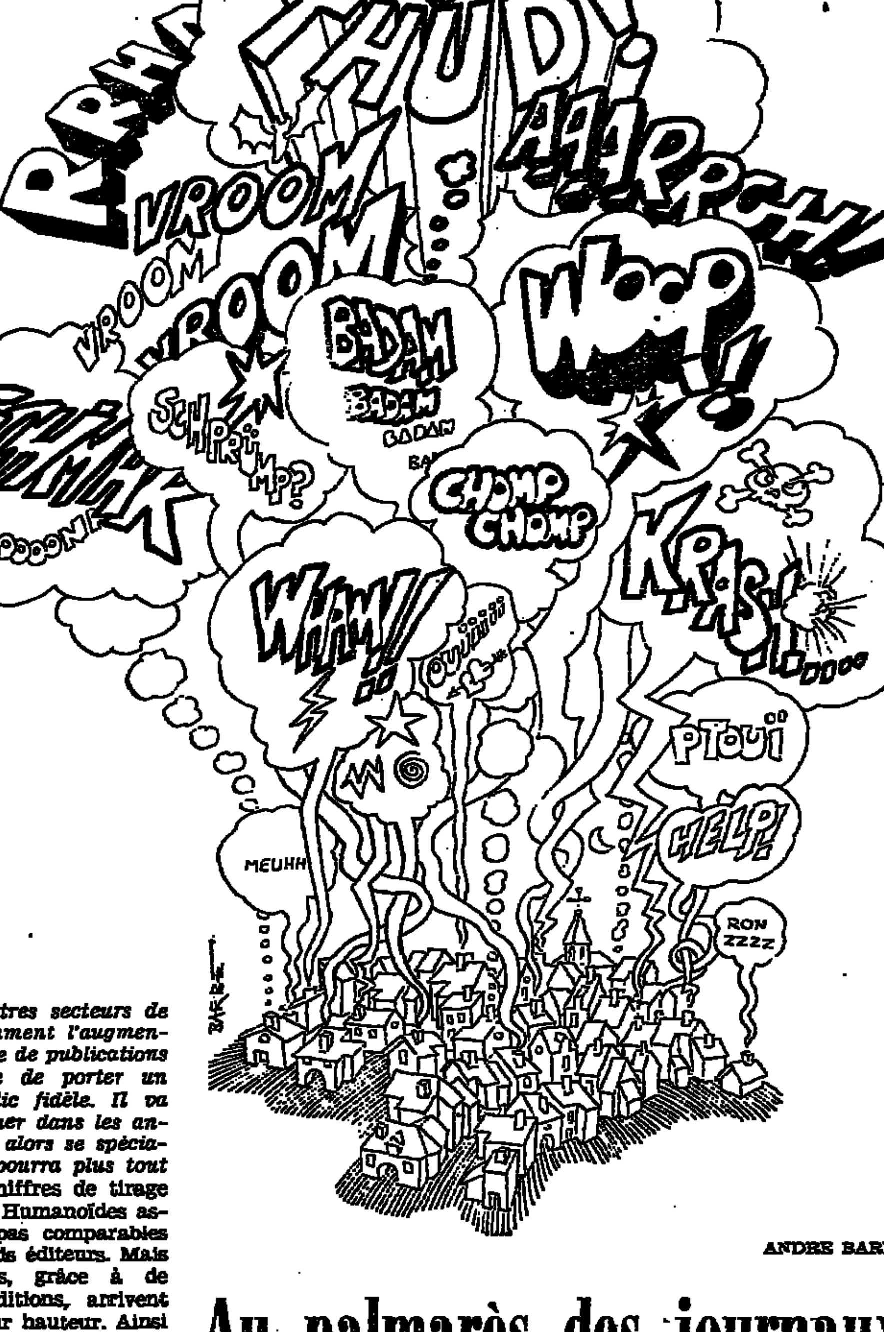
La publicité et la diffusion sont pour beaucoup dans ces différences. Les petits éditeurs ont toujours du mal à faire connaître leur production, d'autant que la bande dessinée n'est pas encore reconnue comme un moyen d'expression à part entière. Les librairies spécialisées commencent à se développer, mais elles restent encore peu nombreuses en province. Cependant, les choses évoluent assez vite. « *Il y a quelques années*, raconte M. Claude Moliterni, *j'effectuais des démarches pour qu'une librairie du boulevard Saint-Michel, à Paris, accepte de présenter une bande dessinée dans ses rayons. J'avais à l'époque essuyé un refus. Cette librairie est aujourd'hui entièrement consacrée à la bande dessinée.* »

Lentement, les mentalités évoluent, et, devant la demande qui se fait plus importante, les librairies acceptent de développer leur rayon. « *Ils sont cependant surpris*, dit M. Dupuis, de Futuropolis, *ils s'aperçoivent que la bande dessinée c'est Boule et Bill, mais aussi Druillet, Lauzier ou Tardi.* » Les classifications systématiques ne sont pas aisées, beaucoup de lecteurs adultes continuant à dévorer avec la même fougue Maurice Tillieux, Chantal Montellier ou Frank Margerin.

Dans sa diversité, le public de la bande dessinée dispose de plus en plus d'un choix d'ouvrages assez vaste. « *Mais, alors que les albums se vendent bien*, reconnaît M. Moliterni, *la diffusion des journaux ou des revues, qui pourtant ont été à l'origine du succès, diminue.* » Pour lui, ce phénomène est dangereux, car il peut empêcher le renouvellement de la bande dessinée.

« *Que fera-t-on dans deux ou trois ans*, interroge M. Dionnet. *A côté de dessinateurs comme Hugo Pratt ou Jean Giraud, verra-t-on de nouveaux auteurs réaliser autant d'albums ?* » Néanmoins optimiste, M. Dionnet parle de l'avenir, qui pour lui est celui de la vidéo-cassette. « *Avec le développement des techniques modernes, on réalisera bientôt des bandes dessinées sonores sur de petites cassettes que les amateurs pourront visionner sur leur écran de télévision.* »

(1) Les statistiques du Syndicat national de l'édition ne comptabilisent que les éditeurs (de manuels scolaires aussi bien que techniques) ayant un chiffre d'affaires supérieur à 200.000 F.



ANDRÉ BARBE.

Au palmarès des journaux

BRUNO FRAPPAT

SANS la presse, pas de B.D. Sans la presse de B.D., pas d'albums. Les héros naissent et — parfois — meurent au fil des semaines, des mois ou des trimestres. Ceux qui s'imposent ainsi seront consacrés par un album. Il n'est guère d'exemples de héros qui soit né en album de la cuisse de son dessinateur.

D'où l'âpre concurrence que se livrent éditeurs et auteurs autour de cette presse aux titres peu nombreux, mais aux tirages plus qu'honorables. Les auteurs font le siège des journaux en rangs serrés. Les éditeurs de journaux, les corbeilles remplies de productions médiocres ou d'imitations, se disputent les talents.

La concurrence, pourtant, n'est pas évidente, car, à lire assidument cette presse de bandes dessinées pour adultes, on a le sentiment que le territoire de chacun est soigneusement balisé, que tous ont bien cadré leur formule et leur public.

A chaque journal son style. A chaque style son plaisir. Car il faut dire et redire qu'aucun de ces journaux n'est médiocre, que leur apparition dans la boîte aux lettres de l'abonné qui les reçoit tous est une délectation indéfiniment renouvelée. les gourmets de la B.D. ne peuvent pas se passer de cette presse qui, dévorée, la nuit tombée, dans le confort douillet d'un oreiller moelleux, console de biens des tracas.

Voici d'abord le plus âgé de tous par la date de sa naissance, 1959, mais non par l'esprit : *Pilote*, le journal-phare de la B.D., qui a su, au fil d'une carrière exceptionnelle, s'adapter subtilement à toutes les évolutions des lecteurs. Ils sont loin les gamins en culotte courte qui y découvraient — quand il était hebdomadaire — les aventures inédites d'Astérix. Le mensuel, qui aura bientôt 100 pages chaque mois, s'adresse aujourd'hui délibérément aux adultes.

Son palmarès s'orne de fleurons incontestés : Bilal et Christin, Annie Goetzinger, Régis Franc, Lauzier et F'Murr. Tous les grands de la B.D. y ont, un jour ou l'autre, travaillé. Dans un mémoire consacré à *Pilote*, un étudiant a résumé le « profil » de *Pilote* : « *Un journal d'opinion en B.D.* ». Le rédacteur en chef, M. Guy Vidal, approuve la formule, suggérant qu'on mette opinion au pluriel et parle « *d'un regard un peu poétique sur l'actualité* ». La qualité paie : avec un tirage de 125 000 exemplaires et une diffusion de 75 000 (dont près de 20 000 abonnés), *Pilote* est au premier rang de cette presse.

Autre grand, *Charlie-Mensuel*, qui, depuis douze ans, chaque mois, avec la régularité du métronome, répand une B.D. œcuménique. Pas de parti pris, selon son rédacteur en chef, Wolinski, autre que celui du goût et de la subjectivité... de son rédacteur en chef. « *Je publie ce que j'aime*, dit-il, *et ce qu'aiment les gens qui m'entourent.* » Si un jour on n'aime que la B.D. américaine, on ne publiera que cela. Si un autre jour on s'entiche d'un jeune auteur inconnu et français, on le publiera. Foin des frontières : « *Charlie*, dit Wolinski, *est un journal international.* » « *Nous avons voulu faire en France ce que Linus fait en Italie.* » *Charlie* a publié des œuvres malgaches, hindoues et, même... chinoises. L'essentiel est que le graphisme en soit original. Peu importe le pays d'origine ou l'ancienneté : *Charlie* publie sans vergogne des bandes américaines d'avant-guerre. Apparemment, les lecteurs sont nombreux à avoir les mêmes goûts que Wolinski, puisque *Charlie*, qui tire à 100 000 exemplaires, en diffuse 65 000.

Culturel

Avec (*A suivre*), dernier-né de la famille des journaux de B.D., la maison Casterman, rivale de Dargaud, qui publie *Pilote*, a frappé — il y a deux ans — un grand coup. Pas de couleurs, mais une présentation très soignée, presque luxueuse. Un format (24 cm x 32) très cossu et, dès l'origine, une ambition culturelle très affichée. (*A suivre*), dont le rédacteur en chef est M. Jean-Paul Mougin, veut être le pont entre la B.D. et la littérature romanesque sur le thème commun du « récit ». D'où l'innovation qui a consisté à publier des histoires très longues, dépassant largement la taille des histoires habituelles. Le meilleur exemple en est le *Ici Même*, de Tardi qui, publié récemment en album, ne compte pas moins de... cent soixante-trois planches.

Cette revue qui n'hésite pas à se placer dans le champ de la littérature a suscité quelques jalousies et des sarcasmes, surtout au début. On a parlé d'erreur de jugement sur les goûts du public. L'erreur n'est pas évidente si l'on sait que (*A Suivre*), avec un tirage de 80 000 exemplaires et une diffusion de 51 000 (dont 2 000 abonnés) figure en bonne place au palmarès. Et ce, deux ans seulement après sa création.

Les méchantes langues disent de *Circus*, jadis trimestriel, et désormais mensuel, qu'il est une imitation de (*A suivre*). L'apparence le confirme : même format, même souci de la belle présentation. Mais *Circus* est né avant (*A suivre*) et publie des bandes en couleurs, ce que ne fait pas son rival. Créée par le jeune et entreprenant éditeur grenoblois Jacques Glénat, *Circus* veut, comme son éditeur, se hisser peu à peu parmi les grands. Les récentes transformations lui permettent d'envisager l'avenir avec sérénité. A l'automne de 1979, le tirage était de 20 000. En janvier il aura été de plus de 40 000. Chez Jacques Glénat, on se félicite du fait que, prochainement, « *à part* Pilote *et les journaux pour enfants (Tintin, Spirou, Formule 1)* », *Circus* sera le plus « coloré » des journaux de B.D. En outre, quand les auteurs se bousculent au portillon d'un journal, c'est toujours bon signe. Et c'est le cas.

Trois impertinents

Voyons maintenant du côté des trois impertinents, à certains égards les plus inventifs. Ces journaux à ne pas mettre entre toutes les mains ont été de véritables creusets de talents nouveaux. Pour ne fâcher personne — Car le petit monde de la B.D. a ses humeurs — citons-les par ordre alphabétique.

L'Echo des savanes, publié par les Editions du fromage, n'est pas né de la dernière pluie. Depuis 1971, le dessin y éclate, y gicle, y souffle en rafales, sans retenue. *L'Echo* fut créé par trois dessinateurs devenus grands et qui, depuis, l'ont quitté : Marcel Gotlib — qui anime aujourd'hui *Fluide glacial* — Claire Bretécher qui fait route toute seule avec le succès que l'on sait, et Nikita Mandryka qui s'en est éloigné il y a quelques mois. Des plus récents talents qui s'y sont révélés, celui de Martin Veyron (auteur de Bernard Lermitte) est le plus éclatant et celui de Barbe n'est pas le moindre. Y ont aussi émergé Got et Pétillon, ce qui n'est pas rien. C'est à *l'Echo des savanes* que la B.D. a perdu le côté guindé que l'école belge lui avait longtemps imposé. Avec une diffusion de 40 000 exemplaires (pour un tirage de 60 000), les ventes sont honorables mais un peu inférieures... à celles de *l'Echo des savanes-U.S.A.*, qui spécialisé en science-fiction, draine le public maniaque de la S.F.

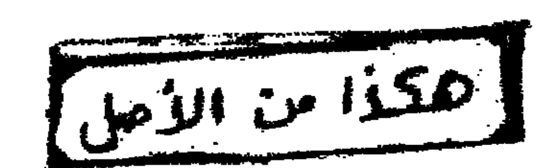
Fluide glacial est né en 1972 des efforts conjugués de Gotlib, l'inventeur génial de la « *Rubrique à brac* » et d'un gestionnaire avisé. « *Au début*, raconte Gotlib, *il s'agissait plus d'une Fanzine que d'un journal. Nous avons été surpris par le succès.* » Le succès, c'est aujourd'hui un tirage, chaque trimestre, de 60 000 exemplaires, dont 80 % sont diffusés. La formule est simple : « *C'est l'humour avant tout qui nous intéresse. Nous n'avons pas d'autre spécialité. L'humour, ça ne fait pas de bien, mais ça ne peut pas faire de mal* ». *Fluide glacial*, grâce à une gestion prudente — qui dit humour ne dit pas légèreté en affaires — n'apparaît plus comme la « danseuse » d'un génie. C'est devenu un vrai journal.

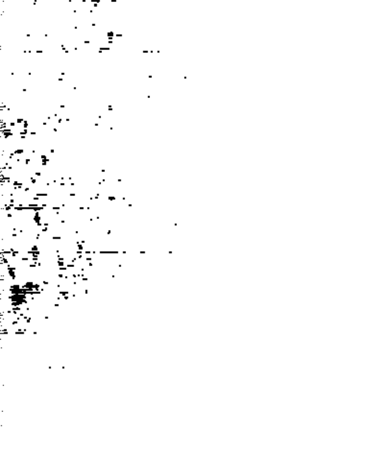
Métal hurlant, qui existe depuis cinq ans et que dirige, aux éditions les Humanoïdes associés, M. Jean-Pierre Dionnet s'était d'abord fait une spécialité de la science-fiction. Mais les temps ont changé. « *Nous aimons*, dit M. Dionnet, *les dessins réalistes, voire pompiers. Pour moi le pompier c'est beau.* » Le palmarès est éloquent : Moebius-Gir, Druillet, Corben, Margerin, y publient leurs œuvres, et si on pense, avec Jean-Pierre Dionnet, que Moebius-Gir c'est « *la meilleure B.D. du monde* », il faut convenir que la lecture de *Métal hurlant* est aussi indispensable à l'amateur de B.D. que celle de l'Evangile au chrétien. En tout cas, ils sont 55 000 de cet avis.

Son succès, *Métal hurlant* l'appuie sur un impérialisme sans vergogne. Non content de diffuser aux Etats-Unis... plus de 250 000 exemplaires de ses bandes traduites, il vient de lancer l'équivalent en Allemagne et s'apprête à le faire aux Pays-Bas, en Italie et en Espagne. C'est une revanche de la B.D. française sur la grande sœur américaine.

Radio-Télé
Les radios dans
Les che
de l'in
de Jacques Ertaud
Chers petits
Symbiose de la
Sp







Les radios dans la bataille des sondages

Les chevau-légers de l'information

THOMAS FERENCZ

SUR les quais du métro, d'immenses portraits de Michel Drucker, Philippe Bouvard, Maurice Favières, nous engagent à écouter R.T.L. En face, d'étranges animaux — renards ici, castors ailleurs — nous expliquent pourquoi ils ont choisi Europe 1. Plus loin, une jeune femme, accompagnée d'un chien, nous vante les attraits de France-Inter : elle s'appelle Eve, elle « *écoute les femmes, parle aux femmes, raconte les femmes* ». Pourquoi ce soudain déploiement d'affiches publicitaires, pourquoi ces invites répétées, ces sourires séducteurs, ces surenchères ? La raison en est simple : depuis quelques jours a commencé la première des trois vagues annuelles de sondages réalisés par le Centre d'étude des supports de publicité (C.E.S.P.). Ces sondages dureront un mois, et leurs résultats décideront, pour un temps, du classement des différentes stations, classement dont dépend non seulement leur prestige, mais surtout le montant de leurs ressources publicitaires. La concurrence est donc à son moment le plus crucial : chaque radio doit tenter, au cours des présentes semaines, d'attirer le plus grand nombre d'auditeurs.

La précédente vague avait permis à Europe 1 de passer en tête, pour la première fois depuis bien longtemps (avec 9,6 millions d'auditeurs par jour), même si R.T.L. (avec 8,5 millions) conservait l'avantage à l'indice dit du quart d'heure moyen. France-Inter, bien qu'en troisième position, progressait sensiblement (6 millions), R.M.C. fermant la marche (4 millions).

Dans cette guerre des ondes, une bataille prend un relief particulier : celle de l'information, qui se livre principalement avant 9 heures du matin. Seul événement nouveau : l'arrivée de Roland Faure, début septembre, à la direction de l'information de Radio-France. Selon le C.E.O. (Centre d'études d'opinion), dont les derniers chiffres connus remontent à la première semaine de décembre 1979, France-Inter serait la station la plus écoutée de 8 h à 8 h 30, Europe l'emportant entre 7 h et 8 h, et R.T.L. avant 7 heures comme après 8 h 30. Le C.E.S.P. enregistre bien la montée de France-Inter, mais reconnaît la supériorité des deux grandes radios périphériques, R.T.L. baissant tandis qu'Europe 1 se maintient. Ce n'est qu'après 19 h, toujours selon le C.E.S.P., que la radio nationale, grâce au « Téléphone sonne » ou à « Face au public », devance ses rivales.

Pour France-Inter, il s'agit donc de confirmer sa progression ; pour Europe 1, de consolider sa position ; pour R.T.L., de la retrouver.

France-Inter, radio d'Etat, peut-elle lutter à armes égales sur le terrain de l'information avec des stations privées moins directement liées au pouvoir ? Pour Roland Faure, qui, en quittant *l'Aurore*, a voulu échapper à l'emprise de Robert Hersant, il n'y a pas de problème : « *Je n'ai pas ressenti de malaise*, dit-il, *j'ai l'impression d'évoluer dans un milieu de journalistes qui font leur métier de journaliste le mieux possible.* »

N'est-il pas un pion de la « giscardisation » des grands moyens d'information ? « *Je n'ai jamais donné d'instruction concernant la ligne politique*, affirme-t-il. *Je veille à ce que toutes les tendances puissent s'exprimer.* » Mais, ancien directeur-rédacteur en chef de *l'Aurore* n'est-il pas lui-même « giscardien » ? Il répond : « *Je n'ai jamais fait de politique active. Il est vrai que l'Aurore a soutenu la candidature de M. Giscard d'Estaing en 1974, mais il m'est arrivé dans mes éditoriaux de politique étrangère de critiquer le gouvernement. Nos choix ne sont faits qu'en fonction de l'actualité* (1). »

D'ores et déjà, les journaux du matin ont été étoffés, le réseau des correspondants en France (huit postes) et à l'étranger (sept postes) renforcé. « *C'est dans sa rapidité d'intervention que la radio peut donner toute sa mesure*, ajoute Roland Faure, *les radios, par rapport aux journaux ou aux chaînes de télévision, ce sont* « *les chevau-légers. Une ou deux idées, aller vite, éviter le monolithisme.* »

Comme ses concurrentes, France-Inter a décidé de développer l'information de services, dont elle fut d'ailleurs un pionnier, et les enquêtes sur ce qu'on appelle aujourd'hui les « faits de société ». Europe 1 et R.T.L. ont déjà choisi cette voie (cf. *le Monde Dimanche* du 11 novembre).

Information « pratique », certes, dans tous les sens du terme. Information « dépolitisée » aussi, dans un sens qui va peut-être plus loin que le seul refus de la politique « politicienne ». Pourtant, en cette période de sondages, les responsables des grandes radios ne devraient-ils pas s'intéresser aux résultats d'une enquête effectuée par un groupe d'étudiants de Nancy, à Longwy et dans une quinzaine de communes alentour, sur l'audience de Lorraine-Cœur d'acier ? A Longwy même, près de 45 % d'écoute avant le brouillage, près de 22 % aujourd'hui ; et des taux comparables dans les communes environnantes (2). De plus, 22 % des auditeurs disent n'écouter que Lorraine-Cœur d'acier. Il y a certainement quelques leçons à tirer de ces chiffres.

(1) *La Nouvelle Revue socialiste* publie à ce sujet, dans son numéro de novembre-décembre 1979, un débat sur « Presse et pouvoir » entre des responsables du P.S. et des journalistes.

(2) Le plus fort taux d'écoute est aujourd'hui celui de Haucourt (40,74 %) et le plus faible celui de Longuyon (12,24 %).

« L'Age bête », de Jacques Ertaud

Chers petits

CLAUDE SARRAUTE

VOUS vous rappelez *Mort d'un prof*, l'histoire — vraie ! — d'une toute jeune enseignante poussée au suicide par trois ou quatre cancres ? Des cas sociaux, on nous l'a répété à chaque coin de scénario, des pauvres types, pratiquement analphabètes, attendant la fin d'une scolarité inutile pour aller grossir le nombre des chômeurs. Voici beaucoup mieux : un téléfilm de Jacques Ertaud dont les héros, deux adolescents de bientôt quinze et seize ans, ne savent quoi inventer pour embêter leur prof de maths, une petite blonde à lunettes, à peine plus âgée qu'eux. Elle ne sait pas comment s'y prendre, la pauvre, pour se faire craindre, seul moyen de se faire respecter.

Ils la narguent, ils l'insultent, ils la poussent à bout. Elle finit par se plaindre au proviseur, lequel convoque immédiatement les coupables, les enguirlande et exige qu'ils lui fassent des excuses, là, devant lui, à l'instant. Fureur des petits mecs : demander pardon à cette bonne femme, eux ! Ils s'y résignent non sans mal, du bout des lèvres et, l'incident clos, décident de se venger.

Je ne vous raconte pas la suite. C'est une chose à voir, un véritable document sur la mentalité de notre époque, alors mieux vaut ne pas vendre la mèche. Sachez seulement que ça finira mal, très mal.

Ça, on pouvait s'y attendre. Ce qui surprend, en revanche, c'est la formidable indulgence des auteurs, Boileau et Narcejac, en l'occurrence, pour ce qui n'est à leurs yeux qu'une farce de collégiens, de gamins à l'âge bête *(sic)*. C'est d'ailleurs le titre de leur roman. Il en dit long. *L'Age bête*, rendez-vous compte ! Pas l'âge bête et lâche, l'âge bête et criminel, monstrueux d'égoïsme et de vanité mal placée, non, l'âge bête, voilà tout, l'âge espiègle, l'âge polisson, en somme.

Seize ans, c'était aussi l'âge de Louis XIV le jour de son sacre, l'âge d'Alexandre à la mort de Philippe. Et sans remonter si haut ni si loin, l'âge du droit de vote dans les comités d'entreprise et l'âge probable de la malheureuse victime l'année de son bac. Ça, de la vie qu'elle menait à cet âge-là, de ses efforts, de ses espoirs, on n'en parle pas, pas un mot.

Ses bourreaux ont des excuses, les chers petits, il faut les comprendre. Ils vivent l'un et l'autre en province, dans un milieu aisé, cossu, mais la mère d'Hervé l'élève seule, tout en dirigeant un énorme garage, et a du mal à l'empêcher de piquer, pardon, d'emprunter les voitures des clients. Quant à Julien, c'est le fils d'un médecin — Bernard Haller, — un homme adorable qui a perdu sa femme et qui n'a jamais voulu se remarier, un homme débordé, toujours à courir au chevet de ses malades. Alors, évidemment, question dialogue... La gouvernante s'en charge, notez. Petit déjeuner au lit, remontrances et gâteries, franchement le môme ne manque de rien, sinon, peut-être, de lait d'oiseau !

Moi, je veux bien que les jeunes, et même à présent en Suède les enfants, constituent une « minorité » opprimée, à l'instar des femmes, des Noirs et des personnes âgées. Encore faudrait-il s'entendre. S'il convient de défendre leurs droits au respect, à la parole, à tout ce que vous voudrez, il faut aussi exiger qu'ils aient le sens du devoir et des responsabilités. On ne peut pas les laisser jouer sur tous les tableaux.

Impeccablement réalisé, tourné, joué, le problème n'est pas là, ce film est bien le produit d'une véritable culture de classe. Une classe acharnée à faire retomber sur le travail, voire la vocation des parents, et plus particulièrement de la mère, les difficultés ou les défauts des enfants, prête à tout comprendre et à tout pardonner plutôt que d'admettre son impuissance, sa répugnance à utiliser les grands mots, à prôner les bons sentiments, à prêcher le bien, la vertu, l'amour et, surtout, le respect du prochain.

Pourtant, croyez-moi, en attendant le grand soir, ce dont nos fils à papa auraient le plus grand besoin, c'est bien d'une bonne leçon de morale, de civisme et de vrai courage.

● Mercredi 30 janvier, TF 1, 20 h 35.

Symbiose de la publicité avec l'ensemble des programmes

Spots policiers

FRANÇOIS BRUNE

LE public, grand enfant, semble aimer de plus en plus vivre des peurs rassurées. Au moment où les films d'épouvante donnent à savourer les catastrophes à venir, et les reportages historiques à déguster les tragédies du passé, voici que paraissent d'étranges spots « policiers », comme pour pimenter d'aventure et de risque les mille et un conforts de la consommation quotidienne. Quelques exemples :

— Seul dans une cabine téléphonique, un agent secret écoute une cassette qui, avant de s'autodétruire, lui transmet un ordre de mission ; le visage dense d'angoisse dominée, l'homme décroche le combiné et appelle : « *Allô ! l'U.A.P. ?* » ;

— Deux policiers pénètrent chez un particulier qui vient de peindre son salon ; ils inspectent les lieux, posent des questions avec la désinvolture et les familiarités d'usage puis : « *Bon Dieu, mais c'est, bien sûr* », reconnaissent la marque de peinture (déjà sèche) qui disculpe leur suspect : « *Avi, c'est la vie.* » ;

— Deux brigands traquent dans une pièce un détective en chapeau melon ; celui-ci gagne du temps et soudain, profitant des douze coups de « Big Ben », réussit à surprendre ses adversaires : sauvé par « Big Ben » ? Non, par Timex, dont l'infaillible précision lui a permis d'agir au bon moment ;

— Roulant au flanc d'une montagne, la nouvelle 305 essaie d'échapper à un hélicoptère-espion qui la harcèle ; le pilote est un Asiatique qui, sans nul doute, irait jusqu'au kamikase pour réaliser sa mission d'espionnage commercial. Dans une ambiance similaire, on voit une Talbot parvenir à semer, après une haletante course-poursuite dans un port, une meute de voitures étrangères particulièrement agressives...

A quoi rime cette nouvelle mode ? Pas seulement, cela va de soi, à nous offrir du risque sous cellophane.

De même qu'aux Etats-Unis les feuilletons sont conçus pour être interrompus par les publicités aux moments de plus grand suspense, de même il s'agit ici de capter l'attente, ou l'émotion, du spectateur pour la transférer sur le produit. L'intensité de l'affect se soude instantanément à l'image de la marque : on ne manquera pas de s'en souvenir.

Cet effet va plus loin. En apparaissant comme solution de l'énigme, protagoniste n° 1, principe du dénouement, voire même *Deus ex machina*, le produit prend tout à coup un statut de héros. Face aux angoisses latentes de l'époque, il apparaît tantôt comme le sauveur inespéré, tantôt comme le protecteur quotidien. Le consommateur s'en remet à lui comme le citoyen à l'homme providentiel. L'objet règne sur un monde infantilisé.

De façon plus subtile, la production de spots « policiers » vient à point pour renforcer l'homologie croissante entre les publicités télévisées et les autres émissions. Nos trois premiers exemples démarquent intentionnellement les séries connues que sont « Mission impossible », « Les cinq dernières minutes », « Chapeau melon et bottes de cuir ». On verra pareillement les spots se faire romans (le jeune couple qui découvre la Caisse d'épargne), contes (Au pays de la Roche-aux-Fées) ou documentaires (des informations sur la biologie du chat introduisant les réclames pour Canigou). Dans tous ces cas, la publicité entre en symbiose avec l'ensemble des programmes, se fait oublier en tant que telle, se « dépublicitarise » pour être mieux reçue.

Elle bénéficie dès lors de la crédibilité diffuse qui est accordée au petit écran (1). Les faits divers du Journal, les séries achetées outre-Atlantique et les spots « policiers » forment une chaîne ininterrompue de signes qui renvoient les uns aux autres et que le téléspectateur absorbe sans sourciller. Dans l'esprit du public, les spectacles de la consommation et la consommation des spectacles ne font déjà plus qu'un.



GERARD MATHIEU.

(1) Non contente de vampiriser les autres émissions télévisées, la « communication publicitaire » voit certaines d'entre elles venir à elle. C'est le cas des campagnes d'information d'intérêt général qui, en occupant les écrans de la R.F.P., renforcent davantage la crédibilité publicitaire qu'elles ne servent leur propre cause. Comprendre les travailleurs immigrés, est-ce, en effet, affaire de spots ? Lutte-t-on vraiment contre le racisme en tentant d'induire d'autres comportements-réflexes ?... En vérité, que la communication publicitaire puisse devenir, aux yeux de personnes bien intentionnées, « LE » modèle de langage par lequel tout message doit passer, voilà qui est autrement plus grave que les bavures de la publicité clandestine.

les films de la semaine

Les notes de JACQUES SICLIER

★ A VOIR, ★★ GRAND FILM

Si bémol et fa dièse

DE HOWARD HAWKS
Lundi 28 janvier
TF 1, 14 h 25

★ *Six ans après* Boule de feu *(qu'on a pu voir sur TF 1 le 20 janvier 1978), Howard Hawks reprenait l'histoire écrite par Thomas Monroe et Billy Wilder pour une transposition dans le monde des musicologues et des orchestres de jazz. Danny Kaye remplaçait Gary Cooper et Virginia Mayo Barbara Stanwyck. Mais il s'agit moins, en dépit de l'intrigue, d'une comédie américaine que d'un panorama 1948 des « rois du jazz » et les véritables vedettes sont Tommy Dorsey, Charlie Barnett, Louis Armstrong, Lionel Hampton, le Golden Gate Quartet, le trio Paul Cavanaugh. Avis aux amateurs.*

Le Franciscain de Bourges

DE CLAUDE AUTANT-LARA
Lundi 28 janvier
FR 3, 20 h 30

★ *L'histoire authentique d'Alfred Stanke, ce prêtre franciscain, infirmier militaire dans l'armée d'occupation allemande, se dévoua à la prison de Bourges aux résistants français victimes de la Gestapo. Autant-Lara, pour montrer la révolte d'une conscience humaine face à la barbarie nazie, a employé des effets dramatiques, pathétiques (les scènes de torture éprouvent les nerfs) trop appuyés. Il n'a pas su traduire la « grâce », la vérité spirituelle de Stanke. Reste un sujet historique qui mérite l'attention.*

Tarzan s'évade

DE RICHARD THORPE
Mardi 29 janvier
FR 3, 20 h 30

★ The capture of Tarzan, *de James McKay ayant été jugé trop effrayant, Richard Thorpe réalisa cette nouvelle version où les scènes d'horreur furent éliminées. Ce n'en est pas moins un excellent film d'aventures, dans l'esprit des deux précédents, avec Johnny Weissmuller et Maureen O'Hara. Le couple de l'Eden hollywoodien affronte de nouveaux périls et Tarzan, enfermé dans une cage de fer qui tombe du haut d'une falaise, appelle à son secours les éléphants.*

Le Trésor du pendu

DE JOHN STURGES
Mercredi 30 janvier
FR 3, 20 h 30

★ *Robert Taylor et Richard Widmark, anciens amis qui se livrent un duel à mort après s'être mutuellement sauvé la vie, sont les héros de ce western où Sturgess a mitonné avec adresse les ingrédients classiques du genre. La beauté sauvage des paysages, la ville fantôme, l'attaque des Indiens, la mort qui rôde constamment et le règlement de comptes final sont les attractions d'un spectacle attachant, également par la complexité psychologique des rapports des deux hommes.*

Boccace 70

DE FEDERICO FELLINI, LUCHINO VISCONTI ET VITTORIO DE SICA
Jeudi 31 janvier
FR 3, 20 h 30

★ *Exercices de style sur l'érotisme « commercial » de trois « grands » du cinéma italien du début des années 60. Un quatrième sketch de Mario Monicelli fut supprimé pour la présentation au Festival de Cannes 1962 et l'exploitation en France. Histoires scabreuses — dans les limites permises par la censure — et variations sur la femme-objet, la femme-star. Ce film est à voir surtout pour le sketch de Visconti,* le Travail, *dont la beauté plastique éclaire la corruption et la décadence de la haute société milanaise, et qui consacra, définitivement, la transformation de Romy Schneider, arrachée au mythe sirupeux de* Sissi.

Le Fleuve sauvage

D'ELIA KAZAN
Vendredi 1er février
A 2, 23 h

★★ *Œuvre admirable qui fut mal distribuée chez nous, et donc méconnue. Dans l'Amérique rooseveltienne de 1933 au moment de la construction des barrages de protection contre les crues du fleuve Tennessee, la tragédie d'une vieille femme solitaire défendant sa maison, ses souvenirs contre les exigences du progrès technique, et d'un ingénieur idéaliste qui sera, lui aussi, perdant. Mise en scène magnifiquement lyrique, moiteur et fascination du sud secret, lié à une nature en train de sombrer, interprétation farouche de Jo van Fleet, douloureuse de Montgomery Clift portant la détresse d'un être marqué par le destin.*

Les Aventures d'Arsène Lupin

DE JACQUES BECKER
Dimanche 3 février
TF 1, 20 h 35

★ *Aventures inspirées avec fantaisie (les droits d'adaptation étant, alors, retenus par des producteurs américains), des romans de Maurice Leblanc. Lupin sans son mythe. Becker s'est surtout intéressé au réalisme psychologique, à l'intimité de ce personnage fabuleux (l'interprétation de Robert Lamoureux, selon sa conception, fut discutée) qu'il a placé dans une reconstitution minutieuse et décorative de la Belle Epoque finissante. La rencontre de Lupin, d'une espionne allemande et du Kaiser évoque très vaguement* 813. *Le charme du film tient à la finesse du style de Becker dans une comédie légère, à la manière d'*Edouard et Caroline.

Le Testament du docteur Mabuse

DE FRITZ LANG
Dimanche 3 février
FR 3, 22 h 35

★★ *Deuxième film parlant de Fritz Lang et deuxième état du mythe de Mabuse ou les prémonitions de 1922 vérifiées par la situation politique de l'Allemagne en 1932. Cette version originale, interdite par Gœbbels avant le départ du cinéaste pour l'exil, fut révélée en 1976 au ciné-club d'Antenne 2 ; elle est sortie récemment pour la première fois dans une salle parisienne* (le Monde, *22-12-79). Impossible de ne pas reconnaître Hitler dans le fou hypnotiseur griffonnant, en cellule, son plan de domination du monde, et les nazis dans la bande de criminels. Le commissaire Lohmann, qui traquait l'assassin de petites filles dans* M le Maudit, *tente de faire échec au génie du mal. Une action trépidante, des scènes d'épouvante, de remarquables effets sonores qui renforcent le pouvoir des images hallucinées.*

A VOIR

De la tradition à la modernisation

LES DEFIS DE L'INDE
Lundi 28 janvier
A 2, 12 h., 20 h. et 20 h. 30

L'Inde : une pauvreté légendaire, une population qui donne le vertige (650 millions d'habitants dont 600 millions à la campagne), un analphabétisme dont le taux atteint 80 %, des images devenus des clichés, enfants qui meurent de faim, adultes couchés dehors, le Gange, les fleurs, les temples, la mort... Ce « sous-continent » est aussi le premier pays du tiers-monde à avoir une industrie nucléaire, il a une industrie spatiale, c'est la dixième puissance industrielle du monde. Antenne 2 lui consacre une journée entière en développant particulièrement trois thèmes : la tradition, la population, la modernisation. Le journal de midi, réalisé à partir d'un village, parlera de la famille, des castes, des gourous, des coopératives, des ouvriers agricoles et des gros propriétaires. Le journal de 20 heures, réalisé à Calcutta, traitera essentiellement des grandes questions politiques actuelles (en particulier les questions touchant les rapports avec le Pakistan, l'Afghanistan, les musulmans). Enfin le magazine « Question de temps » de 20 h. 30, sous le titre « Les défis de l'Inde », montrera un certain nombre des défis relevés par l'Inde dans le domaine agricole, industriel ou technologique, défis qui, bien sûr, n'engagent pas que l'avenir de ce pays-continent.

Une forme raffinée de la politesse

MAGAZINE ZIGZAG :
LA FAMILLE DES PORTRAITS
Mercredi 30 janvier
A 2, 22 h. 45

Le *magazine de Teri Wehn-Damish* introduit ici à cette drôle d'exposition « La famille des portraits » (Musée des arts décoratifs jusqu'au 18 février), qui rassemble à travers quatre siècles, jusqu'à la photographie d'aujourd'hui, des visages de toutes sortes et de n'importe quelle valeur.

Ni sociologique ni historique, le pré-supposé de l'exposition serait plutôt poétique et sentimental. Après tout, même si ce n'est pas le seul critère, ce qui compte dans un portrait cela a souvent été la ressemblance, et le portrait ressemblant est « la forme picturale la plus raffinée de la politesse », dit le maître d'œuvre de la rencontre, François Mathey. Le photographe Edouard Boubat, lui, dit : « *Je prends votre portrait pour vous le donner.* »

A cette émission, qui comprend une adaptation du *Portrait ovale*, d'Edgar Poe, participent des peintres, des sculpteurs, des photographes...

Andromaque dans le Midi



CHANGEMENT DE DECOR :
LA VEUVE DE L'ESTAQUE
Vendredi 1er février
FR 3, 21 h 30

Dépoussiérer les classiques, les aérer, en changer le cadre et l'époque, cela s'est beaucoup fait au cinéma. Jamais encore à la télé. C'est une idée de Jean-Jacques Sirkis et de R.-M. Arlaud. Et elle n'est pas mauvaise. Ils ont tourné pour FR 3 une série intitulée « Changement de décor » dont le coup d'envoi a été donné vendredi dernier avec Horace, celui de Corneille, devenu un héros du Texas dans *Westragédie à Fort-Bryan.*

Le 1er février, c'est le tour d'Andromaque, rebaptisée pour l'occasion *Pascaline andromacchi.* Son mari vient de mourir, en mer, un accident. Et un certain Pirres, mareyeur d'origine pied-noir — c'est Robert Castel — veut lui faire oublier son chagrin. Ça se passe à l'Estaque, un petit port près de Marseille. Ça fait un peu penser à Pagnol, beaucoup à Racine et pas du tout à Euripide. Hermione, on l'appelle Marie Lou, tient un bar-restaurant et Oreste est un peu mariou sur les bords.

On est là, les pieds dans l'eau de cette Méditerranée qui baignait les rivages de l'Epire. On suit une merveilleuse histoire chantant au soleil du Midi : pour une fois, tout le monde a l'accent. La vente à la criée ponctue un scénario dont le commentaire rondouillard et hâbleur est confié, à la façon du chœur antique, aux vieux marins pêcheurs installés à une terrasse de café. Ils tapent le carton et se retournent sur le passage de la belle Catherine Rouvel, beaucoup plus humaine et plus facile à séduire, il faut bien le dire, que ne l'était la veuve d'Hector.

Peu importe. Ce qui compte, c'est que nos enfants, dont la plupart ignorent totalement la pièce, se laissent ligoter par le fil du récit. Si leurs professeurs s'avisaient après cela de leur mettre le texte de Racine sous le nez, on peut penser qu'ils le liraient sans ennui et sans difficulté. — C.S.

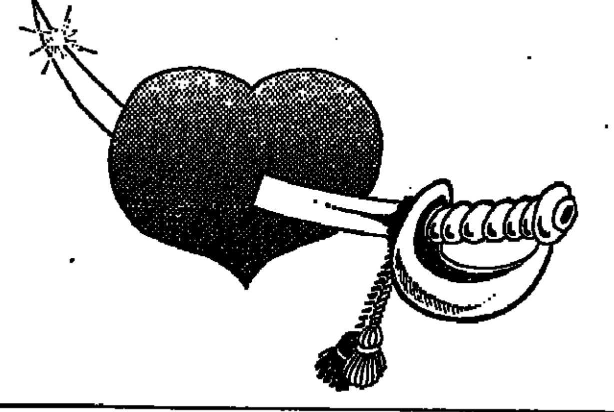
Amour, histoire, costumes

FEUILLETON : ANNA KARENINE
Samedi 2 février
TF 1, 21 h. 30

On est à peine sorti du destin de Joséphine de Beauharnais que l'on repart dans les costumes et les fastes d'antan. Place cette fois à la Russie, à Tolstoï, à Anna Karénine. Faut-il rappeler l'histoire ? Anna Karénine est mal mariée, elle tombe foudroyée d'amour pour Vronsky, le bel officier, et tout cela finira tragiquement.

Premier épisode : pendant que le prince Stepan Oblonsky (Stiva) subit une scène de ménage, Anna Karénine, sa sœur, laisse son époux et son jeune fils à Saint-Pétersbourg et prend le train pour Moscou, voyageant en compagnie d'une vieille dame redoutable, la comtesse Vronsky. Levine aussi est arrivé à Moscou, pour demander la main de Kitty, gentille belle-sœur de Stiva. A la gare, Stiva est là, et aussi Vronsky...

L'adaptation (en dix épisodes de cinquante-deux minutes) est de Donald Wilson, le scénariste des *Forsythe.* C'est un feuilleton anglais, lourd mais efficace, dans lequel TF 1 taillera un peu, car il y a de sombres scènes à mourir de rire. Anna Karénine est doublée en français par Annie Sinigalia, Vronsky par Claude Giraud, Stiva par Dominique Paturel. — Cl. D.



Lundi 28 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 35 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.**
Ces chers disparus : Luis Mariano (deuxième partie) ; 14 h. 5, Promenade aux U.S.A. ; 14 h. 25, Cinéma : « Si bémol et fa dièse ». Film américain de H. Hawks (1948), avec D. Kaye, V. Mayo, B. Goodman, L. Armstrong, C. Barnett, T. Dorsey.
Sept professeurs travaillent, dans une fondation, à une histoire de la musique. L'un d'eux découvre le jazz et une chanteuse de boîte de nuit qui, ayant des ennuis avec la police, se réfugie à la fondation.
16 h. 5, Variétés : Pauline Julien ; 16 h. 35, La vie à trois âges, avec E. Feuillère ; 17 h. 5, Rendez-vous au club, avec A. Zavatta, le prince H. d'Orléans, R. Traversac et J. Gauthier, R. Christophe, Adamo ; 17 h. 30, Variétés : Poivre et sel ; 17 h. 45, A votre service.
18 h **TF 4.**
18 h 30 **L'île aux enfants.**
Les puces d'Hippolyte.
19 h **C'est arrivé un jour.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
La location-vente.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les beaux joueurs.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Dramatique : « Quest-il arrivé au bébé de Rosemary ? ».**
Télé-f[illegible] anglais de Sam O'Steen, avec S. Mc[illegible]ttie, A. P. D. Astin, B. Crawford, R. Go[illegible].
Une [illegible] au Rosemary's Baby *de Roman Polan[illegible] dans laquelle on voit grandir et s'épan[illegible] l'exquis enfant de cette dame et de s[illegible] occasionnel amant, Satan. Pour entre[illegible] beauté dans l'univers des sectes.*
22 h 5 [illegible]ête.
Les m[illegible]hands de bonheur, avec H. Gastaut, Dr C[illegible]ouperzik, L. Chertok, A. Akoun, M. P[illegible], A. Blanchard, J. Lisz, E. Hervé, J.-P. [illegible]orin, A. Woodrow, J.-P. Bizot, M. F[illegible].
23 h 5 [illegible]rnal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 [illegible]ssez donc me voir.
12 h 3[illegible] [illegible]érie : Le temps d'aimer.
12 h 4[illegible] [illegible]ournal.
Sp[illegible] Inde.
13 h [illegible] Emissions régionales.
13 h [illegible] Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
L[illegible]lepsie.
15 h Feuilleton : Rubens, peintre et diplomate.
[illegible]elles 1627.
16 h [illegible] Libre parcours.
[illegible]Québec.
17 h [illegible] Fenêtre sur.
[illegible] médecine à 1 000 à l'heure.
17 [illegible] Récré A 2.
[illegible]ule et Bill ; Mia-Mia O ; Le livre de la [illegible]aine ; Albator.
18 [illegible]0 C'est la vie.
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Magazine : Question de temps.**
Les défis de l'Inde.
(Lire notre sélection.)
21 h 40 **Document : « L'Espérance en la France ».**
Mémoires d'Henri, comte de Paris (n° 2) : Peur pour la France.
22 h 35 **Variétés : Salle des fêtes.**
23 h 25 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Hebdo-jeunes ; Le lièvre et la tortue.
18 h 55 **Tribune libre.**
Les châteaux et demeures historiques, avec Yves Boiret.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : Jérusalem ! Jérusalem !
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma public : « le Franciscain de Bourges ».**
Film français de C. Autant-Lara (1967), avec H. Kruger, J.-P. Dorat, G. Berner, R. Kolldehoff, C. Vernier, S. Flon. (Rediffusion.)
A Bourges, sous l'occupation, un prêtre franciscain allemand, infirmier militaire, se dévoue aux résistants emprisonnés et lutte contre la Gestapo.
22 h 20 **Journal.**

Mardi 29 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 35 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Les après-midi de TF 1.**
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
14 h. 5, Paysages dégradés, émission du C.N.D.P. ; 14 h. 30, Amicalement vôtre : un ami d'enfance ; 15 h. 25, Regard sur le tourisme : la neige autrement ; 16 h. 25, Chant et contre-chant ; 16 h. 50, Mardi guide ; 17 h. 10, Livres-service ; 17 h. 30, Vie pratique ; 17 h. 40, Cuisine.
18 h **TF 4.**
18 h 30 **L'île aux enfants.**
Le portemanteau.
18 h 55 **C'est arrivé un jour.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Chaparder n'est pas voler.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les beaux joueurs.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Dramatique : « Sherlock Holmes à New-York ».**
Réalisation de Boris Sagal, avec R. Moore, J. Huston, P. Mac Nee, Ch. Rampling.
Le très flegmatique détective de Conan Doyl est ici aux prises avec le redoutable profes seur Moriarty. Mais, en plus, il y a la bel[illegible] Irène Adler, pour laquelle le héros perdit jadis son flegme.
21 h 35 **Concert.**
« Concerto pour violon n° 5 » de Mozart, [illegible]ivertissement pour cordes » de Bartok, [illegible]ymphonie n° 103 » de Haydn, par l'Or[illegible]hestre de Paris, sous la direction de [illegible]. Menuhin.
23 [illegible] 1 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h Passez donc me voir.
12 h [illegible] Série : Le temps d'aimer.
12 [illegible]45 Journal.
13 [illegible] 35 Emissions régionales.
13 [illegible] 50 Face à vous.
14 [illegible] Aujourd'hui madame.
Le plateau du Velay.
[illegible] h Emission pédagogique.
Réflexion faite.
[illegible] h 30 Libre parcours.
La préhistoire.
17 h 20 **Fenêtre sur.**
Ball.
17 h 50 **Récré A 2.**
Papivole ; Boule et Bill ; Discopuce ; Mes mains ont la parole ; Les quat'z'amis.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 40 **Les dossiers de l'écran : « le Dernier Locataire ».**
Téléfilm de J. Taylor.
Agé de soixante-seize ans, Franck Russo, refusant de se retrouver dans une maison de retraite, dans une réserve pour vieux, essaie d'aller vivre chez l'une de ses filles.
22 h **Débat : Plus de cheminée pour le grand-père.**
Avec uniquement des personnes du troisième âge sélectionnées parmi des téléspectateurs ayant proposé leur participation à cette émission.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h **Ministère des universités.**
18 h 30 **Pour les jeunes.**
Les couleurs du temps.
18 h 55 **Tribune libre.**
L'architecture moderne, avec C. Arlaut et P. Prunet.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : Saint-Louis.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma pour tous : « Tarzan s'évade ».**
Film américain de R. Thorpe (1936), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Buckler, B. Hume, W. Henry. (N. rediffusion.)
Les cousins de Jane retrouvent celle-ci en Afrique. Un chasseur de fauves qui les accompagne capture Tarzan pour l'exhiber dans un cirque.
21 h 55 **Journal.**

Mercredi 30 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Les visiteurs du mercredi.**
De C. Izard.
Avec les marionnettes Sibor et Bora : 13 h. 45, Déclic : « Flaques et lacs ! » 14 h. 8, La bataille des planètes ; 14 h. 30, Interdit au plus de dix ans, mission spatiale santé : « Donner l'alerte » ; Musique classique : colin-maillard ; 14 h. 50, La pierre blanche (cinquième épisode) ; 14 h. 30 Spécial 10-15 ans ; 15 h. 20, Dossier 10-15 : « Les géants des mers » ; L'odyssée de l'espace : « Le numéro 3 » ; 16 h. 15, La parade des dessins animés ; 16 h. 55, Le club des cinq : « Les cinq et les tours rouges » 17 h. 20, Studio 3.
17 h 50 **Sur deux roues.**
18 h 10 **TF 4.**
18 h 30 **L'île aux enfants.**
Du Snob est un chef-d'œuvre.
18 h 55 **C'est arrivé un jour.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Des jardins musicaux pour musiciens en herbe.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les beaux joueurs.**
19 h 55 **Tirage du Loto.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Dramatique : « l'Agebête ».**
D'après le roman de P. Boileau et T. Narcejac, réal. J. Ertaud, avec J.-L. Azra, B. Haller, E. Rémy, B. Le Sache, A. Allières.
(Lire notre article page IX.)
22 h **La rage de lire.**
Magazine littéraire de G. Suffert.
Le Métronome (T. de Saint-Phalle) ; *l'Infini chez soi* (D. Rolin) ; *l'Accent de ma mère* (M. Ragon) ; *La vie qu'on peut* (C. Aubin).
23 h 10 **Journal**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : Le temps d'aimer.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Les mercredis d'aujourd'hui madame.**
15 h 15 **Film d'animation : Les sentinelles de l'air.**
Terreur à New-York.
Un reporter de télévision filme les pompiers volants en action.
16 h 10 **Récré A 2.**
Maraboud'ficelle ; La panthère rose ; Zeltron ; Albator ; Ces sacrés parents (la mauvaise note) ; Sport ; Anagrammes ; Wattoo-wattoo...
18 h 10 **On we go.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Palmarès 80.**
22 h **Alain Decaux raconte.**
Le cuirassé « Potemkine ».
22 h 45 **Magazine Zigzag.**
De Teri Wehn-Damish.
La famille des portraits.
(Lire notre sélection.)
23 h 25 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h **Travail manuel.**
La charcuterie.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
Eurêka.
18 h 55 **Tribune libre.**
Les Eglises, avec le R.P. Jean Claire.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : Saint Louis outre-mer.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma (un film, un auteur) : « le Trésor du pendu ».**
Film américain de J. Sturges (1958), avec R. Taylor, R. Widmark, P. Owens, R. Middleton, H. Silva, De Forest Kelley. (Rediffusion.)
Au Nouveau-Mexique, un shérif (autrefois bandit) fait évader son ancien complice emprisonné. Celui-ci le capture, avec sa fiancée, pour qu'il le conduise à la cachette de l'argent jadis volé.
21 h 55 **Journal.**

Jeudi 31 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

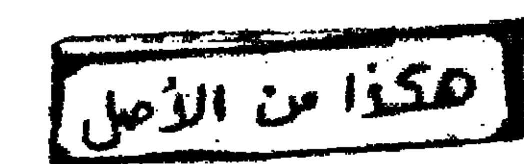
12 h 15 **Réponse à tout**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 30 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Objectif santé.**
Les pertes de connaissance.
14 h **Les vingt-quatre jeudis.**
Emission du centre national de documentation pédagogique.
14 h. 5, Chronique d'un village : Dardagny ; 14 h. 25, Les aventures du mercredi ; 14 h. 30, Trois têtes, une boule, deux mains ; 14 h. 55, Parler de la mort ; 15 h. 5, Les cheminots ; 15 h. 35, Images animées : le son synchrone ; 15 h. 50 L'information télévisée ; 16 h., Saint-Etienne, ville secrète ; 17 h., Atelier luminaire au C.E. 2 ; 17 h. 30, Sciences physiques en quatrième et troisième.
18 h **TF 4.**
18 h 30 **L'île aux enfants.**
La kermesse héroïque de M. du Snob.
18 h 55 **C'est arrivé un jour.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Nourrices non déclarées : attention !
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Formations politiques.**
L'opposition.
20 h **Journal.**
20 h 30 **Série : Opération trafics.**
La sainte famille (n° 4). Réal. Christian-Jaque, avec J. Martinelli, A. Nobis, M. Barbulée, B. Lajarrige.
Quatrième épisode au cours duquel Marthe de Berthier révèle à ses cousins l'odeur de leur héritage. La vieille dame hors d'usage, il reste à échapper au fisc : comment passer en Suisse ?
21 h 30 **L'enjeu.**
Magazine économique et social de F. de Closets, E. de la Taille, A. Weiller.
Le pétrole sous la mer, le pétrole « vert » du Brésil, le bois peu rentable de la France. L'homme du mois, Jean Chazel, aide les Français à exporter en Allemagne.
22 h 30 **Les grands pas classiques.**
« La Sylphide (n° 5) », musique de Schneithoffer ; chorégraphie : Taglioni. Réal. : S. Hanin.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : Le temps d'aimer.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Voisins ou envahisseurs ?
15 h **Série : Le fugitif.**
Le jugement.
16 h **L'invité du jeudi.**
Jean Dutourd.
17 h 20 **Fenêtre sur...**
Nathalie Sarraute.
17 h 50 **Récré A 2.**
Boule et Bill ; Mes mains ont la parole ; Mlle Rose et Charlemagne ; Félix le chat ; Sido Rémi.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Le grand échiquier.**
De J. Chancel. Invité : François Périer.
Actuellement François Périer joue au Théâtre de la Michodière une pièce de Bernard Slade : Coup de chapeau ; *pour les téléspectateurs, il interprétera en direct à l'écran des extraits de ses rôles préférés.*
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Les enfants d'ailleurs : la Colombie ; B. comme bricolage : comment équiper une lampe de chevet.
18 h 55 **Tribune libre.**
Théâtres et spectacles, avec J. Toja, de la Comédie-Française.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : la dernière croisade de Saint Louis.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma (cycle Romy Schneider) : « Boccace 70 ».**
Film italien de F. Fellini, L. Visconti et V. de Sica (1961), avec A. Ekberg, P. de Filippo, R. Schneider, T. Milian, S. Loren, L. Giuliani, A. Vita. (Rediffusion.)
A Rome, un professeur qui s'est fait le champion de la vertu est poursuivi par une femme gigantesque, sortie d'une affiche publicitaire. A Milan, l'épouse d'un jeune aristocrate, compromis dans un scandale de call-girls, décide de travailler dans la prostitution de luxe. Dans un village de Romagne, un sacristain gagne une nuit d'amour avec l'employée d'un tir forain qui s'est mise en loterie.
23 h **Journal.**



Vendredi 1er février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 50 Emissions régionales.
14 h 5 Hommes et troupeaux des Hautes-Pyrénées.
Emission du C.N.D.P.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
Une curieuse brouette.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les femmes de médecins.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir : « Ne quittez pas ».
Pièce de M.-G. Sauvajon et G. Bolton, avec J.-P. Bouvier, M. Game, M. Courseaux, L. Patrick, A. Medina.
Une histoire de soufre et de femmes : Paul Chênevier, de retour du Venezuela, a rencontré Silvia, dont la voiture était en panne. Le rendez-vous pris pour le thé a quelque peine à se réaliser.
22 h 30 Cinquante ans de nouvelle histoire.
L'histoire « non événementielle », depuis la fondation par Lucien Febvre et Marc Bloch de la revue « les Annales », en 1929. Avec la participation de Jacques Le Goff, auteur de « Pour un autre Moyen Age » (Gallimard).
23 h 35 *Journal et cinq jours en Bourse.*

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Le temps d'aimer.
12 h 45 Journal.
13 h 35 *Emissions régionales.*
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Les premières chances.
15 h Série : Le fugitif.
Le jugement.
16 h Quatre saisons.
17 h La télévision des téléspectateurs.
17 h 20 Fenêtre sur.
Les musiciens : Nombril 2000.
17 h 50 Récré A 2.
Boule et Bill ; Sophie la sorcière ; Candy.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Tarendol.
D'après le roman de R. Barjavel. Réalisation L. Grospierre. Avec J. Penot, F. Pernel, M. Duchaussoy.
Deuxième épisode : Jean et Marie, tout à leur amour, ont oublié que le monde est en guerre, mais ils seront bientôt séparés.
21 h 35 Apostrophes.
Au service de qui, de quoi ?
Avec MM. Yvon Gattaz (*la Fin des patrons*) ; Honoré Gevaudan (*Flic*) ; Philippe Lamour (*le Cadran solaire*) ; Antoine Spire (*Profession : permanent*).
22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle Elia Kazan) : « le Fleuve sauvage ».
Film américain d'E. Kazan (1960), avec M. Clift, L. Remick, J. van Fleet, A. Salmi, J.-C. Flippen, B. Loden, B. Dern (v.o. sous-titrée. Rediffusion).
En 1933, au cours des travaux de construction d'un barrage, dans le Tennessee, un ingénieur s'efforce de convaincre une vieille femme de vendre l'île qu'elle habite au milieu du fleuve et qu'elle ne veut pas quitter.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les contes du folklore japonais : le Chat paresseux ; Des livres pour nous.
18 h 55 Tribune libre.
Les métiers d'art, avec Pierre de Haye.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Montjoie Saint-Denis.
20 h Les jeux.
20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : La filière colombienne.
Emission de J.-M. Cavada et M. Thoulouzé ; réal. P. Ammann ; reportage de P.-P. Rossi.
Ce reportage remonte la plus importante filière de drogue qui existe actuellement dans le monde, celle qui va de Colombie aux Etats-Unis. La marijuana, qui fait vivre quelques milliers de paysans pauvres, est devenue la seconde richesse naturelle de la Colombie. Elle passe par les mains d'une maffia dont l'équipe de « Temps présent » a rencontré l'un des chefs. Un formidable marché financier auquel vient s'ajouter maintenant celui de la cocaïne.
21 h 30 Changement de décor : La veuve de l'Estaque.
Scénario de J.-J. Sirkis et R.-M. Arlaud ; avec C. Rouvel, R. Castel, P. Roberts, J. Bouchard, L. Cox, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 2 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 55 Philatélie club.
12 h 30 La vie en vert.
12 h 45 Jeune pratique.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
13 h. 50, La croisière s'amuse : « Farces et Attrapes » (n° 5) ; 14 h. 40, Avec des idées que savez-vous faire ? ; 14 h. 50, Rugby : Tournoi des cinq nations - France-Angleterre (en direct du Parc des Princes) ; 16 h. 30, Découvertes ; 17 h., Télé-troc ; 17 h. 8, Plume d'Elan ; 17 h. 15, Temps X ; 17 h. 55, Dessin animé.
18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 *Six minutes pour vous défendre.*
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
20 h Journal.
20 h 30 Show Johnny Halliday.
Au Pavillon de Paris (première partie).
21 h 30 Série : Anna Karénine.
(Lire notre sélection.)
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
12 h La vérité est au fond de la marmite.
12 h 30 Samedi et demi.
13 h 35 Monsieur-Cinéma.
14 h 20 Les jeux du stade.
17 h 10 Les moins d'vingt et les autres.
17 h 55 Course autour du monde.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 La nuit des Césars.
En direct de la salle Pleyel.
La cérémonie annuelle où Georges Cravenne et Antenne 2, pour la cinquième fois, présentent un palmarès des professionnels du cinéma toutes catégories. Cette soirée est présidée, cette année, par Jean Marais.
22 h 30 *Documentaire : Le signe du cheval.*
Concours complet aux Jeux olympiques.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

12 h 30 Les pieds sur terre.
Magazine sécurité de la Mutualité sociale agricole : la récolte et le stockage des céréales.
14 h 55 Hugues le loup.
Réal. : P. Planchon (*rediff.*)
18 h 30 Pour les jeunes.
Il était une fois l'homme : l'âge d'or des provinces unies ; Téléscope bricolage : l'hydroglisseur.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Philippe Auguste.
20 h Les jeux.
20 h 30 Retransmission lyrique : « Rigoletto ».
Opéra de Verdi, retransmis du Grand-Théâtre de Bordeaux. Orchestre de Bordeaux-Aquitaine.
22 h 30 Journal.
22 h 50 *Ciné-regards.*

Dimanche 3 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
En la nouvelle église Sainte-Jeanne-d'Arc de Rouen.
Prédicateur : Père Michel Dubost.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 30 C'est pas sérieux.
14 h 30 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 L'île fantastique.
Le hasard et la chanson.
16 h 40 Sports première.
18 h Dramatique : Terreur sur le « Queen Mary ».
Réal. : J. Gay, avec R. Stack, D. Hedison, R. Bellamy.
Suspense autour du rapt d'un millionnaire et alerte à la bombe sur un paquebot géant.
19 h 25 Les animaux du monde.
Une fenêtre sur Slimbridge.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « les Aventures d'Arsène Lupin ».
Film français de J. Becker (1956), avec R. Lamoureux, L. Pulver, O. E. Hasse, H. Rollan, R. Mary, H. Hue. (Rediffusion.)
En 1912, après quelques « exploits » à Paris, le célèbre cambrioleur Arsène Lupin est enlevé et amené en Allemagne sur les ordres du Kaiser, qui veut faire mettre à l'épreuve le secret d'une cachette, dans un de ses châteaux.
22 h 10 Concert de musique française.
(deuxième partie).
L'Apprenti Sorcier (P. Dukas) ; *Bacchus et Ariane* (A. Roussel), *Prélude à l'après-midi d'un faune* (C. Debussy), par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h On we go.
11 h 15 Chorus.
12 h Concert.
Concerto pour quatre cors et orchestre (Rossini), *Concerto pour quatre cors et orchestre, op. 86* (Schumann), par l'Orchestre national de France.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Wonder woman.
Le jugement de l'espace.
14 h 10 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h Des animaux et des hommes.
15 h 50 Majax : Passe-passe.
16 h 35 Feuilleton : Les dames de la côte.
De Nina Companeez.
Rediffusion d'un feuilleton qui réunit de très bons comédiens. Les années 20 vues du côté des femmes.
17 h 30 Les Muppets.
Avec Elke Sommer.
18 h Dessine-moi un mouton.
18 h 45 Top club.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Détroit.
De M. Lampell et H. Searls, réal. J. London.
Deuxième épisode : Adam, que sa femme a quitté, s'éprend d'une autre femme. Le sort l'empêchera-t-il de divorcer ?
22 h 20 Fenêtre sur...
La médecine vieille comme le monde.
(Lire notre sélection.)
22 h 50 Petit théâtre d'Antenne 2.
« Annonce matrimoniale », de *Guy Foissy* ; réal. J. Berzosa.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.
Images d'Algérie.
10 h 30 Mosaïque.
Emission spéciale réalisée en Yougoslavie.
16 h Il n'y a pas qu'à Paris.
17 h Prélude à l'après-midi.
« La Création », de Haydn, par l'Orchestre national philharmonique de Lille, direction J.-C. Casadesus, et la Chorale de Düsseldorf.
(Lire notre sélection.)
18 h 20 Théâtre de toujours : Georges Dandin.
De Molière. Mise en scène : J.-P. Roussillon, avec R. Hirsch, J.-P. Roussillon, M. Etcheverry, M. Aumont, A. Pralon, D. Gence, C. Samie, C. Hiegel (rediff.).
19 h 45 Spécial DOM-TOM.
20 h *Rire et sourire au Comic'Palace.*
Avec P. Topaloff.
20 h 30 L'inventaire des campagnes : 5) Les fêtes et les saisons.
(Lire notre sélection.)
Série de D. Vigne, avec E. Le Roy Ladurie.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Robert Hirsch.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle le docteur Mabuse et F. Lang) : « le Testament du docteur Mabuse ».
Film allemand de F. Lang (1932), avec R. Klein-Rogge, O. Wernicke, T. Loos, O. Beregi, K. Pohl, C. Spira, T. Lingen. (Version originale sous-titrée - N. rediff.)
Interné dans un asile psychiatrique, Mabuse, fou criminel, hypnotise le directeur, qui devient son double et le chef de sa bande pour détruire la société.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 28 JANVIER

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La malle de Hambourg ; 21 h., *l'Enfer des tropiques*, film de R. Parrish.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : La pêche miraculeuse ; 21 h. 5, *Leviathan*, film de L. Keigel.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Vos droits : Le licenciement ; 20 h., *Rendez-vous de juillet*, film de J. Becker ; 21 h. 35, Débats. — *R.T.B. bis* : 20 h. 35, Portrait wallon ; 21 h. 20, A chacun sa musique : Accordéon ; 22 h. 15, Lundi-sports.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Série : La pêche miraculeuse ; 21 h. 5, *Leviathan*, film de L. Keigel.

MARDI 29 JANVIER

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Super-Jaimie ; 21 h., *Georges qui ?* film de M. Rozier.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, La légende d'Adams et Benjamin ; 21 h. 5, *A pied, à cheval, en voiture*, film de M. Delbez.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Feuilleton : Petit déjeuner compris ; 20 h. 50, Sous les pavés, la plage (magazine des loisirs) ; 22 h. 20, Arts-Hebdo. — *R.T.B. bis* : 19 h. 55, Variétés ; 21 h. 5, Geel : l'accueil des malades mentaux au sein d'une famille ; 22 h. 15, Le monde du cinéma.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Série : La légende d'Adams et Benjamin ; 21 h. 5, *A pied, à cheval, en voiture*, film de M. Delbez.

MERCREDI 30 JANVIER

- TELE- LUXEMBOURG : 20 h., Hit-Parade ; 21 h., *la Piste de l'Oregon*, film de B. Sagal.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Cirques du monde ; 21 h. 5, *la Fabuleuse Aventure de Marco Polo*, film de D. de La Patellière et N. Howard.
- TELEVISION BELGE : 20 h., *Mort douce*, dramatique de J. Vanderheyden, par le Théâtre de *l'Ancre*, suivie d'un débat. — *R.T.B. bis* : 19 h. 55, *la Veuve Couderc*, film de P. Granier-Deferre ; 21 h. 20, Championnats d'Europe de patinage artistique.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Cirques du monde ; 21 h. 5, *la Fabuleuse Aventure de Marco Polo*, film de D. de La Patellière.

JEUDI 31 JANVIER

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Voyage au fond des mers ; 21 h., *Quasimodo*, film de W. Dieterlé.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Drôles de dames ; 21 h. 5, *la Scoumoune*, film de J. Giovanni.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *les Canons de Navarone*, film de C. Foreman, d'après A. Mac Lean ; 22 h. 25, Le carrousel aux images. — *R.T.B. bis* : 19 h. 55, Risquons tout (jeu) ; cent cinquante ans d'histoire de Belgique ; 20 h. 50, Portrait d'un musicien ; 22 h. 15, Cours d'anglais.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Série : Drôles de dames ; 21 h. 5, *la Scoumoune*, film de J. Giovanni.

VENDREDI 1er FÉVRIER

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Quand la vie s'arrête ; 21 h., *Obsession infernale*, film de B. Sagal.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : La vie de Shakespeare ; 21 h. 5, *Pour l'amour d'une reine*, film d'H. Braun.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, A suivre : hebdomadaire d'information ; 21 h. 25, Championnats d'Europe de patinage artistique. — *R.T.B. bis* : 21 h., Feuilleton : La légende irlandaise ; 22 h. 25, Inter-Wallonie : La communication arabe.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Série : La vie de Shakespeare ; 21 h., *Pour l'amour d'une reine*, film d'H. Braun.

SAMEDI 2 FÉVRIER

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., *Un de nos espions a disparu*, film de D. Hallenbeck ; 21 h. 30, Ciné-sélection ; 22 h., *l'Homme oiseau*, film de A. Altman.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, *Série* : Starsky et Hutch ; 21 h. 5, *les Granges brûlées*, film de J. Chapot.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 25, *Les murs ont des oreilles*, film de J. Girault ; 22 h. 5, Risquons tout (jeu) :
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Série : Starsky et Hutch ; 21 h. 5, *les Granges brûlées*, film de J. Chapot.

DIMANCHE 3 FÉVRIER

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Hawaï 5-0 ; 21 h., *Dupont Lajoie*, film d'Y. Boisset.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : La grande vallée ; 21 h. 10, *le Souteneur*, film d'U. Tognazzi.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Variétés : les feux de la rampe ; 21 h. 55, *Luiz*, téléfilm de M. Bluwal.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Série : La grande vallée ; 21 h. 10, *le Souteneur*, film d'U. Tognazzi.

A VOIR

Pure abstraction musicale



LA CREATION DE HAYDN

Dimanche 3 février
FR 3, 17 heures

Trois archanges, Gabriel, Uriel et *Raphaël* (soprano, *ténor* et basse), *racontent* la création du *monde sur un poème* de Gottfried van Swieten inspiré du *Paradis perdu* de Milton. Dans la dernière partie, Adam et Eve, insoucieux de la déchéance qui les menace, chantent les joies du paradis terrestre et la *louange du Créateur*.

Donnée la première fois en 1798 avec un succès si considérable qu'il fallut la répéter le lendemain puis deux fois encore le mois suivant, *la Création* de *Haydn est conçue comme une* vaste fresque à l'exemple des oratorios de Haendel que le compositeur avait pris pour modèle mais faisant alterner judicieusement les airs, les duos, les trios et les chœurs et bénéficiant d'une orchestration infiniment plus riche.

Le prélude, qui peint le Chaos originel, est peut-être l'une des pages les plus audacieuses de toute la musique tonale, même *s'il est vrai que cette remise en* cause débouche sur le triomphe de la tonalité d'ut majeur en même temps que les mots « *Et la lumière fut* ». La partition contient un certain nombre d'effets musicaux suggérés par le texte auxquels on a reproché leur caractère illustratif : le *lever du soleil*, le *roucoulement* des colombes, la tempête, la pluie... Outre que ces suggestions précèdent toujours la parole, il est si évident qu'il ne s'agissait là, pour le compositeur, que d'un point de départ *vers des développements on ne* peut moins anecdotiques, qu'on s'étonne de constater que ce genre de grief ait encore cours au point de cacher l'essentiel, chez Haydn surtout : la pure abstraction musicale. — G. C.

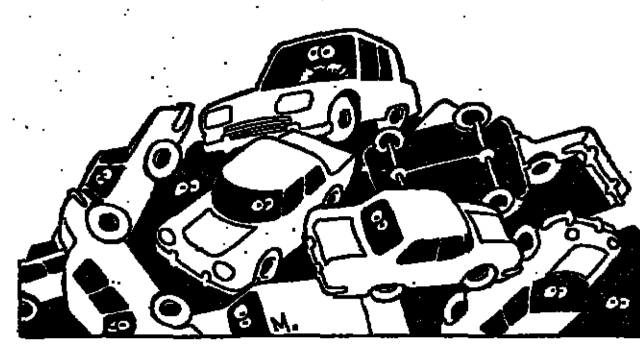
Les fêtes et les saisons

SERIE DOCUMENTAIRE : INVENTAIRE DES CAMPAGNES

Dimanche 3 février
FR 3, 20 h. 30

Dans la Somme, la veille du Vendredi Saint, on voit encore *passer des enfants dans les rues* du village, qui agitent des crécelles pour annoncer la mort du Christ. Dans les Ardennes, la nuit du 1er mai, des jeunes gens plantent un arbre devant la fenêtre des jeunes filles à *marier ; au petit matin, on voit des* échelles dans les arbres, des voitures empilées les unes sur les autres, des vols ont été commis, des granges entièrement vidées ; cet acte de rébellion d'une génération face à la « communauté » se renouvelle chaque année.

Les Fêtes et les Saisons, cinquième volet de la série « Inventaire des campagnes », réalisée par Daniel Vigne avec Emmanuel Le Roy Ladurie, est peut-être l'un des plus passionnants de ce voyage dans les paysages, les gestes, les coutumes, les « traces » vivantes de notre héritage. Avec une petite équipe, Daniel Vigne a filmé en direct, sans jamais recommencer (ce qui est important pour la vérité des choses), des processions, des cérémonies, des rites religieux agraires, païens et catholiques, comme cette scène étonnante qui remonte à la nuit des temps, où l'on voit des gens tourner (d'où vient la connaissance de ce trajet aveugle ?) *autour de pierres*, ou la confection d'une bûche de Noël, rites dont les historiens affirmaient qu'il n'existait plus en France. Documents ethnologiques précieux, expliqués par ceux qui les virent, à peine — discrètement — commentés. Ici l'enquête est chaleureuse et l'on est au bord de l'âme d'une civilisation paysanne, au cœur de ce christianisme populaire dont les cérémonies bien avant d'être « chrétiennes » sont profanes, profondément liées au cycle agraire, saisonnier. — C. H.



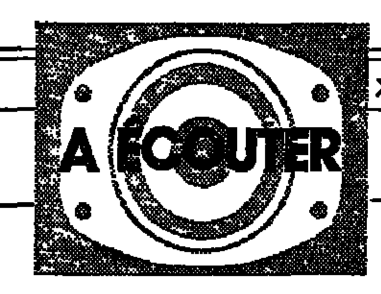
Les guérisseurs

SERIE DOCUMENTAIRE : LA MEDECINE VIEILLE COMME LE MONDE

Dimanche 3 février
A 2, 22 h. 20

Il y a les charlatans qui vendent hors de prix des placebos censés guérir les maux incurables. Les victimes de ces marchands de mie de pain, d'eau distillée ou de poudre de perlimpinpin sont nombreuses. On a en mémoire certains scandales que les médecins de la médecine officielle se sont fait fort de dénoncer très haut. Les guérisseurs doivent-ils pour autant être condamnés en bloc ? Et n'y aurait-il pas une autre forme d'obscurantisme à ignorer systématiquement le savoir qui est le leur, savoir transmis de génération en génération, hérité de *pratiques anciennes*, dont la précision, l'efficacité tendent à prouver que la médecine n'est pas née avec l'ère industrielle ? Yvo Perez Parreto propose à ce sujet une série de documents réalisés dans six pays de vieille *tradition* : le Pérou, le Brésil, le Mexique, l'Egypte, l'Inde puis la Finlande. Il y sera non seulement question des médications par les plantes, mais aussi de toutes les formes de psychothérapies que, *sous couvert* de religion, les anciens surent inventer. Les cérémonies de la Macumba et du Candomblé, rites dansés, ne proposent-ils pas, comme les transes soufis, une « libération » de l'esprit, une sorte de désintoxication psychologique. Le yoga thibétain ne vaut-il pas tous les somnifères aux doux noms de valium ou de librium, avec lesquels se droguent un nombre croissant de citadins « malades de la civilisation ». Sans parler de l'acuponcture, bien connue par les Lapons avant que les « civilisés » ne mettent pied dans les régions polaires.

Il semble qu'enfin les docteurs patentés reconnaissent les vertus ancestrales ; ils y ont même recours. Les responsables de l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) ont, quant à eux, pris des mesures pour soutenir les recherches effectuées dans le but de récupérer ce que l'ancien a de salutaire. L'inventaire est intéressant et surprenant.



Qui était Mahler ?

SERIE : UN HOMME, UNE VILLE
Vendredi 1er février

France-Culture, 17 heures

« Le phénomène Mahler a eu probablement comme origine la nostalgie éprouvée par les réfugiés d'une diaspora d'Europe centrale. Cela a commencé aux Etats-Unis et à Londres avec des gens comme Bruno Walter, qui ont dû fuir l'hitlérisme en Allemagne et en Autriche. A sa suite le grand travail de propagande mahlérienne a été fait aux Etats-Unis par Mitropoulos et Leonard Bernstein. C'est finalement Bernstein qui a imposé Mahler à New-York. (...)

» L'univers de Mahler est sans doute le plus satisfaisant pour un esprit d'aujourd'hui. On n'y voit généralement que le côté sentimental au détriment de l'aspect critique. Son ironie, sa richesse et sa complexité font sa supériorité sur son contemporain Richard Strauss. (...)

» Alors que Mahler était un homme tourné vers l'avenir à la fois réaliste et utopiste, relié fortement à une tradition mais en rébellion contre cette tradition, la plupart de ses thuriféraires voient en lui le dernier refuge d'une sensibilité romantique contre les excès du monde moderne. Mahler connaît en cela le sort de Wagner, qui a été récupéré par la pire réaction imaginable mais qui a aussi donné naissance à tout le mouvement contemporain de la musique. Il y a cette ambiguïté chez Mahler comme chez Wagner. Je la préfère au mythe assez sot d'un personnage souffrant et isolé du monde, qui n'est que l'éternelle image du Christ en croix qu'on aime à projeter sur les compositeurs. »

Tels sont, entre autres, les propos tenus par Pierre Boulez, directeur de l'IRCAM, au cours d'un entretien consacré à ce compositeur. Cela en guise de conclusion à cette série d'émissions par lesquelles Jean Montalhetti a analysé la naissance du mythe Mahler.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● **FRANCE-INTER** (informations toutes les heures) : 4 h. 30, Bon pied, bon œil ; 6 h. 30, P. Douglas ; 7 h. 35, Bloc-notes économiques de B. Harteman ; 7 h. 40, L'humeur du jour, de P. Poivre d'Arvor ; 7 h. 50, Parlons clair, de J. Paletou ; 8 h. 25, La chronique d'E. Sablier ; 8. h. 45, E. Ruggieri et B. Grand ; 10 h. 5, Information des consommateurs, par R. Pujol ; 11 h., Est-ce bien raisonnable ? de D. Hamelin et J.-P. Pineau ; 12 h., Le Luron de midi ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F.

13 h. 30, Visas, par D. Guilhot et M. Desbarbat ; 15 h., La vie d'artiste : Robert Hossein ; 16 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C. Averty ; 17 h., Radioscopie, le commissaire Gevaudan (lundi), le docteur Camille Crapiet (mardi), Françoise Mallet-Joris (mercredi), Michel Siffre (jeudi), Madeleine Chapsal (vendredi) ; 19 h. 10, Le téléphone sonne (le mercredi : Face au public : Christian Bonnet (le 30).

20 h. 5, Loup-Garou, de P. Blanc-Francard ; 22 h. 10, Y'a de la chanson dans l'air, de J.-L. Foulquier et C. Pither ; 23 h. 5, José Artur et Muriel Hees ; 1 h., Muriel Hees ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● **EUROPE I** (informations toutes les heures) : 5 h., C. Barbier ; 6 h., P. Gildas et Maryse ; 6 h. 45, Bonjour la France, de P. Ponte ; 8 h. 30, L. Leval ; 8 h. 45, S. Collaro et Brigitte ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare ; 13 h., Europe midi, avec A. Arnaud.

13 h. 30, Interpol ; 14 h., Histoire d'un jour de P. Alfonsi ; 15 h., Show-time, de J. Martin ; 17 h., Hit-parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Le journal de J.-C. Dassier.

19 h. 30, Disco 1000, de F. Diwo ; 20 h. 30, Chlorophylle ; 22 h. 30, Europe panorama ; 22 h. 50, Un livre, un succès, de P. Kramer ; 23 h., Service de nuit, avec J.-C. Laval ; 1 h., La ligne ouverte.

● **R.T.L.** (informations toutes les demi-heures) ; 5 h. 30, M. Favières ; de 5 h. 45 à 8 h. 15 (toutes les demi-heures), Léon Zitrone ; 8 h. 35, Anne-Marie Peysson ; 11 h., La grande parade, de M. Drucker ; 13 h., Journal de P. Labro.

13 h. 30, Joyeux anniversaire, d'E. Pagès ; 14 h. 30, Ménie Grégoire ; 15 h., Le temps d'une chanson ; 16 h. 30, Les grosses têtes, de P. Bouvard ; 18 h., Journal de J. Chapus ;

18 h. 30, Hit-parade ; 20 h. 30 et 22 h. 30, Relax Max, avec M. Meynier ; 0 h., W.R.T.L., avec G. Lang ; 3 h., Variétés.

● **R.M.-C.** (informations toutes les heures) ; 5 h., Informations et jeux ; 6 h. 30, J.-R. Cherfils et Sylvie ; 8 h. 40, J.-P. Foucault et Léon ; 11 h., Le million, avec M. Denisot ; 12 h. 10, Le coffre au trésor, avec F. Gérard ; 12 h. 40, Quitte ou double ;

13 h. 20, Méridienne, avec N. Cimadore ; 16 h., Cherchez le disque, avec F. Fernandel et C. Chabrier ; 17 h., Croque-musiques, avec P. Roy ; 19 h., M. Toesca et C. Borde ; à 21 h., Demain 2000.

LE WEEK-END
SAMEDI

● **FRANCE-INTER** : 5 h., L. Bozon ; 8 h. 30, Revue de presse ; 8 h. 45, Chronique de M. Droit ; 9 h., La Clef verte ; 10 h. 30, Avec tambour et trompette, de J.-F. Kahn ; 12 h., Vécu, de M. Tauriac ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Samedi actualités magazine, d'Y. Mourousi ; 14 h. 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France-Inter ; 20 h., La tribune de l'histoire, par A. Castelot et A. Decaux : le dimanche rouge de Saint-Pétersbourg (le 19) ; Catherine de Médicis (le 2) ; 21 h. 15, La musique est à vous, par J. Fontaine ; 22 h., Les tréteaux de la nuit : 23 h. 5, Au rythme du monde, de M. Godard ; 0 h., Inter-danse, de Jo Dona ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Les choses de la nuit.

● **EUROPE I** : 5 h., Y. Hégann ; 6 h., A. Dumas et Brigitte ; 14 h., Pierre qui roule, de P. Lescure ; 17 h., Hit-parade, de J.-L. Lafont ; 19 h. 30, Football ; 20 h., Hit-parade des clubs, de F. Diwo ; 22 h. 45, Concerto pour transistor, de E. Lipmann ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit, avec Y. Hégann.

● **R.T.L.** : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 9 h. 20, Stop ou encore, avec P. Sabatier ; 13 h., Le journal inattendu Georges Marchais (le 26) ; 14 h., W.R.T.L. de G. Lang ; 18 h. 30, W.R.T.L., Disco-show, de B. Schu ; 22 h. 15, W.R.T.L. Live, de D. Farran ; 3 h., Variétés.

● **R.M.-C.** : 5 h., Max La Fontaine ; 6 h. 30, J. Meledo ; 8 h. 15, M. Ullmann et P. Cordelier ; 9 h., La grille musicale ; 12 h., Télé-Match ;

13 h. 30, La discothèque d'une personnalité ; 15 h., Hit-parade, avec P. Sulak ; 17 h., Cent ans de music-hall ; 18 h. 30, Le journal de P. Zehr ; 19 h. 15, J. Paoli ; 20 h., M. Cotet.

DIMANCHE

● **FRANCE-INTER** : 5 h., L. Bozon ; 9 h. 30 (et à 14 h.), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine ; 18 h., Spectacle Inter ; 20 h. 15, Le masque et la plume ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h., Jam-parade, d'A. Francis ; 23 h., Mirages, de J. Pradel ; 0 h. 5, Inter-danse, de Jo Dona ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● **EUROPE I** : 8 h. 35, C'est dimanche, de C. Morin et Maryse ; 12 h. 30, Europe midi ; 13 h. 30, Les années 50, de R. Willar ; 14 h., Dr Jingle et Mr Yann, de Y. Hegann ; 16 h., Hit-parade ; 18 h. 30, Europe-soir ; 19 h., Club de la presse : Michel Poniatowski (le 27) ; Henry Kissinger (le 3) ; 20 h. 15, Chlorophylle ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit, avec Y. Hégann.

● **R.T.L.** : 6 h., J.-P. Imbach ; 9 h. 20, Stop ou encore ; 13 h. 15, L'interview-événement ; 13 h. 30, Poste restante, de J.-B. Hebey ; 18 h. 30, Hit-parade, avec A. Torrent ; 21 h., Grand orchestre, de P. Hiegel ; 22 h. 15, W.R.T.L. Hit-parade des clubs, avec B. Schu ; 3 h., Variétés.

● **R.M.C** : 9 h. 30, J. Amadou ; 10 h., Banco, avec P. Sulak ; 11 h., Le Chouette-club, avec C. Chabrier ; 12 h. 50, Le hit-parade des 45-tours, avec J. Meledo ; 15 h., De la musique et du sport, avec B. Spindler et P. Sulak ; 19 h., Le hit-parade des 33-tours ; 20 h. 30, Musique classique ; 22 h., Magazine littéraire, de P. Saint-Germain.

Lundi 28 janvier

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Au cœur des Alpes (l'homme) ; à 8 h. 32, Robert Minder : l'amitié d'un écrivain allemand : A. Döblin.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : Typologie des sources du Moyen Age occidental.
10 h. 45, Le texte et la marge :
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, Agora... avec G. Perec.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche vocale : « la Figure musicale »
14 h., Sons : lieux de liesse, la place Djemma à Marrakech.
14 h. 45, Un livre, des voix : « Je m'appelle Anna Livia », de M. Susini.
14 h. 47, Bureau de contact (et à 16 h. et 16 h. 45).
15 h., Centre de gravité : Six cents projets d'architectes pour le trou des Halles.
16 h. 10, Les travaux et les jours... d'un agriculteur fondateur de musée : M. Clair.
16 h. 50, Actualité : vers la création d'une banque des oreilles.
17 h. 32, Musique et agrégation.
18 h. 30, Feuilleton : « Aimé de son concierge », d'après E. Chavette.
19 h. 30, Présence des arts : « la Dame aux violettes », d'Amaury-Duval.
20 h., « Le Désert », de S. Martel, avec : A. Tainsy, M. Robin, E. Weisz.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : de l'arbre séphirotique à la structure absolue (entretien avec R. Abellio).
22 h. 30, Nuits magnétiques : crise, ou comment la voir ? (l'effet Dim).

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens, jusqu'à vendredi : Jean-Philippe Rameau, par Ph. Beaussant. « Le clavecin avant Rameau » ; œuvres de Champion de Chambonnières, d'Anglebert, L. Couperin, Le Roux, J.-B. Lully, Jacquet de la Guerre ; jusqu'à vendredi : Musique en vie, cours d'interprétation sous la direction de Scott Ross et K. Gilbert.
12 h., Musique de table : musique de charme ; 12 h. 35, Jazz classique ; 13 h., Les métiers de la musique.
14 h., Musiques : « Symphonie de psaumes » (Stravinski), dir. L. Bernstein ; 14 h. 30, Musique de chambre ; « Quintette nº 4 » (Boccherini), « Quintette opus 57 » (Chostakovitch) ; 15 h. 30, « Chant de Biwa » (A. Weber) ; 15 h. 35, Chant du haut Moyen Age : « Carmina Burana », avec C. Consort ; 16 h. 30, Grand répertoire : « Concerto brandebourgeois nº 5 » et « Magnificat » (Bach), dir. H. von Karajan ; « Variations sur un thème de Haydn » (Brahms), dir. G. Solti ; « Deux mélodies », opus 91 (Brahms), K. Ferrier.
18 h. 2, Six-huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30).
20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Chorégies d'Orange 79 (stage des jeunes interprètes), concert donné cour Saint-Louis : « Valse » (Chopin), « L'amour vint à nous » (J. Joyce), « la Maja et le Rossignol » (Granados), « le Feu » (Aragon), « Prélude nº 20 » (Chopin), « Qu'est-ce que vous attendez ? » (B. Vian), « A mare enchen » (Villa-Lobos), « Elle avait pris ce pli » (Hugo), « Déjà » (R. Char), « Prélude » (Villa-Lobos), « Expliquons-nous » (P. Neruda), « Etude nº 2 » (Guarnieri), « Elle disait aux voyageurs » (B. Vian), « Tyrolienne turque » (Satie), « Congé au vent » (R. Char), « Troisième gnossienne » (Satie), « Choslos » (P. Le Corre), « la Maison des morts » (G. Apollinaire), « Intermezzo » (Brahms), « Un jour, un jour » (C. Nougaro), « Impressoes serestenas » (Villa-Lobos), « Noman Gambé » (anonyme) ; 22 h., Cycle acousmatique INA-G.R.M. : « Triola ou Symphonie pour moi-même » (Malec).
23 h., Ouvert la nuit : musique de chambre, inédits et références, œuvres de Hindemith, Haydn, Mozart et Beethoven ; 1 h., Douces musiques : œuvres de Berlioz, Saint-Saëns, Goddart et Debussy.

Mardi 29 janvier

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Au cœur des Alpes (des montagnes humanisées) ; à 8 h. 32, Robert Minder : écrire en allemand ; à 8 h. 50, l'écorce des jours.
9 h. 7, La matinée des autres : la mort en Afrique (la mort apprivoisée).
10 h. 45, Un quart d'heure avec... G. Matzneff.
11 h. 2, Musique et agrégation (et à 17 h. 32)
12 h. 5, Agora... avec Y.-O. Martin : « Le roman populaire existe-t-il ? »
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : lieux de liesse, la Foire du Trône à Paris.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Une voix dans la nuit », de J. Duquesne.
14 h. 47, Magazine international :
16 h. 35, Contact (et à 17 h. 25)
16 h. 50, Actualité : les sondages religieux.
18 h. 30, Feuilleton : « Aimé de son concierge », d'après E. Chavette.
19 h. 30, Science et défense : les yeux et les oreilles sous-marins.
20 h., Dialogues avec... P. Prini et Y. Pelicier : phénoménologie de la mélancolie.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Yoschihisa Taira.
22 h. 30, Nuits magnétiques : crise, ou comment la voir ? (Babylone-sur-Seine).

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Jean-Philippe Rameau ; les époques de Rameau, une géologie : œuvres de Marchand, Rameau et Fr. Couperin.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et musique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre : une autre Amérique (Mexique, Bolivie, Chili) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans) ; 15 h., Timbres insolites : œuvres de Charpentier, Abbott, Milhaud, Lasry et Kagel ; 16 h., Les cercles musicaux : Haydn, ses amis, ses élèves : « Quatuor K 387 » (Mozart) ; « Quatuor opus 33 nº 5 » (Haydn), « Symphonie en ré », final K 133 (Mozart) ; « Symphonie nº 41 » (Haydn) ; « Quintette K 614 » (Mozart) ; « Quatuor opus 64 nº 6 » (Haydn) ; « la Fedelta Premiata », final du troisième acte (Haydn).
18 h. 2, Six-huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30).
19 h. 30, Concert (en direct de l'Opéra de Paris : « Cosi fan tutte », opéra bouffe en trois actes de Mozart, avec H. Doese, J. Berbié, T. Krause, D. Rendall, N. Burrowes, G. Bacquier, les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. Jésus Lopez-Cobos.
23 h., Ouvert la nuit : Les domaines de la musique française ; 23 h., Editions et manuscrits musicaux : « Daphnis » (Mondonville) ; 0 h. 5, Un siècle de vie musicale à Paris : œuvres de Debussy, Duparc, de Falla et Satie.

Mercredi 30 janvier

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Au cœur des Alpes (peuplement, population) ; à 8 h. 32, Robert Minder.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : la poésie.
11 h. 2, Musique et agrégation (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora... avec Mgr Poupart.
12 h. 45, Panorama : le Brésil.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Y a-t-il un Français dans la salle ? » de San Antonio.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs.
15 h. 2, Point d'interrogation : les grandes civilisations (Sumer).
16 h., Contact (et à 17 h. 25).
16 h. 10, Les travaux et les jours... du directeur du laboratoire d'ethnobotanique et d'ethnozoologie au Muséum d'histoire naturelle.
16 h. 50, Actualité : l'utilisation des métaux en thérapeutique.
18 h. 30, Feuilleton : « Aimé de son concierge », d'après E. Chavette.
19 h. 30, La science en marche : les mécanismes de l'innovation dans la nature et la cité.
20 h., La musique et les hommes : musique et agrégation, en Europe, de 1750 à 1827.
22 h. 30, Nuits magnétiques : crise, ou comment la voir ? (esthétique de la démolition).

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens : Jean-Philippe Rameau, 1683-1685 : la grande cuvée, œuvres de Haendel, Scarlatti, Rameau et J.-S. Bach.
12 h., Musique de table.
14 h., *Microcosmos* : *Kaléidoscope* : 15 h., Contes bretons ; 15 h. 30, Chants celtiques ; 16 h. Jeu des énigmes ; *16 h. 30*, La musique des Bretons d'aujourd'hui ; 17 h. 15, Galerie de portraits ; 17 h. 30, Haute infidélité.
18 h. 2, Six-huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 5, La musique et la mer ; 20 h., Les chants de la terre : les musiques traditionnelles de Bretagne.
20 h. 30, Concert (en direct de la Salle Pleyel à Paris) : « Lieutenant Kijé » (Prokofiev) ; « Concerto pour violon et orchestre nº 1 en sol mineur opus 26 » (Bruch) ; « Enigma », variations (Elgar), par l'Orchestre national de France, dir. Neville Marriner, avec M. Fried, violon.
22 h. 40, La musique et la mer, en direct de Rennes : *Lieder* de Schubert, autour de Schiller, « Der Taucher D. 77 », avec D. Fischer-Dieskau et G. Moore ; « Meeresstille », avec E. Schwarzkopf et G. Moore.
0 h. 5, Ouvert la nuit : La voix, les grandes écoles de sopranistes (l'école espagnole, œuvres de Cererols, de Gesualdo et Britten) ; 1 h. 30, Les grandes voix : André Pernet.

Jeudi 31 janvier

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Au cœur des Alpes (les ressources des Alpes du Nord) ; à 8 h. 32, Robert Minder : un germaniste intéressé par la psychanalyse ; à 8 h. 50, l'écorce des jours.
9 h. 7, Matinée de la littérature :
10 h. 45, Questions en zigzag.
11 h. 2, Musique et agrégation (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « La mémoire de la terre », avec M. Ragon.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France : la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers.
14 h., Sons : lieux de liesse (Vidam-Park à Budapest).
14 h. 5, Un livre, des voix : « Manette Salomon », d'E. et J. de Goncourt.
14 h. 47, Départementale : la Manufacture de Sèvres ; archéologie à Montmartre.
16 h. 50, Actualité.
17 h. 25, Contact.
18 h. 30, Feuilleton : « Aimé de son concierge », d'après E. Chavette.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'œil et ses problèmes.
20 h., Théâtre ouvert : « Combat de nègres et de chiens », de B.-M. Koltes, avec M. Betton, G. Essomba, G. Monnet, H. Vincent.
22 h. 30, Nuits magnétiques : crise, ou comment la voir ? (nouvelles églises).

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique : L'oreille en colimaçon.
9 h. 17, Le matin des musiciens : Jean-Philippe Rameau, à l'aube du clavecin concertant, œuvres de Couperin, Leclair, Rameau et J.-S. Bach.
12 h., Musique de table.
14 h., Musiques : Musique en plume, œuvres d'Auber, Gould, Waldteufel, Sarasate et Brahms ; 14 h. 30, Les chants de la terre : une autre Amérique (Mexique, Bolivie, Chili) ; 15 h., Mélodies de Beethoven, Lindblad, Nystroem et Hasquenoh ; 16 h., Musiques symphoniques : « Don Quichotte » (Telemann), dir. N. Marriner ; « Symphonie nº 2 » (Beethoven), dir. B. Walter ; « Concerto pour la main gauche » (Ravel), avec R. Casadesus, dir. E. Ormandy ; « l'Oiseau de feu » (Stravinsky).
18 h. 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h. 30, Concert (en direct de la Maison de la radio) : « Quintette en ré majeur K 593 » et « Quintette en sol mineur K 516 » (Mozart), par le Trio à cordes de Paris, S. Hurel et J.-L. Bonafous ; 19 h. 40, La musique et la mer.
20 h. 30, Concert (en direct de la Maison de la culture de Rennes) : « Euridice », opéra de G. Caccini, livret d'O. Rinuccini, dir. R. de Zayas, mise en scène de F. Gründ, avec R. de Zayas, J. Brand, J. Garrec, W. Zito, A.-M. Aulus, R. Perulli, F. Javier Valls Santos, V. Encabo, G. Poblator Fuente, J.-L. Beatobe, J.-L. Alcade Chapinal, J. Foronda Monje, J.-F. Poblador Fuente, A. Perret et V. Dietschy ; 23 h., La musique et la mer.
0 h. 5, Ouvert la nuit : Le vingtième siècle : 0 h. 5, Jazz forum : Trio David Murray ; 1 h., Musique française d'aujourd'hui.

Vendredi 1er février

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Au cœur des Alpes (les ressources des Alpes du Sud) ; à 8 h. 32, Robert Minder.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge : « L'entre-deux-guerres », avec le colonel Remy.
11 h. 2, Musique et agrégation.
12 h. 5, Agora : La bourgeoisie et le prolétaire, avec E. Huppert et R. Coggio...
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Musiques extra-européennes.
14 h., Sons : lieux de liesse (parc d'attractions à Hongkong).
14 h. 5, Un livre, des voix : « la Tante Julia et le scribouillard », de M. Vargas Llosa.
14 h. 47, Un homme, une ville : Mahler à Vienne.
Lire notre sélection.
15 h. 50, Contact ;
16 h., Pouvoirs de la musique :
18 h. 30, Feuilleton : « Aimé de son concierge », d'après E. Chavette.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : les photopiles.
20 h., « L'adolescence et nous ».
21 h. 30, Black and blue : la Salsa (2e partie).
22 h. 30, Nuits magnétiques : crise, ou comment la voir ? (le barbare et le sauvage).

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Jean-Philippe Rameau, du clavecin à l'Opéra, extraits des « Indes galantes », « les Fêtes d'Hébé » et « Zoroastre ».
12 h., Musique de table.
14 h., Musiques : Les chants de la terre : une autre Amérique ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans) ; 15 h., Brahms : « Ouverture tragique », « le Chant du destin » ; 15 h. 30, Répertoire choral : œuvres de P. Petit, Saint-Saëns et Poulenc ; 16 h. 30, Grands solistes (Emile Guilels) : « Sonate opus 79 » (Beethoven), « Concerto nº 1 » (Chopin), « Sonate nº 8 » (Prokofiev).
18 h. 2, Six-huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 5, La musique et la mer.
20 h., Concert (en direct de Stuttgart) : « Scènes de Faust » (Schumann), par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, les Chœurs d'enfants de Tolz, les Chœurs de la N.D.R. et les Chœurs de la Sudfunk, dir. Michaël Gielen, avec J. Beckmann, D. Soffel, M. Neubauer, A. Rolfe-Johnson, G. Reich, T. Yoshie, H. Berger-Tuna et R. Holl ; 22 h. 15, La musique et la mer.
0 h. 5, Ouvert la nuit : Les musiques du spectacle, les grands émigrants.

Samedi 2 février

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : le vétérinaire.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches... avec J.-F. Bory.
11 h. 2, La musique prend la parole : « 1976-1980 : les Maîtres chanteurs », de R. Wagner.
12 h. 5, Le Pont des arts :
14 h., Sons.
14 h. 5, Machines à sons, journées de musique électro-acoustique par le Groupe de musique expérimentale de Bourges, à la Maison des jeunes de La Rochelle.
16 h. 20, Livre d'or : Danièle Laval, piano (« Sonata reminiscenza », de Medtner ; « Sonate nº 3 », de Kabalewsky ; « Préludes, études et barcarolle », de Rachmaninov ; « Humoresque, barcarolle et scherzo », de (Tchaïkovski).
17 h. 30, Pour mémoire : les lundis de l'histoire (la Grande Armée, de G. Blond).
19 h. 30, Radio-Canada présente : Et la poésie (2e partie).
20 h., « La Reine », de J. Pineiro, avec M. Pillet et J.-F. Delacour.
21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Terre natale (émission pour les travailleurs émigrés).
7 h. 40, Concert-promenade : œuvres de Beethoven, Ferstl, Glück, Helmesberger, Stolz, Chabrier, J. Strauss.
8 h. 20, Musiques chorales.
9 h., Samedi (en direct du studio 119), magazine de Jean-Michel Damian.
16 h., Concert du Théâtre d'Orsay : « Sonate nº 3 opus 2 » (Beethoven), « Klavierstücke opus 76 » (Brahms), « Trois consolations » (Liszt), « Sonate nº 3 opus 28 » (Prokofiev).
17 h. 15, Ouverture (présentation de la semaine du « Matin des musiciens » ; « le Roi Arthur » (Purcell).
20 h. 5, Saison lyrique (en direct de Radio-France) : « Adriano in Siria » (Pergolèse), première audition en France, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Vittorio Negri, avec M. Cononovici, A. Murray, B. Brewer, P. Langridge.
23 h. 5, Ouvert la nuit : Comment l'entendez-vous ?, « Carlo Gesualdo », par M. Roche ; 1 h., Le dernier concert : Semaines de Fresnes 1977.

Dimanche 3 février

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand-Orient de France.
10 h., Messe au collège Saint-Charles à Athis-Mons.
11 h., Regards sur la musique : « Julietta », opéra de Martinu (2e partie).
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, Musique de chambre.
14 h., Sons.
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Edith détresse », de J.-L. Bauer, et « Qui perd gagne », de S. Martin.
16 h. 5, Les musiciens français : « le Fou », avec M. Landowski.
17 h. 30, Escales de l'esprit : la comtesse de Ségur et « les Mémoires d'un âne ».
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : la poésie grecque (Yannis Ritsos).
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Spike Jones », par D. Caux.
23 h., Musique de chambre.

FRANCE-MUSIQUE

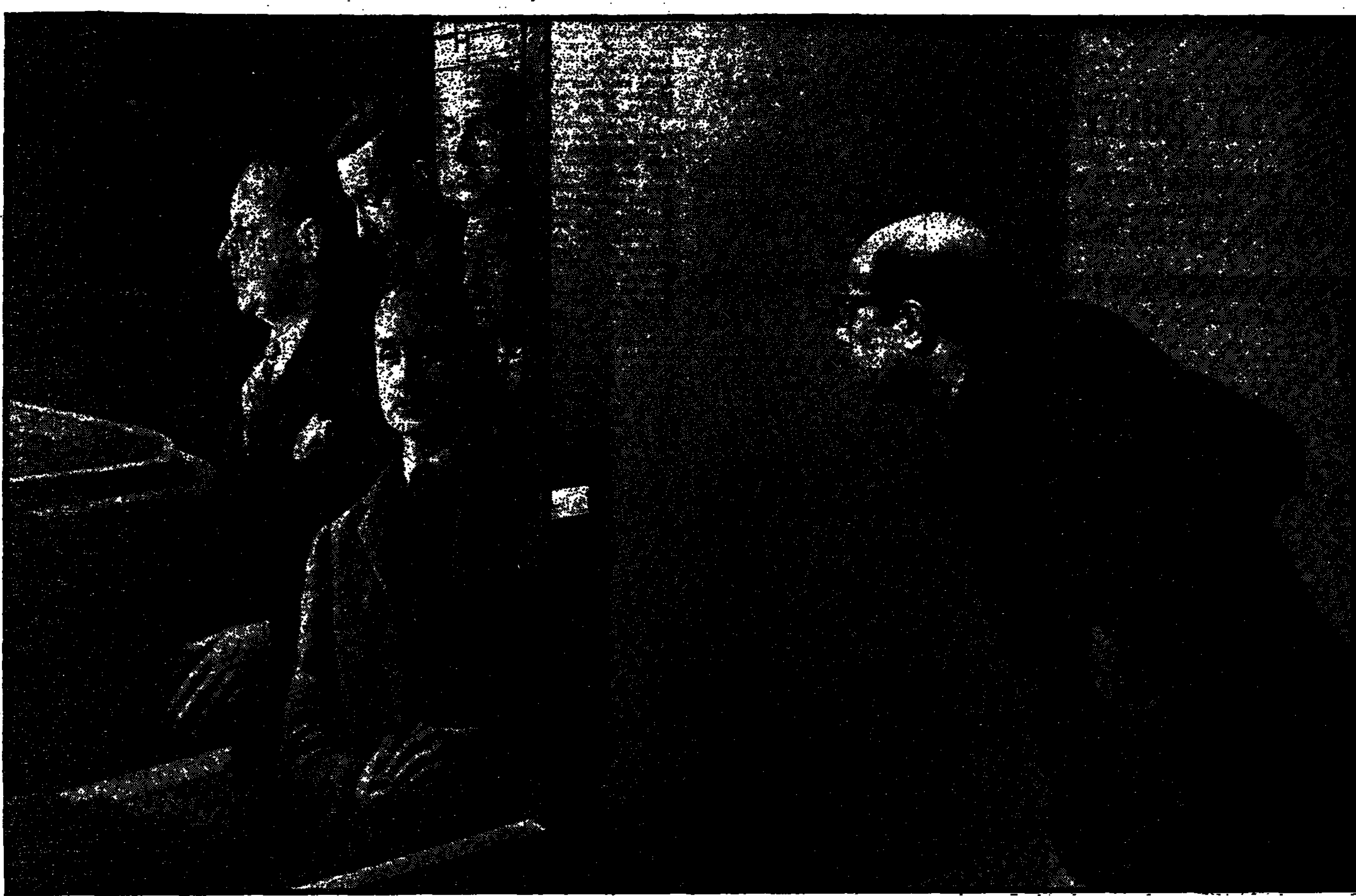
7 h. 10, Opéra bouffon : « l'Italienne à Alger », première partie (Rossini).
8 h. 30, Les chants de l'âme : Liturgies traditionnelles.
9 h. 2, Cantate (pour le dimanche de la Septuagésime) : « Ich Bin Vergnügt mit Meinem Gluecke » BVW 84 (J.-S. Bach), par le Consentus Musicus de Vienne.
10 h., Disques présentés par les enfants.
12 h., Le concert de midi (en simultané avec Antenne 2) : « Concerto pour quatre cors et orchestre » (Schumann), « Concerto pour quatre cors et orchestre » (Rossini), par l'Orchestre national de France, dir. Zdenek Macal, avec A. Fournier, M. Cantin, A. Gantiez et S. Duchesne.
13 h. 30, Jeunes solistes.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : « Fantaisie sur la Tempête » (Berlioz), dir. P. Boulez, avec J.-L. Barrault, récitant ; « Ouverture de Médée » (Cherubini), dir. A. Toscanini ; « Requiem Tuba Mirum » (Berlioz), dir. Ch. Münch ; « Symphonie funèbre et triomphale » (Berlioz), dir. D. Dondeyne ; « Harold en Italie », marche des pèlerins (Berlioz), dir. Th. Beecham ; « Symphonie fantastique » (Berlioz), transcription de Liszt ; « les Francs-Juges » (Berlioz), dir. C. Davis.
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Septième Symphonie » (Bruckner).
19 h., Jazz vivant : Le pianiste Paul Bley et le Quartett de Gary Burton.
20 h. 5, Avant-concert.
20 h. 30, Rencontres internationales de musique contemporaine, Metz, 1979 : « Eclats-Multiples » (Boulez), « Concerto pour piano » (Schoenberg), « Trois pièces pour orchestre », opus 6 (Berg), par l'Orchestre symphonique de la B.B.C., dir. P. Boulez, avec M. Beroff, piano.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Equivalences, œuvres de Rachmaninov, Chopin, par Bernard d'Ascoli ; 0 h. 5, Rites et traditions populaires.

La s

Le premier devoi
des comportemen
démocratie.

« Pour » ou « su
l'homme

هكذا من الأصل



MARTINE FRANCK.

INNOVATIONS

La science contre les totalitarismes

Le premier devoir de la science officielle est d'étudier les manipulations des motivations et des comportements humains. Beaucoup de recherches actuelles sont un danger pour la démocratie.

ANDRÉ LANGANEY (*)

« *L'IMPORTANT dans la recherche, c'est l'imprévisible. C'est à l'imprévisible qu'il faut à tout instant pouvoir et savoir s'adapter* (1). » Cette phrase soulignée dans le rapport remis au président de la République traduit à la fois les espoirs et les inquiétudes que les recherches en biologie suscitent actuellement.

Espoirs qu'elles apportent des solutions inattendues et efficaces à des problèmes dramatiques de notre temps : alimentation des hommes, protection de leurs ressources et de ce qui reste des écosystèmes naturels, apport d'énergies douces, soulagement des maladies, des angoisses et, peut-être, des tensions sociales. Dans tous ces domaines, les acquis de la recherche fondamentale laissent espérer, dans des délais raisonnables, des progrès dont certains seront spectaculaires.

Mais dans ce type d'innovations, le progrès est le recto d'une page dont le verso est le danger. L'acquisition de possibilités d'action précède généralement la connaissance de tout ou partie des conséquences potentielles de cette action. De même qu'une petite équation de physique contenait le principe d'une énergie infinie utilisable pour le bien-être ou pour la guerre, certaines applications de la biologie peuvent conduire au meilleur ou au pire. Le moratoire sur les manipulations génétiques fut un exemple exceptionnel et remarquable de la prudence des scientifiques qui préférèrent différer la poursuite de leurs travaux plutôt que de prendre des risques. Toutefois, il ne faut guère se faire d'illusions sur les effets possibles de moratoires et autres traités de non-prolifération. La plupart des techniques de la biologie peuvent être mises en œuvre avec des moyens matériels relativement modestes, des connaissances techniques et un minimum de bon sens qu'il est toujours possible de dévoyer.

Contrairement aux applications qui ne font que la suivre, la recherche fondamentale ne peut être envisagée, vers l'avenir, que par les questions qu'elle pose. Les découvertes de demain et les applications d'après-demain seront les fleurs et les fruits des interrogations d'aujourd'hui. Parmi celles-ci figurent quantités de questions qui viennent automatiquement à l'esprit des chercheurs concernés. La plupart des découvertes actuelles de la physique théorique ou de la biologie moléculaire se produisent presque simultanément dans les laboratoires éloignés, de même que Darwin et Wallace élaborèrent indépendamment la même théorie de la sélection naturelle. Mais les exemples aujourd'hui prestigieux de Lamarck, avec la théorie du transformisme, ou de Mendel, avec la génétique, sont là pour nous rappeler que les découvertes les plus importantes *se font souvent* dans des secteurs marginaux et peuvent rester incomprises pendant des décennies. Pour éviter de supprimer ou d'ignorer des progrès décisifs, il convient donc de favoriser, en dehors des « autoroutes de la recherche », de multiples départementales tortueuses où des esprits indépendants se consacrent à des travaux dont l'intérêt ne paraît pas évident.

« Pour » ou « sur » l'homme

Cela dit, on peut s'étonner, dans le rapport évoqué ci-dessus, de trouver infiniment plus de propositions de recherches *pour* l'homme que de recherches biologiques *sur* l'homme. Une allusion est faite aux « *développements majeurs dans les années à venir* » de la biologie du comportement, de ses liaisons avec la neurobiologie d'une part et l'écologie de l'autre. Une insistance légitime mais imprécise préconise une approche globale des populations d'hommes *sains* et malades. Mais le mot *anthropologie* — science de l'homme — ne figure pas au sommaire détaillé d'un texte intitulé « Sciences de la vie et société ». Ce qui nous rappelle l'extinction, en France, d'une branche fondamentale de la biologie qui y fut, il est vrai, bien mal représentée.

Il est pourtant évident qu'il ne peut y avoir de progrès scientifique dont on ne définisse le sujet et le critère en même temps que l'objet. L'étude des humains et de leurs comportements ne peut se limiter à la littérature et à l'étude du discours humain conscient ou inconscient. Quel que soit l'apport des sciences humaines et de la tradition écrite ou orale, elles ne peuvent analyser seules des comportements dont les motivations, la mise en œuvre la réalisation et l'effet font constamment jouer en interaction la biologie et le culturel. Les réalisations sociales de toutes natures se font toujours sous la pression de motivations qui vont de la physiologie à la logique pure. Toute décision résulte autant, ou plus, de facteurs irrationnels liés aux « humeurs » et aux interactions entre les hommes que de démarches logiques. C'est sans doute pour cela qu'il a *été montré*, en *économie*, que les décisions sur critères simples étaient plus efficaces que les « optimisations » complexes, plus conformes à la théorie mais plus sensibles à la subjectivité de leurs auteurs.

(*) Biologiste, auteur du *Sexe et l'innovation*, éditions du Seuil.

Déboussolées

Dans des sociétés technocratiques, déboussolées par le délire de la croissance, le gaspillage, la peur du manque d'énergie et la destruction de la nature, les premières questions à se poser sont de définir ou de savoir ce que veut l'homme et pourquoi il le veut. Comme le souligne E. O. Wilson, père de la très contestable sociobiologie « *l'espèce manque d'un but quelconque étranger à sa nature biologique propre* ». Ce but est fixé, dans nombre de sociétés traditionnelles — que seuls les ignorants ou les imbéciles nomment « primitives », — par un projet basé sur la reproduction et *éventuellement* l'expansionnisme de la culture. Malgré la tranquillité de ceux qui voudraient, chez nous aussi, se contenter de « *faire produire l'usine France ou l'usine Europe* », *ce projet de la tradition* est impossible à long terme dans des sociétés industrielles trop gourmandes de ressources naturelles limitées et évoluant trop vite pour reproduire leurs structures sociales et culturelles. La civilisation du pétrole et de la croissance industrielle s'approche, encore lentement, d'une fin qui pourrait être brutale s'il n'est pas prévu, en temps utile, de lui en substituer une autre. Celle-ci devra sans doute être infiniment plus économe de ressources naturelles et plus prodi*gue de relations humaines*.

L'essor rapide aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne de la sociobiologie, de l'éthologie humaine, de la psychologie expérimentale et de l'anthropologie biologique traduit un effort tous azimuts dans la recherche d'une meilleure connaissance de l'homme, de ses motivations, de ses comportements et des possibilités de les modifier dans le cadre d'un projet social. Certaines de ces recherches, par les prétentions politiques qui leur sont liées, comportent évidemment les mêmes dangers pour la démocratie que, jadis le « darwinisme » social, l'eugénique nazie ou, aujourd'hui encore, le « néo-pavlovisme » des propagandes communistes. Les sociobiologistes ou les béhaviouristes, qui prétendent au pouvoir, sont *potentiellement aussi dangereux* que leurs prédécesseurs qui y participèrent sous prétexte d'autorité biologique.

Mais il suffit de pénétrer oreilles et narines ouvertes dans un grand magasin, de regarder les affiches ou la télévision pour se rendre compte de ce que les manipulations des motivations et du comportement humains ont, depuis longtemps, dépassé le stade de *l'empirisme* et de l'artisanat. Le premier devoir de la science officielle est donc de les étudier de face et d'en avertir leurs *sujets* avant que ces derniers ne se laissent emporter n'importe où par n'importe qui. Faute de quoi les démocraties ne risquent pas d'élaborer des projets de sociétés convaincants et compétitifs face aux programmes précis et agressifs des *divers* totalitarismes. ■

(1) In *Sciences de la vie et société*, par F. Gros, F. Jacob et P. Royer, Documentation française.

AGRICULTURE

La guerre des insectes

Guêpes dévoreuses d'œufs, vers anti-araignées, pièges odorants, pulvérisation d'hormones... La guerre contre les insectes nuisibles s'enrichit de nouvelles armes.

PIERRE AUDIBERT

CURIEUSE biofabrique, à Antibes (1) : sous de grandes cloches de verre volettent et pondent des papillons. Des chenilles pullulent dans des casiers. En plus automatisé, on dirait un élevage de vers à soie. Elèverait-on des papillons ? Il s'agit ici de teignes de la farine, particulièrement nuisibles. Mais la biofabrique ne s'intéresse qu'aux œufs, pour les donner en pâture à des mini-guêpes (trichogrammes) d'un millimètre de long. Celles-ci, après avoir percé les œufs avec leur tarière, y déposent leurs propres œufs, d'où sortiront des larves de guêpes qui absorberont l'embryon de leurs hôtes. Discrète substitution de progéniture... Les œufs parasités prennent une teinte noirâtre. Jamais plus il n'en sortira de teigne.

Les œufs parasités sont ensuite dispersés dans les champs. Leur éclosion libère des essaims de mini-guêpes prêtes à l'attaque. Pendant leur vie d'un mois, elles vont suivre à l'odeur la piste des papillons ravageurs de cultures (pyrales du maïs, noctuelles du coton...), fondre sur leurs œufs et les parasiter encore.

Plus besoin d'insecticides chimiques, polluants et toxiques, il suffit de lâcher les guêpes — une centaine de milliers par hectare (de coton essentiellement) sont ainsi protégés en U.R.S.S. Au Mexique fonctionnent dix-neuf centres de reproduction de mini-guêpes. De même aux Etats-Unis et en Chine... Des biofabriques sont déjà vendues clés en main dans le monde, signe d'une percée de la lutte biologique, qui joue sur l'antagonisme entre insectes.

D'autres insectes s'acclimatent sans qu'il soit nécessaire de renouveler l'opération chaque année. Ainsi ces hyménoptères lancés contre les cochenilles qui épuisent les plantes sous leurs piqûres. Ils se sont bien adaptés dans les vergers de France et du Maroc, exerçant un contrôle permanent, sans autre intervention humaine. Il y a quelques années, une guêpe originaire du Chili a permis d'arrêter l'invasion de la « mouche blanche floconneuse », ravageuse d'agrumes sur la Côte d'Azur. Introduite à quelques centaines d'exemplaires (par la station INRA d'Antibes), elle s'est rapidement répandue sur le littoral, parasitant la quasi-totalité des larves de mouches blanches.

La coccinelle

D'autres insectes sont tout simplement insectivores. Il y a deux mille ans, les Chinois transportaient des fourmis dans les champs pour qu'elles mangent les insectes nuisibles. Mais le véritable ancêtre de cette guerre est la jolie coccinelle, qui consomme des quantités impressionnantes de pucerons et de cochenilles. En 1874, déjà, une coccinelle était expédiée d'Angleterre en Nouvelle-Zélande pour liquider les pucerons locaux. Aujourd'hui, cinq *insectariums* élèvent des coccinelles en France, en Espagne, en Grèce, en Mauritanie et au Maroc. Dans ces deux derniers pays, l'invasion de la cochenille blanche du palmier-dattier a été enrayée grâce à l'introduction d'une coccinelle originaire d'Iran, qui s'est acclimatée.

Pour éliminer les araignées jaunes et rouges (tétranyques) qui étouffent dans les serres les plantes sous leur toile, on lâche d'autres acariens qui les mangent. Contre les charançons et les moustiques, on expérimente l'action de vers. Ces vers traversent les voies digestives et génitales des insectes, provoquant la stérilité, l'intersexualité ou la mort.

Inversement, il faut souvent limiter la prolifération des vers nuisibles, dans les champignonnières notamment. On répand alors un produit nouveau à base de champignons filamenteux microscopiques. Ceux-ci font des anneaux avec lesquels ils étranglent leurs victimes. D'autres possèdent des boutons adhésifs où les vers s'engluent avant d'être percés par un filament du champignon qui s'y ramifie et les vide de leur substance.

On fait encore intervenir des virus et des bactéries microscopiques. Ainsi le *Bacillus thuringiensis* provoque-t-il l'arrêt de l'alimentation chez les chenilles qui l'absorbent. Des épandages par hélicoptère ont eu lieu sur les forêts des Landes afin d'éliminer les chenilles processionnaires qui ravagent les pins et provoquent des allergies sur les humains qui les touchent, rendant certaines forêts infréquentables.

Parfois, au lieu d'élever des insectes comme des machines à tuer, l'homme préfère fabriquer des pièges. Dispositifs pleins d'astuces, car, comme dit le dicton, « *on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre* ». Dans les étables, les lampes à ultra-violets attirent les mouches vers une résistance électrique qui leur grille les ailes.

Dans les vergers du Sud méditerranéen, on utilise des pièges alimentaires : les mouches préfèrent boire une boisson protéinée plutôt que de pondre dans les fruits.

L'attraction sexuelle sert aussi d'appât. Des femelles, élevées en laboratoire, puis mises en cage au milieu des champs, voient converger vers elles les mâles en liberté, qui viennent ... se prendre dans la glu disposée alentour. Depuis, on a trouvé mieux... Les insectes communiquent en effet par leurs odeurs. Celles qu'émet la femelle permettent au mâle de détecter à distance sa présence. Ces substances, appelées phéromones, ont été analysées en laboratoire. On sait maintenant les fabriquer par synthèse.

En disposant ces pièges odorants en grandes quantités dans les champs, on n'arrive cependant pas à « pomper » totalement une population d'insectes, comme l'ont montré des essais aux Etats-Unis. Mais ils servent de détecteurs. Au printemps, quand la nature s'éveille, on connaît, grâce à eux, le moment où les papillons nuisibles reprennent leurs activités, ce qui permet une intervention immédiate... par insecticide. Une autre méthode, encore expérimentale, consiste à diffuser largement ces arômes, de façon à en saturer l'atmosphère, ce qui rend les mâles incapables de localiser les appels odorants de leurs compagnes. La confusion produite empêche la fécondation et fait baisser la population d'insectes de génération en génération.

Machiavélique

L'action sur les mécanismes intimes de la vie est plus machiavélique encore. On sait en effet fabriquer des hormones de croissance par synthèse. La pulvérisation d'une hormone juvénile dans un champ maintient les insectes visés dans leur état larvaire. Jamais ils n'atteindront le stade adulte, ce qui stoppe leur reproduction. Toutefois, la fabrication de telles hormones est difficile et coûteuse, à cause notamment des nombreux tests toxicologiques nécessaires, comme pour les pesticides. Beaucoup plus simples et plus utilisés sont les produits régulateurs de croissance. Ainsi traitées, les chenilles processionnaires du pin n'arrivent plus à constituer leur tégument — un squelette provisoire — lors de la mue. Elles en meurent.

Autre possibilité : stériliser les insectes mâles. Il serait possible d'utiliser des stérilisants chimiques, mélangés avec des attractifs sexuels, mais ne seront-ils pas nocifs à la longue pour l'homme ? Aussi préfère-t-on se servir d'une bombe au cobalt. Après avoir capturé et élevé des insectes, on les passe aux rayons gamma, ce qui les rend stériles.

Le procédé connut une grande faveur dans les années 60, grâce à un succès total dans l'île antillaise de Curaçao. Il y sévissait une mouche qui pondait ses œufs dans la peau des bovins, et dont les asticots dévalorisaient le cuir. On irradia donc des mouches mâles avec une bombe au cobalt. Ces mouches furent lâchées dans l'île, parmi leurs semblables. L'afflux de mâles stériles, joint aux mœurs austères des femelles ne s'accouplant qu'une seule fois, causa la disparition de ces mouches en quelques générations. Les Américains se mirent alors à élever des millions de mouches stériles pour protéger le sud des Etats-Unis. Au bout de quelques années, il fallut déchanter. La dispersion des mouches sur de vastes étendues a rendu leurs effets moins radicaux. D'inquiétants phénomènes de « dérive génétique » se sont aussi produits : des mouches stériles ont vu leur longévité ou leur agressivité sexuelle diminuer, d'autres ont surmonté leur stérilité. Finalement, le bilan n'est pas à la hauteur des investissements.

Quelques échecs ne peuvent entraver la marche en avant de la lutte biologique, sous toutes ses formes. Elle est recommandée partout où l'usage excessif des pesticides a entraîné des résistances de la part des insectes nuisibles, et une recrudescence de fléaux comme les araignées et les cochenilles, après l'anéantissement de leurs ennemis naturels. Mais les solutions apportées par la lutte biologique ne sont pas assez nombreuses. Aussi prône-t-on maintenant la « lutte intégrée », combinant diverses méthodes. Dans un futur proche, la part de la lutte biologique restera sans doute modeste. En France, elle est surtout du ressort des chercheurs de l'INRA, mais quelques firmes industrielles et organisations professionnelles s'y intéressent aussi. ∎

(1) Dans un laboratoire de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) qui, avec celui de la Minière, près de Paris, s'occupe de lutte biologique.

ALAIN LETORT.

TIERS-MONDE

Les brasseurs de vent du développement

Les progrès technologiques se heurtent à l'incompréhension des habitants des pays en développement.

YVONNE REBEYROL

LES pays développés ont le devoir de faire profiter de leur expérience et de leurs connaissances les pays les plus démunis. Mais trop souvent, ces dernières années, de tels transferts de technologie ont été inefficaces. Décidés autoritairement par les responsables nationaux ou régionaux de pays en voie de développement, ils ont consisté à imposer artificiellement des techniques étrangères trop sophistiquées et mal adaptées aux possibilités et aux conditions locales. A de rares exceptions près, ces transferts de technologie n'ont guère cherché à répondre aux besoins quotidiens des populations rurales, pourtant les plus nombreuses et qui sont celles dont la *vie* est le plus précaire.

Beaucoup de techniciens locaux en sont arrivés à mépriser leur propre culture et à n'accepter que le « modèle » américain ou européen, ou plutôt une caricature de celui-ci. Toutes les coutumes locales ne sont pourtant pas oubliées. La solidarité familiale, au sens très extensif du terme, est toujours aussi forte. Mais actuellement, elle impose souvent des charges financières insupportables à ceux qui ont « réussi » et pour l'attribution des emplois, ce n'est pas toujours la compétence qui compte, mais le lignage.

Presque personne, dans les pays techniquement avancés, n'a songé à intégrer les technologies nouvelles dans des systèmes de vie, dans des milieux naturels fondamentalement différents de ceux où sont nées ces techniques.

Au reste, les missions des spécialistes étrangers dépassent rarement quelques semaines.

Le sango, la langue véhiculaire du Centrafrique, a très vite su traduire la vanité de séjours aussi courts. Le sens du mot « kota pupu », qui signifie « *tempête* » ou « vent violent » et, par extension, « faiseur d'embarras », « hâbleur », « brasseur de vent », « personne qui remue beaucoup d'air sans résultat tangible » est maintenant couramment employé pour désigner les fonctionnaires internationaux... (1).

Certains coopérants étrangers font certes des séjours prolongés dans les zones rurales de pays en voie de développement. Mais quels que soient leur compétence, leur bonne volonté et leur dévouement, les résultats ne sont pas très encourageants : les nouvelles pratiques agricoles ou la consommation d'eau non polluée provenant d'un nouveau puits s'arrêteront dès le départ des coopérants qui n'auront pas su faire comprendre l'intérêt de ces innovations.

Coutumes et mots

Dans ces conditions, pourquoi ne fait-on pas plus souvent appel aux ethnologues qui se sont efforcés de comprendre les façons de vivre et de penser traditionnelles et qui pourraient peut-être y intégrer les nouveautés ? Toutefois il ne faut pas oublier que les Etats africains sont composés d'une mosaïque d'ethnies très différentes les unes des autres. Il est donc impossible d'étendre à un ensemble national la connaissance, si bonne soit-elle, d'un groupe ethnique particulier.

On peut poser la même question à propos des linguistes. Pourquoi ne pas utiliser leur connaissance des langues et dialectes parlés par les ruraux ? La langue d'une communauté reflète en effet avec toutes les nuances les intérêts et les besoins de cette communauté. Pourquoi, par exemple, les Ngbaka du Centrafrique auraient-ils vingt-cinq mots différents pour désigner un bananier (selon l'espèce et aussi selon le type de bouture) si les fruits et les feuilles de cet arbuste ne jouaient pas chez eux un rôle essentiel ? La langue aka, parlée par les pygmées du Centrafrique, a dix-huit mots différents pour « couper » (2).

Les populations rurales de nombreux pays en voie de développement n'apprennent pas en général à lire et à écrire dans la langue qu'elles parlent mais dans la langue véhiculaire du pays où elles ont été incluses par les fantaisies de découpages politiques souvent artificiels. L'apprentissage de l'écriture et de la lecture dans la langue maternelle et non plus dans une langue étrangère faciliterait probablement le développement. De même le recours aux compétences de linguistes favoriserait sûrement la compréhension mutuelle sans laquelle il ne peut y avoir de transferts de technologie. ∎

(1) Extrait du *Dictionnaire sango-français* et du *Lexique français-sango* de Luc Bouquiaux (du laboratoire des langues et civilisations à tradition orale du C.N.R.S.) publiés en 1978 à Paris par la Société d'études linguistiques et anthropologiques de France avec le concours du ministère de la coopération, de l'Agence de coopération, de l'Agence de coopération culturelle et technique, de l'UNESCO et du C.N.R.S.

(2) *Ga* : couper perpendiculairement ; *gana* : couper perpendiculairement de façon définitive ; *gaña* : couper perpendiculairement de façon continue ou durable ; *gañèkè* : couper perpendiculairement sans s'arrêter ; *kèsa* : couper en morceaux de taille moyenne au couteau ; *kèsaña* : couper en petits morceaux au couteau ; *kèlèngana* : couper tout autour ; *kuka* : couper en biseau ; *popola* : couper une partie (de végétation) ; *lindana* : couper un arbre debout ; *papa* : couper en morceaux à coups de machette ; *dola* : couper en quartiers ; *sèka* : couper en quartiers avec différents instruments ; *bata* : couper en longueur ; *bataña* : couper en long, en lanières ; *batakaza* : couper en long, en morceaux une matière dure exigeant un effort répété et soutenu ; *wònza* : couper en long pour détacher une lanière ; *tèndèla* : couper avec les dents.



SPÉCIAL IMMOBILIER MONTAGNE

Pour tous renseignements concernant cette rubrique : Mme P. BALAGUER, 233-44-21 et P.A. « LE MONDE » 246-72-23

l'agenda du week-end

HISTOIRE

Une invention du XXe siècle : l'inflation

La croissance industrielle du XIXe siècle s'est faite en luttant contre l'inflation ; celle du XXe siècle grâce à l'inflation. Pourquoi ce changement ?

JEAN BOUVIER

L'INFLATION atteint maintenant 11 % l'an, après avoir tourné autour de 14 % en 1974. Il y a quelque vingt ans la seule perspective d'une inflation à 6-8 % était considérée comme insoutenable, parce que porteuse, pensait-on, de forces irrépressibles de destruction des rapports sociaux (1). Il en va de l'inflation comme du chômage. Les sociétés de notre temps supportent de beaux taux. Elles ont les reins solides, apparemment.

Nous nous habituons même à l'impensable, à la « stagflation » propre à la dernière décennie, et qui vient renverser l'ordonnancement de toutes les théories. Il était admis d'expérience, jusque vers la fin des années 60, que toute *crise* économique (dans l'entre-deux guerres) et que toute *récession* (depuis la « deuxième guerre ») s'accompagnaient soit de *baisse* des prix (et des revenus), comme en 1929-1935, soit du *freinage* de la fièvre inflationniste : c'était le cas de figure des politiques économiques dites de *stop* depuis trois décennies. Mais le mélange étonnant de ces dernières années : longueur d'une crise-récession prononcée, avec maintien d'une évolution tendue vers le haut, imperturbable, des prix et des salaires, renverse tous les jeux de quilles. Heureusement, les hausses du pétrole sont venues à point faire croire que cette inflation constante venait d'ailleurs, et surtout pas du système global de la société et de l'économie.

Car c'est là qu'il faut en venir. L'inflation du vingtième siècle (les prix français, en 1926-1928, étaient de l'ordre de six fois supérieurs à ceux de 1913 ; aujourd'hui, cet ordre est de cinq cents fois), inégale dans ses intensités selon les pays, n'en est pas moins un phénomène mondial, radicalement nouveau par rapport au siècle précédent. Le problème, au fond, est le suivant : la longue croissance capitaliste-industrielle des deux derniers siècles s'est faite d'abord, au dix-neuvième siècle, *sans inflation* ; puis, au vingtième siècle, *sous la tente à oxygène de l'inflation*. Pourquoi ce changement de climat ?

Morphine

A tout bien considérer, l'inflation du vingtième siècle, à laquelle les deux guerres mondiales lâchèrent la bride sur le cou, est un ensemble de processus liés, entraînant à la hausse, et en longue durée à travers les décennies, prix, revenus, et masse monétaire. Avec accompagnement de disparités croissantes entre les divers types de prix, et les divers styles de revenus. Le mouvement de l'inflation entraîne donc des trépidations et des changements dans le corps social, puisqu'il s'accompagne de modifications dans les prix relatifs et les revenus relatifs intéressant les divers groupes sociaux.

Les sociétés du vingtième siècle sont alors sociétés de tensions, où l'inflation joue à la fois le rôle de moteur et de lubrifiant. La montée des prix entretenant celle des salaires et des profits (et réciproquement), la tendance inflationniste est devenue une sorte de morphine permettant la poursuite de la course générale en avant..

Avant 1914, nos dictionnaires disaient simplement : « *Inflation* : pathologie ; enflure d'un membre. » C'est que la chose n'existait pas en économie. Dans l'entre-deux-guerres, le phénomène n'est défini que monétairement — fiduciairement : l'inflation est la croissance démente du volume des seuls billets de banque (« planche à billets ») et l'Etat seul, emprunteur à la banque d'émission, en supporte l'opprobre. Depuis les années 40, sous l'incontestable influence keynésienne, l'inflation, décrite sous sa triple dynamique prix-revenus-monnaie, est conçue par les mêmes dictionnaires comme engendrée par des relations macro-économiques : les désajustements entre les valeurs de l'« offre globale » et de la « demande globale » seraient comblés par l'exhaussement général des prix, jusqu'à ce que de nouveaux désajustements réapparaissent, et ainsi de suite...

Au-delà de l'écrit des dictionnaires, quels sont les portraits-robots des théories explicatives ? Selon les monétaristes-quantitativistes, l'inflation est d'abord un *phénomène monétaire* lié au désordre sans frein des émissions de monnaie. Nos sociétés actuelles paieraient simplement le prix de la disparition des contraintes-or des temps passés. Selon les keynésiens, l'inflation sourdrait des désajustements économiques et relèverait de phénomènes « réels » (par opposition à « monétaires »), auto-entretenus, il est vrai, par les comportements des « agents », acheteurs et vendeurs, sur fond d'accompagnement et de relance de l'inflation par les spéculations de tous ordres : sur les stocks, les matières premières, les terrains, les monnaies, l'or...

Heureux épargnants...

Un troisième courant a de plus en plus tendu à concevoir l'inflation comme un *phénomène social*, à la fois conséquence et solution des contradictions entre groupes socio-professionnels (ou entre classes) : leurs projets et attentes, dans le cadre d'une société aux forces institutionnalisées (syndicales, patronales, politiques, *pressure groups*...), ne pourraient s'ajuster que par la course vers le haut des revenus, des prix, et des moyens de paiement. Pour les marxistes, la responsabilité majeure reviendrait *alors aux « monopoles » et à leur* Etat, formant une sorte de mécanisme unique, et également dénoncés comme grands maîtres et profiteurs de l'inflation.

Ces trois approches s'excommunient naturellement les unes les autres. Avant d'oser proposer qu'elles se complètent en même temps qu'elles s'opposent, mesurons la différence entre temps de la non-inflation et temps de l'inflation.

Le dix-neuvième siècle a connu, certes, des hausses de prix. Mais brèves, parce que cycliques (exemples : 1852-1856, 1909-1913...), et parce que régulièrement brisée par l'arrêt des hausses pendant les crises et par l'étalement des baisses lors des années de dépression à la suite des crises. Mais les résultantes séculaires de tels cycles des prix étaient remarquables, comme si le système économique possédait en lui-même ses propres mécanismes de guidage des prix. Selon la tendance de très longue durée, les prix du dix-neuvième siècle demeuraient, en effet, relativement stables. Qu'on en juge sur le cas français (il en est allé de même pour les autres économies industrielles capitalistes) : les prix de gros de 1820 à 1913 ont enregistré une baisse de l'ordre de 25 % ; les prix de détail, une hausse de l'ordre de 45 %. Heureux épargnants qui pouvaient répéter jusqu'au fond des campagnes : « *Un sou vaut un sou...* », puisque était assuré la stabilité du pouvoir d'achat de l'unité monétaire en longue durée.

Si, en utilisant les trois approches théoriques nous pouvions expliquer la *non-inflation* du dix-neuvième siècle, nous éclairerions probablement celle du vingtième siècle. Courons, après d'autres, les risques de la triple entreprise (2).

On ne fera pas ici un devoir d'économie politique sur les contraintes monétaires issues du système de l'étalon-or (*gold standard*). Il faut simplement reconnaître que la nécessaire croissance des moyens de paiement au dix-neuvième siècle se produisit à l'intérieur de régulations fondamentales : celle de la libre convertibilité-or (et argent) du billet de banque et celle de la libre circulation des métaux précieux entre pays. Il y avait ainsi des liens (même s'ils étaient moins automatiques, moins disciplinaires, que ne le disent les monératistes intégristes) entre le stock métallique central, l'émission de billets, le développement de la nouvelle « monnaie de banque » (chèques et virements), l'état de la balance des paiements, et les fluctuations du « cycle des affaires ».

La création monétaire, en dernière analyse, venait buter sur l'état et les mouvements du stock d'or et d'argent détenu par la banque d'émission. La masse monétaire globale contenait en elle-même son principe de freinage. D'où la formule de Jacques Rueff (janvier 1935) : « *L'activité des hommes était enfermée dans les limites de l'équilibre monétaire.* » Démonstration *a contrario* : lorsque ce principe ne jouait plus (en temps d'inconvertibilité du billet), c'était l'explosion fiduciaire et la flambée des prix, comme aux U.S.A. dans les années 1860 pendant la guerre de Sécession.

Mais l'efficacité de l'encadrement monétaire s'établissait sur un solide soubassement : celui des conditions propres à la production et à la consommation des marchandises et à leurs ajustements. Ces phénomènes « réels » ne connurent pas, au siècle passé, de disparités telles qu'elles pouvaient entraîner une inflation confirmée. La modeste expansion de la demande globale trouvait aisément sa contrepartie dans une offre au dynamisme croissant. La « révolution industrielle » entraînait à la fois augmentation et diversification des productions ; progrès des productivités du travail ; baisse des coûts de transport (par fer et par mer) ; maintien de capacités concurrentielles (malgré concentrations et cartellisations en progrès). Le tout convergeant vers une tendance fondamentale à la baisse des coûts unitaires de production.

Vertus bourgeoises

Telle était la force « réelle » essentielle des tendances non inflationnistes. A quoi s'articulait une demande « globale » certes en croissance, mais limitée. Limitée par rapport à la croissance du *produit national*, tant pour les dépenses de l'Etat que pour la demande des entreprises (l'investissement), et que pour celle émanant de l'étranger (les exportations). Mais surtout, la demande des « ménages », la consommation « finale » des biens et services n'augmenteraient qu'avec une remarquable lenteur. Elle ne commença à s'ébranler que dans les deux dernières décennies du dix-neuvième siècle.

A ce point, c'est la troisième voie théorique qu'il faut emprunter, celle de l'explication sociale de la non-inflation du siècle passé. D'une part se consolide alors la force du projet social de la bourgeoisie d'entreprise. Ce projet légitime le profit, fonde les valeurs universelles du travail, de l'économie et de l'épargne, maintient une politique sauvage des salaires (l'ouvrier libre devant l'entrepreneur libre), et l'élan de l'investissement par la discipline des consommations courantes. D'autre part, chacune des deux classes majeures du capitalisme en voie de développement intériorise et assume l'ensemble de ces règles et comportements. Cependant que la bonne Mme Bruno-Fouillée, dans *le Tour de France raconté par deux enfants* (1876 : première édition d'une longue série), fait entrer dans la tête de ses lecteurs populaires qu'« *un homme courageux compte sur ce qu'il peut gagner par son travail, non sur ce qu'il peut emprunter aux autres* », c'est miracle de voir les disciplines de vie de la masse des classes bourgeoises et des couches populaires converger vers la consommation freinée et différée. Par choix raisonné pour les bourgeoisies ; par nécessité pour les petites gens des campagnes et des villes.

Du florilège inépuisable des vertus bourgeoises de consommation non ostentatoire tirons cette citation, mise au jour il y a peu par un chercheur (3), et concernant le receveur général de Saint-Brieuc, ainsi dessiné dans le rapport d'un inspecteur général des finances (1852) : « *Malgré sa fortune considérable, M. Duclésieux est économe et, tout en ayant un état de maison convenable, il est sans luxe, sans aucun goût de dépenses un peu chères à satisfaire, et ne s'en livre pas moins avec ardeur à sa passion dominante, qui est d'ajouter tous les ans des richesses à sa grande richesse.* » Désir d'accumulation, quand tu nous tiens...

Du côté des couches populaires, en un temps où le *Welfare State* (l'Etat providence) est proprement impensable, on consomme le minimum et l'on épargne sou à sou, afin de pouvoir continuer à consommer petitement quand viendront les vieilles années de non-activité. C'est pourquoi dans les grandes villes françaises du dix-neuvième siècle plus des trois quarts des décédés adultes meurent sans laisser de fortune (4) : non pas tous miséreux ni « misérables », mais pour avoir consommé jusqu'à leur fin l'argent « mis de côté » durant toute une vie. Un sociologue anglais a récemment livré des souvenirs, portant sur l'avant 1914, de la fille d'un palefrenier de village : « *Nous considérions notre pauvreté comme normale. Nous savions à peu de chose près sur combien nous pouvions compter, et qu'il n'y aurait jamais plus. C'était net.* » (5) Misérabilisme ? L'auteur du présent article a toujours entendu dire par sa mère, fille d'un artisan en rubannerie à Sainte-Sigolène (Haute-Loire), que le chocolat et les oranges étaient consommation de luxe dans les années 1880 et 1890, réservée aux jours de la fin de l'année...

Ainsi s'éclaire finalement l'autofreinage de la consommation des ménages au temps de la non-inflation. Et s'éclaire aussi la réciproque convergence des conditions liées (monétaires, économiques, sociales) qui ont présidé à la quasi-stabilité des prix du dix-neuvième siècle.

Fuite en avant

Retournons comme un gant l'ensemble de ces conditions et nous nous expliquons mieux notre inflation constante, cette sorte de chaleur interne du corps social en rapport avec sa physiologie coutumière. Certes la croissance matérielle a pris le galop depuis la première guerre mondiale. Productions et productivités ont accéléré leur allures. Evidente continuité par rapport au dix-neuvième siècle. Or la massivité des offres ne se résout plus, désormais, en baisse absolue des coûts de revient et des prix, mais en montée de tous les chiffres nominaux.

Les structures économiques (affirmation des « monopoles » et des cartels) ; le dynamisme des demandes de toute nature (civiles et militaires, privées et publiques) ; l'institutionnalisation et l'organisation des intérêts et des besoins sociaux ; la compétition-imitation des styles de vie entre les classes ; la résistance syndicale efficace à la baisse du salaire nominal (résistance acquise au cours des années 30) ; l'alourdissement du coût des capitaux fixes et l'endettement des entreprises ; l'alimentation monétaire libérée des contraintes anciennes (la guerre de 1914-1918 ayant marqué la vraie et définitive destruction de l'étalon-or) ; l'explosion bancaire internationale récente et l'extension de la nuée mondiale des eurodevises...

Tous ces éléments, propres au vingtième siècle, accompagnateurs des « miracles » des productions, ne peuvent résoudre les tensions qu'ils engendrent que par le mouvement de fuite en avant des grandeurs nominales.

L'inflation est ainsi devenue au fil des décennies la grande innovation du vingtième siècle. Elle en demeure encore la grande illusion, puisqu'elle perdure. Aussi tous discours contre elle, impuissants au niveau des mécanismes, n'ont-ils plus qu'une fonction politique et idéologique, de quelque horizon qu'ils viennent. ■

(1) J. Fourastié : *Pouvoir d'achat, Prix et Salaires* (Idées, 1977).

(2) Entreprise tentée et réussie par Bennassy, Boyer, Gelpi dans « Régulation des économies capitalistes et inflation » (*Revue économique*, mai 1979).

(3) P.F. Pinaud : *les Receveurs généraux de 1800 à 1865*, thèse de troisième cycle de l'EHESS, 1979 (p. 158).

(4) *Les Fortunes françaises au XIXe siècle*, enquête dirigée par Adeline Daumard (Mouton, 1973).

(5) R. Blythe : *Mémoires d'un village anglais* (1969 ; traduction française, Plon 1972).

JEAN-PIERRE CAGNAT.



PRISONS

Serge Parad[...]
cinéaste ind[...]

Le cinéaste arménien Paradjanov a sub[...] régime sévère. Il découvre maintenant [...] qu'un artiste est le moins libre.

H. ANASSIAN

Avec du charbo[...]

هكذا من الأصل



MORGAN.

PRISONS

Serge Paradjanov cinéaste indésirable

Le cinéaste arménien Paradjanov a subi quatre ans de détention à régime sévère. Il découvre maintenant que ce n'est pas en prison qu'un artiste est le moins libre.

H. ANASSIAN

LE cinéaste arménien Serge Paradjanov, auteur des *Chevaux de feu* et de *la Couleur de la grenade*, a passé quatre ans en prison à régime sévère de 1974 à 1977. Condamné à cinq ans pour homosexualité — en réalité pour non-conformisme — après avoir été accusé sans preuve de trafic illicite d'objets d'art, il avait été libéré à la suite d'une campagne internationale organisée en sa faveur. Nous l'avons rencontré à Tbilissi.

∴

Après un parcours sinueux à travers un dédale de maisons enchevêtrées, nous voici au pied d'un curieux balcon. En haut d'un étroit escalier en fer, Paradjanov est assis, seul, immobile. Un grand sourire barbu nous accueille : « Ah ! vous venez de France ?... Vous êtes venus pour m'emmener avec vou ! »

Nous entrons dans une petite chambre, sombre et inconfortable. Sur les murs, des gravures, des peintures, des photographies, des broderies... Paradjanov vit là ; il s'inquiète de nous recevoir aussi mal.

Paradjanov comprend l'arménien, mais le parle peu. Il nous demande plusieurs fois si nous sommes de « vrais » Arméniens, passe d'un sujet à l'autre, nous parle de sa voisine qui aurait pu faire une grande carrière de théâtre. Son regard est vif, et son visage très mobile. Les inquiétudes que nous avions sur sa santé sont vite dissipées. Il a l'air en parfaite forme physique.

Au bout de quelques minutes, il se relève pour nous entraîner sur le balcon : « On ne me laisse pas travailler, alors je fais des bêtises. » *La « bêtise » est une fresque, très colorée, faite de bouts d'étoffe, de papiers et d'objets divers. Il l'appelle* Danse du Zankezour *(1). Elle représente un homme et une femme stylisés en costume traditionnel.*

Avec du charbon

— Savez-vous pourquoi vous avez été arrêté ?

— Je ne comprends pas. Je suis indésirable. Je dérange tout le monde. On m'avait déjà arrêté une première fois en Ukraine. On m'avait accusé d'être un nationaliste ukrainien, parce que j'avais refusé de doubler un film en russe — ce doublage aurait avili et vulgarisé le sens des mots, détourné la force des images. D'ailleurs, à cette occasion, les Ukrainiens ont essayé de m'exploiter. Ils ont prétendu que je défendais leur ethnographie et leur langue. Ils m'ont acclamé parce que mon fils fréquentait une école ukrainienne. Tous mes problèmes ont commencé à cette époque. L'ancien président ukrainien était mon ami. Quand il a été limogé, tous ses amis ont été inquiétés...

» Après le tournage de *Couleur de la grenade*, je suis retourné à Kiev, auprès de mon fils malade. Ils en ont profité pour m'arrêter. Ils m'ont accablé avec une hargne exemplaire. Sachez que je ne suis pas un dissident, et que je me sens propre !

» Pour l'accusation, j'ai été criminel, voleur, antisoviétique... Ils ont même cherché de l'or dans les profondeurs de mon corps. Puis ils m'ont collé l'homosexualité, et m'ont jugé sur ce « délit ». J'aurais violé un membre du parti. J'aurais perverti une dame de quatre-vingts ans avec un stylo pornographique... Ils avaient mobilisé six procureurs pour trouver en moi un coupable... *« Un an de prison, disaient-il, c'est trop peu pour vous, on vous enfermera cinq ans, ce sera assez pour vous exterminer. »*

Paradjanov parle avec fougue. Très en verve, il manie l'humour et parle en toute confiance, sans aucune aigreur. Son récit n'a rien d'une plainte, et son animation reflète plutôt une grande détermination. Il ouvre son album de photos et nous présente sa mère, sa femme, son fils. Tournant une page, il nous montre une photo de groupe prise au camp : on y voit Paradjanov parmi des criminels.

« Ils m'ont condamné à la détention en camp à régime sévère. Après mon jugement, ils m'ont promené de prison en prison, car aucune ne voulait d'un « criminel » de ma sorte.

» On m'a mis en compagnie d'assassins et de déclassés de tous genres. Voyez sur la photo : celui-ci a tué et mangé sa mère ; ou là, un groupe d'homosexuels travestis pour le plaisir des officiers de la prison, dans l'espoir d'obtenir quelques cigarettes en échange de cette prestation.

» Les années de camp sont ce que j'ai vécu de plus important à ce jour. L'isolation est un phénomène extraordinaire. Je pourrais aujourd'hui écrire une thèse sur les problèmes pathologiques qu'elle fait naître. Ma vie sans cette expérience ne serait qu'un mirage. Celui qui n'est pas créateur, peintre, écrivain ou artiste, ne peut rien sortir de cette isolation, d'où les sensations humaines sont exclues. Il faudrait étudier et dire la peur, la jalousie de ces hommes qui ne peuvent jamais partir. Dans ce monde, j'étais un étranger suspect. Les prisonniers pouvaient rester des heures assis sur leurs talons, sans bouger. Moi, je ne tiens pas une minute immobile ! Ils ont cherché à m'exterminer pour cette différence. Ils croyaient que je me moquais d'eux. Pourtant, ils ont fini par m'accepter et m'ont adopté. Je leur en ai voulu de m'avoir battu, blessé, cogné sur la tête ; mais je leur suis reconnaissant de m'avoir fait découvrir un monde.

» Tous les grands films ne sont qu'une misère à côté de ce qu'est la vie en camp. Si on est poète, on peut créer dans ces conditions. Les prisonniers m'ont procuré du papier ; j'ai écrit cent nouvelles et six scénarios. Je suis devenu leur confesseur. Ils m'ont raconté leurs crimes, leurs amours, leurs relations sexuelles ; ils venaient parler au « philosophe ». Je me suis aperçu que, dans certaines conditions, la confession inventée par la religion avait bel et bien une fonction et une vertu. Je pourrais décidément tourner un film à partir de cette expérience, un film sur l'homme-animal. Je me souviens d'un prisonnier, qui, à l'annonce de ma libération, m'a dit : *« Tu nous regretteras. »*

» J'ai peint huit cents tableaux avec du charbon, avec n'importe quoi, j'ai travaillé avec des bouts d'étoffe, des morceaux de toile de jute. Ces tableaux me sont précieux. Il se peut que je me trompe, mais je crois qu'ils ont une grande valeur. J'aimerais qu'ils soient vus. J'ai appris aux prisonniers à peindre, à dessiner, à faire des collages. Depuis ma libération, je reçois des lettres d'eux ; ils se demandent si je ne les ai pas roulés en leur apprenant la valeur du beau...

» Je voudrais que mes tableaux soient à l'abri. Je ne veux pas les vendre. Je voudrais plutôt les donner, les offrir à ceux qui m'ont défendu, aux amis que j'ai en France... ou à ceux qui ont écrit : « *Libérez Paradjanov* » dans le métro à Paris.

La peur

» On m'a fait creuser, porter de lourdes charges. On nous faisait creuser comme des chercheurs d'or. J'ai volontairement fait éclater une canalisation d'égout ; l'odeur était intenable : on ne pouvait plus creuser. J'ai failli étrangler un brigadier. J'étais insupportable. Un jour, ils ont eu pitié et m'ont donné des travaux plus faciles. J'ai lavé des draps ; je pourrais écrire un roman sur le destin des draps. Puis j'ai été balayeur. Un jour, on nous a annoncé que tous les Soviétiques devaient travailler avec ardeur et flamme ; alors j'ai mis une ampoule sur mon balai : j'avais un balai éclatant ; j'ai été durement sanctionné. C'est alors que j'ai fait ce dessin qui est parvenu en France, où je balaye sous la tour Eiffel (2).

» Je suis sorti du camp un an avant d'avoir accompli la totalité de ma peine. Je crois que je le dois à Lili Brik et aux amis que j'ai en France. Lili a bataillé sans cesse pour me sortir de prison. En mon absence, elle a veillé sur mon fils.

Elle est morte peu après ma libération, laissant une lettre touchante pour demander à ne pas être enterrée à côté de Maïakovski : « *Afin*, disait-elle, *que les vieilles peaux n'écrivent pas que je fus sa chienne.* » Elle a voulu être incinérée. J'étais présent à la cérémonie avec tous ses amis. Je l'ai maquillée comme elle aimait l'être, et nous avons couvert sa belle robe blanche de centaines de roses. J'aurais voulu que ses cendres soient déposées à côté de la dépouille d'Elsa Triolet, sa sœur.

» Peu avant ma libération, on m'avait fait savoir qu'on me garderait encore cinq ans, parce que je n'avais pas fait amende honorable, que je m'étais fait des amis douteux, que j'étais agressif et que je continuais à porter de provocantes moustaches de Caucasien.

» Maintenant, je suis libre, mais je ne me sens pas en sécurité. Je vis dans la peur : peur de sortir de chez moi, peur qu'on me vole et qu'on me brûle les tableaux faits au camp. Ici, tout le monde doit être inscrit et enregistré par rapport à son lien de travail. Or, on me refuse tout emploi. J'ai proposé des scénarios de film ; Armenfilm a voulu les réaliser, mais les officiels s'y sont opposés. On peut donc m'arrêter à tout moment, car, n'étant pas enregistré, je n'ai pas le droit d'exister, je suis hors la loi. Tous les matins, je pars chercher du travail avec les autres déclassés ; quand les gens voient mes diplômes, ils ont peur. Bien sûr, je pourrais vendre des fleurs, mais ce n'est pas mon métier. Pourquoi le ferais-je ?

Pire que la mort

» Je vis dans cette maison qui appartient à ma famille. Il n'y a pas d'eau, et je suis gêné de ne pas pouvoir recevoir plus dignement. Pour poursuivre, je vends petit à petit tout ce que je possède, tout ce qui me vient de ma famille ; l'argenterie de ma mère, les tableaux qui sont aux murs, les tapis et les broderies qui me restent, vont bientôt être vendus. Le jour où je n'aurai plus rien à vendre, j'irai mendier. Je l'ai déjà fait un jour, et j'ai ramassé quatre roubles ; avec ça, je peux vivre quatre jours. Les voisins sont très généreux, ils m'aident beaucoup.

» Les gens ont l'impression que je me prépare à mourir car je distribue tout. Mais je suis déjà un homme mort ! Je ne peux pas vivre sans créer. J'ai encore beaucoup de choses à faire. Je voudrais tourner un film sur Ara Keghetsig (3) ou sur David de Sassoun (4)... En prison, ma vie avait un sens, il y avait une réalité à surmonter. Ma vie présente n'a aucune valeur. Je ne crains pas la mort, mais cette vie-là est pire que la mort.

» J'ai frappé à toutes les portes. En Arménie, beaucoup de gens sont prêts à m'aider ; mais, quand j'ai rendez-vous avec un ministre, il est obligé de prendre un mois de congé... Bien sûr, je connais bien le Catholicos (5), mais il ne peut rien faire d'autre que de me proposer 3 mètres de tissus pour que je me fasse une soutane. Les Arméniens se sont fait trop de torts à eux-mêmes en n'osant pas assez. Il est temps pour eux de sortir de la peur.

» Aujourd'hui, je n'ai plus le choix. Le repos m'est insupportable, et je ne peux pas vivre sans travailler. Ici, on m'interdit toute création... Il me faut partir au plus vite. Je voudrais aller en France — ma patrie d'adoption. Seuls les Français, à qui je dois déjà beaucoup, peuvent m'aider. Je compte sur eux, car je ne veux pas sortir par des moyens malhonnêtes.

» Je sais les difficultés qui m'attendent. Je ne suis pas sûr de trouver tout de suite l'inspiration en Occident, et je ne voudrais pas que les Français se figurent que je vais dès mon arrivée produire des films qui feront sensation. Mes racines sont ici, mais je n'ai pas le choix, je dois partir.

» J'ai dans la tête un film sur Grégoire de Marek (6) : on y trouverait l'ascétisme du poète, l'atmosphère du Moyen Age arménien, le mystère... La vie de Komitas (7) m'impressionne. Si je devais faire un film sur lui, ce serait un film très court, une sorte de ballade sur un destin. Sa vie est une passion dont la musique est l'accomplissement.

» Mais pour que le cinéma soviétique admette de telles œuvres, il faudrait des dizaines d'années. Quant à mes projets sur Ara Keghetsig et David de Sassoun, ils resteront sans doute dans le domaine du rêve... Ils prétendent que les reconstitutions historiques coûtent cher ; mais on n'a pas besoin, pour faire un grand film, de bouffonnades mensongères et coûteuses qui ne servent qu'à masquer le vide des personnages. Voyez *Guerre et Paix*, il lui manque la voix du peuple.

Snobisme

» Quand je pense à la misère actuelle et à la mièvrerie de l'art officiel, que ce soit en musique, en danse, en architecture, en peinture, en cinéma, j'ai envie de pleurer. Car je sais la grandeur de cette antique nation arménienne et sa force étonnante. Tout cela se réduit aujourd'hui à une politique qui est contre la création, contre toute esthétique. On ne voit plus que le snobisme d'une bourgeoisie qui m'inspire de la pitié.

» Quelques grands noms se détachent pourtant. Ils produisent des chefs-d'œuvre mais le public ne les connaît pas. Ces artistes sont des solitaires, des phares, quelques arbres dans la forêt des médiocres. Le prix à payer pour pouvoir créer est très lourd. Les bouffons s'empiffrent, les artistes meurent dans l'indifférence générale.

» Il faudra des années pour qu'apparaisse quelque chose qui puisse ressembler à un mouvement. Il ne peut y avoir que des tentatives isolées. Pour le moment, on se gargarise avec le Musée d'art moderne d'Erevan, où tout est déjà classique pour l'Europe. Les générations futures risquent d'être encore plus indifférentes envers les hommes grands et courageux ; elles seront aussi probablement plus cyniques. » ■

(1) Le Zankezour est une des régions montagneuses les plus reculées de l'Arménie. Le folklore et les traditions s'y sont bien conservés.

(2) La légende de ce dessin, qui a paru dans la presse française, était : « Mon rêve ».

(3) Roi arménien qui, selon la légende, fut aimé de Sémiramis.

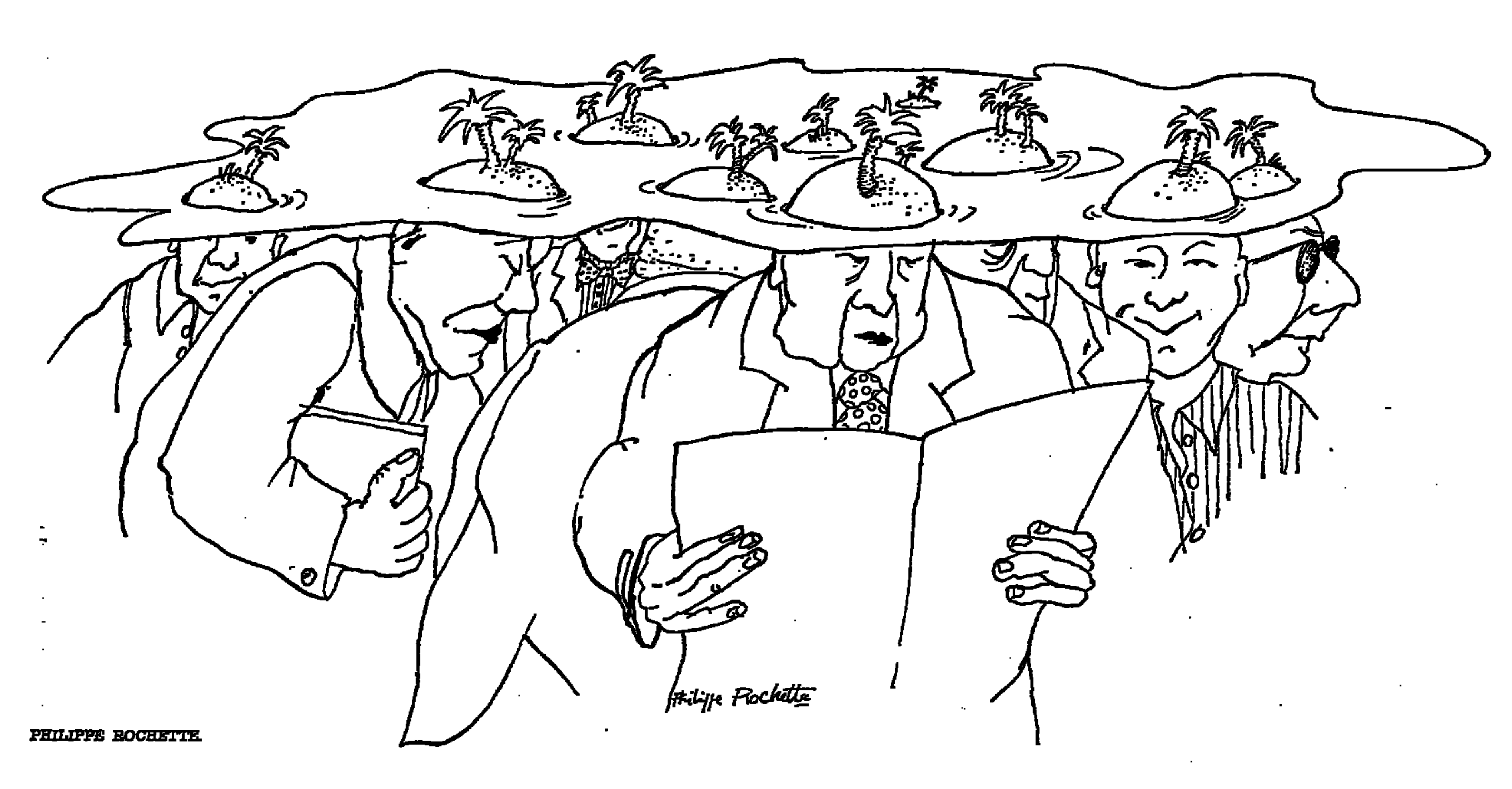
(4) Héros d'une grande épopée populaire arménienne se déroulant dans la région du Sassoun (actuellement en Turquie). D'après la légende, les habitants de cette région étaient des géants très courageux.

(5) Patriarche des Arméniens qui siège à Etchmiadzine (Arménie soviétique).

(6) Moine arménien du dixième siècle. Poète mystique considéré comme un des plus grands auteurs de la littérature arménienne.

(7) Moine, musicien, compositeur et musicologue arménien qui a recueilli et harmonisé, au début du siècle, un grand nombre de chants populaires arméniens. Déporté lors des massacres de 1915 par les Turcs, il mourut fou à Paris.

■ Un comité d'action pour l'accueil en France de Serge Paradjanov vient de se créer. Comité d'action Serge Paradjanov, 15, rue Oberkampf, 75011 Paris.



PHILIPPE ROCHETTE

MYTHES

Robinsons seuls

Robinson du naufrage, de l'exil, du rêve, de la folie... Il est bien des façons d'être seul dans son île.

JACQUES MEUNIER

L'ISLOMANIE n'est pas une maladie honteuse. Elle est même d'assez bonne compagnie : des poètes, des philosophes, des ethnologues, des romanciers, la partagent. Ils aiment les îles et ils en rêvent. Ils en parlent, ils écrivent sur elles. Ainsi, dans le secret des bibliothèques, s'est construit un vaste archipel littéraire dans lequel chaque « islomaniaque » essaie de se reconnaître. De se retrouver.

Le modèle de l'aventure dans l'île est, bien sûr, celui de Robinson Crusoé. De tous les récits de naufrage et de captivité, d'insularité, il est sans doute le plus connu et le plus lu. D'ailleurs, il a donné son nom au genre : la *robinsonnade*.

Un simple coup d'œil dans les fichiers donne le vertige. Robinson Crusoé, incontestablement, fut le plus prolifique des célibataires... Plagiats, imitations, pastiches, détournements, variations sur le thème, se comptent par milliers. Paradoxe décourageant pour celui qui s'intéresse à ce faux aristocrate de la solitude : les Robinsons pullulent !

L'analyse elle-même contient mal le phénomène et, pareille au héros qu'elle soumet à la réflexion, elle multiplie les hypothèses. Stéréotype ? Prototype ? Archétype ? Mieux vaut sans doute s'en tenir aux techniques éprouvées de l'entomologiste et épingler tous ces types selon deux catégories déjà connues par ailleurs : le réel et l'imaginaire. Après quoi, on pourra repérer utilement quatre familles particulières : les « vrais Robinsons », les « Robinsons imaginaires », les « Robinsons volontaires » et, parce qu'ils nous ressemblent, multiples et solitaires, les « Robinsons de la nécessité ».

Bien sûr, on va ici au plus simple, en délaissant la catégorie du symbolique. On pare au plus pressé. Il serait tentant de se servir des *Mythologiques*, de Claude Lévi-Strauss et de dire, à propos du *Robinson* de Daniel De Foe, comme de tel mythe des Indiens Bororo : « *Voilà le mythe de référence.* » A partir de quoi, sachant que les mythes se pensent entre eux dans les hommes, on pourrait amplifier et, de proche en proche, remonter la filière pour reconstituer l'univers symbolique de l'Occident. Beau projet. Mais, outre qu'il faudrait y appliquer une pensée forte et un solide esprit de système, cela représente un travail pharaonique et déloyal : à quoi serviraient les ordinateurs si, profitant de leur repos dominical, des amateurs s'amusaient à penser « à la main » ?

Cela dit, comme par ricochet, on en revient naturellement à Robinson Crusoé qui fut, en son temps, un autodidacte et un sacré bricoleur...

Publié en 1719, le livre de De Foe trouva rapidement son audience. Tant pis si les lecteurs de l'époque, croyant lire un témoignage, une histoire vraie, ne surent jamais qu'ils venaient de lire l'un des premiers romans modernes... (Toute biographie a sa part fictive, toute science même a sa variable poétique, alors pourquoi les journalistes n'imagineraient-ils pas le réel ?) Daniel De Foe, qui avait brodé à partir d'un simple fait divers, devait bientôt faire marche arrière : éclipsé par son personnage, il se sentit frustré de son invention ; il tint alors à préciser que cette histoire était bien authentique, vécue, dans la mesure où elle était « allégorique ». Moyen habile de plaider coupable tout en revendiquant la paternité du chef-d'œuvre. C'est ce qui s'appelle jouer sur tous les tableaux.

Miso-maso-macho

La force de Robinson Crusoé vint donc, historiquement, de ce qu'il était un plausible naufragé. La part de l'exotisme ne fut pas négligeable non plus. Mais, vu d'aujourd'hui, d'autres éléments entrent en compte ; par exemple, le « coup de l'île déserte » ne serait-il qu'un artifice, une recette, ou — bien plus subtilement — une des techniques fondamentales de projection et d'identification du lecteur ? L'île, en effet, est autant une unité de lieu qu'un cadre... Avec ce naufrage d'où l'on repart à zéro, avec cette île-miroir où se reflète l'individu et ses problèmes personnels, avec cette solitude qui forme écran et cette caverne, qui est une île souterraine dans l'île marine (Jules Verne s'en souviendra), comment ne pas penser à du cinéma d'avant le cinéma ! Tout y est.

Les chicaneurs et les plaisantins diront : « *Tout y est, sauf l'ouvreuse...* » Il est vrai que la femme est singulièrement absente de la version originale. Certains pédagogues ont d'ailleurs expliqué le succès de *Robinson Crusoé* auprès du public enfantin par son asexualité fondamentale.

Double erreur, en vérité. L'innocence des enfants ne peut se confondre avec leur supposée pureté d'âme, et les silences de Robinson, à propos de l'abstinence, ne sont rien moins que suggestifs. Dans une perspective un peu osée, on pourrait dire que le manque de sensualité de Robinson, son désintérêt pour le sexe opposé (remarquez que lorsqu'il découvre une empreinte de pied dans le sable, il ne s'écrie pas « *Chouette, une femme !* »), cachent le côté miso-masomacho du héros. L'île, la mer, le flux et le reflux, sont encore de très belles métaphores du refoulement...

Psychanalyser Robinson, le coucher sur le divan de son île, reste toutefois un peu vain. Un peu gratuit. Le foisonnement des robinsonnades y suffit. Pas la peine de faire appel à un spécialiste quand des esprits comme Jean-Jacques Rousseau, Karl Marx, Virginia Woolf, Paul Valéry, Saint-John Perse, Jean Giraudoux, Eugenio d'Ors, Michel Tournier et Gilles Deleuze... se sont interrogés sur le sujet. Au reste, même les mauvais livres sans orthographe, les bandes dessinées hâtives, les films bâclés (pas celui de Bunuel), les chansons et les parodies, contribuent à éclairer le mythe. Ils tracent la parabole et forment une sorte de complexe de Robinson.

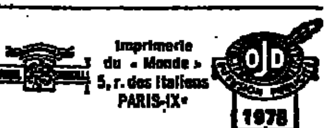
Un art de vivre

Comme celui d'Œdipe, le complexe de Robinson atteint jusqu'aux histoires du même type qui l'ont précédé. Les sources de Robinson sont devenues des « robinsonnades »... Il en va toujours ainsi avec les très grandes fictions : elles déteignent sur la réalité. *Robinson Crusoé* va plus loin car il cumule la double qualité de mythe et d'œuvre classique. C'est une gerbe de sens, et on peut tout aussi bien en faire une lecture marxiste, écologiste que pétainiste. Chaque époque s'y retrouve. Michel Tournier, dans *le Vent Paraclet*, note : « *On voit ce qui fait le prestige de Robinson : cette solitude dont nous souffrons, même et surtout au milieu de la foule anonyme et oppressante, il a su merveilleusement, lui, l'aménager et l'élever au niveau d'un art de vivre.* »

Dans le fond, les « vrais Robinsons » (Cabeza de Vaca, Hans Staden, les naufragés du *Bounty*, les survivants des Andes, Soljenitsyne, les boat-people...), les « Robinsons imaginaires » (d'Ibn-Tofail, Gracian, De Foe, l'abbé Prevost, Saint-John Perse, Giraudoux, Bioy Casarès, Tournier...), les « Robinsons volontaires » (les ermites, les stylites, les soldats perdus du Pacifique, l'amiral Byrd, Alain Bombard, Michel Siffre...), auxquels il faudrait ajouter ce Robinson absolu qu'est l'enfant autistique et ces Robinsons collectifs que sont Cuba et Israël, forment un discours étonnant où le lecteur occidental découvre — en écho de lui-même — son essence et sa fin.

Nous sommes tous des Robinsons de la nécessité. ■

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
OJD 1978

Commission paritaire n° 57 437.

LANGAGE

D'un trésor à l'autre

JACQUES CELLARD

LES amateurs de dictionnaires ont été gâtés ces derniers mois. Une parution attendue : le septième volume du « Trésor de la langue française », qui va (la répartition alphabétique a de ces malices) de Désobstruer » à « Epicurisme » (1). Une nouveauté, la première de la collection des « Usuels » de Robert : le *Dictionnaire des expressions et locutions figurées*, d'A. Rey et Sophie Chantreau (2). Enfin, une réimpression photo dans le format de l'époque, du Thrésor de la langue françoyse » (1606), œuvre posthume de Jean Nicot, qui fut par ailleurs un diplomate de valeur et l'introducteur du tabac en France (3).

Du *Thrésor* de Nicot au *Trésor* du C.N.R.S. en passant par Furetière, Bescherelle, l'Académie, Littré ou Paul Robert, ce genre de livres n'a guère changé. Faire un dictionnaire reste une entreprise artisanale qui doit toujours beaucoup à celles qui l'ont précédé et s'inscrit dans le même cadre commode et décevant : l'accumulation, à l'intérieur de l'ordre alphabétique, du plus grand nombre possible de « mots » et d'informations sur ces mots.

Cette course à la quantité n'a pas de limite naturelle. Si grande que soit la fureur recenseuse du lexicographe, et si grands que soient ses moyens, ils resteront toujours en arrière du pullulement constant de la langue. On le voit bien par le *Dictionnaire des expressions et locutions figurées*, pour lequel A.R. et S.C. ont réuni à partir de 3 500 mots usuels, plus de dix mille « façons de parler » du français, expliquées et illustrées. Qu'on ajoute à cela le fonds de 50 000 mots communs à tous les gros dictionnaires, les termes techniques, les définitions, les emplois, etc., et l'on arrivera assez vite au petit million d' « unités » à traiter.

Face à ce grouillement, on peut toujours rêver à un dictionnaire total à la J.-L. Borgès, inlassablement augmenté, remanié, élagué et reclassé, par des machines infaillibles, et que tout un chacun pourrait non seulement consulter, mais enrichir de ses trouvailles en tripotant, de chez lui, quelques boutons. Mais tout cela, pour qui, pour quoi ? Habitués dès l'enfance à nous voir entourés de dictionnaires, nous associons confusément leur existence à celle même de la langue. C'est oublier que l'œil est plus que le visage et le corps, plus que le vêtement.

Heureusement, les éditeurs veillent au grain. Ils savent, eux, que les dictionnaires sont avant tout des objets socio-culturels de grande consommation, qui répondent à une demande plutôt qu'à un besoin. Compte tenu de l'importance des capitaux engagés dans ce genre d'entreprises, ils ne prendront pas le risque de s'écarter de la demande, telle qu'elle est connue et habituellement formulée. Qui le leur reprocherait ?

Multiplier par dix ou vingt ces capitaux et les moyens mis à la disposition d'un dictionnaire à faire, c'est lui donner une base documentaire plus large. Mais c'est aussi l'exposer directement à la tentation du gigantisme. Quand le nombre des attestations ou des citations recueillies grâce à l'ordinateur atteint la dizaine de millions (et la dépasse de beaucoup dans le cas du *Trésor de la langue française* de Nancy), le risque de laisser passer un élément d'information intéressant (mot, expression, emploi littéraire), diminue certes ; sans jamais disparaître d'ailleurs.

Mais le cadre matériel dans lequel est produit un dictionnaire n'est pas indéfiniment extensible. Si bien que la masse d'informations recueillies se trouve inévitablement corsetée, étouffée dans un espace trop étroit pour elle, au détriment de sa lisibilité.

75 000 mots

De celle-ci, les dictionnaires contemporains se soucient moins que leurs grands ancêtres. Nicot, Furetière, Littré et P. Larousse, désiraient visiblement être lus autant qu'être consultés comme on consulte une table de logarithmes ou l'annuaire du téléphone. On peut trouver « rétros » leurs formules fleuries, leurs développements anecdotiques, leur manque de rigueur. Il n'empêche qu'on les lit encore avec un agrément qu'on aimerait retrouver dans nos modernes.

Un dictionnaire de langue est toujours fait à doses variables de quatre ingrédients : le nombre de mots, les définitions et les sens, les exemples et/ou les citations, l'histoire du mot, étymologie comprise. Or, il n'y a pas de miracle : un ingrédient ne peut se faire de place qu'au détriment des autres.

Si l'on choisit de favoriser le nombre de mots, chacun d'eux n'aura droit qu'à une toute petite place. Pris au hasard sur l'étagère, le Bescherelle en un volume de 1883 comprend soixante-quinze mille mots, ce qui est beaucoup pour l'époque et encore aujourd'hui. Mais les plus longs articles n'ont pas quarante lignes et « dos », par exemple, n'en a que quinze. Si on préfère s'étendre sur les définitions et les sens (ainsi pour le *Dictionnaire Quillet de la langue française*, en quatre volumes moyens, fort bien faits), il faut sacrifier les historiques et même les étymologies (le Quillet n'en a pas) et s'en tenir à un nombre de mots raisonnables, environ trente mille dans ce cas. Il en va de même pour les autres formules possibles.

Mais l'expérience de ces dernières années paraît prouver qu'il faut choisir, et qu'on ne peut pas poursuivre quatre lièvres à la fois ; à plus forte raison cinq, dans le cas du G.L.L.F., qui a ajouté aux quatre ingrédients de base les notices grammaticales et lexicologiques insérées dans ses sept volumes.

Le grand perdant de cette course à la quantité, c'est l'histoire de nos mots. Les notices du Littré, à condition de veiller à ce que l'édition que vous projetez d'acheter n'en ait pas été amputée sous prétexte de « modernisation », sont souvent de véritables petits romans. Des détails sont erronés, parfois des étymologies ? Qu'importe au fond. Le spécialiste rectifiera sans peine, et le plaisir du simple lecteur n'en est pas gâché.

Or, sans parler de celles du Robert, volontairement réduites à leur plus simple expression, celles du G.L.L.F. et du T.L.F. sont soit relativement riches mais à peine lisibles à force d'abréviations (ceci pour le premier), soit relativement lisibles mais tout à fait insuffisantes comme « ingrédient » de l'ensemble ; cela pour le second. Dans un cas comme dans l'autre, elles paraissent avoir été écrites plutôt par acquis de conscience qu'avec le souci d'une lecture instructive et plaisante.

Reprenons l'exemple de « dos ». C'est un mot d'une fréquence élevée, qui entre dans une centaine de constructions ou de locutions usuelles, et dont l'histoire a été très vivante des origines de la langue à nos jours. Littré, dans le demi-désordre qui fait à la fois son charme et sa faiblesse, mentionne à peu près tous ces emplois, exception faite de ceux qui pouvaient blesser les pudeurs de l'époque. Il y ajoute une notice historique qui, de la Chanson de Roland au dix-septième siècle, nous offre une cinquantaine de citations datées, toutes utiles et pertinentes.

Le dos de la cuiller

Cette richesse d'information avait été pour beaucoup dans le succès du Littré. Le surprenant est que, après plus d'un siècle, celui-ci soit encore seul à nous dire ce qu'a été la vie du mot durant les six siècles de la formation de la langue. Le Larousse (G.L.L.F.) réduit l'historique à cinq dates, sans aucune citation d'époque bien entendu. C'est également de cinq dates que le T.L.F. nous oblige à nous contenter, pour plus d'une centaine d'emplois ou de locutions.

En revanche, le même article y est agrémenté de plus de soixante-dix citations, dont quelques-unes n'ont qu'un intérêt médiocre ; ainsi celles qui illustrent le « dos-à-dos », voiture à deux sièges ou siège double ; ou un proverbe aussi vieillot et rare que « *tomber sur le dos et se casser le nez* » ; ou encore le « dos » d'une chaise, d'un vêtement, d'un petit miroir, d'une hache : tous emplois pour lesquels l'autorité de Michelet, de Sartre, de Ramuz ou de Malraux n'est pas d'un grand secours, c'est le moins qu'on puisse en dire.

Des citations en si grand nombre ne se justifient, en effet, que par leur beauté ou leur utilité. Réduites à des phrases courtes et un peu sèches, elles accaparent non seulement une place qui fera défaut aux autres « ingrédients », mais aussi l'attention du lecteur ; et cela parfois au désavantage de la clarté d'ensemble de l'article. C'est le cas pour cet article « dos », qui part du dos humain (bas du dos, de dos, dos-à-os), va du concret au figuré pour arriver au dos d'un siège ou d'un vêtement, puis au dos de l'animal, revient à « *faire le gros dos* » (avec une citation particulièrement peu claire de Barbey d'Aurevilly), pour terminer avec le dos de la hache ou de la cuiller.

Qu'elles naissent de l'excès de matériaux ou du défaut de rigueur, ces ombres légères sont peu de chose par rapport à des ensembles aussi importants. Elles montrent du moins les limites du système des « super-dictionnaires ». Peut-être serait-il sage, parallèlement à eux, de mettre en chantier des ouvrages moins ambitieux, mieux « cadrés », et qui trouveraient certainement un large public. ■

(1) *Trésor de la langue française*, tome VII, Editions du C.N.R.S., diffusion Klincksieck, Paris, un volume 24 × 31, 1 343 pages.

(2) A. Rey et S. Chantreau, *Dictionnaire des expressions et locutions figurées*, 946 pages, format oblong, collection « Les usuels du Robert ».

(3) Jean Nicot, *le Thrésor de la langue françoyse*, fac-similé de l'édition de 1606, suivi de *l'Exact et facile acheminement à la langue françaibe*, par J. Masset et du *Recueil des vieux verbes de la France*. Introduction d'André Tuilier, conservateur en chef de la bibliothèque de la Sorbonne ; *Vie de Jean Nicot*, par F. Edelmann ; un volume 34 × 21, 772 pages, reliure carton marbré fort. Editions « Le temps », Paris, avec le concours du SEITA.

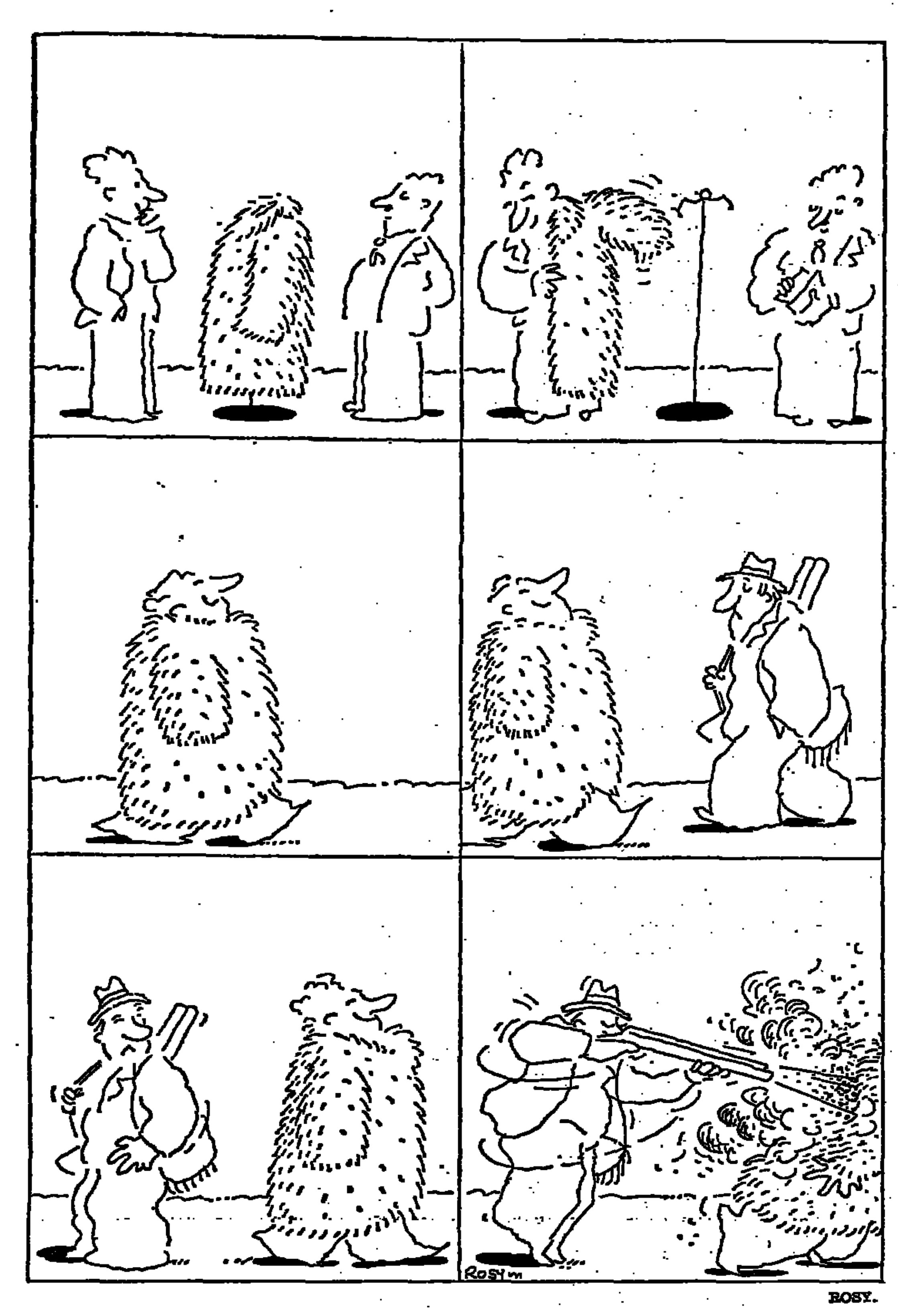
FOURRURE

L'homme

Pourquoi l'homme d'aujourd'hui refuse-t-i... charmes de l'homme d'hier ? Mo... paraître viril aussi. Et le ragondin,

MARYLÈNE DELPH...




ROSY.

FOURRURE

L'homme nu

Pourquoi l'homme d'aujourd'hui refuse-t-il de porter ce qui faisait l'un des charmes de l'homme d'hier ? Modestie, peut-être. Souci de paraître viril aussi. Et le ragondin, lui-même, est hors de prix.

MARYLÈNE DELPHIS

AUTOMOBILISTES de la Belle Epoque, riches marchands de bestiaux, simples bergers, célébrités : sur de vieilles photographies, des hommes en fourrure. On se demande pourquoi ce dont rêvent les femmes depuis plus de cent ans a cessé d'être porté par le sexe fort.

Lorsque les hommes ont les moyens de s'acheter de la fourrure, c'est pour la cacher sous une popeline ou une soie imperméabilisée. Les hommes veulent être distingués avec discrétion, c'est-à-dire *répugnent à porter* le poil à l'extérieur, bref, refusent la réalité de la fourrure.

A cela plusieurs raisons, toutes aussi mauvaises les unes que les autres. La fourrure est trop chaude — mais c'est aussi vrai pour la pelisse ; elle engonce, — ce n'est pas juste pour la majorité des pardessus ; elle grossit — c'est inexact pour tous les poils ras. Progressivement, on en vient aux vraies raisons : la fourrure serait portée prioritairement par des homosexuels, ce que rien jusqu'à ce jour n'a prouvé. Plus généralement, la fourrure « ferait efféminé ». C'est l'argument de choc.

On oublie que pendant des siècles la fourrure n'a été portée que par des hommes. C'est le vêtement des rois ; c'est aussi le vêtement que produit l'artisanat domestique. En fait, depuis cent ans les hommes craignent en permanence leur féminisation et si, en 1979, ils admettent l'égalité des sexes, ils se sont retranchés plus sérieusement que jamais *dans le constat de la différence* biologique. La loi est la loi, et, si un homme se pare, il dépare.

Réfléchissez ! Que dirait un subordonné s'il voyait son chef arriver en renard ou en loup ? Les différences entre deux costumes, on n'en mesure la signification et le prix que lorsqu'on a l'œil averti. Mais entre un pardessus et une peau de bête... Tout le monde a une voiture, de plus en plus *de gens partent en vacances*. Mais tout le monde ne peut s'acheter une fourrure ! Alors, un peu de déférence pour son prochain ! C'est-à-d'· beaucoup d'hypocrisie : la modestie prend souvent de grands airs, et l'esprit de sérieux est encore le meilleur moyen d'aveugler. Monsieur Prudhomme a cent deux ans.

Il est vrai que les hommes entrent généralement en profession comme autrefois les moines en monastère : on assume une fonction, on annule son corps. La structure économico-politique, comme l'acide sulfurique, est un puissant dessicatif : on n'a plus le courage d'assumer la sensualité de la fourrure. Alors, il appartient aux femmes de le faire. Lorsqu'un homme offre une fourrure à une femme, il n'exprime pas seulement par son entremise sa propre réussite sociale, il se console autant de la privation d'un bel objet que lui ont infligée, contre les valeurs aristocratiques, les valeurs bourgeoises.

Les hommes qui ont la chance de se faire offrir une fourrure sont souvent ceux qui ont assez de désinvolture pour s'éviter cette lamentable tristesse de ne pouvoir jouir d'une parure que par délégation. De fait, porter la fourrure pour un homme, c'est refuser le renoncement qu'exige la loi du monde.

Mais le cadre ou le P.-D.G qui s'offrent une fourrure ? Finalement, dans neuf cas sur dix, ils ont un peu mauvaise conscience et se croient obligés de justifier leur achat. C'est l'idée *de l'épouse — prosaïquement, —* c'est pour les sports d'hiver ou les promenades à la campagne — pratiquement. socialement, — un collègue en a déjà une, etc. Arguments plus ou moins raffinés destinés aux fourreurs eux-mêmes parfois. Car, à l'exception de quelques-uns, ils ont exactement les mêmes préjugés que tout un chacun. Ou, lorsqu'ils ne les ont pas, leur technique de *vente ou de promotion ne laisse* pas de tenir compte de toutes les réticences en vigueur. C'est ainsi que, alors même que la fourrure n'est pas encore entrée dans les mœurs, on a déjà du « classique » : deux couleurs (marron ou noir parce que c'est plus « masculin »), une forme type, quelquefois agrémentée de bandes de cuir (parce que ça fait plus « viril »), un poil court ou semi-long, un animal (le ragondin qui occupe 70 % du marché), un prix-plancher de 10.000 F en moyenne.

Vison tourmaline

Accordons la couleur : il faut être presque farfelu pour s'acheter du jaguar, anachroniquement fanatique de la pureté pour porter de l'hermine, très fantaisiste, comme tel organiste américain, pour se choisir un somptueux vison tourmaline. Ac*cordons la longueur du poil :* au cours de ces cinq dernières années, les prix des poils longs ont à ce point augmenté qu'ils deviennent de plus en plus difficilement accessibles. Mais pourquoi cette omniprésence du ragondin quand on peut demander dans la même gamme de prix de la loutre de mer, de l'astrakan breitschwang, du castor ou, dans une gamme de prix inférieur, du fort-gris et du pahmi, l'un et l'autre d'une solidité remarquable.

Restons-en au problème du prix. La quasi-absence de promotion de la fourrure masculine et la limitation de la clientèle ne sont pas sans conséquences. Finalement, et compte tenu du fait qu'il faut plus de matière première pour faire un *manteau d'homme*, les tarifs pratiqués pour les hommes sont la plupart du temps très sensiblement supérieurs à ce qu'ils sont en proportion pour les femmes. Il s'agit dans presque tous les *cas d'un tarif couturier* ou boutique, de 25 à 30 % supérieur au prix fourreur pour la même qualité de peau.

Les hommes n'auraient-ils pas intérêt à remettre un peu en question leurs a-priori sur l'élégance ? Ils paieraient moins cher leur habillement et n'auraient pas nécessairement l'air moins sérieux pour autant. ■

LAPONIE

Le Club de voile du père Noël

Sur le cercle polaire, le club de voile le plus septentrional du monde exerce aussi ses membres à glisser sur la glace et la neige.

THÉRÈSE ET JEAN-MARIE BRESSON

TOUT au nord de l'Europe, à l'extrême pointe de la Finlande, du cercle polaire à l'océan glacial arctique, un immense territoire de 100 000 kilomètres carrés, la superficie du Portugal, reste l'un des derniers de notre continent à l'abri des pollutions de toutes sortes : la Laponie finlandaise. Deux cent mille habitants, dont quatre mille Lapons, y vivent paisiblement, dans une nature vierge, de la pêche, de la chasse, de l'abattage du bois, et surtout de l'élevage du renne. Pays des extrêmes, il se cache pendant deux mois, de la mi-novembre à la mi-janvier, dans l'obscurité de la longue nuit polaire, mais, en juin-juillet, le soleil ne se couche plus, les lacs, les bois de pins et de bouleaux, la taïga où rougissent les airelles, les rivières aux rapides écumants baignent dans une lumière limpide.

Autre paradoxe : ce pays de culture nomade, où les villes et les bourgs se comptent sur les doigts d'une seule main, même avec la capitale, Rovaniemi, est parfaitement équipé pour le tourisme et les plaisirs de la voile. C'est, en Finlande, un sport très populaire, et si les enfants y naissent, dit-on, avec des skis aux pieds, ils sont, dans ce pays lacustre, aussi à l'aise sur l'eau que sur terre.

L'un de ces fanas de voile, marin chevronné depuis son plus jeune âge, vit à quelque 40 kilomètres au nord du cercle polaire au bord du lac Alanampa. C'est le commodore Ole Salo, plus homme de mer que nature, avec sa barbe et sa bouffarde, qui a fondé là, avec sa femme anglaise, Jonquille, le Club de voile du père Noël (Santa Claus Sailors), le plus septentrional du monde. Leur maison de rondins, peinte en bleu, se dresse à l'orée d'un bois de pins, de bouleaux et de sorbiers remplis d'oiseaux. Un petit pont y conduit, enjambant un *fossé où sautillent des* bergeronnettes blanches et noires. En toile de fond, le lac Alanampa, où se reflètent les petites cabanes peintes en rouge des saunas. C'est dans ce décor que sont hébergés les membres du club et les visiteurs de passage ; dans six bâtiments de bois, à l'image de la maison, se regroupent l'école de voile, le hangar à bateaux, le sauna, les dortoirs et les salles communes.

Régates

Le Club de voile du père Noël a commencé le premier, en 1975, à naviguer sur des voiliers légers, dans la région arctique allant du cercle polaire à l'océan glacial. Comme *il n'existe pas de cartes*, il a fallu consigner tous les renseignements nécessaires à la navigation, en interrogeant les habitants de la région, pour pouvoir noter rochers et écueils, ainsi que les endroits convenant pour la mise à l'eau des bateaux, les baies où faire escale, les parcours, les possibilités de table et d'hébergement. Il fut relativement plus facile au commodore Salo de connaître les informations utiles pour la navigation sur les plus grands lacs de Laponie, comme ceux de Kilpisjärvi, Jerisjärvi et Inari. En 1976, le club a étendu ses activités jusqu'aux fjords de Norvège, au Spitzberg et aux îles Lofoten.

Chaque été, sont organisées de nombreuses courses. La saison commence avec le soleil de minuit, le 24 *juin, jour* de la saint Jean, pendant que s'allument partout les feux de joie, les « bonfires », par les Régates du sommet de l'Europe, et se termine, en septembre, sur le lac de *Jerisjärvi, par la course Ruska*, du mot finnois qui signifie automne, alors que flamboient, tout autour des lacs, les couleurs rouges et dorées des sorbiers et des bouleaux. Cette année, le 1er juillet, le championnat de voile du sommet de l'Europe emmènera les participants à Tromsö, Harstad, Bodö, Arjeplog, Pitea, Lulea et Kalix.

Les chars à glace

Dès que vient l'hiver, comme son propriétaire, le voilier fin*landais chausse skis ou patins* : skis pour la neige de printemps, patins pour la glace. Ce n'est pas une invention nouvelle : dès le dix-neuvième siècle glissaient sur les lacs et sur les bords de mer gelés les chars à glace des Finnois sportifs, qui fondaient, en 1948, l'Helsinki Ice Yacht Club. Mais c'est seulement depuis deux ans que ce sport connaît une très grande popularité. Les marins sur neige ont sorti du fond des remises, pour les restaurer, les équipages des grands-parents, ou utilisé plus simplement les mâts et les voiles de leur petit bateau ou leur équipement de surf. « *Les amateurs plus modestes, ou plus casse-cou*, dit le commodore, se *contentent de s'accrocher à un cadre de bois carré, recouvert d'une feuille de toile ou de plastique, bricolé à la maison, et de chausser skis ou patins. Tout est bon pour se laisser aller à la griserie de la vitesse, dans le silence des étendues blanches, coupé seulement par le sifflement du vent.* »

Une firme finlandaise construit, cependant, un appareil exclusivement réservé aux sports de neige. Il a 3,60 mètres de long, 2,40 mètres de large, un poids de *70 kilos* et un mât de 4,88 mètres de haut. Il se conduit comme un bateau, dont il a la sensibilité au vent. Les patins, aussi effilés qu'une lame de rasoir, sont utilisés dès le début de l'hiver, à la *mi-octobre, quand les lacs sont* gelés mais pas encore recouverts par la neige. La vitesse record atteint alors 110 kilomètres à l'heure. Au printemps, dès la fin mars, quand la neige est dure, les *patins sont remplacés par des* skis. Ils ont environ 90 centimètres de long, sont en fibre de verre renforcée de matière plastique, et, au-dessous, en forme de V, pour permettre de meilleures *performances*. Le ski avant possède aussi une petite lame de métal pour le contrôle de la direction. La coque est généralement en contre-plaqué, fibre de verre ou bois, consolidé par du plastique dans les deux premiers cas. Les skis y sont fixés par une attache flexible, pour pouvoir affronter moins rudement les inégalités du terrain et garder le contrôle quand un vent trop puissant soulève le ski de côté et que le voilier s'apprête à devenir planeur ! La vitesse sur neige n'est jamais aussi grande que sur glace, 40 kilomètres à l'heure environ.

La Laponie a ainsi le rare privilège de transformer selon les saisons le navigateur habitué à l'attente des brises favorables en un fou de vitesse. ■

VARIATIONS

Maths ou crève

YVES AGNÈS

« PAPA, c'est loin l'Amérique ? » « Tais-toi et nage ! »

« Papa, c'est loin le bac ? » « Tais-toi et bûche tes maths ! »

Sale trimestre pour les enfants qu'on se prépare à « orienter ». Surtout ceux qui arrivent, en fin de troisième, à la fin du collège-unique-et-démocratique, nouveau moule de la « culture » populaire. A quatorze, quinze ans se joue en grande partie l'avenir professionnel de garçons et de filles qui n'ont le plus souvent qu'une faible idée de « *ce qu'ils veulent faire plus tard* ». Et ont bien le temps d'en changer.

Comme souvent dans un système bureaucratique — l'éducation nationale en l'occurrence — on a pris le problème à l'envers. Non pas : faire en sorte, grâce à la diversification des « séries » dans les lycées, que l'élève trouve sa voie et développe ses facultés. Mais : puisqu'il faut limiter l'accès aux grandes écoles et à la médecine, canalisons dès la seconde les meilleurs éléments. Trions le bon grain de l'ivraie. Avec un critère unique : les mathématiques.

Voici donc des enfants à la merci d'une déficience, souvent temporaire, dans une matière où les enseignants ne font pas de cadeaux. Si l'élève ne « suit » pas, il ne reste que la ressource des leçons particulières pour combler ses lacunes, avant que son retard ne soit un handicap insurmontable. Sinon, dès le second trimestre scolaire de sa classe de troisième, c'est le couperet. Si l'on ne veut pas de lui dans la série C — la voie royale, — un grand nombre de possibilités d'études et de professions se ferment. Y compris certaines, comme la médecine, qui n'ont dans la pratique que peu à voir avec les mathématiques. Faire C, c'est ouvrir toutes les portes, sans en fermer aucune ; ce qui n'est pas le cas des autres sections.

La justice évoque volontiers à propos des délinquants la notion de « rachat » : ne pas condamner irrémédiablement sans laisser une chance de se racheter, de se réorienter. L'école ne laisse guère cette chance, tant sont difficiles par la suite les modalités d'accès à la voie royale. Système aberrant et scandaleux, maintes et maintes fois dénoncé, y compris par de nombreux scientifiques.

Ce professeur de physique, dûment diplômé de l'enseignement supérieur, n'avait eu en son temps que 2 sur 20 à l'épreuve de mathématiques du B.E.P.C., à la fin de la troisième. Ce chirurgien, fourvoyé un moment en maths élem (l'actuelle série C) et maths sup (préparation aux grandes écoles) était un cancre dans ses premières années de lycée... Pas besoin d'allonger la liste : le bon sens et l'intérêt des individus montrent ici clairement le chemin.

Il ne faut certes pas méconnaître l'importance de la mathématique — sous toutes ses formes — dans le monde moderne. Mais si la formation mathématique est essentielle à la culture, chacun doit l'acquérir. Alors qu'on en a fait un instrument de ségrégation sociale.

Nos professeurs, habiles dans les discours et généreux en paroles, sont les agents zélés et rigoureux de ce tri. Le « prof de maths » est devenu le juge suprême, le grand manitou, et la cohorte des autres ne peut que suivre. L'administration applique les instructions. Les parents d'élèves sont les empêcheurs de sélectionner en rond, trop souvent phagocytés ou rejetés par l'appareil scolaire.

M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a récemment confirmé son intention de « rééquilibrer » l'importance des mathématiques dans le second cycle long, en rapprochant les « séries ». Ce serait pour la rentrée scolaire 1981-1982. Tant mieux. Réussira-t-on du même coup à « réorienter » les esprits ? En amont, des professeurs de collège ? En aval, des responsables universitaires ? ■

Le Monde
DIMANCHE

UNE NOUVELLE INÉDITE

La prise de Breuschwickersheim

par Claude Chevallier-Appert

PORTE répétait pour la troisième fois le même message : « *Nous continuons à progresser. Stop. Sommes en vue de Breuschwickersheim.* »

Il tombait une petite pluie fine, persistante. Le jour n'était pas encore levé. Le ciel, gris fer, commençait à s'éclairer à l'horizon, au-delà du village.

« *C'est pas de pot,* dit Porte. *Aujourd'hui qu'on est A.M.* (1) *de pointe, il fait un temps de veau. En plus de ça, cette putain de radio ne marche pas. Je suis tout le temps obligé de répéter les mêmes conneries.* »

Desbordes, qui pilotait au côté du radio, n'en menait pas large. « *J'ai eu tort,* pensa-t-il, *de ne pas laisser fermés mes volets de blindage. Me voilà aux premières loges, au milieu de la route. J'suis bien placé pour être azimuté par un Chleuh qui pourra prendre tout son temps pour me viser au milieu du front, caché, peinard, derrière des volets clos ou planqué avec un bazooka dans un fossé. Quelle connerie ! Si j'avais fermé les volets, il ne pourrait pas viser exactement au milieu de la tête. Faut dire que tout ça a été décidé au dernier moment. D'ailleurs, qu'est-ce qui fait que nous sommes A.M. de pointe ? Je voudrais bien le savoir. D'habitude c'est Gaël. Il a plus l'habitude que moi : il s'est déjà fait allumer, il a réussi à s'en tirer. Avec cette putain d'A.M., y'a pas d'inverseur, si on nous azimute, qu'est-ce que je vais faire ? Les manœuvres pour faire demi-tour, ça va pas être de la tarte. Avec les mines sur les bas-côtés, on va se faire sauter la gueule, ou se foutre dans le fossé, ou s'enliser.* »

Au-dessus d'eux, dans la tourelle, Lamballe discutait avec Courcel. Il entendait mal à cause du bruit du moteur à l'arrière, surtout de cette sacrée radio qui continuait à grésiller. Courcel disait à Lamballe de pointer la tourelle sur la droite, vers les premières maisons, au début du bourg.

« *Donne-moi un coup de schnaps,* dit-il à Porte, *je caille, et allume-moi une pipe.* »

Desbordes grelottait. Ils s'étaient levés avant l'aube, dans un noir absolu, après une nuit agitée : c'est la veille au soir, au moment du dîner, qu'on leur avait annoncé qu'ils partaient en patrouille le lendemain matin. Ça leur avait coupé un peu l'appétit, mais ils trompaient leur peur, chacun à sa manière : les uns en parlant beaucoup, les autres en étant muets, quelques-uns en jouant aux cartes, ajoutant que c'était le moment de se faire des dettes... Et quand Desbordes s'était enroulé dans sa couverture, couché sur le sol d'une pièce ouverte à tous les vents, dans une maison abandonnée, il n'arrivait pas à s'endormir, ne cessant de se répéter : « *Pourquoi est-ce qu'on est A.M. de pointe ? C'est toujours elle qui morfle le plus.* »

Il essayait de se consoler en se disant que le choix n'avait pas été fait au hasard et qu'on mettait toujours le meilleur équipage en pointe, le sort de la patrouille en dépendant en grande partie. Il se souvenait des commentaires avant d'autres patrouilles, quand ils apprenaient, soulagés, qu'ils n'étaient que troisième voiture. Les gars dressaient le bilan de tout ce qui attendait la première : les mines, les bazookas, les tireurs d'élite, les anti-chars...

« *Merde, c'est pas de pot,* se répéta-t-il. *Faut bien qu'il y ait des premiers, mais, aujourd'hui, j'aurais préféré que ce ne soit pas nous.* » Et comme ils progressaient, sans que rien ne se passe et que rien ne vienne briser ce silence oppressant que, seuls, la voix de Porte et les grésillements de la radio troublaient, il attendait le premier coup, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne pour qu'enfin l'action le libère.

« *Commence à bourrer,* lui dit Courcel à travers la tourelle. *On aura moins de chances de se faire allumer.* »

Il faisait plus clair. Soit qu'il se soit habitué à la demi-obscurité, soit que la pluie ait diminué. Et l'A.M. arriva très vite au milieu des premières maisons.

La grande lampée de schnaps que Desbordes avait bue d'un coup, en même temps qu'elle l'avait réchauffé, lui avait donné cette dose d'inconscience qui permet d'affronter mieux des dangers pourtant identiques. Il aspirait profondément les premières bouffées de la cigarette que Porte lui avait glissée entre les lèvres, ce qui contribuait aussi à le calmer.

Il concentrait sa volonté : en même temps qu'il tenait fermement le volant des deux mains, ses yeux ne cessaient de regarder les fenêtres et les portes des maisons, à droite et à gauche, pour pouvoir, en cas de danger, alerter aussitôt la tourelle. Mais rien ne bougeait.

« *Quelle connerie qu'on n'ait pas non plus de rétroviseur. Je ne vois rien de ce qui se passe derrière ni même si les autres me suivent. Avec cette radio qui marche mal, s'ils ont changé d'avis et qu'ils prennent un autre itinéraire, on aura bonne mine, tout seuls, dans le village.* »

Il n'eut pas le temps de pousser plus avant ses réflexions. L'A.M. arrivait sur une place et Porte continuait à répéter inlassablement qu'il n'y avait rien à signaler. Ils reçurent l'ordre de stopper. Des gens sortaient timidement des maisons : une femme s'approcha d'eux et leur dit avec un fort accent germanique :

« *Y'en a beaucoup dans le village, mais ils ne sont pas par ici. C'est du côté de la mairie que vous les trouverez. Faites attention. Ils sont tous dans les maisons.* »

MAINTENANT qu'elle avait parlé, Desbordes sentit que l'angoisse qui l'étreignait depuis le départ se relâchait un peu. Au moins, il entendait une voix humaine, la première, depuis leur départ, extérieure à l'univers clos de leur blindé, seulement relié au-dehors par cette radio qui transmettait des messages, vides de contenu, pour la forme, à un homme sans visage qui attendait d'eux des informations qui déclencheraient ses ordres. Enfin, le lien était établi avec l'extérieur. Pourtant, rien de rassurant dans ce que disait la femme : « *... Il y en a beaucoup... Ils sont du côté de la mairie, dans les maisons.* »

Le reste du peloton arriva. Gerberat, le lieutenant qui le commandait, sauta vite hors de sa tourelle et réunit les chefs de voiture : « *Il faut laisser les véhicules ici, sous bonne garde, les tireurs dans la tourelle, canons et mitrailleuses armés. Le reste va nettoyer le village. Constituez des petits groupes qui vont ratisser.* »

Desbordes se trouva avec Porte, laissant Lamballe dans la tourelle. Ils commencèrent à progresser dans le village, longeant les maisons, d'aussi près que possible. Des visages sortaient à demi des fenêtres et des portes entrouvertes, et des voix aux accents gutturaux répétaient toujours : « *Ils sont plus loin, vers la mairie.* »

C'était la première fois que Desbordes se trouvait faire une patrouille hors de son blindé. Un peu désemparé, comme un cavalier sans sa monture. En même temps, rassuré : « *Si ça tourne mal, c'est plus facile de s'en tirer quand on est à pied que dans un blindé au milieu des maisons.* »

Ils arrivèrent à proximité de la mairie. Pas de doute possible. Le drapeau à croix gammée pendait au-dessus de la porte d'entrée, sous l'inscription « Rathaus ». « *Merde,* se dit Desbordes, *ils ont bien choisi leur coin pour se rassembler. Ils cherchent pas à se camoufler, ils annoncent la couleur, ils vont se défendre jusqu'au dernier, derrière leur croix gammée.* »

Ça commençait à tirailler, mais pas dans le secteur. Les gens, dans la maison en face du Rathaus, rentraient précipitamment et fermaient portes et fenêtres.

« *J'te laisse,* dit Porte. *On est assez nombreux. Faut que j'aille nettoyer les maisons près de la rivière. Je te rejoins tout à l'heure.* »

« *J'peux plus reculer,* se dit Desbordes, *les gens d'en face doivent me regarder à travers les volets. C'est le grand jour pour eux : on les libère. Faut leur donner une bonne image.* »

CONTINUANT seul sa progression, sa mitraillette collée au corps, sous le bras droit, tâtant, de la main gauche, les grenades dans ses poches, comme pour s'assurer qu'elles étaient bien là, il était maintenant, après un dernier bond, sous le drapeau, en face de la porte fermée, le cœur battant à se rompre. Il tourna le bouton avec sa main gauche pour ne pas lâcher sa mitraillette : elle n'était pas verrouillée. Il la poussa brusquement en faisant un bond de côté comme il l'avait si souvent vu faire dans les films policiers. « *Mais, maintenant,* se dit-il, *il bien que je rentre. Ce con de Porte pourrait bien être avec moi. Au moins, il me couvrirait au lieu de me laisser le gâteau pour moi tout seul.* »

Il n'aurait jamais pensé que c'était aussi difficile de franchir un seuil. Plein d'images défilent en un éclair dans sa tête : un groupe d'hommes casqués qui l'attendent dans le couloir, décidés à ne pas sortir. Les murs sont leur défense.

Ça y est. Il a sauté le pas. Il est dans le couloir. Pas une arme en vue, pas un bruit. Seulement des affichettes, probablement administratives, dans des encadrements grillagés aux murs. Qu'est-ce que ça peut bien être ? Et Dieu sait que ça n'a pas d'importance pour lui. Il avance dans le couloir. Une première porte à droite, une deuxième. Pourquoi ne songe-t-il pas à les ouvrir ? Il arrive enfin face à une porte, dont la partie haute est en vitre dépolie : « *Ne réfléchis pas, autrement tu vas jamais rentrer. Allez, vas-y, pousse.* »

Il l'ouvre brusquement et... : une classe bourrée d'Allemands. Une forêt de casques, des hommes statufiés, l'arme sous le bras, trente — peut-être quarante — paires d'yeux braqués sur lui. Un silence. Il ne parle pas allemand. Qu'est-ce qu'il va faire, qu'est-ce qu'il va dire ? Les seuls mots qu'il sache, un jargon emprunté à des affiches, à des films, à des revues, il les hurle pour s'étourdir : « *Kaputt* », « *Krieg fertig* », « *Gefangener* ». Un ange passe. Il ressemble à l'ange de la mort. « *Pourvu qu'ils ne devinent pas que je suis seul. J'ai qu'à faire un geste de la main comme pour appeler ceux qui sont derrière moi. Et puis, surtout, n'hésitons pas, rentrons franchement.* »

Desbordes est au milieu de la classe, à côté de la petite estrade où se tient normalement le professeur. Il est entouré de ces Allemands casqués dans le regard desquels, en une fraction de seconde, il voit un mélange d'incertitude, d'angoisse, de détermination aussi. « *Si y en a un qui veut faire le con, ne serait-ce que vis-à-vis des autres, je suis cuit.* »

Pour se donner du courage et en retirer à ceux d'en face, qui risqueraient d'en avoir, il hurle de plus en plus fort, dans son exécrable allemand : « *Kaputt* », *Krieg fertig* ». « *Et comment leur expliquer qu'ils doivent déposer les armes ? Ce qu'il faut, c'est qu'il y en ait un qui se décide. Avec un peu de chance, les autres suivront... Voilà, j'ai trouvé. Faut plus que je leur parle collectivement. J'ai qu'à m'adresser à un seul, en ne le lâchant pas des yeux.* »

Il en choisit un, à moitié au hasard, avec des lunettes. Il agite sa mitraillette. L'autre esquisse un geste pour déposer son fusil, hésite encore, tourne vaguement la tête vers les autres, et puis ça y est, il bascule. Le fusil est déposé sur un pupitre d'écolier.

Desbordes se dit : « *C'est un coup à la con. Il peut le reprendre trop facilement. Il faut qu'il le mette par terre.* » Il montre le parquet du doigt. L'autre reprend le fusil sur le pupitre et le pose au sol. Desbordes, avec sa mitraillette, indique aux autres qu'ils doivent suivre le mouvement. Ça y est, c'est parti : les armes s'accumulent... mitraillettes, fusils, grenades, revolvers. Que c'est long de sortir un revolver de sa gaine, comme il peut s'en passer des choses entre le moment où on le dégaine et le moment où on le pose par terre ! C'est une petite montagne d'armes qu'il a à ses pieds.

Pas un Allemand n'a parlé. Il semble qu'ils guettent la porte derrière Desbordes, s'attendant à voir arriver les autres. « *Maintenant,* se dit Desbordes, *faut que je sorte avec tous ces gaziers. Si je passe le premier, y a des risques. S'ils passent devant, ils vont se tailler, une fois dehors. J'ai pas le choix. Vaut mieux ça.* »

De la mitraillette, il leur fait signe de sortir de la classe. Y a vingt-cinq, trente casques qui lui passent sous le nez. Le groupe s'enfourne dans le couloir, vers la sortie. Ça y est, ils ont tous quitté la mairie. Le voilà au milieu d'eux dans la rue.

DE la maison d'en face, un volet s'ouvre. Une tête apparaît. Une fois encore, c'est une femme. Les volets s'ouvrent grand et la femme, quelques instants après, apparaît sur le pas de la porte. Elle vient vers lui : « *Dieu soit loué, vous êtes sauf. Comme je suis heureuse. S'il vous plaît, permettez-moi de leur donner à manger.* »

Desbordes n'a pas le temps de répondre. Elle explique : « *Vous savez, ce sont des soldats de la Volksturm. Ils sont là depuis peu de temps. Nous avons tout fait depuis leur arrivée pour qu'ils ne défendent pas le village. Vous comprenez, Monsieur, ça ne changerait rien et on aurait détruit nos maisons. Cette nuit même, je l'ai passée à discuter avec eux pour les convaincre. J'avais toujours peur qu'il y ait des meneurs qui les incitent à se battre jusqu'au bout. Vous imaginez quel malheur !... Alors, Monsieur, s'il vous plaît, laissez-moi les récompenser.* »

Desbordes est si content de s'en tirer sans casse qu'il est prêt à n'importe quoi pour faire plaisir à la femme.

« *Qu'est-ce que vous voulez leur donner ?* »

« *Voilà, monsieur, j'ai préparé un kouglof. Vous savez, ce sont des malheureux. Ce sont des pères de famille. On les a envoyés là parce que les Allemands n'ont plus de troupes fraîches. Ils sont mal ravitaillés. C'est ce qui leur fera le plus de plaisir.* »

Desbordes range sa troupe. Ils sont bien une trentaine, casqués, comme à la parade. La femme rentre dans la maison, ressort quelques instants après, un grand couteau à la main et coupe en tranches égales l'énorme kouglof. Chacun des prisonniers a sa ration à laquelle elle ajoute une canette de bière.

Et la petite troupe, casquée, kouglof dans une main et canette dans l'autre, se met en marche au pas cadencé, sous les yeux éblouis de Desbordes, qui se tient sur le côté pour ne pas les perdre de vue. Il ne manque que les fifres et les tambours. ■

(1) Automitrailleuse.

Journaliste et éditeur, Claude Chevallier-Appert a écrit dans *Combat*, *Paris-Presse*, *le Figaro* et *Notre Journal*. Il est l'auteur d'*Une nuit en Lorraine*, dont la télévision a tiré un film diffusé en 1974. Ancien de la 2e D.B., il a participé aux combats de la Libération, notamment en Alsace.



LA CRISE AFGH...

La conférence islamiq...

l'interve...

• M. Brze...

• La prise ... le débat

Prostitu...

PRIX DES

